

ARCHITECTURE ET URBANISME

à Limoges...

...depuis la révolution



entre rêve et réalité

ARCHIVES MUNICIPALES DE LIMOGES

Collection «Pages d'archives»

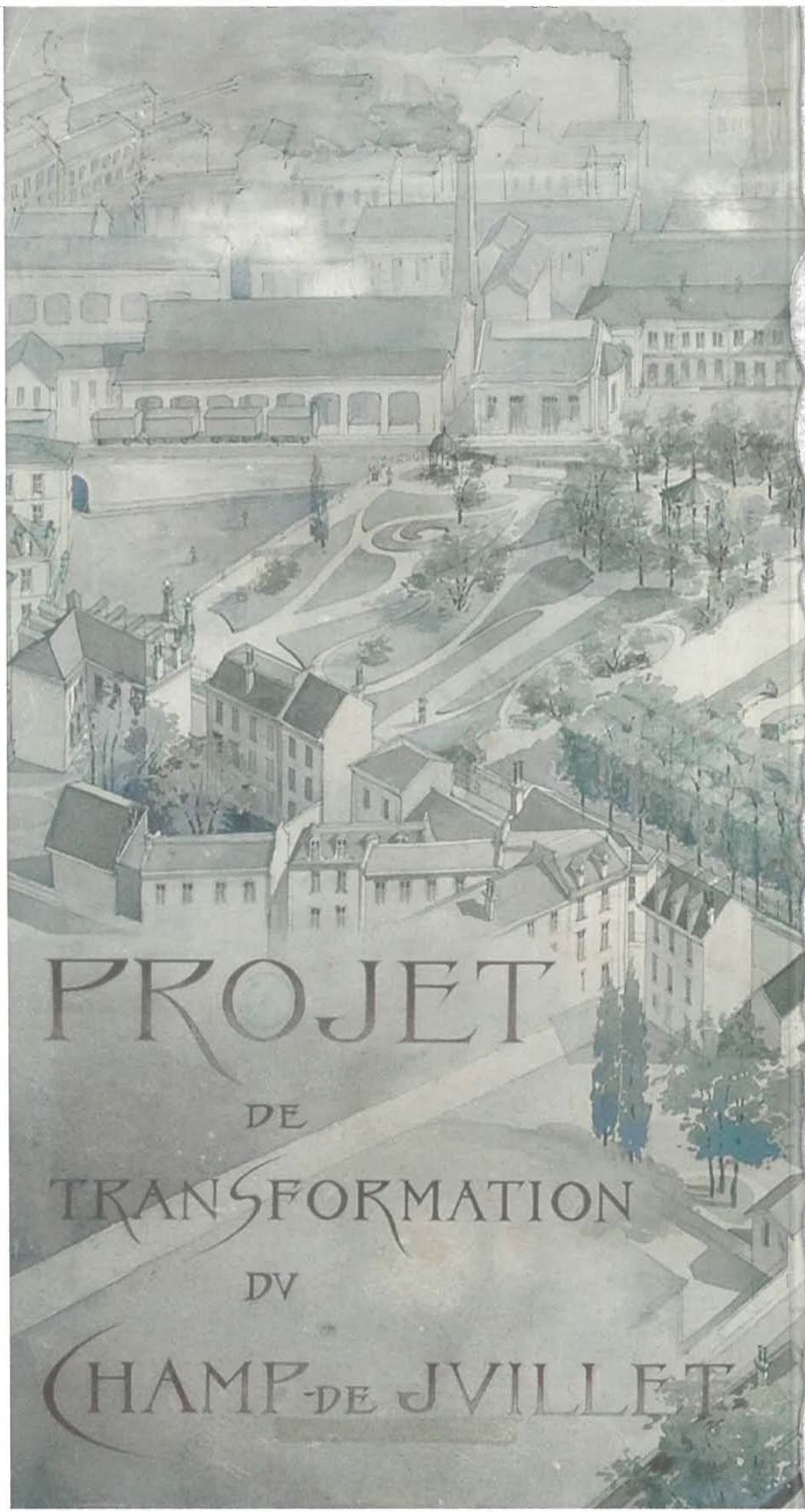
Stéphane Capot
Conservateur des Archives municipales de Limoges

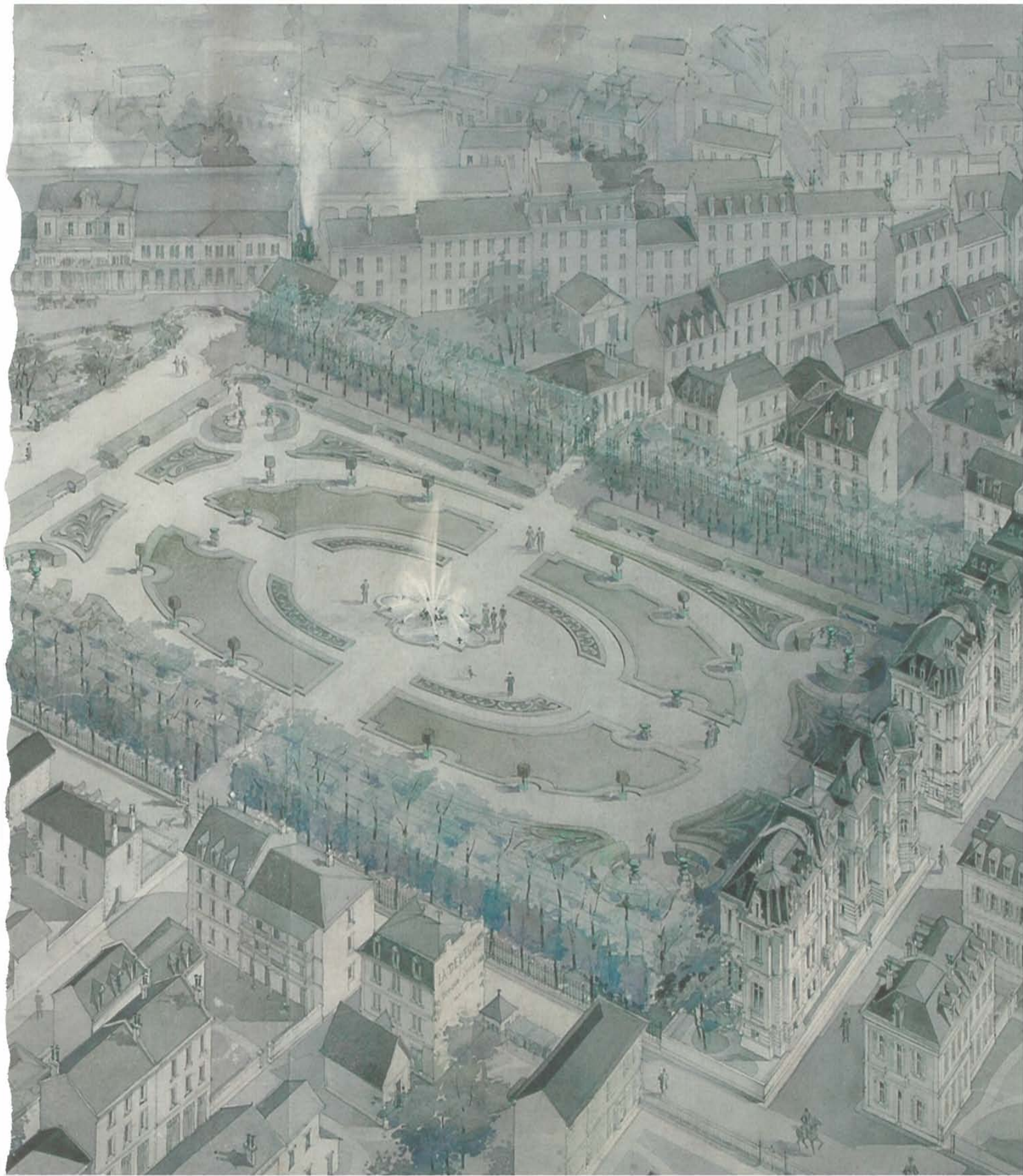
Bénédicte Sardin
Assistante qualifiée de conservation aux Archives municipales de Limoges

avec la participation de :

Jehanne Lazaj
Conservateur au Service régional
de l'Inventaire général du patrimoine culturel du Limousin
DRAC/Conseil régional

Colette Chabrely
Ingénieur d'étude au Service régional
de l'Inventaire général du patrimoine culturel du Limousin
DRAC/Conseil régional





Exposition
Limoges, Pavillon du Verdurier
16 septembre - 26 octobre 2005

entre rêve et réalité

architecture
et urbanisme
à **Limoges**
depuis
la révolution



Lorsque le voyageur anglais

Arthur Young ...

...vient visiter Limoges en 1787, notre ville ne fait guère plus de 20 000 habitants et présente encore un visage largement hérité du Moyen Âge, avec ses deux centres de la Cité et du Château, ses clochers et ses faubourgs de jardins et de vergers. En ce début de XXI^e siècle, on mesure tout le chemin que Limoges a parcouru en un peu plus de deux cents ans : capitale régionale sept fois plus peuplée qu'à la Révolution, au cœur d'une aire urbaine qui atteint les 250 000 habitants et qui poursuit sa dynamique de développement.

Cette croissance spectaculaire n'a pas été sans entraîner de profondes transformations dans le cadre de vie des Limougeauds : extension considérable de l'agglomération et du bâti, création de nouveaux quartiers, mutations du centre-ville, développement des bâtiments publics, équipements et infrastructures répondant aux besoins toujours plus diversifiés de la vie de la cité, construction des réseaux de voirie, d'énergie, d'eau, tout cela en tenant compte de l'évolution générale des conditions de vie matérielles et morales. Plus encore qu'ailleurs, cette croissance a eu pour moteur le dynamisme d'ensemble des activités industrielles, que notre ville a su accueillir et développer. Or, ce développement n'a pas été anarchique et incontrôlé : des logiques d'organisation se sont dégagées avec le temps, où pouvoirs publics, décideurs, architectes, aménageurs et habitants ont joué leur rôle, nourrissant ainsi le débat public de propositions, suivies ou non de réalisations, pour améliorer l'utilisation de l'espace urbain.

C'est précisément le passage du Limoges de la Révolution au Limoges d'aujourd'hui que les Archives municipales ont choisi de vous présenter dans cette exposition, à travers un choix significatif de documents graphiques et d'œuvres issus du patrimoine municipal ou de collections particulières, souvent inédits ou méconnus, en partenariat avec plusieurs services municipaux et institutions culturelles du Limousin. Le sujet est vaste, mais il fournit des clefs pour comprendre comment s'est constitué le cadre dans lequel nous évoluons aujourd'hui. Surtout, il invite à prendre un peu de temps pour poser un regard différent et (re)découvrir par exemple les jardins de Limoges, son patrimoine industriel, ses places, avec ses monuments, son architecture privée, la protection de son patrimoine bâti ou encore quelques-uns des architectes qui ont contribué à sa transformation.

J'ai l'intime conviction qu'en ressortant du pavillon du Verdurier, vous aurez envie de flâner au hasard des rues, pour voir ou revoir ces parcelles de notre patrimoine, célèbres ou anonymes, qui au cours des deux derniers siècles ont donné son âme à Limoges.

Alain RODET

Maire de Limoges
Député de la Haute-Vienne

Pour une approche renouvelée de l'architecture et de l'urbanisme à **Limoges**

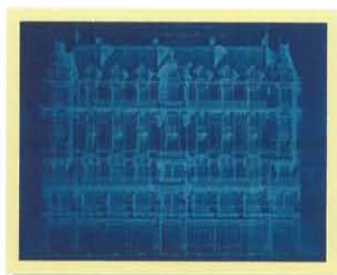
XIX^e-XX^e siècle

Depuis la Révolution, les transformations du cadre de vie et de l'organisation de la ville ont été conditionnées par l'évolution de la population qui l'habite, de ses activités et de ses aspirations. Spectaculaires ou imperceptibles, les changements dans l'utilisation de l'espace – démolitions, reconversions, nouvelles constructions – ne sont pas le résultat du hasard mais bien plutôt du travail collectif de décideurs, publics ou privés, et d'hommes de l'art – architectes, ingénieurs ou urbanistes – qui ont proposé en deux siècles des centaines de projets pour répondre à des besoins ou à des visions, complémentaires et parfois contradictoires, sur la vie commune des Limougeauds.

Cette exposition, qui porte l'avant-titre «entre rêve et réalité», se propose d'explorer quelques facettes des mutations qui ont façonné le visage de Limoges telle qu'elle se présente aujourd'hui. Mais pour atteindre son but, loin de se contenter d'évoquer les projets mis à exécution, elle souhaite inviter le public à découvrir des propositions qui sont restées sans suite. Irréalisme, manque de moyens, choix d'une proposition concurrente, modifications ultérieures : peu importe le motif qui a conduit à son abandon. En effet, tout projet architectural et urbain est le fruit d'une idée, d'une projection dans l'avenir ; il cherche à traduire dans l'espace un besoin d'organisation de la vie collective ; et c'est ce qui en fait tout l'intérêt et toute la singularité.

Les Archives municipales de Limoges ont ainsi fait le choix de présenter plus de 200 documents de leurs fonds – plans d'urbanisme, plans d'architecture, photographies et cartes postales – en les confrontant à une sélection de documents et d'œuvres des Archives départementales de la Haute-Vienne, de la Bibliothèque francophone multimédia de Limoges, du musée de l'Evêché et du musée national Adrien Dubouché, à laquelle il faut ajouter des pièces provenant de collections particulières. A notre sens, cette



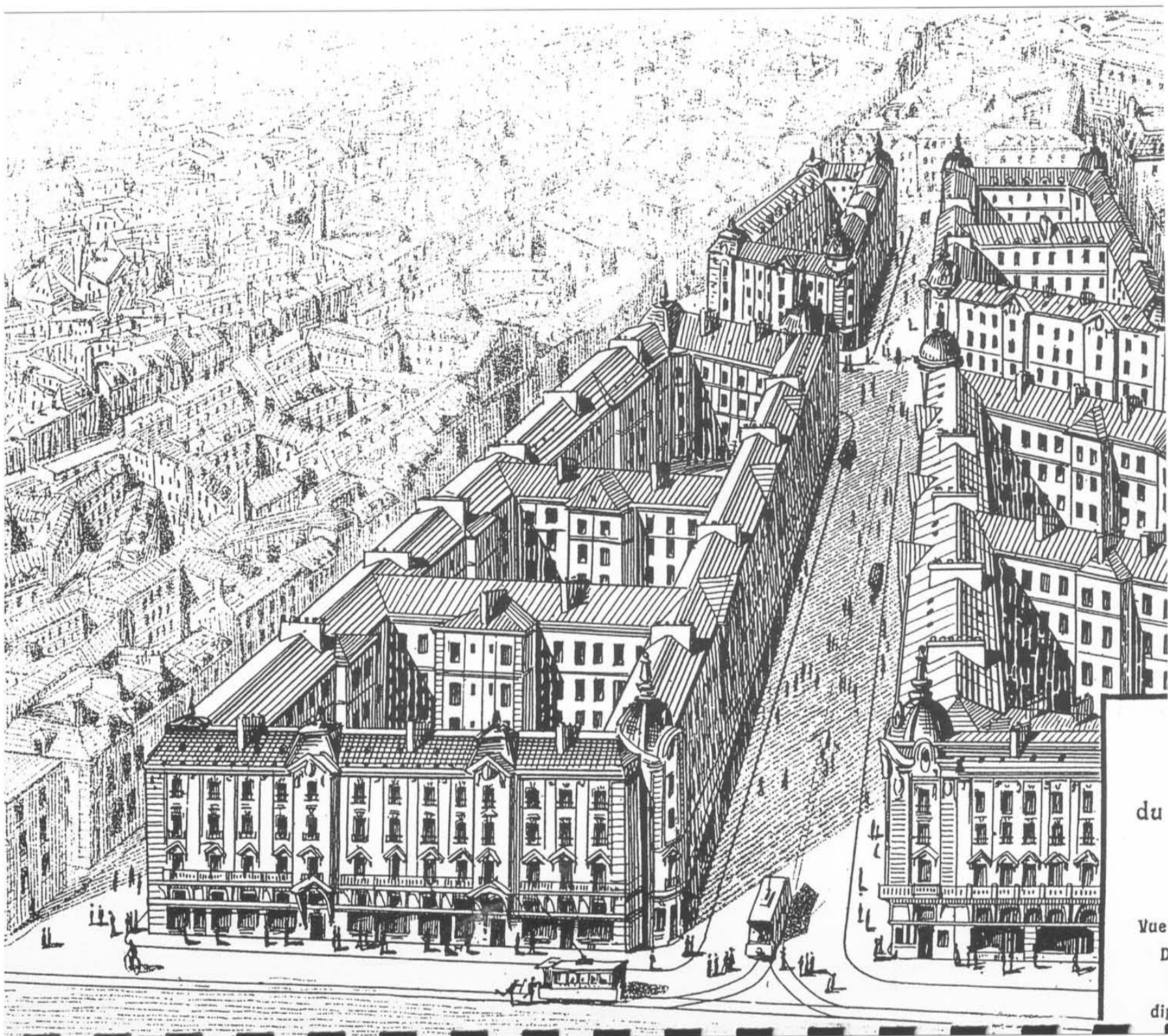


confrontation est susceptible d'enrichir significativement la compréhension de l'histoire urbaine de Limoges au cours de ces deux derniers siècles. La logique de cette sélection repose donc non pas sur des critères esthétiques – encore que certains documents aient acquis le statut d'œuvre d'art – mais sur l'intérêt historique et documentaire des pièces.

Il n'était certes pas possible de tout dire sur un thème aussi imposant. L'essentiel du propos est ailleurs : dépasser le cadre des expositions historiques sur tel site ou tel bâtiment, qui n'offre pas de lecture synthétique immédiate à l'échelle de la ville, ni pour le grand public ni pour les chercheurs qui manquent de points de comparaison avec les villes de même importance ; renouveler les sources à partir desquelles s'écrit l'histoire de la ville, de son architecture et de son patrimoine ; établir des partenariats suivis entre les institutions qui étudient ou conservent le patrimoine documentaire de Limoges ; susciter le dépôt d'archives d'architectes dans les centres publics d'archives du Limousin enfin valoriser un fonds public d'archives qui a fait l'objet d'un classement de longue haleine, sans toutefois s'interdire de présenter des pièces qui n'ont pas encore de classement définitif.

Aussi l'exposition, tout en conservant une trame générale répartie en 9 thèmes qui permet de replacer tout projet d'architecture et d'urbanisme dans son contexte, insiste sur quelques approches plus ciblées : l'aménagement des places, l'insertion des statues et des monuments dans l'espace public, l'art au service de la ville, l'architecture éphémère des fêtes et cérémonies, la préservation d'un cadre de vie intégrant habitat ancien et monuments historiques. Les dossiers sur les jardins et espaces verts ainsi que sur le patrimoine industriel ont bénéficié de la participation du Service régional de l'Inventaire du patrimoine du Limousin ; qui apporte ainsi son expérience de terrain et son regard particulièrement aiguisé sur ces questions.

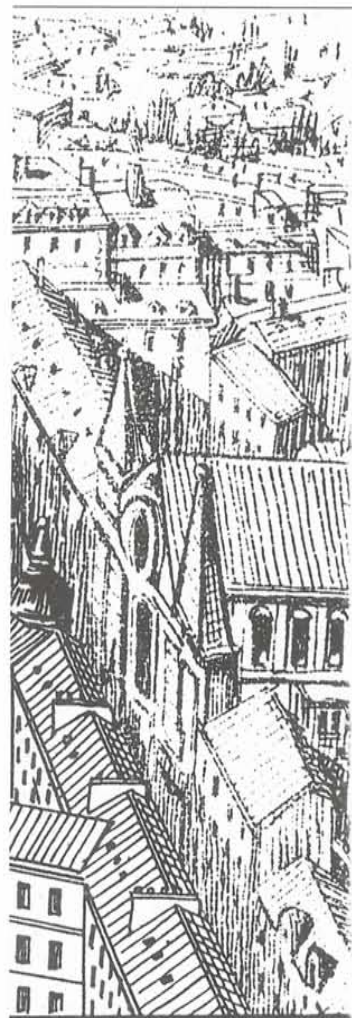
Nous espérons que, au milieu de cette gerbe, volontairement fournie et diversifiée, de documents, chacun trouvera matière à réflexion, étonnement ou admiration, même si remonter le temps pour le comprendre demande précisément... du temps ! Si l'on prend ce temps, on découvre qu'architectes, urbanistes et paysagistes ont contribué hier à inventer le Limoges d'aujourd'hui ; l'observation de leurs travaux nous aide à imaginer quel sera le visage du Limoges de demain.



Projet de la compagnie immobilière pour le nouveau quartier du Verdurier, 1907

Vue perspective, reproduction.

Ville de Limoges - Direction de l'Urbanisme.



Perspective
quartier du Verdurier
reconstruit.

prise de l'Avenue de Toulouse,
essée par M. Paul COCULIA,
Architecte
ômé par le Gouvernement.

1

Croissance et transformations urbaines

1780-1930

La ville et son **organisation** spatiale

Durant tout le **XIX^e siècle**, et particulièrement entre 1850 et 1900, l'aspect de la ville a été profondément transformé. Au recensement de la population de 1911, Limoges compte désormais 93 000 habitants, soit 4 fois plus qu'au début du XIX^e siècle. Cette spectaculaire croissance de la population, liée notamment à l'arrivée massive de main d'œuvre depuis la campagne environnante pour assurer le développement des activités porcelainières, du textile et des autres industries, donne lieu à une extension considérable de l'agglomération, avec l'arrivée du chemin de fer et la croissance des faubourgs industriels où s'étend l'habitat, le plus souvent individuel.



Cette évolution par étapes s'observe clairement à l'aide des plans généraux de Limoges dessinés en 1774, 1851 et 1913 :

- Le plan de 1774, dit «plan Legros» montre l'état de la ville quelques années avant la Révolution, avec les deux centres que sont la Cité et le Château ; un an plus tard, le plan d'alignement dressé par l'ingénieur Trésaguet sur l'ordre de l'intendant Turgot, est approuvé : il sert de plan d'alignement du centre-ville et des premiers faubourgs pendant 100 ans.
- Le plan de 1851 dit «plan Grignard» montre l'emplacement choisi pour la gare de chemin de fer de Paris, alors en construction, et la densification de l'habitat dans les premiers faubourgs, surtout le long des grands axes routiers.
- Le plan de 1913 met en évidence la progression de la voirie dans des quartiers de plus en plus excentrés ; de même, il souligne particulièrement le rôle des jardins et espaces verts dans l'urbanisme, avec l'acquisition de la propriété de Beaublanc quelques années plus tard.

Plan de Limoges par l'abbé Martial Legros, 1774
Papier marouflé et cadre de bois
142 x 135 cm. Archives Municipales de Limoges - DD 14.

Les incendies ravageurs de 1790 et de 1864

Depuis la Révolution, le centre-ville a été partiellement reconstruit, tout d'abord sous l'effet inopiné de deux terribles incendies, survenus le 6 septembre 1790 et le 15 août 1864, touchant à chaque fois entre 100 et 200 maisons.

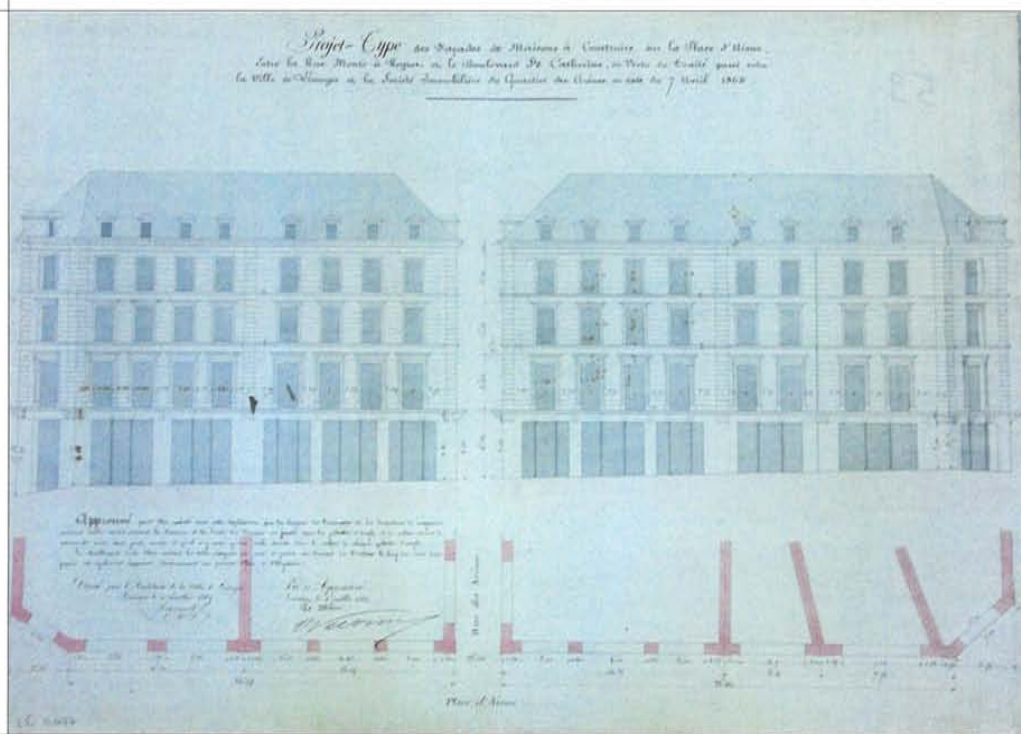
En effet, la plupart des habitations étaient construites à pans de bois et torchis et se trouvaient dans des rues étroites, ce qui facilitait grandement la propagation du feu.

Dans le premier cas, le quartier des Pousses et des Ursulines a été rapidement relevé, avec la création d'une rue de 10 mètres de large, la rue Haute-Vienne, au centre d'une zone qui allait être très prisée dans la première moitié du XIX^e siècle.

En 1864, l'incendie touche tout le quartier compris entre la place de la Motte et la place d'Aine. Les terrains sont rachetés par la société immobilière des Arènes, qui propose l'établissement de trois rues parallèles et larges joignant les deux places. Ce projet fait l'objet de plusieurs modifications pour l'aboutissement des voies sur la place de la Motte (aujourd'hui rues Othon Péconnet, Darnet et D'Aguesseau). Après le choix définitif, le nouveau quartier est réalisé par la Ville et les immeubles sont bâtis selon les nouveaux alignements jusqu'à la fin du XIX^e siècle, avec des matériaux bien différents, puisqu'un arrêté municipal du 30 octobre 1864 prescrit désormais de bâtir en pierre les murs et les façades des nouvelles constructions. Ainsi naît un quartier neuf, homogène et entièrement construit en pierre, facilement identifiable par rapport à son voisin de la Boucherie où le bois domine.



Léon Saquet,
Incendie de Limoges,
15 août 1864
Huile sur toile 95 x 112 cm.
Musée Municipal
de l'Evêché - inv. P. 351.



Projet-type de façade des maisons à construire sur la place d'Aine
Entre la rue Monte-à-Regret et le boulevard Sainte-Catherine,
en vertu du traité passé entre la ville de Limoges et la Société
immobilière du quartier des Arènes, en date du 7 avril 1865,
signé de Régnauld et du maire de Limoges, 3 juillet 1865. Encre
47,5 x 66,5 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1177.

Du **Viraclaud** au quartier de la **Préfecture**

1896-1914

Situé entre la **place Denis-Dussoubs** et la **rue Fitz-James**, le quartier du Viraclaud, partie de l'ancien domaine de l'abbaye Saint-Martial, était au Moyen Age coïncé entre l'enclos des moines et le rempart de la ville du XII^e siècle. A la fin du XIX^e siècle, il se présente encore comme un quartier caractéristique de l'urbanisme ancien du centre-ville, avec des rues étroites, inégalement pavées, peu d'air, des logements partiellement insalubres. Quartier populaire, lieu de vie mais aussi de misère où se concentre entre autres la prostitution, il est la cible principale des attaques du courant hygiéniste qui lutte contre l'insalubrité et qui cherche légitimement à moderniser l'habitat.

Vue panoramique depuis la place Sainte-Rochette
avec les rues avoisinantes et certains de leurs habitants

Montage pris et réalisé par J. Faissat, s.d., v. 1898

27 x 73 cm (cliché 17 x 65). Archives Municipales de Limoges - 9 Fi n.c.



Décidée dans son principe en 1896, la reconstruction s'opère à partir de 1900. Dès 1898, plusieurs projets sont mis en concurrence, les uns mettant l'accent sur la création d'une grande place près de la rue des Filles Notre-Dame, avec le percement de trois avenues rayonnant vers les boulevards et vers la rue du Général-Cérez, un autre créant une large voie pour rejoindre la rue Adrien Dubouché au niveau de la rue Monte-à-Regret.



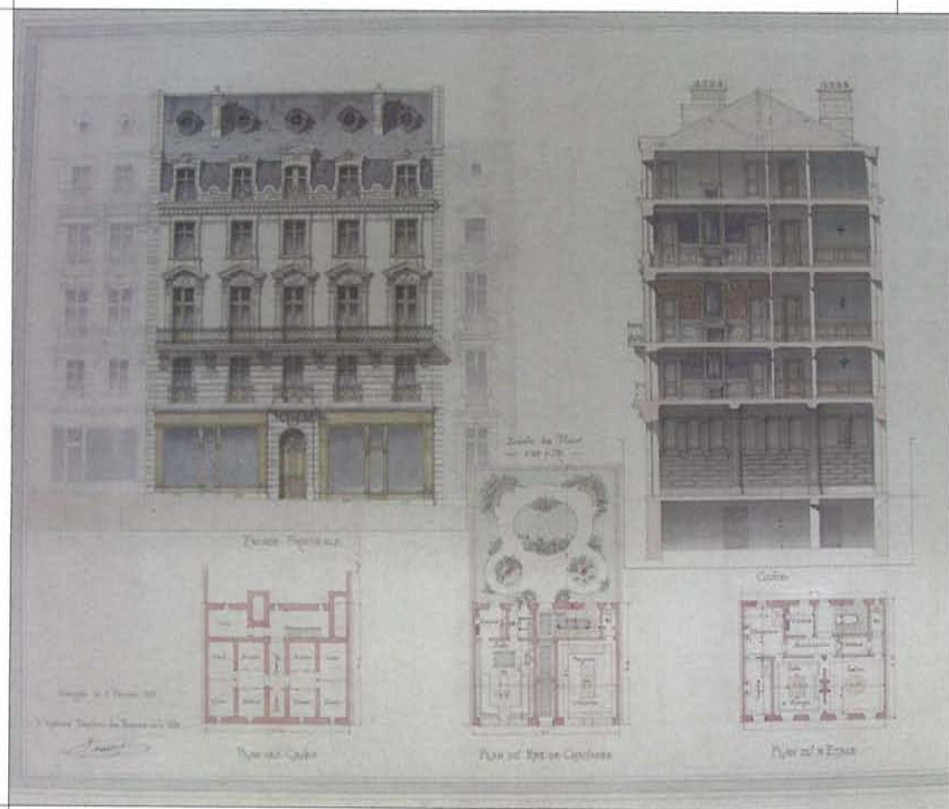
Eugène Alluaud, démolition du quartier Viraclaud
Pour la construction de la nouvelle préfecture en 1899, huile sur toile
63 x 52 cm. Musée Municipal de l'Evêché - inv. P. 7.



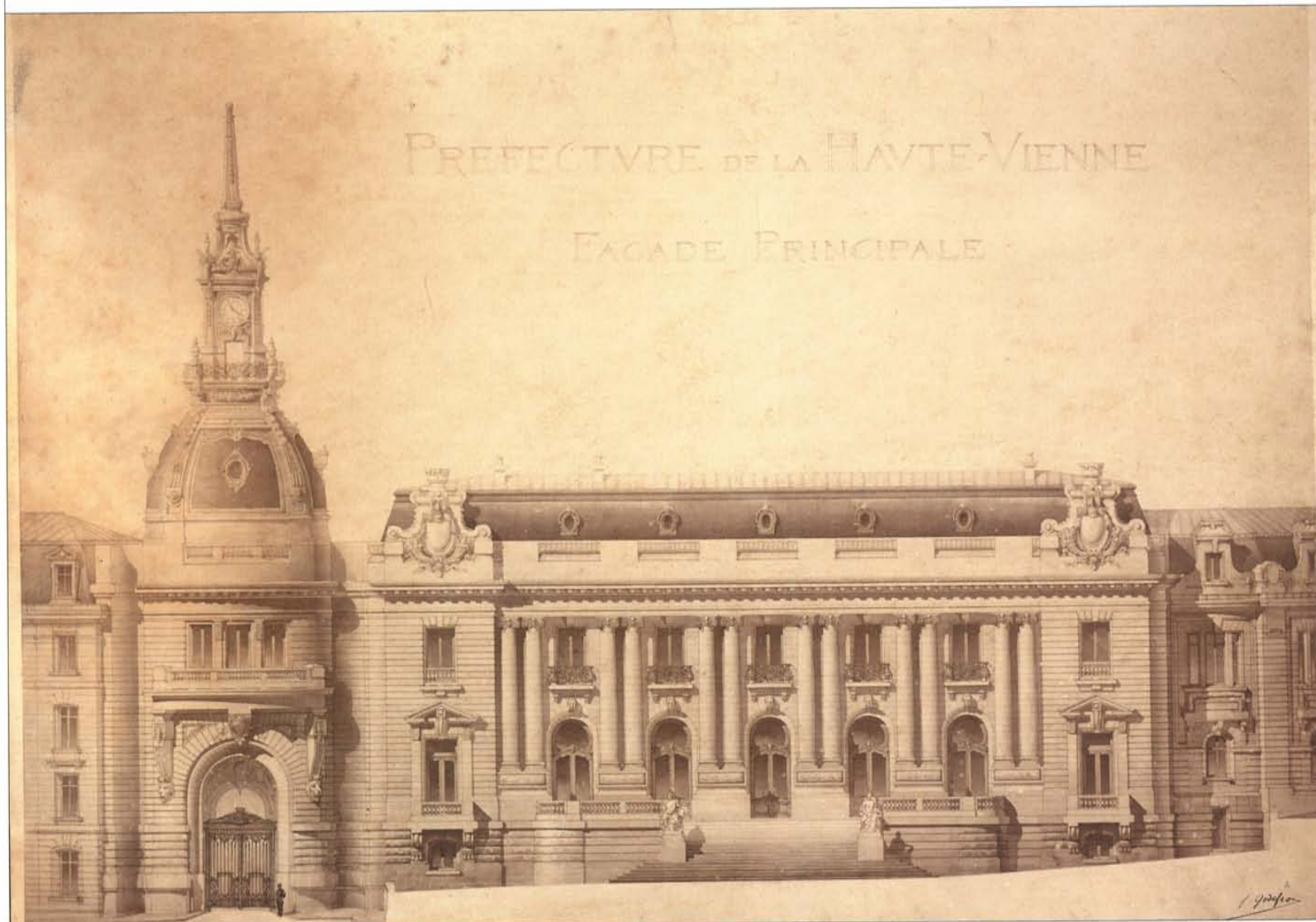
Transformation du quartier de la Monnaie et Turgot
Plan d'ensemble, par J.-B. Blanc, 1900
136 x 84 cm. Archives Municipales de Limoges - 1 Fi n.c.

La réalisation aboutit à la création d'îlots bordés de larges rues, dont l'actuelle rue Daniel-Lamazière, parallèle au boulevard Montmailler (auj. avenue de la Libération) donnant sur une large place (actuelle place Stalingrad).

Une large partie de ces îlots est occupée par de nouveaux bâtiments publics construits entre 1905 et 1912, tels la préfecture et l'hôtel des postes construits sur les plans de l'architecte Jules Godefroy, la chambre de commerce de l'architecte Planckaert ou encore les bains-douches mutualistes (sur l'emplacement occupé aujourd'hui par la banque Tarneaud) mis en service en 1910.



Immeuble à ériger, quartier Viraclaud
J. Maître, ingénieur, directeur des travaux de la ville, Aquarelle, 1891
67,5 x 53 cm, Archives Municipales de Limoges - 2Fi 1176.

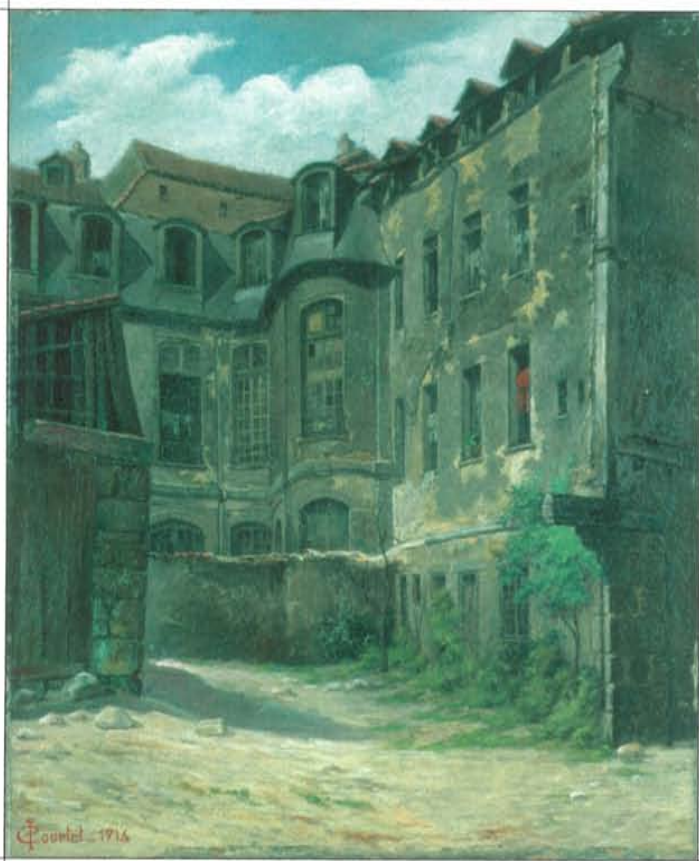


Vue de la nouvelle préfecture
Reproduction d'un dessin, dédicace de l'architecte Godefroy, s.d.
49 x 41 cm. Archives Municipales de Limoges - 1 S 21.

Le projet de **grande rue centrale** émerge véritablement en 1852 sous le mandat du maire Louis Ardant. Cette année-là, il présente un rapport visant à élargir une succession de petites rues du centre-ville, depuis la rue du Verdurier jusqu'à la rue Pont-Hérissou. Il s'agit alors d'ouvrir un grand axe de circulation entre la place Dauphine (auj. D. Dussoubs) et la place Manigne. Ce projet ne se concrétise pas mais est repris ensuite sous le Second Empire. Il faut attendre le tournant du siècle et la démolition du quartier du Viraclaud pour voir se réaliser un premier tronçon de cette voie, dénommée rue de la Préfecture.

Dès lors, la réalisation de cette rue centrale passe nécessairement par la démolition des demeures ouvrant sur les rues du Verdurier, des Suisses, Poulailhère et des Taules et au-delà du quartier du Verdurier jusqu'à la rue du Collège. Mieux bâti que le Viraclaud grâce à un usage plus fréquent de la pierre, organisé autour de rues commerçantes, le Verdurier garde néanmoins certaines caractéristiques typiques de

l'urbanisme ancien avec quelques venelles, impasses et logements précaires, d'autant plus qu'une partie des activités de l'ancien Viraclaud y a trouvé refuge peu après 1900. Un premier projet, né en 1907 à l'initiative d'une société immobilière, propose un aménagement du nouveau Verdurier autour d'une «rue de la Paix» parallèle à la nouvelle rue centrale, à mi-chemin entre celle-ci et le lycée.



Paul-Laurent Courtot, quartier du Verdurier
Rue du Canard, ancienne imprimerie Barbou (façade postérieure)
Huile sur toile, 46 x 38 cm. Musée de l'Évêché, inv. P. 307.



Vue de la rue des Taules
Cliché J. Delhoume, s.d. (v. 1912)
31 x 12,5 cm. Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.



Projet de la compagnie immobilière pour le nouveau quartier du Verdurier, 1907
Vue perspective, reproduction.
Ville de Limoges - Direction de l'Urbanisme.

Mais la compagnie et la municipalité tardent à réaliser l'expropriation ; finalement, en 1912, un autre projet directement conçu par la municipalité est enfin mis à exécution.

Avant la démolition qui commence en 1912-1913, plusieurs dizaines de clichés fixent une dernière fois l'aspect du quartier et de ses boutiques.

Une fois la démolition et le nivellement achevés, la reconstruction de la rue centrale, dénommée Jean-Jaurès, débute en suivant les nouveaux alignements : elle se poursuit jusqu'à dans les années 1930, avec de belles réalisations d'architecture privée. Quant au nouveau Verdurier, il est rebâti sur quatre îlots. Au débouché des rues Fourie et Rafilhoux, en allant vers l'église Saint-Pierre du Queyroix, un pavillon frigorifique est construit par l'Office du Ravitaillement, sur les plans de l'architecte R. Gonthier : achevé en 1921, il prend le nom du quartier qui vient de disparaître, contribuant ainsi à en perpétuer le souvenir.



Vue d'immeubles de la rue reconstruite depuis le boulevard L. Blanc
Coll. P. Colmar.

De la place **Royale** à la place de la **République**

La vente et la démolition de la **collégiale Saint-Martial** sous la Révolution laissent libre un grand emplacement en plein cœur de la ville. Cet espace forme l'assise d'une nouvelle place qui vient se souder à l'ancienne place Sous-les-Arbres qui jouxtait le chevet de la basilique du Sauveur : la place Royale.

Au cours du XIX^e siècle, la place Royale (qui prend le nom de la place de la République en juillet 1880) devient le lieu de vie central de Limoges : lieu de promenade, lieu commerçant avec ses boutiques et lieu de divertissement avec ses fêtes foraines, ses cafés et ses salles de spectacles. L'enjeu de l'aménagement de la place tient d'abord à la régularisation de son périmètre : pour cela,

plusieurs maisons qui empiètent sont démolies entre la Restauration et le Second Empire. Jusqu'en 1850, plusieurs projets de régularisation de la hauteur et du style des façades donnant sur la place sont projetées, dans l'esprit du XVIII^e siècle, mais leur réalisation reste partielle. Ensuite, ce périmètre laisse une marge de manœuvre sur deux de ses côtés : le boulevard de la Pyramide

1790-1970



Vue de la place de la République avant 1950
L'angle de la rue de la Terrasse.
Coll. P. Colmar.

(auj. boulevard Carnot) et la place Fournier. C'est du côté de cette dernière et de la rue Saint-Martial qu'est construit le théâtre municipal, achevé en 1840, tandis que le côté du boulevard de la Pyramide est dégagé, laissant subsister le point de vue sur l'hôtel Naurissart. Une terrasse plantée d'arbres y est aménagée. Mais les projets d'utilisation et de transformation de cette terrasse sont nombreux : Viollet le Duc le propose comme emplacement de l'hôtel de ville sur un plan de 1878 ; vers 1900, il est successivement envisagé d'y construire une galerie commerciale et un cirque théâtre avec aménagement des abords. Mais aucune de ces solutions n'aboutit. De même, les projets d'aménagement du centre de la place avec la fontaine décorative (qui est installée à l'hôtel de ville) et de kiosque sont repoussés.

A la fin des années 1950, la place, qui présente un visage assez proche de celui des années 1860, est à la recherche d'une nouvelle dynamique. En 1952, l'architecte A. Pécaud rend un premier projet de nouveau théâtre du côté du boulevard Carnot, qui n'a pas de suite. Mais la municipalité est à l'initiative d'une transformation radicale, avec creusement d'un parking souterrain, création d'une dalle couvrant l'ensemble de la place, démolition de l'ancien théâtre municipal pour ouvrir à nouveau le côté de la rue Saint-Martial et remplacement de la terrasse par un alignement d'immeubles

Projet de galerie commerciale, place de la République
Vue de la façade sur la place, par J. Godefroy.
Aquarelle, 67 x 103 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1137.



Vue de la place de la République avant 1950
Vue aérienne
Coll. P. Colmar.



modernes le long du boulevard Carnot. Ce projet est adopté. Les travaux importants qui suivent permettent au passage la découverte de la crypte de l'abbaye Saint-Martial avec de nombreux vestiges archéologiques. La place est définitivement achevée en 1970. Ce nouveau visage, que l'utilisation massive du béton rend quelque peu austère, contraste avec ses abords (quartier du Verdurier, rue Jean-Jaurès), de style très différent. Le changement d'équilibre ne lui a cependant pas enlevé son rôle de place centrale, point de passage incontournable et fréquenté avec ses grands magasins.



Projet d'aménagement et de décoration pour la place de la République
Par G. Ferran, 1966
44 x 104 cm. Archives Municipales de Limoges - 2Fi.

De la place **Dauphine** à la place **Denis-Dussoubs**

1770-1900

La démolition des **fortifications** de la ville et de la **porte Montmailler**, au débouché de l'axe de Poitiers, en 1765, est à l'origine des boulevards et places du tour de ville.

En 1781, la naissance du Dauphin, fils du roi Louis XVI, offre aux échevins du Château une première occasion d'embellir la ville en érigeant une fontaine décorative au centre de cette nouvelle place circulaire en cours de construction avec des immeubles de style classique jouant sur la brique et la pierre, devenant ainsi la place et la fontaine Dauphine. En mars 1782, Cadié, architecte en chef de la généralité de Limoges, présente un devis complété par un dessin de Margrait, architecte parisien, figurant l'élévation de la fontaine avec son ornementation. Elle se présente sous la forme d'un socle circulaire avec emmarchement, d'un piédestal de base carrée avec pilastres saillants aux angles, surmonté d'un fût de colonne cannelée. La première pierre en est posée le 12 septembre 1783, les travaux sont réalisés par Brousseau, les décorations de dauphins, guirlandes, couronnes, armes, colliers et cuvettes sont exécutées par des artisans parisiens.

Monument de prestige qui assurait également l'alimentation en eau du quartier, la fontaine, traverse la 1^{re} moitié du

XIX^e siècle sans grande modification. Elle est pourtant démolie en 1851, l'acte de piété envers la monarchie d'Ancien Régime étant depuis longtemps passé de saison. La place ne demeure pourtant pas très longtemps sans monument : le nom de Denis-Dussoubs, figure de la révolution de février 1848 à Limoges, tombé sur les barricades à Paris en 1851, va s'attacher à la place à partir de 1892. Un premier projet de buste est installé au jardin d'Orsay en 1882 : il sera cédé en 1896 à la commune de Saint-Léonard de Noblat, ville natale de Denis Dussoubs. Un hommage plus conséquent est proposé dès 1887 sous la forme d'une statue par le sculpteur Rousselle-Bardelle, pensionnaire de la ville de Limoges à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris. Ce dernier travaille sur des maquettes en 1888. Un premier modèle abouti est rejeté en 1890 par la municipalité d'Emile Labussière, qui souhaite une représentation plus grandiloquente pour cette statue commémorative destinée à la place qui porte ce nom depuis décembre 1881. Le modèle définitif est exécuté en 1891 et le monument de bronze est inauguré en avril 1892 ; le socle, confié à Delphin Honorat, sculpteur à Limoges, n'est achevé que plus tard. Cinquante ans après, la statue est fondue à la demande des Allemands : la place perd son ornement central et jusqu'ici elle n'en a pas retrouvé d'autre.



Fontaine Dauphine
Projet présumé d'exécution, terre cuite, fin XVIII^e s. (v. 1783)
H 33 cm Musée Municipal de l'Evêché - inv. 2004 R27.1.

Fontaine Dauphine
Projet d'exécution, bois patiné, fin XVIII^e s. (v. 1783)
H 34 cm. Musée Municipal de l'Evêché - inv. 2004 R27.2.



ERNEST LÉPINSKY

LIMOGES

Projet de statue en pied de Denis Dussoubs
Modèle en plâtre non signé, non réalisé, (auteur présumé, Rousselle-Bardelle)
21 x 16 cm (cliché 16 x 12 cm). Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.



Vue de la place D. Dussoubs
Carte postale. Coll. P. Colmar

Située à quelque distance du cœur de ville, dans les faubourgs nord, **la place Carnot** est à l'origine un carrefour où se croisent plusieurs voies élargies ou créées dans la 2^e moitié du XIX^e siècle.

En effet, la construction successive des deux gares des Bénédictins et des Charentes fait de cette zone un quartier privilégié pour l'installation de l'industrie. Le faubourg croît rapidement. Le «crucifix d'Aigueperse», comme on nommait alors la place, devient le grand carrefour des avenues reliant les deux gares, de la route et du faubourg de Paris (auj. rue F. Chénieux et avenue du général Leclerc), de l'avenue du Crucifix (auj. avenue Garibaldi) et de la route de Poitiers (auj. avenue Emile-Labussière). A la fin du XIX^e siècle, le quartier Carnot est commerçant et peuplé ; après la construction des halles centrales place de la Motte, le Marché Dupuytren est déplacé et installé à proximité du rond-point.

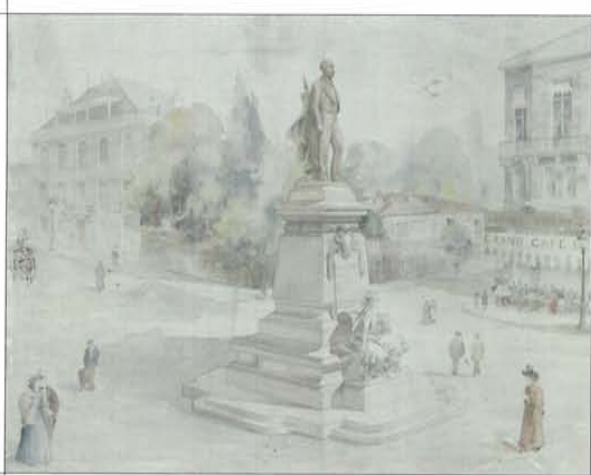
Ce carrefour qui prend son aspect définitif de place circulaire vers 1890 avec le percement de l'avenue Adrien-Tarrade, est finalement choisi pour l'implantation du monument rendant hommage à Sadi Carnot, président de la République natif de Limoges et assassiné en 1894 dans l'exercice de ses fonctions. Un premier projet en prévoyait l'implantation au carrefour Tourny, lieu central mais peut-être moins adapté à la réalisation d'un monument de prestige,

car la place Jourdan et sa statue sont tout proche. Le rond-point Garibaldi offre une solution sans que la circulation soit perturbée. Trente-deux participants font des propositions lors du concours qui donne lieu à la réalisation de plusieurs modèles en plâtre. Le second prix est attribué au sculpteur Bouteiller, le 3^e prix au projet d'Henri Coutheillas, associé à l'architecte Jules Godefroy qui est notamment illustré par une aquarelle avec implantation sur le site du carrefour Tourny. Le 4^e prix revient au travail du sculpteur Steiner et de l'architecte Lefèvre.

C'est le projet du sculpteur Jean-Louis Clausade, associé également à l'architecte Jules Godefroy, qui est retenu. Il comprend deux statues de bronze, l'une représentant Sadi Carnot debout sur un piédestal en pierre, l'autre figurant une allégorie de la République assise en contrebas, avec ses attributs. Le monument est inauguré en 1897. Comme les autres monuments en bronze de la ville, il est fondu en 1942 pour en récupérer le matériau. La place de faubourg a donc perdu sa statue mais elle a gardé le nom du président et demeure le centre d'un quartier animé.



Projet pour le monument en l'honneur de Sadi Carnot
Plâtre, Henri Coutheillas, 3^e prix
27,5 x 10,5 cm. Musée Municipal de l'Evêché - inv. 998.R24.1.



Projet de monument à Sadi Carnot au carrefour Tourny
Par H. Coutheillas et J. Godefroy
Aquarelle, 113 x 97 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1111.



Vue de la place Carnot au début du XX^e siècle
Coll. Musée de l'Evêché - J.-M. Robin.

De la place Tourny à la place Jourdan

La **place Tourny** est une création du 2^e quart du XVIII^e siècle, à l'initiative de l'intendant de la généralité de Limoges, Aubert de Tourny, en poste de 1730 à 1743 : elle servait de dégagement devant l'entrée de ville sur la route de Lyon, précédant une nouvelle porte monumentale dite «porte Tourny» au débouché de la rue Saint-Martial. Les allées des Bénédictins, bordées d'arbres, conduisant à l'abbaye Saint-Augustin, aboutissaient à cette place. Quelques constructions, dont la manufacture Laforest, ont leur façade sur la place mais celle-ci est encore relativement vide et rurale.

L'aménagement de la place Tourny prend une autre dimension au XIX^e siècle avec l'ouverture de voies pour la desservir : la communication avec la Cité se fait sur d'anciens terrains appartenant aux Cordeliers ; en face, la création du Champ de Juillet entraîne la création du cours Jourdan ; puis c'est l'avenue de la Gare (auj. avenue du général De Gaulle) pour mettre la place en communication avec la gare des Bénédictins ; enfin le boulevard de Fleurus, qui adopte le tracé du tunnel ferroviaire qui traverse le centre-ville et qui est achevé en 1861.

Surtout, l'aménagement de l'ancienne propriété de Brettes, qui borde la place à l'ouest, signe la naissance d'un nouveau quartier résidentiel. C'est l'hôtel de commandement de la XII^e région militaire, achevé en 1867, qui donne sur ce côté de la place. Parallèlement, après

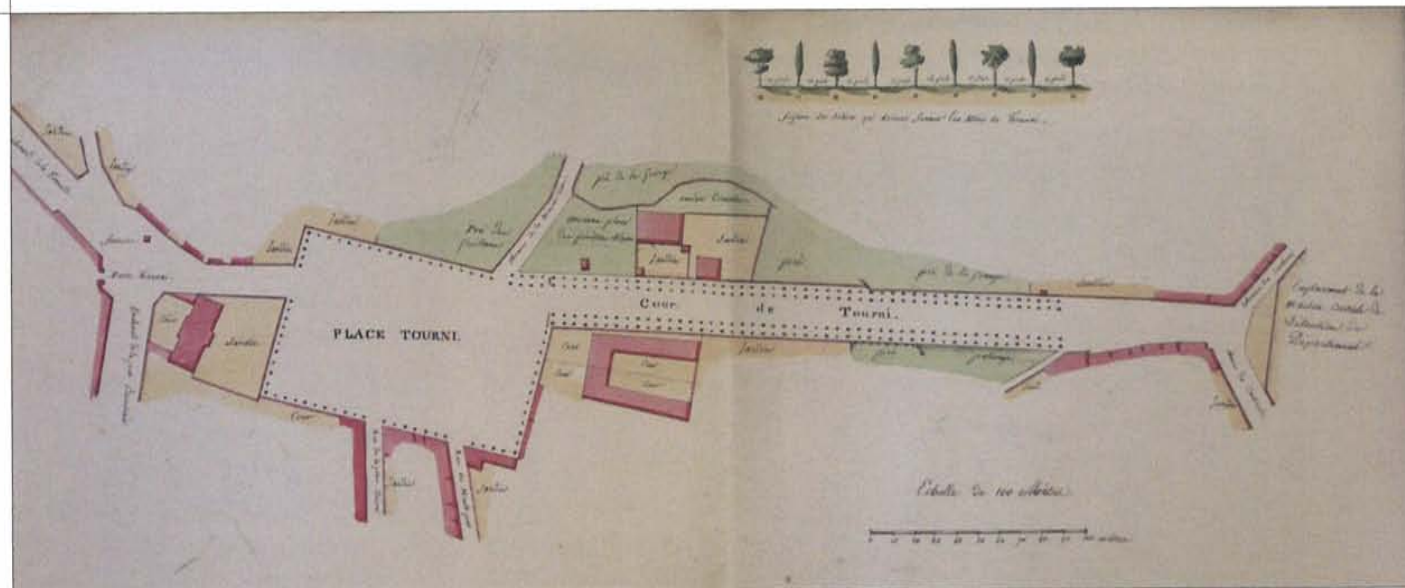
rebouchage du tunnel ferroviaire creusé à ciel ouvert, la statue du maréchal Jourdan est installée au centre de la place en 1860-1861 ; un grand square bordé d'arbres avec allées et parterres l'entoure. La construction d'immeubles sur le côté est, entre la rue du Maupas et le carrefour Tourny (Cercle Turgot, Central Hôtel, hôtel de la Paix) jusqu'au début du XX^e siècle achève de donner un ordonnancement stylistique homogène aux façades.

La parure monumentale est complétée par les monuments aux morts de la guerre de 1870 et de la première guerre mondiale : le premier, dit «monument des Mobiles», est dû à l'initiative d'un comité ; œuvre du sculpteur Adolphe-Martial Thabard, il est installé en 1899 au coin du cours Jourdan et de l'avenue



Vue générale de la place Jourdan aménagée
Carte postale. Coll. P. Colmar.

Projet d'embellissement de la place et du cours Tourny
Plan couleurs, s.d., (v. 1820)
25x 57 cm. Archives Municipales de Limoges - 1 OP 30.



de la Gare. Quant au monument aux morts de la première guerre mondiale, il ne fait son apparition sur la place qu'en 1963 : œuvre de l'architecte Vergnolle et du sculpteur Sallé, il était installé jusqu'alors square de la Poste (place Stalingrad) depuis son inauguration en 1931. La réalisation de ce monument avait donné lieu à l'ouverture d'un concours en 1929. D'inspiration pacifiste, le monument exécuté représente un soldat mort reposant sur un catafalque ; à ses côtés la Paix terrassant la Guerre, la Douleur aux pieds du soldat mort au combat et deux figures d'ouvriers de la chaussure et de la porcelaine personnifiant le Travail.

La place Jourdan, en raison de sa proximité de la gare et du nouveau parking du Maupas, renoue plus que jamais avec sa fonction d'entrée de ville qui l'avait vue naître au XVIII^e siècle.



Vue de la place Jourdan en travaux après rebouchage du tunnel ferroviaire S.d., fin 1861, 26 x 32 cm. Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.

1850-1900

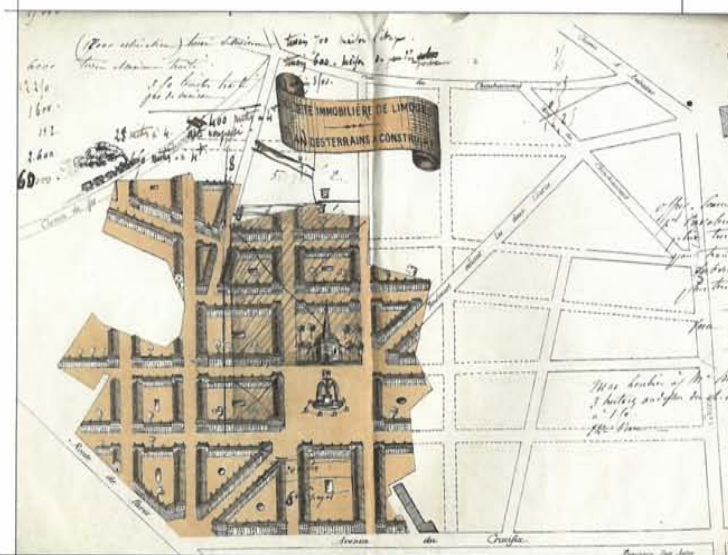
Les nouveaux quartiers résidentiels

Entre 1850 et 1900, de **nouveaux quartiers** sont tracés et construits, de plus en plus éloignés du centre-ville. Leur création, qui structure les faubourgs, doit beaucoup à l'initiative privée, à travers l'action de sociétés immobilières spécialement constituées et à l'action d'un homme, Ernest Ruben, impliqué tant dans la reconstruction du quartier des Arènes que dans la société immobilière du Piaulaud et le quartier des Emaillieurs.

Les quartiers du nord et de l'est

■ Le lotissement de Brettes est le nouveau quartier construit à partir de 1857 sur l'ancien terrain des Feuillants, entre la place Tourny (Jourdan) et le Champ de Juillet, cédé gratuitement à la ville par ses anciennes propriétaires. Ce quartier, aux avenues larges et rectilignes, proche du chemin de fer, comporte notamment l'Hôtel de Division et une école primaire destinée aux enfants de la paroisse Saint-Pierre.

■ Le quartier du Crucifix ou de la Société immobilière s'étend au-delà du Champ de Juillet, en bordure de l'avenue (auj. Garibaldi) qui conduit du carrefour Tourny à la chapelle du crucifix d'Aigueperse (auj. place Carnot). Son aménagement est imaginé dès 1864, de façon très semblable au lotissement de Brettes, avec une place avec église et fontaine. L'implantation d'une caserne de cavalerie, décidée en 1873, change la physionomie du quartier. Les rues de la Société immobilière sont classées publiques en 1884 ; certaines sont prolongées pour compléter le réseau.



Quartier de Crucifix
Perspective cavalière
Archives Municipales de Limoges - 1 O n.c.



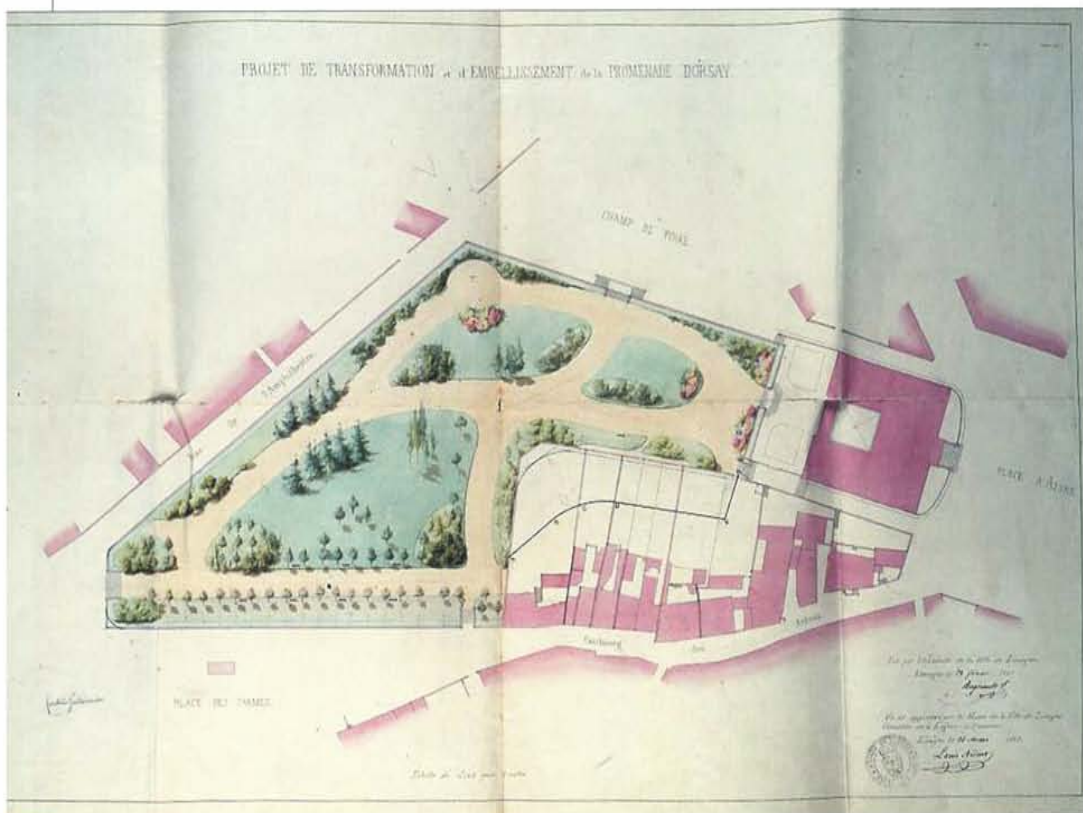
Le haut de l'avenue Ernest Ruben.
Coll. P. Colmar.

Les quartiers sud

Le quartier du Piaulaud porte le nom d'un domaine agricole situé entre la place d'Aine et la place des Carmes, traversé par quelques chemins ruraux. En 1856, un premier projet de plan d'alignement est présenté au conseil municipal, avec un grand jardin public de 240 sur 110 mètres, le «jardin Napoléon». La réalisation ne commence qu'en 1866 et une partie du projet est abandonnée : le grand jardin public est remplacé par l'avenue du Midi. L'ouverture des rues et avenues se poursuit jusque dans les années 1880.

Le square des Emailleurs est un quartier créé sur ses terres personnelles par Ernest Ruben (mort en 1900), qui contribua à la renaissance de l'émaillerie à Limoges. Il commence à ouvrir des rues donnant sur le square dans les années 1880 : celles-ci prennent le nom d'artistes limousins célèbres. Il fait don du Square à la ville en 1892, qui l'accepte en 1897. La plus belle voie est sans doute celle qui joint le carrefour Beaupeyrat au bas de l'avenue Baudin : longue de 800 mètres, large de 24, avec deux chaussées séparées par un terre-plein planté d'arbres, elle prend à la mort d'Ernest Ruben le nom de ce bienfaiteur de la ville.

Le jardin d'Orsay, un espace en quête d'identité



Les vestiges de l'**amphithéâtre gallo-romain** de Limoges, lieu de refuge pour les vagabonds, sont écrêtés et le creux central comblé en 1712 sur décision de l'intendant Boucher d'Orsay.

Cette terrasse ainsi aménagée, porte alors le nom de place d'Orsay. Les 300 ormes et frênes qui y furent plantés selon des alignements visibles sur les plans parcellaires et le plan Tresaguet ont assez vite dépéri et c'est en 1787 qu'on décide de les abattre pour replanter des marronniers et des tilleuls.

Une copie du XIX^e siècle [v. 1840] du plan Tresaguet fait état d'un projet visant à régulariser l'espace, en adjoignant une partie du Champ de Foire et en créant un jeu de terrasses auxquelles on accède par des escaliers. En 1845, l'escalier monumental qui permettait la communication entre cette place d'Orsay et la place d'Aine est visible sur les plans du

Projet de jardin paysager à l'anglaise, 1861

Signé F. Régnauld

70 x 102 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 552.

XVIII^e siècle, est supprimé lors de la construction du palais de justice. Un accès est maintenu le long du palais de justice sur un des cotés de la nouvelle construction mais il devient secondaire.

Vers 1860, la promenade d'Orsay tombe à l'abandon et souffre de la désaffection générale ; pour rénover cet espace et le rendre attractif, F. Régnault, architecte de la Ville, propose un aménagement paysager en l'agrémentant de trois massifs, d'une allée périphérique et d'une allée centrale. Aucune suite n'est apportée à ce projet.

Placé à proximité du centre-ville dans un quartier en pleine expansion, l'emplacement du jardin d'Orsay est considéré comme un terrain à bâtir, pour lequel F. Régnault fait des propositions. En 1861, on souhaite la fermeture et l'embellissement de la promenade d'Orsay avec la construction d'un musée à l'arrière du Palais de Justice et de nouveaux alignements de voirie. Ce jardin, transformé en espace vert accompagnant un bâtiment perd son rôle de promenade. En 1873, la ville persiste dans l'idée de musée place d'Orsay et le service de l'architecture rend plusieurs variantes d'élévation de façade d'un musée.

Ces plans ne sont pas réalisés et en 1898 de nouvelles propositions de jardin sont mises en plan par l'agent voyer de la ville. C'est la variante ordonnée autour de deux axes principaux de composition, l'un venant du palais de justice, l'autre d'un escalier monumental à aménager sur le côté nord-est, qui est retenue. Un bassin régulier est disposé à la croisée de ces deux allées. Cette composition renoue avec le style à la française qui revient à l'honneur à la charnière du XIX^e siècle et du XX^e siècle.

Commandée par l'Etat, la sculpture monumentale en marbre «le Chêne et le Roseau» d'Henri Coutheillas est installée

en face de l'escalier nord-est, à l'arrière du bassin, pour compléter la vue du nord vers le sud. Cette œuvre a été déplacée dans les jardins du musée de l'Evêché.

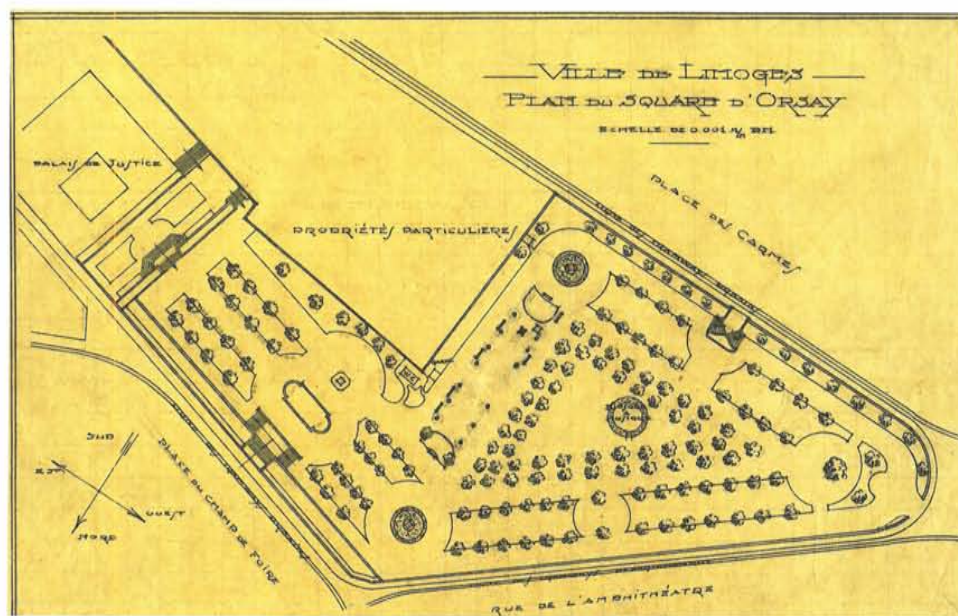
Un kiosque à musique occupait l'autre partie du jardin, au milieu de la terrasse. Cette scène surélevée dont la couverture sert d'abat-son permettaient aux musiques de ne pas trop se disperser hors de la terrasse. Sa position centrale offrait aux passants la possibilité d'en faire facilement le tour.

L'après-guerre voit naître de nouveaux projets d'aménagement. Le monument aux morts de la 2^e guerre mondiale, très sobre, inauguré en 1946, occupe le bout du jardin : son emplacement a été choisi pour faire face au débouché de la route d'Oradour-sur-Glane. D'autres projets visant à transformer cet espace n'ont pas abouti, tel un projet de piscine d'André Pécaud en 1944 ou encore un projet de salle des sports en 1958. Finalement, après bien des hésitations, le jardin d'Orsay demeure fidèle à la vocation de promenade qui l'a vu naître.



Limoges - Kiosque du Jardin d'Orsay
 T. BOURGAT, PONT - LIMOGES
 Vue du jardin d'Orsay
 kiosque et statuaire, v. 1920
 Coll. P. Colmar.

Calque de situation du jardin, V. 1920
 Ville de Limoges - Espaces verts.



Le Champ de Juillet, esplanade ou jardin ?

Le **Champ de Juillet**, était à l'origine un terrain de manœuvres ou revues militaires dont le nom évoque les journées révolutionnaires de juillet 1830 et non la Monarchie de Juillet.

Le tracé de ce quadrilatère s'est fait sur des terres non bâties, acquises par la ville en 1827. Le niveau a été aplani, et l'accès principal a été dessiné de façon rectiligne à partir d'une rue partant de la place Dauphine, actuelle place Denis Dussoubs. Le Cours Jourdan a été tracé perpendiculairement pour rejoindre la place Tourny, actuel square Jourdan. Le quartier situé entre le Champ de Juillet et la Place Jourdan était à construire. Les plans de la ville des années 1850 montrent que les rues nouvellement tracées ainsi que le pourtour de l'esplanade étaient bordés d'arbres. Dès 1853, la

municipalité décide de se doter d'une «promenade» digne de la ville. Cet espace se trouvait quasiment hors la ville, avec des abords campagnards en mutation notamment avec l'installation de nouvelles industries. La principale nouveauté est cependant l'arrivée du chemin de fer en 1856 et l'aménagement d'un embarcadère pour les voyageurs, avant la construction de la première gare.

En 1858, le paysagiste Eugène Bülher est consulté pour établir «un projet de restauration et d'embellissement de pro-



Projet de transformation du Champ de Juillet

Aquarelle, s.d., 1898, non signée

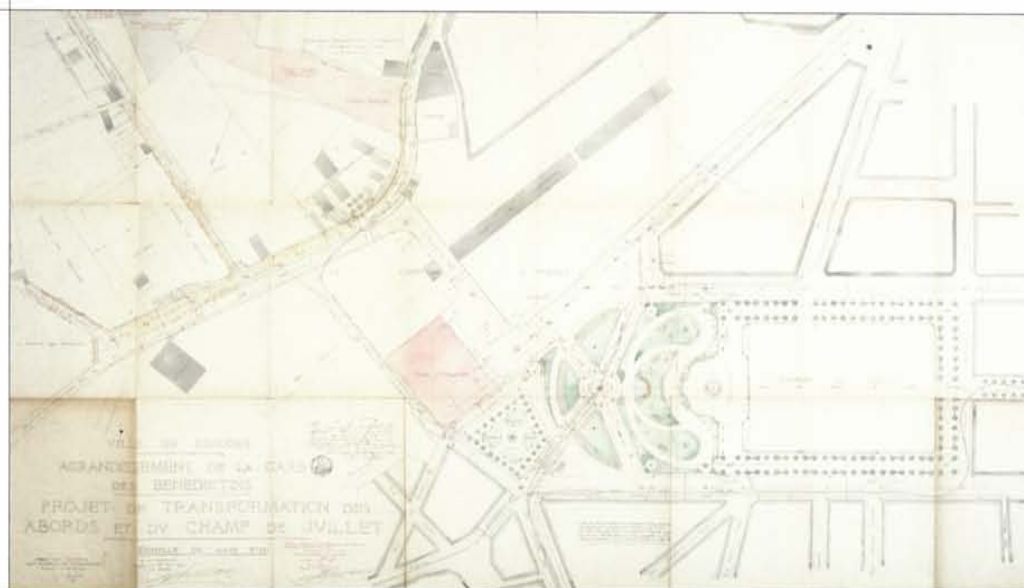
88,5 x 127,5 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 533.

menade publique» Les parcelles situées à l'est de l'esplanade, dans le secteur dit de Maison Dieu, sont acquises pour agrandir cette promenade. Les limites de cette nouvelle partie sont arrêtées selon un tracé géométrique à trois côtés. La surface de l'esplanade est réduite sur son pourtour pour aménager un «chemin de ceinture», c'est-à-dire les actuels cours Gay-Lussac, Bugeaud et Vergnaud. E. Bulher propose de ménager une vue sur la campagne à partir de l'esplanade et prévoit une composition régulière à l'extrémité de celle-ci dans la partie en demi hexagone. Un plan joint au rapport Bardinet de 1858, rend compte de ces propositions d'aménagement. André Laurent, horticulteur pépiniériste de Limoges, est associé au projet.

E. Bülher est sollicité à la même époque par la municipalité pour l'aménagement de la place Royale (place de la République). Durant cette même période, les frères Bülher créent des projets beaucoup plus ambitieux pour d'autres grandes villes, c'est le cas du parc de la Tête d'or à Lyon. Pour la ville de Limoges, leurs propositions sont limitées selon la commande. Le Champ de Juillet devient un lieu de promenade entouré d'allées et de nouvelles voies d'accès au chemin de fer ; l'esplanade ouverte sur la campagne est restée libre, elle peut encore recevoir la troupe ainsi que les pavillons d'exposition.

Les projets suivants prennent en compte la présence de la gare selon ses emplacements successifs. La gare construite le long des voies, en 1858-60, en remplacement du premier embarcadère est représentée, à l'arrière plan d'un projet de «transformation du Champ de Juillet».

Un premier dessin à l'aquarelle est la vue axonométrique d'un parc public à réaliser, situé au centre d'un projet immobilier ambitieux, grâce auquel Limoges aurait pu rivaliser avec d'autres grandes capitales provinciales. C'est,



Agrandissement de la gare des Bénédictins et projet de transformation des abords du Champ de Juillet

Signé par le maire Léon Betoulle et par Brière, 1919-1920

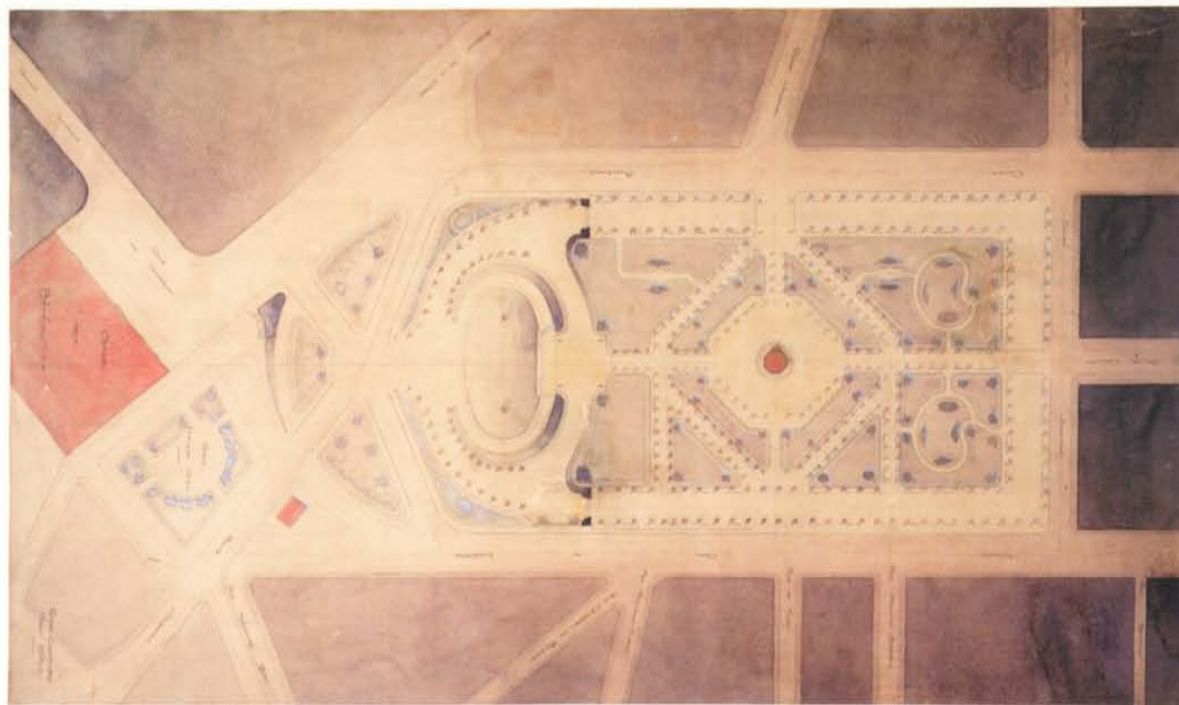
Tirage, 97 x 171 cm. Archives Municipales de Limoges - 1 O n.c.

pour le moins, l'esprit qui se dégage d'une délibération du conseil municipal datée du 4 février 1898, dans laquelle il est précisé que l'administration a fait étudier un projet «sur le modèle du jardin public de Bordeaux». Adossé à de magnifiques hôtels et entouré de grilles le Champ de Juillet transformé deviendra une promenade des plus agréables.

Ce dessin, d'une qualité exceptionnelle d'exécution et d'une rare fraîcheur de conservation, n'est pas signé. Il est postérieur à 1891, date à laquelle une marquise a été ajoutée à la façade de la gare. Le parti architectural représenté sur le front à bâtir le long de l'actuel cours Vergnaud manifeste les années 1895-1900, mais la date exacte de cette commande n'est pas connue. L'intérêt du projet réside aussi dans le principe d'auto financement. La vente d'une bande de terrain à construire doit permettre de récolter les fonds nécessaires pour les aménagements du parc, il est prévu «que les acquéreurs seraient obligés, pour leurs constructions de se conformer à un type que leur indiquera l'administration».

Sur ce dessin, la terrasse principale à la française est aménagée avec un plan ordonné selon deux axes de composition qui se rencontrent autour d'un bassin. Ces deux allées principales délimitent des parterres de gazon ornés de plates-bandes et ponctués de topiaires en caisse. Les allées du pourtour sont maintenues et même semble-t-il doublées. L'extrémité orientale, modelée en pente douce, est aménagée de façon irrégulière, découpée autour d'un kiosque installé en 1877. Ce projet est le premier à proposer un jardin à l'emplacement du champ de manœuvres. Il s'inscrit dans le renouveau de l'art des jardins en vigueur à la charnière du XIX^e et du XX^e siècle, en réintroduisant le style à la française et une certaine géométrie. Ce projet n'a pas été exécuté et préfigure les hésitations des projets suivants des années 1916 et 1919.

L'idée d'une nouvelle gare à construire, «en surélévation» par rapport aux voies et au niveau du Champ de Juillet, est formulée dès 1909, ce qui permettait au voyageur arrivant à Limoges d'avoir la vue sur cette espla-



Projet d'aménagement du Champ de Juillet avec dessin des jardins
Mention de signature R. Gonthier, s.d. (1924)
Aquarelle, 67 x 108,5 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 535.

nade. En 1916, l'architecte de la ville, Léon Brière établit un dessin «d'agrandissement de la gare et transformation des abords». Sur ce dernier plan, la gare disposée transversalement aux voies est située dans la perspective du Champ de Juillet. Ce plan prévoit que la moitié occidentale de l'esplanade reste libre à la circulation et que la partie orientale est aménagée avec quatre parterres à la française disposés autour d'un bassin central.

Un autre dessin de 1919, offre une nouvelle version de ces aménagements. La partie libre à la circulation reste inchangée, la partie orientale est redessinée avec des parterres aux contours souples.

C'est en 1918, que Roger Gonthier, architecte de la compagnie d'Orléans est chargé d'élaborer le plan de la nouvelle gare à construire. L'architecte situe

l'édifice transversalement aux voies et positionne l'angle de la tour de l'horloge dans l'axe du Champ de Juillet dont le tracé se prolonge au-delà, jusqu'à la place Denis-Dussoubs. Le nouvel édifice occupe toute la perspective. Cet astucieux effet de raccourci visuel permet de positionner la gare au cœur de la ville puisque la tour de l'horloge se voit de la place Denis-Dussoubs.

C'est seulement en 1924, que la municipalité confie à Roger Gonthier l'étude de la transformation du Champ de Juillet en jardin public. Il dessine un jardin en harmonie avec l'architecture dans l'esprit des jardins modernes. Le style régulier a réapparu dans l'art des jardins dès la fin du XIX^e siècle, Gonthier l'utilise pour traiter la majeure partie de la terrasse. L'idée des deux axes transversaux autour d'un bassin central, telle que le prévoyait le projet des années 1900 est reprise. L'actualisation de Gonthier

consiste à dessiner les parterres de façon moins classique, plus géométrique et surtout à remodeler toute la partie orientale. Un escalier orné de motifs décoratifs art nouveau conduit à un grand bassin oblong, aux courbes convexes et concaves situé en contrebas de la terrasse. L'ancien mur de soutènement de celle-ci est démoli, des talus sont aménagés pour offrir leurs pentes douces à des motifs en mosaïciculture. La partie en demie sphère située en contrebas du reste de l'esplanade est elle aussi traitée en mosaïque de fleurs selon des motifs art-déco. L'ensemble de cette composition déployait ses couleurs sur fond de jets d'eau. Cette partie là du jardin n'était pas destinée à être découverte pas à pas mais était offerte à la contemplation à partir de la gare. Bülher avait souhaité une vue sur la campagne, Gonthier avec ce projet, inverse la vue en direction du jardin du Champ de Juillet et de la ville. Pour ce programme, auquel

on peut ajouter le quartier des Coutures, il intervient comme architecte urbaniste.

Cette partie du jardin, la plus spectaculaire, a été réalisée. C'est l'entreprise Faure-Laurent qui est associée au projet pour l'exécution. L'esplanade reste cependant encore une fois en espace libre pour recevoir les grandes expositions commerciales, ce qui fut le cas jusqu'à la construction du Palais des expositions en 1967. C'est seulement après cette date que l'esplanade est aménagée en jardin et reçoit deux statues en

pierre, une allégorie de la Vienne par Paul Cornet et une autre du Taurion par Charles Malfray, aujourd'hui encore en place.

Après quelques expériences de jardins cubistes, en France ou à l'étranger, cette période des années 1920-25 est porteuse de projets de jardins qui empruntent leurs caractéristiques aux arts décoratifs. Celui de Limoges en est l'illustration ; il a sa place dans l'art des jardins modernistes.



Vue aérienne depuis la gare
Ed. Théojac, s.d., (v. 1930)
Coll. P. Colmar.

Les jardins de l'Evêché, dialogue entre nature et architecture

Au XVIII^e siècle, **Arthur Young** soulignait le caractère exceptionnel de l'ensemble : «un grand et beau palais et son jardin est ce qu'on peut voir de plus beau à Limoges car il domine un paysage dont la beauté peut être difficilement égalée».

Construit par l'architecte Joseph Brousseau entre 1766 et 1787, le palais épiscopal reprend le modèle de l'hôtel particulier entre cour et jardin, intégré dans un écrin de verdure. Jardins et architecture sont indissociables et créent une unité à partir d'un élément modulaire. L'aménagement étagé des parterres, la création de bassins et de mails, le tracé rectiligne des allées obéit aux règles de symétrie, d'harmonie et d'équilibre caractéristiques de l'esprit des jardins «à la française». L'architecture des jardins crée une composition harmonique avec le bâti.

Au milieu du XIX^e siècle, les jardins sont à nouveau cités par L. Ardant dans son Guide de l'Etranger parmi les curiosités de la ville : «de ces jardins étagés de la manière la plus pittoresque, et mieux encore des fenêtres du palais, on jouit d'une vue magnifique : l'œil

embrasse un immense horizon borné par des montagnes éloignées, à travers lesquelles se déroule le cours sinueux de la Vienne et se développent les riantes prairies qui la bordent».

L'aménagement paysager, bien que modifié au XIX^e siècle, met toujours l'accent sur la perspective. En 1888, l'ouverture au public de la partie inférieure des jardins, répond à un vœu de la population, formulé par le Conseil municipal dès 1883.

En 1910, la Ville acquiert définitivement le palais épiscopal et ses jardins et installe à la demande de l'école de médecine et de pharmacie le jardin botanique entre 1956 et 1961 à la place de l'Evêcaud. Vers 1965 débute l'étape du réaménagement complet des espaces verts, qui couvrent environ 5 hectares. L'Agence de l'Arbre et des Espaces Verts est sollicitée ; le second



Vue aérienne des jardins de l'Evêché
S.d., L. Lavaux, av. 1970
23 x 30 cm. Archives Municipales de Limoges.

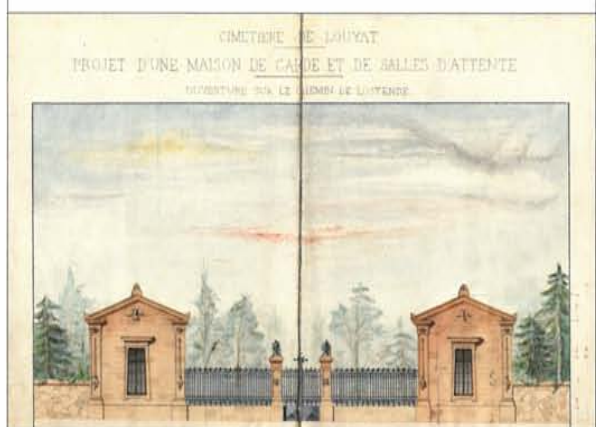
projet qui sera retenu propose pour la terrasse supérieure des parterres symétriques avec un tapis de gazon cerné d'une plate bande fleurie, entourée d'une bordure de buis. La terrasse inférieure dans l'axe, offre un parterre de broderie avec une figure de rinceaux.

La photographie montre un état avant les travaux de rénovation, vers 1970. Ces derniers furent achevés en 1975.

Ce lieu de promenade, d'agrément et de détente apprécié des limougeauds a retrouvé l'esprit des jardins

«à la française» et les travaux de ravalement de la façade du Musée municipal de l'Evêché ajoutent un plaisir supplémentaire à ce décor unique et raffiné.

Le cimetière de Louyat, un espace bicentenaire



Projet de maison de garde et de salle d'attente
Ouverture sur le chemin de Lostende, par Cluzelaud et Godefroy, 1873-1874
61 x 42 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 618.



Monument funéraire de M. Ardent
Par H. Geay
Coll. part.

Après la **Révolution**, Limoges compte encore trois cimetières : celui de Saint-Pierre, près de l'église Saint-Paul, dans la partie haute de l'actuelle avenue des Bénédictins ; celui de Saint-Michel de Pistorie, dans la rue des Pénitents-Noirs ; et celui des Arènes, au-dessous du jardin d'Orsay, qui était celui de la paroisse Saint-Michel-des-Lions, mais qui en fait servait à toute la ville et se révélait bien petit.

Le 23 prairial an XII (12 juin 1804), la municipalité achète la terre des Tuilières dépendant du domaine de Louyat. D'une contenance de 3 hectares, elle est située à un peu plus d'un kilomètre au nord du centre-ville, sur la route de Paris. Cette terre va servir à l'inhumation de tous les habitants de la commune. Le cimetière entre en service le 9 avril 1806. Les anciens cimetières, trop exigus et trop proches du centre-ville, sont vendus, sauf celui des Arènes ou des Pénitents-Gris, qui est conservé «pour en faire un emploi d'agrément ou d'utilité».

Le cimetière connaît des travaux et des agrandissements successifs au XIX^e siècle, notamment en 1838 et dans les années 1860, au moment où l'accroissement de la population s'accélère.

Au XX^e siècle. Il gagne encore de nouvelles surfaces, avec des sections organisées en damiers séparées par des allées régulières, comme on le voit sur le plan de 1950. Par sa surface, il devient alors l'un des très grands cimetières de France.

Le cimetière qui possède un bel ensemble de cèdres pleureurs, devient un espace d'architecture funéraire avec des familles qui font quelquefois appel à des architectes pour l'érection de leur monument. Cette architecture funéraire se double d'un art décoratif unique : la porcelaine de Limoges, support qui permet une grande créativité, permet à de nombreux peintres sur porcelaine d'exprimer à travers les centaines de plaques la douleur des vivants et de rappeler l'identité et les qualités du défunt.

La Vienne traversée, la Vienne parcourue : **ponts et quais** de Limoges

Jusqu'au début du XIX^e siècle, les ponts médiévaux de Saint-Martial et de Saint-Étienne sont les seuls points de franchissement de la Vienne à Limoges. Étroits, ils supportent mal le flot grandissant de la circulation sur les axes de Lyon et de Toulouse. Plutôt que de les démolir et de les rebâtir, c'est la solution d'en construire de nouveaux qui est finalement adoptée.

C'est ainsi que naît le projet du Pont-Neuf à la fin des années 1820, ouvrage achevé en 1839 qui entraîne la création de larges voies de raccordement (avenue du Pont-Neuf – aujourd'hui Georges-Dumas, boulevard de la Corderie, Faubourg du Pont-Neuf – aujourd'hui avenue du maréchal de Lattre de Tassigny).

En 1874, le projet de «nouveau pont Saint-Martial» prend corps, 135 mètres en aval de l'ancien pont Saint-Martial. Terminé en 1889, cet ouvrage prend le nom de pont de la Révolution en lien avec le centenaire du 14 juillet 1789, de même que l'avenue qui le relie au centre-ville en longeant l'Hôpital. Le nombre de ponts routiers reste longtemps fixé à 4, jusqu'à la réalisation du pont autoroutier de l'A 20 en 1990 et en attendant l'ouverture imminente du pont de la voie de liaison sud qui emprunte la vallée de la Valoine.

Parallèlement, on crée sur la rive droite des quais ouverts à la circulation pour joindre un pont à l'autre : du pont Neuf au pont Saint-Étienne dans les années 1860, du pont de la Révolution au pont Neuf (quai Saint-Martial), qui n'est achevé qu'à la fin du XIX^e siècle. Un projet de quai sur la rive gauche entre le pont Saint-Étienne et le pont Neuf échoue en 1873. Les quais se sont donc longtemps arrêtés au port du Naveix et ne possédaient pas non plus de débouché au-delà du pont de la Révolution. Il faut attendre

les années 1970-1980 pour voir se réaliser le prolongement des quais vers les Casseaux d'une part et vers le Clos-Moreau d'autre part (mise en service du quai Salvador-Allende en 1981) pour que soit réalisée la «voie express» le long de la Vienne.

Vue des bords de Vienne et des quais
Carte postale. Coll. P. Colmar.

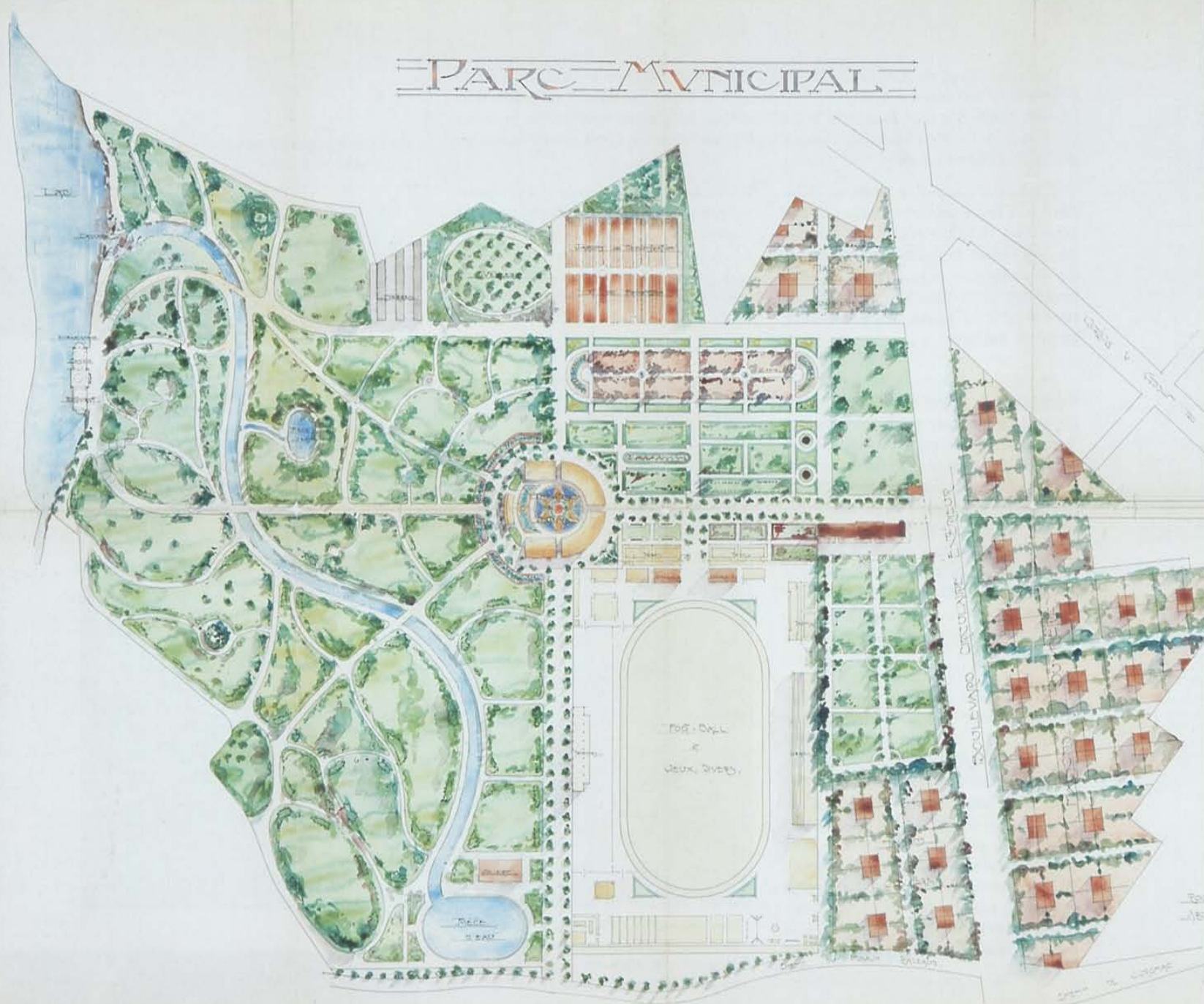


Plan d'expropriation des riverains
pour le quai Saint-Martial avec indication de l'emprise
du pont de la Révolution et de l'avenue de la Révolution
Non daté, (v. 1886), 46,5 x 58 cm. Archives Municipales de
Limoges - 1 O n.c.



Vue du Nouveau Pont du Clos-Moreau

PARC MUNICIPAL



Projet de parc municipal sur la propriété de Beau blanc
Aquarelle par R. Gonthier,
variante 1 (module carré des maisons) - non daté (v. 1923)
76 x 116 cm. Archives Municipales de Limoges - 1 O n.c.

2

Les mutations urbaines d'une **capitale** régionale

1920-2005

Croissance et fonctions urbaines depuis l'entre-deux-guerres

Depuis la 2^e moitié du XIX^e siècle, devant la croissance de la ville et la multiplication des projets privés de quartiers et d'ouvertures de voies, la municipalité avait manifesté le désir de mieux connaître et réglementer l'utilisation de l'espace urbain afin de rendre celle-ci plus cohérente. En effet, depuis l'entre-deux-guerres, avec l'extension du tissu urbain, la construction de lotissements pavillonnaires encadrés par la loi de 1924 a été difficile à rationaliser. Parallèlement, les programmes de logements collectifs connaissent une évolution croissante depuis les années 20.

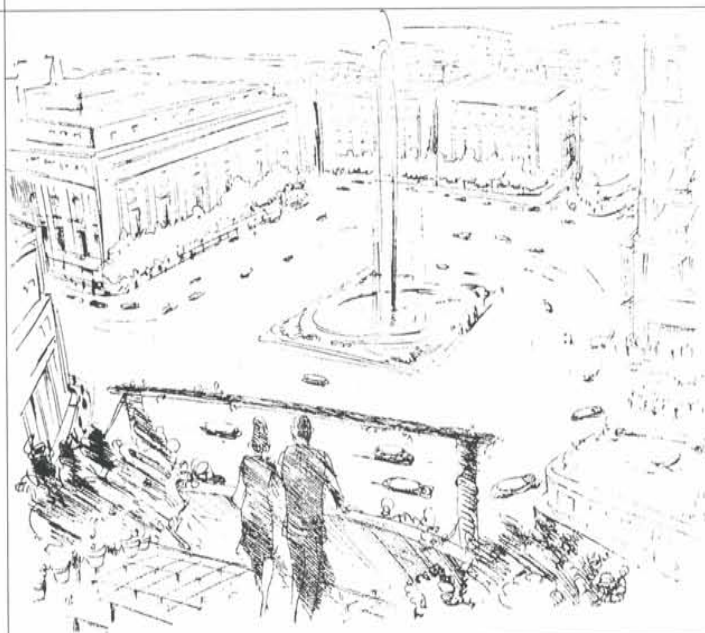
Cette réglementation (permis de construire et autorisations d'occupation du sol depuis 1925, schéma directeur d'agglomération en 1974, plan d'occupation du sol en 1983, plan local d'urbanisme depuis 2002) est devenue un outil stratégique qui permet de répartir et de programmer le développement des équipements, des transports et de l'habitat.

Cet outil réglementaire a permis la création d'un zonage, c'est-à-dire de zones urbaines remplissant des fonctions différenciées (habitat, industrie, sports et loisirs...). Parmi ces zones, il faut citer :

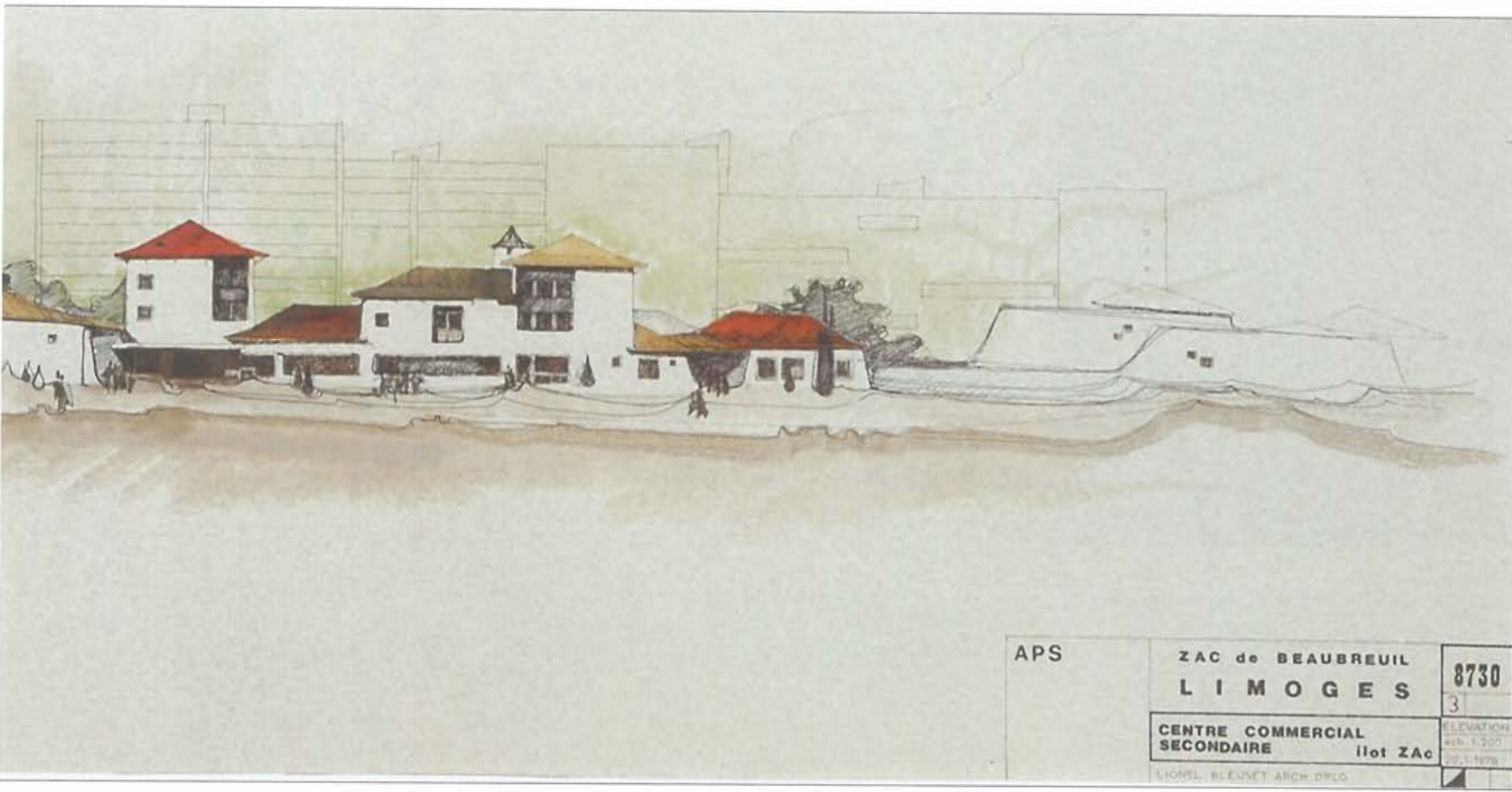
- la Z.U.P. (zone à urbaniser en priorité) de l'Aurence : vaste zone d'habitat collectif créée à partir de 1965, située à l'ouest de la ville, de part et d'autre de la vallée de l'Aurence et de l'ancien village de Corgnac.
- la Z.A.C. (zone d'aménagement concerté) de Beaubreuil : zone d'habitat créée à partir de 1972 au nord, au-delà du bois de la Bastide.



Projet de centre commercial secondaire à Beaubreuil
Plan au sol, signé L. Bleuset, 1978
76 x 107 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1202.



Projet de transformation de la place de la Motte
1944, par R. Marquet
Coll. part.



Vue aérienne de l'Aurence
Cliché Lucien Lavaux
132 x 200 cm. Archives Municipales de Limoges - 9 Fi n.c.



Vue aérienne de la zone Magré-Romanet
S.d., v. 1980, 61 x 91 cm . Archives Municipales de Limoges - 9 Fi n.c.

- les autres Z.A.C. (Portes Ferrées, Roussillon...) en périphérie de l'hypercentre.
- les zones industrielles délimitées depuis la fin des années 1950 se répartissent à proximité de l'autoroute A 20 actuelle. Elles concentrent sur plus de 800 hectares une grosse partie des activités de production et des milliers d'emplois : au sud sur la rive gauche (Magré, Romanet) et au nord (tranches n°1, 2 et 3). On peut rattacher à ce type la zone d'activité du Palais et celle d'Ester Technopole (Espace scientifique et technologique d'échange et de recherche).

Pour Limoges, capitale régionale, se matérialise ainsi des années 1960 à la fin du siècle, le passage à un urbanisme d'agglomération.



Vue aérienne de la zone Magré-Romanet
S.d., v. 1980, 61 x 91 cm . Archives Municipales de Limoges - 9 Fi n.c.

Les **espaces verts**, partie intégrante de l'urbanisme

L'une des conséquences de la forte croissance urbaine des années 1950 et 1960 est que la zone naturelle et agricole recule sous l'effet de l'extension du tissu urbain. La création d'unités d'habitations collectives de plusieurs centaines de logements conduit alors à repenser la fonction des espaces verts publics, concentrés jusque là dans le centre et limités à 9 hectares.

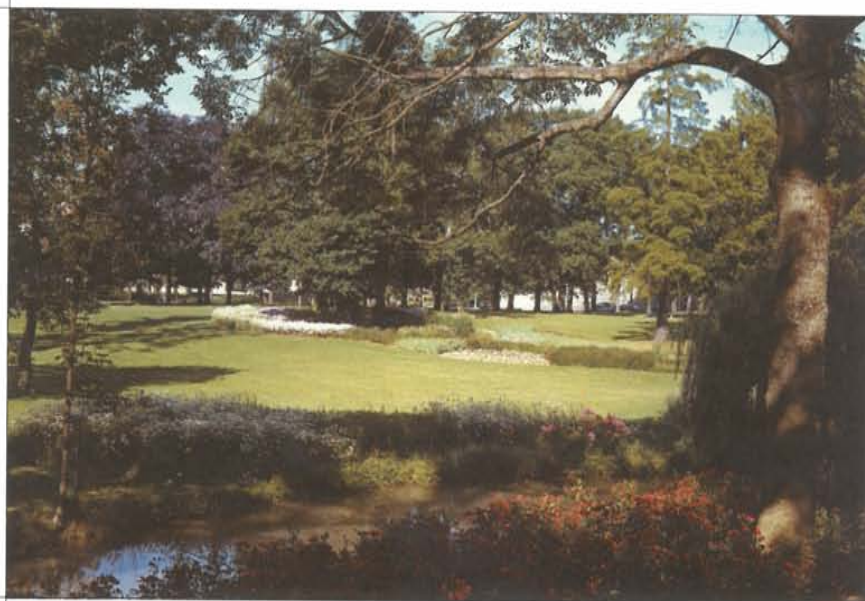
Pour répondre à cet objectif environnemental, une vaste politique de création d'espaces verts est décidée en 1965, avec le concours de l'agence de l'arbre et des espaces verts : création de jardins dans les quartiers de façon à ce

que chaque habitant puisse trouver un espace vert de proximité, création d'une «ceinture verte» à la périphérie de la ville (parc de l'Aurence I et II, Moulin Pinard, Uzurat, La Bastide...), aménagement de grands parcs de centre-ville comme

Victor-Thuillat, requalification des jardins historiques...

Au début du XXI^e siècle, les espaces verts représentent plus de 600 hectares, soit près de 8 % du territoire communal.

A cette place importante faite à l'espace vert s'ajoute un patrimoine arboré de près de 13 000 unités. Par ailleurs, une étape importante de la politique générale de fleurissement a été franchie avec l'attribution de 4 fleurs par le Comité national de Fleurissement de la France en 1998 et le 1^{er} prix du concours européen des villes fleuries en 2001.



Vue du parc Victor-Thuillat
18 x 24 cm. Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.

Beaublanc : de la cité-jardin au complexe sportif

C'est en 1921, que la municipalité de Limoges acquiert le **domaine agricole de Beaublanc** pour y construire «des maisons d'habitations à bon marché qui doivent constituer une Cité-Jardin...» pour doter également la ville d'un grand parc.

Le concept de cité-jardin développé en Angleterre à la fin du XIX^e siècle propose une amélioration des conditions de vie à partir d'un environnement favorable et une organisation du bâti favorisant les relations sociales. Le modèle importé en France retient l'idée de créer des logements sociaux dans un environnement vert. A Limoges, sur la vaste propriété de Beaublanc de 32 hectares, il s'agit plus exactement de construire des habitations ouvrières et un parc, lieu de repos et d'agrément pour la population locale. Les pépiniéristes paysagistes limougeaux, Nivet d'une part et Faure-Laurent d'autre part, qui avaient incité la ville à cette création, soumettent deux projets à l'approbation municipale.



Projet de parc municipal sur la propriété de Beaublanc
Aquarelle par R. Gonthier, variante 1 (module carré des maisons) - non daté (v. 1923)
76 x 116 cm. Archives Municipales de Limoges - 1 O n.c.

A la tête des pépinières du Mas-Neuf, Henri Nivet Jeune a créé des parcs pour de nombreux propriétaires privés, certains en Haute-Vienne ; il est plus connu pour avoir été l'entrepreneur du parc Jouvot à Valence inauguré en 1905 ou encore pour avoir réalisé les plantations du parc public du Champ de Mars à Montpellier.

L'autre entreprise, Faure-Laurent et fils, héritière des créations du pépiniériste paysagiste André Laurent, a présenté une étude en collaboration avec le paysagiste Jules Vacherot. Ce dernier, jardinier en chef de la ville de Paris lors de l'Exposition universelle de 1900, formé à l'école des chantiers publics de Barillet-Deschamps, devient théoricien d'une «école d'architecture paysagiste moderne». Le plan aquarellé (v.1923) établi par l'entreprise Faure-Laurent et Fils propose un jardin composite où se juxtaposent compositions régulière et irrégulière dans le «style paysager français» développé par Vacherot. Les deux styles sont adaptés en fonction des profils du terrain. La première partie régulière est développée sur un sol relativement de niveau, alors que la partie paysagère avec ses méandres et ses irrégularités joue de la déclivité naturelle jusqu'aux berges de l'Aurence.

La confrontation de ce plan avec celui du cadastre napoléonien permet de souligner que l'ensemble de la composition proposée tient compte du parcellaire de l'ancien domaine agricole de Beaublanc. Ainsi la promenade plantée conduisant à ce parc reprend l'ancienne allée de la maison de maître ; il s'agit aujourd'hui de la rue du Parc. De même l'axe principal de la composition est calqué sur une allée du domaine. Un examen plus en détail de l'ensemble du dessin permettrait d'analyser l'apport du paysagiste par rapport à la morphologie et à l'histoire du lieu.



Projet de parc municipal sur la propriété de Beaublanc
Aquarelle par Faure-Laurent et Vacherot - non daté (v. 1923)
184 x 142 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi.

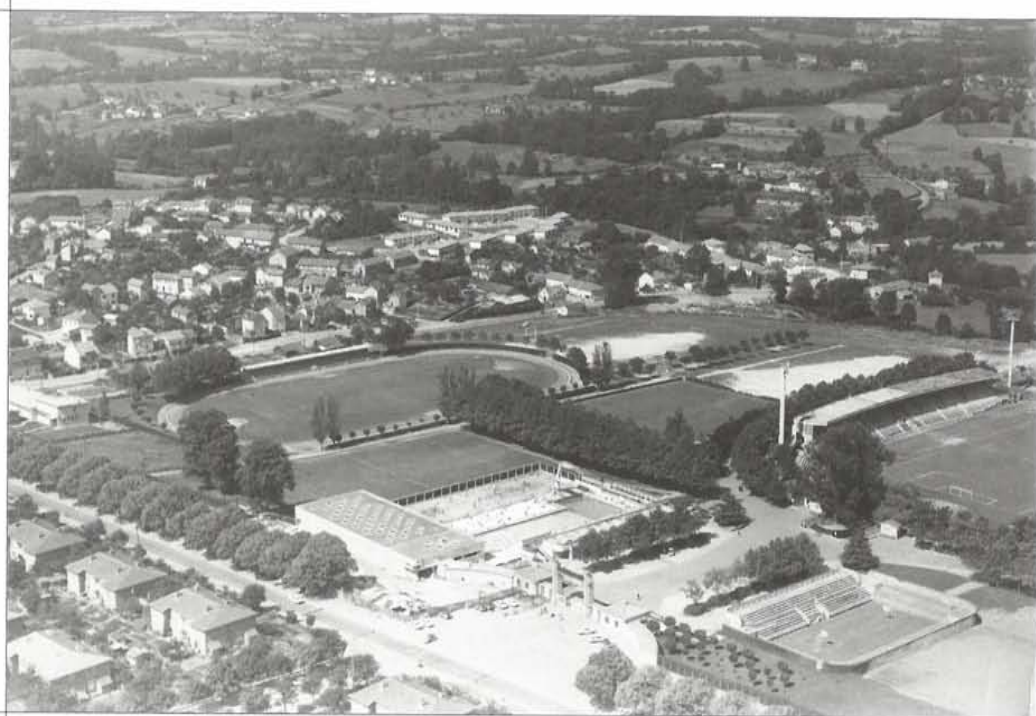
Ce plan de jardin d'agrément urbain est constitué de tous les éléments caractéristiques du parc public : espaces de jeu, tennis, stade, casino et son propre jardin, construction pour la société d'horticulture, jardin fruitier, serres mais aussi pouponnière, salle de jeux pour les enfants, espace de repos ombragé, salles de verdure auxquels s'ajoutent tous les éléments du parc paysage : cascades, ruisselets, rochers rustiques... Le programme de ce projet particulièrement ambitieux manifeste la juxtaposition de deux idées : celle des maisons ouvrières à construire et celle du parc public à aménager.

A la suite ou de façon concomitante, l'architecte urbaniste Roger Gonthier qui a fait partie de la sous-commission chargée d'examiner les projets précédents, établit un projet avec deux variantes, dans lesquelles l'emplacement des maisons est déterminé par rapport au tracé du parc. R. Gonthier par ses propositions, exprime plus nettement l'idée de cité-jardin. La partie régulière du parc est tracée selon un quadrillage dans lequel se trouve un module carré, correspondant à une surface à construire. Pour la partie paysagère, jusqu'à l'Aurence, Gonthier utilise le

modélé du terrain et propose une composition assez semblable à celle du projet énoncé précédemment.

Du projet initial, on ne réalisera que la construction d'un premier ensemble de maisons en 1924 sur les plans de l'architecte R. Gonthier et d'un seul côté du boulevard de ceinture.

L'idée de parc public paysager avec un stade évolue pour s'adapter aux nouveaux besoins d'une société qui découvre et goûte les bienfaits du sport. La politique municipale, pour tenir compte de cette mutation, crée en 1936 le parc des sports de Beaublanc. Les principales constructions des aménagements sportifs débutent après la seconde guerre mondiale : en 1947 le terrain d'honneur et de basket-ball, en 1949-1950 la piscine d'été. C'est à cette époque que l'on détruit la maison principale d'habitation. En 1957, le parc municipal est achevé et le plan d'ensemble d'A. Pécaud de 1958 montre que les grands axes reprennent les plans de Gonthier et que l'assiette de l'ancien domaine agricole est conservée.



Le site complété par le palais des sports en 1981 a trouvé son identité grâce à sa vocation sportive et a pu accueillir de nombreuses rencontres de niveau national et international.

Vue aérienne du site de Beaublanc, 1965
Archives Municipales de Limoges - 9 Fi n.c.

Réseaux et aménagement de l'espace public

Les réseaux de voies carrossables, d'adduction d'eau, d'assainissement, de distribution d'énergie et de communications ne font de progrès décisifs qu'après la première guerre mondiale. Pourtant ils évoluent également, mais lentement, au cours du XIX^e siècle, où le paysage urbain se transforme. Le réseau des voies publiques s'étend au fur et à mesure de la croissance de la ville. L'équipement des rues progresse lentement : après 1850, les trottoirs se généralisent, pavés ou en terre battue ; à partir de 1867, on découvre les revêtements en asphalté, qui gagnent progressivement les boulevards. De nouveaux mobiliers et équipements publics font leur apparition : les boîtes aux lettres (6 en 1860), les urinoirs (les 11 premiers datent de 1877) et les kiosques à journaux (18 en 1886).

Les réseaux publics d'éclairage, d'adduction d'eau, d'assainissement et de transports urbains suivent cette extension, avec un décalage plus ou moins important : à partir de 1844, les becs de gaz commencent à remplacer les lampes à huile ; en 1897, l'éclairage électrique

chasse à son tour peu à peu les becs de gaz ; à partir de 1850, le réseau des égouts, jusqu'ici embryonnaire, commence à progresser, notamment sous tous les trottoirs des rues nouvelles ; en 1870, les maisons sont largement équipées de gouttières et de déversoirs pour

Vue d'un kiosque à journaux
et d'un candélabre
place de l'hôtel de ville, v. 1910
Coll. P. Colmar.



Projet de candélabre pour
le Champ de Juillet
Calque, 1927, 103 x 58 cm. Archives
Municipales de Limoges - 2 Fi 1255.

196. LIMOGES — Avenue du Pont-Neuf et Place
de l'Hôtel-de-Ville



Projet de kiosque à musique pour le jardin d'Orsay
68 x 89 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi.



Vue d'une borne-fontaine avec décor ouvragé
Coll. P. Colmar.

les eaux usées ; l'eau potable, elle, arrive avec une plus grande abondance à partir de 1876 grâce à de nouvelles sources d'approvisionnement ; mais elle se trouve essentiellement aux bornes fontaines publiques et n'est pas encore généralisée chez les particuliers. Témoins de ce décalage, les quartiers centraux du Viraclaud et du Verdurier, qui à la fin du XIX^e siècle ne sont que très sommairement équipés sur le plan des réseaux d'eau et d'assainissement, ce qui en renforçait l'impression d'insalubrité, en comparaison de l'habitat des faubourgs, moins dense et donc plus sain à niveau égal de raccordement aux réseaux.

L'arrivée de l'électricité permet le développement décisif des transports urbains : en 1883 est élaboré un premier projet, qui ne voit pas le jour car l'entrepreneur lyonnais se désiste. En 1896, cinq lignes de tramways électriques sont mises à l'étude, base reprise après quelques modifications dans une convention de 1902 entre la Compagnie des Tramways de Limoges et la Compagnie d'Éclairage par l'Électricité. Ce réseau fonctionne ainsi jusqu'à la Seconde guerre mondiale, laissant ensuite la place aux trolleybus à la suite

d'une délibération du conseil municipal de 1938. L'adaptation à l'usage croissant de l'automobile, se réalise grâce au goudronnage des rues à partir de 1924 et les premiers passages cloutés en 1937.

Dans l'après-guerre, l'essentiel des réseaux est en place, ils achèvent leur densification, équiper les nouveaux quartiers et se modernisent constamment (par exemple en 1968, pour l'eau et l'assainissement, construction d'une station de traitement des eaux à La Bastide et d'une station d'épuration route de Nexon, en bordure de Vienne) ; dans les années 70 et 80, les communications de ville à ville prennent une autre dimension avec le passage de l'aérodrome de Limoges-Feytiat à l'aéroport de Limoges-Bellegarde et l'autoroute A 20 (Paris-Limoges-Toulouse). Quant au réseau des télécommunications, après le réseau téléphonique, qui avait fait son apparition à Limoges au début du XX^e siècle, ce sont les réseaux de câblage et de téléphonie mobile qui sont les derniers venus à la fin du XX^e siècle.

Projet de modèle de kiosque à journaux

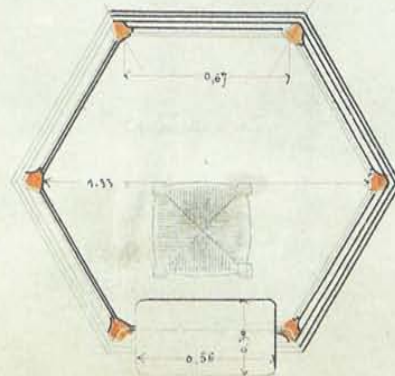
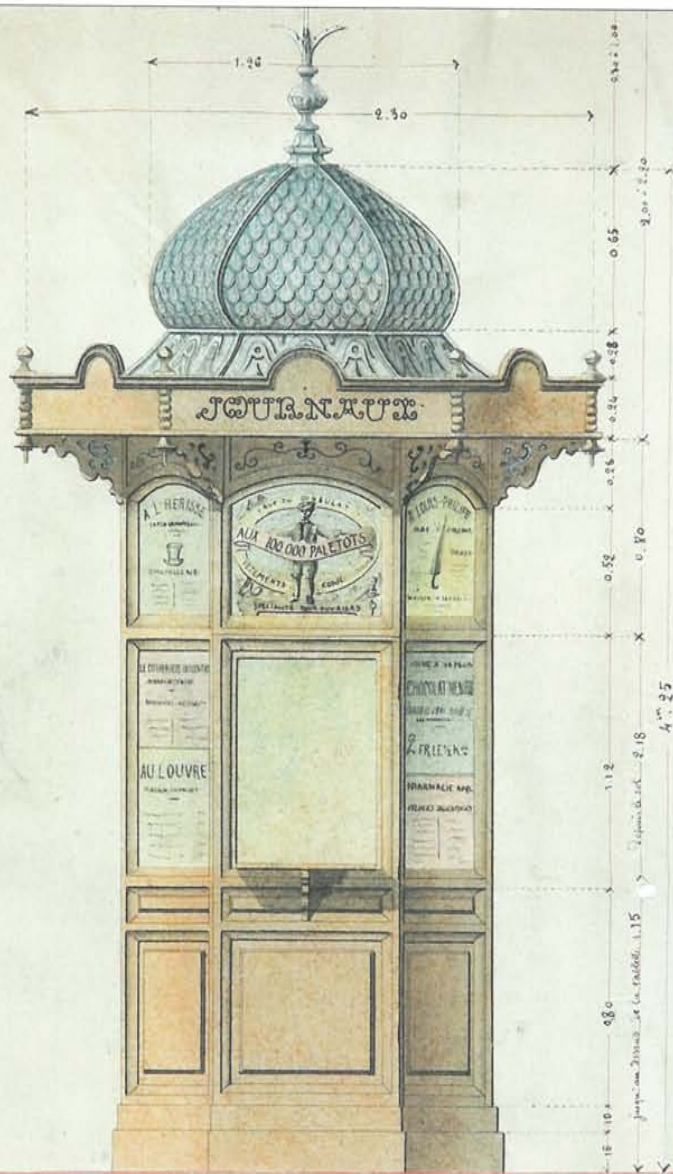
L. Joly, 15 mars 1877

35 x 21 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 680.



Aérodrome de Feytiat dans le quartier Saint-Lazare, v.1950

Vue aérienne du bâtiment
Service Régional de l'Inventaire

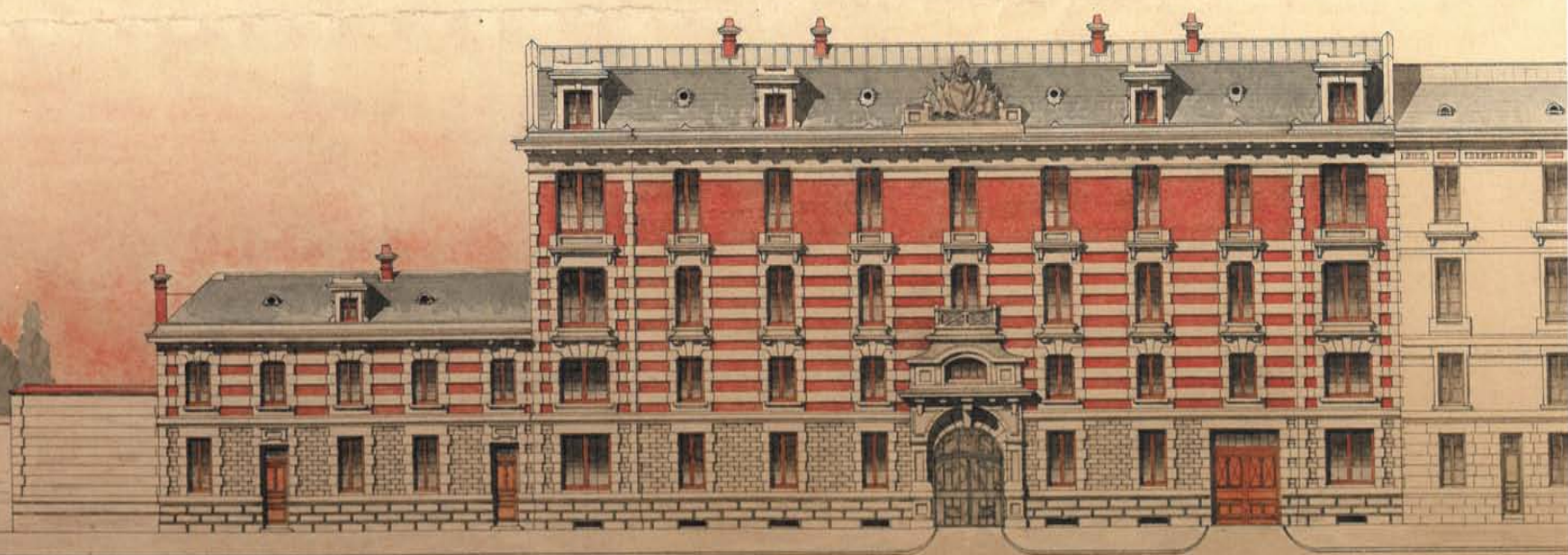
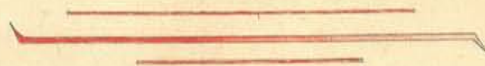


*L. Joly 15 mars 1877
approuvé
Arnaud de la Roche
B. Joly*

*Dessiné par l'architecte de la ville
Limoges le 15 mars 1877*



PROJET DE RECONSTRUCTION DE LA CASERNE DES



Caserne de pompiers de la Monnaie, «4^e projet de reconstruction»
Élévation de la façade principale, par J. Maitre, 25 mars 1905
42 x 59 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1138.

POMPIERS

3

Quelques
édifices **publics**
emblématiques



L'hôtel de ville, symbole du pouvoir municipal

Symbole du pouvoir municipal, l'hôtel de ville incarne les valeurs républicaines et affirme l'identité de la cité ; il doit aussi répondre aux exigences de la population en forte croissance en matière de services. Monumentalité, références au classicisme, apport de l'éclectisme, les choix architecturaux visent à imposer une solennité et un prestige. A la même époque sont construits les hôtels de ville de Paris, de Neuilly, qui s'inscrivent aussi dans un programme similaire.

En 1800, installé dans l'ancienne maison des chanoines réguliers, place Saint Géraud (aujourd'hui place Léon Betoulle) le bâtiment devenu vétuste est mal adapté à ses fonctions, La ville souhaite se doter d'un hôtel de ville «plus spacieux, plus splendide et plus central».



Projet d'Hôtel de ville
Elévation signée Alexandre Godefroy 1er juillet 1873
61 x 98 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 674.



Projet d'Hôtel de ville
Projet anonyme, élévation de la façade principale, 1877
63 x 83 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 377.

Dès 1873 et avant le legs Fournier en 1875, l'architecte de la Ville, Alexandre Godefroy, père de Jules, remet un projet d'hôtel de ville qui concilie simplicité et sobriété. L'étape suivante est le choix de l'emplacement du nouvel hôtel de ville qui donne lieu à seize propositions différentes, qui figurent dans un rapport et sont portées sur un plan. Pour cette importante question, l'administration municipale sollicite l'avis d'hommes de l'art en la personne d'Eugène Viollet le Duc et d'Anatole de Baudot qui instruisent et défendent le dossier avec sérieux, conscients de l'enjeu que représente la situation d'un tel édifice. Sont ainsi proposés la place Jourdan, la place de la République, le jardin d'Orsay, le Champ de juillet, l'hôtel de la Monnaie et le musée céramique, place du Champ de Foire (aujourd'hui place W.Churchill).

L'organisation du concours est l'étape préalable au choix du jury qui accorde les 26 et 27 novembre 1877 le premier prix à Alfred Leclerc. Sur les vingt-sept projets présentés, la commission attribue le troisième prix au projet Bona fide, œuvre des architectes Edmond Guillaume et Navarre. Conservée dans le fonds communal des Archives de Limoges, ce projet se situe dans le courant de l'art officiel et accorde une large part à la statuaire traitée sous une forme monumentale. Un autre projet de qualité, mais cette fois anonyme, appartient aussi à ce concours.



Avant-projet d'aménagement de la place de l'Hôtel de ville
Par A. Leclerc, avec jardin paysager et statue de Turgot, 26 mars 1882
Calque, 93 x 66 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi.

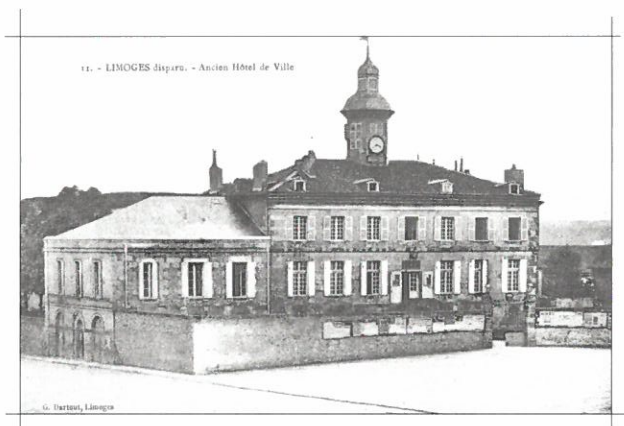
Les travaux de construction débutent en 1879 et sont suivis par l'architecte Boulanger puis à partir de 1881 par C. Geay. L'inauguration a lieu le 14 juillet 1883. La façade de 51 m de longueur offre un pavillon central surmonté d'un campanile et deux pavillons latéraux individualisés par de hautes toitures d'ardoises. Le rythme des travées accentue l'animation de la façade avec le jeu des colonnes, des moulures, des balustrades et des bandeaux. Les sculptures sont l'œuvre de Tony Noël et du limougeaud A. Thabard. L'interprétation du répertoire architectural illustre le courant de l'architecture éclectique.

L'aménagement intérieur avec les projets d'achèvement et de décoration de la salle des fêtes montrent l'état des boiseries avant l'intégration du décor peint.

On ne peut conclure sur l'hôtel de ville, sans évoquer le rôle de mise en espace du bâtiment avec l'aménagement du square, avec la fontaine installée en 1893, car il est indissociable de la mise en valeur de l'édifice.



Projet d'Hôtel de ville
Projet «Bona fide», coupe longitudinale, s.d, non signé
64 x 84 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 383.



Vue de l'ancien hôtel de ville (1800-1879) avant démolition
21 x 27 cm. Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.



Vue du nouvel hôtel de ville après achèvement, v. 1883
Cliché 22 x 28 cm. Coll. P. Colmar.

Un siège pour les syndicats : la **Maison du Peuple**

1936

Dans une ville ouvrière comme Limoges qui a vu naître la C.G.T. lors d'un congrès tenu en 1895 dans la salle Antignac (boulevard Victor-Hugo), il a longtemps manqué un siège emblématique pour les syndicats, longtemps dispersés, malgré la présence d'une bourse du travail municipale et d'une bourse du travail de la Fédération des syndicats qui occupent divers locaux entre 1900 et les années 1930 (rue de la Gare, auj. rue Charles-Gide, rue de la Fonderie, rue Adrien-Dubouché). La municipalité réfléchissait depuis les années 1910 à un tel projet, qui n'avait pu prendre corps tant parce que le choix d'un site adapté n'était pas aisé que par la division profonde du mouvement syndical à partir de 1920.

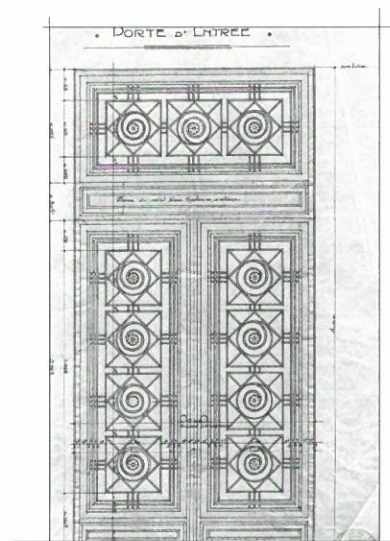
Maison du Peuple
Aquarelle de la
façade principale, L. Faure, 1934
85 x 65 cm. Archives Municipales
de Limoges - 2 Fi 1036.



L'occasion favorable se présente enfin tandis que le contexte international, marqué par l'arrivée d'Hitler au pouvoir en janvier 1933, incite certainement le mouvement syndical à une démarche de rapprochement. Lors de sa séance du 19 juillet 1933, le conseil municipal, devenu propriétaire après convention avec l'Etat de l'ancien bâtiment de l'école pratique de commerce et d'industrie de la rue Charles-Michels, décide d'implanter sur cette parcelle de près de 1 200 m² une maison du peuple destinée à devenir siège des syndicats. Le service municipal d'architecture, dirigé par Léon Faure, présente un projet de construction, qui est discuté et adopté.

Il comprend un corps de bâtiment avec rez-de-chaussée et trois étages, dont la façade principale ouvre sur la rue Charles-Michels ; en retrait du corps principal se trouvent une salle des fêtes (ou salle de réunion principale) pouvant contenir 600 places assises et deux autres salles de réunion annexes de 50 à 80 places chacune.

Les travaux se déroulent pendant les années 1934 et 1935. Achevée au printemps 1936, elle est inaugurée le 7 juin 1936. L'intérieur du bâtiment est préservé, avec son hall d'entrée et sa salle des fêtes est dotée d'une décoration murale et de verrières présentant des scènes de travail ouvrier, dans un style grandiloquent. L'animation de sa façade principale est à noter malgré le faible recul dû à son ouverture sur une rue étroite, ce qui fait qu'elle n'est pas toujours remarquée du public.



Maison du Peuple
Plan d'exécution de la grille, 1934
61 x 37 cm. Archives Municipales de
Limoges - 2 Fi 1099.

Les casernes militaires

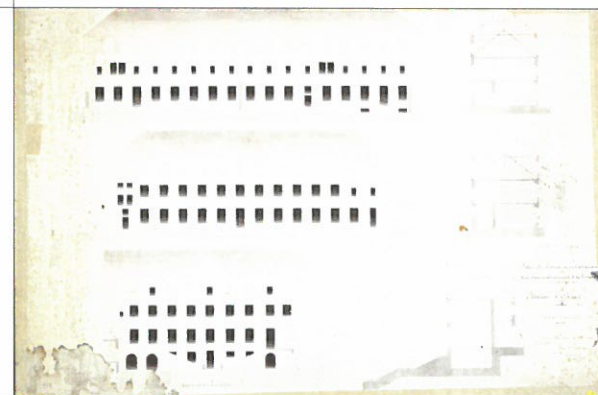
Jusqu'à la Révolution, Limoges ne possède pas de bâtiment militaire spécifique pour assurer le casernement des hommes de troupe. Dans la première moitié du XIX^e siècle, pour loger la troupe, on réutilise après réaménagement des bâtiments religieux désaffectés : le Séminaire des Ordinands (réaménagé de 1819 à 1826), les couvents de la Providence (dans la Cité) et des Jacobins (faubourg Manigne), en attendant le réaménagement de l'abbaye des Bénédictins – qui servait de maison de détention depuis 1812 - à partir de 1872. Certains de ces bâtiments subissent des transformations spectaculaires, comme le couvent de la Visitation, entièrement réagencé de 1857 à 1861 par Régnauld, architecte de la ville de Limoges, pour accueillir après 1870 le 78^e régiment d'infanterie.

Sous le Second Empire, Limoges se dote d'un quartier général à proximité de la place Jourdan, achevé en 1867, qui devient à partir de 1873 et jusqu'en 1934 l'hôtel de commandement du XII^e corps d'armée. Après 1870, la présence militaire à Limoges se renforce notablement et une vague de nouvelles casernes sont construites dans les faubourgs, avec des bâtiments adaptés à leur vocation : Marceau (1875-1877) pour accueillir le 21^e régiment

de chasseurs à cheval, Beaublanc (1875-1878) pour le 12^e escadron du train puis l'annexe de l'école d'artillerie, et Beupuy (1885) pour loger le 63^e régiment d'infanterie. La caserne Jourdan, construite en 1914, est la dernière de ce type à Limoges. L'aménagement de terrains militaires, de champs de manœuvres, de manèges couverts, écuries, parcs, magasins et bâtiments logistiques ainsi que l'implantation d'une base aérienne

Caserne de la Visitation

Projet de réparation et de surélévation de la caserne communale, élévation de l'existant, 1^{er} juin 1850, Régnauld
68 x 101 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv 479.



PROJET D'UNE CASERNE D'INFANTERIE.

ELEVATION DES BATIMENTS ACCESSOIRES.

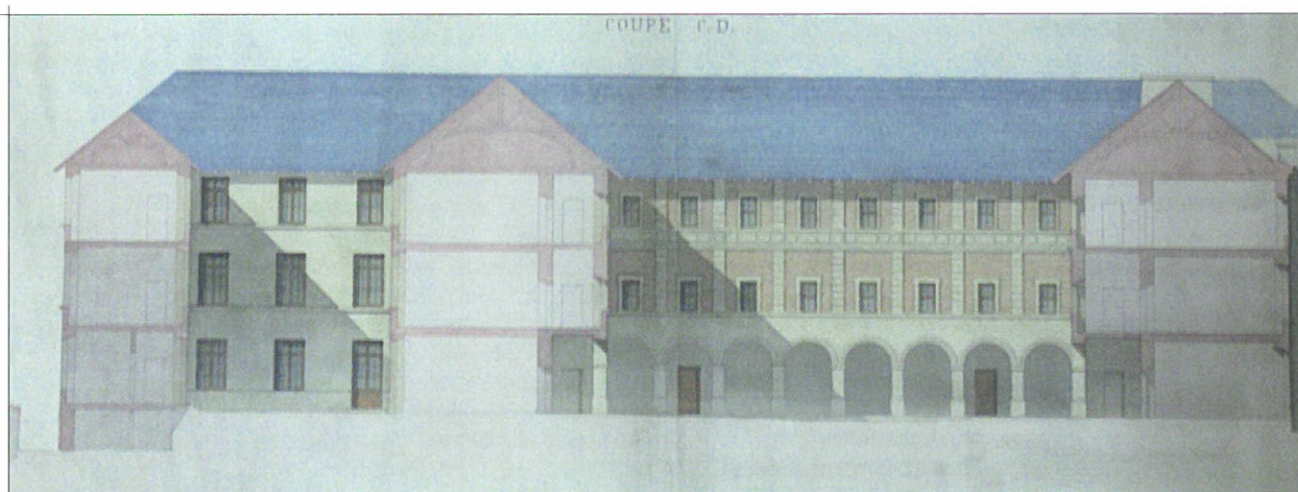
Sur l'axe de l'entrée principale.



Caserne de la Visitation, projet d'une caserne d'infanterie

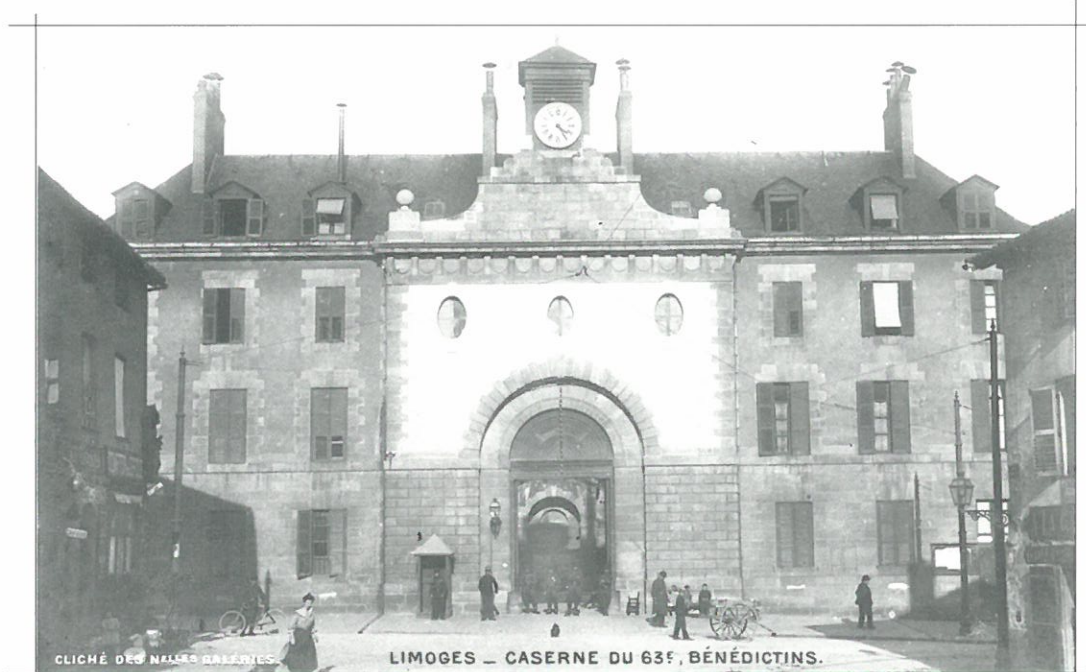
Elévation des bâtiments annexes, élévation sur cour et coupe des ailes du bâtiment principal, 24 août 1854, F. Régnauld
66 x 97 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv 481.

à Romanet (décidée en 1939), complètent le tableau de cette présence militaire à Limoges, dont certains spécimens, qui avaient perdu leur vocation militaire dans la 2^e moitié du XX^e siècle, ont déjà disparu (Bénédictins) ou font l'objet de reconversions, dont certaines sont en cours (Visitation, Providence).



Caserne de la Visitation

Projet d'une caserne d'infanterie, élévation des bâtiments annexes, élévation sur cour et coupe des ailes du bâtiment principal, 24 août 1854, F. Régnauld
66 x 97 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv 481.

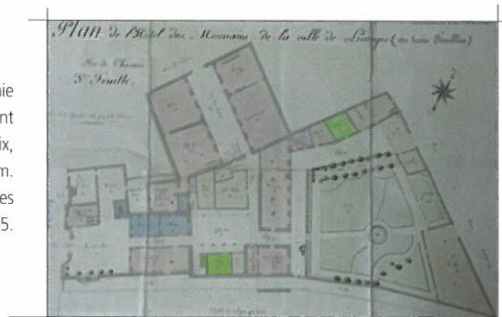


Vue de la caserne des Bénédictins, façade principale
Coll. P. Colmar.

Les casernes de pompiers

On peut rapprocher dans une certaine mesure les casernes de pompiers et centres de secours de l'architecture militaire. La première caserne de pompiers est située en plein cœur de la ville, à l'emplacement de l'hôtel de la Monnaie, où elle côtoie à partir de 1844 jusqu'en 1910 une école, un poste de police et des fourneaux économiques. Au début du XX^e siècle, plusieurs projets de rénovation ou de reconstruction de la caserne de la Monnaie sont présentés, mais ils sont finalement tous abandonnés : il faut construire des bâtiments plus vastes sur un autre site. C'est le site de la Mauvendièrre, à l'ouest, qui est retenu. Pour répondre à la croissance de l'agglomération, de nouveaux centres sont ouverts : en 1968 un centre principal de secours dans la zone résidentielle de l'Aurence puis en 1982 une nouvelle caserne à Beaubreuil.

Caserne de pompiers de la Monnaie
Plans du bâtiment par niveau avant
aménagement, levé par J.-B. Dutreix,
3e feuille, 183249 x 82 cm.
Archives Municipales de Limoges
- 2 Fi inv. 465.



20. - LIMOGES disparu. - Ancienne Caserne des Pompiers



Vue de la caserne des pompiers
de la Monnaie avant démolition
Façade, v. 1910
Coll. P. Colmar.

L'architecture hospitalière

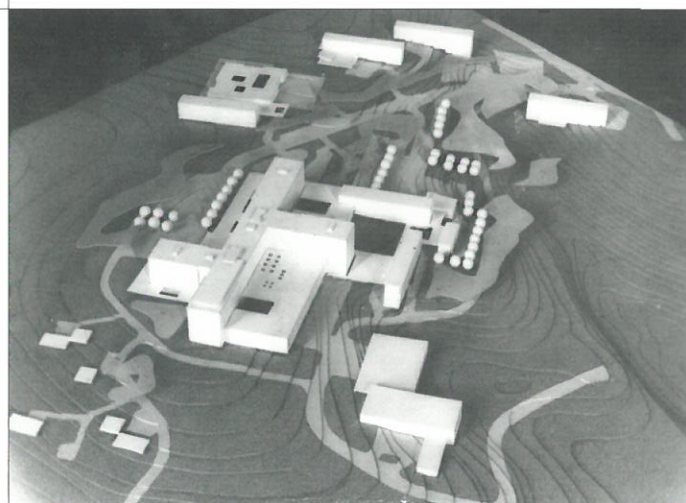
Pendant longtemps, l'architecture hospitalière publique s'est identifiée avec le seul site de l'hôpital général, fondé en 1660 dans le faubourg Saint-Gérald. Les bâtiments principaux, d'ordonnance classique, construits ou agrandis quelques années avant la Révolution, ne cessent d'évoluer tout au long du XIX^e s. et de la 1^{re} moitié du XX^e siècle, avec de nouveaux corps de bâtiments et des pavillons construits à l'arrière du quadrilatère. Ce site est définitivement désaffecté en 1976 et entame une reconversion remarquée avec l'installation de la Bibliothèque francophone multimédia en 1998 et de la galerie d'exposition des Hospices.

La 2^e moitié du XIX^e siècle voit la création de nouveaux sites. En 1864 est ouvert l'asile public d'aliénés de Naugeat, près d'un ancien village situé au sud de Limoges : construit par l'architecte A. Fayette, il succède à un précédent établissement aménagé au début du XIX^e siècle rue des Anglais, près du Champ de Foire (auj. place Winston Churchill). Au principal corps de bâtiment, avec sa façade classique, sa cour d'entrée et ses deux ailes en retour, s'ajoutent en 1895 deux annexes, maisons de santé payantes : la villa Bel Air, pour les hommes, et en 1904 la villa Bellevue destinée à accueillir les femmes. En 1899, l'hôpital Chastaingt, situé à l'est, sur la rive gauche de la Vienne, sur un terrain de près de 10 hectares acheté grâce au legs du docteur Jean-Baptiste Chastaingt, ouvre ses portes : destiné à recevoir les vieillards avec plus de 200 lits, ses plans sont dus à l'architecte Charles Geay.

Depuis les années 1950, l'augmentation de la capacité et la modernisation des structures hospitalières conduisent à réfléchir à un nouveau lieu d'implantation pour les structures hospitalières de Limoges, qui ont une importance régionale. Le site retenu, tout au sud, limitrophe de la commune d'Isle, et proche de Naugeat (auj. Centre hospitalier Esquirol) est un plateau suffisamment vaste pour former un véritable complexe hospitalier. Sont ainsi construits successivement sur des plans privilégiant la fonctionnalité les centres hospitaliers du Cluzeau, de Jean Rebeyrol ainsi que le C.H.U. Dupuytren, bâtiment qui est inauguré en 1976 et qui abrite également la faculté de médecine et de pharmacie.



Asile de Naugeat
Vue aérienne d'ensemble
Coll. P. Colmar.



Vue de la maquette du projet de centre hospitalier universitaire
Archives Municipales de Limoges - 3 D.

Depuis 1801, les églises catholique, protestante et israélite vivent sous le régime du Concordat, négocié par le Premier consul Bonaparte. A Limoges, les communautés religieuses catholiques font leur retour mais ne s'installent pas dans les bâtiments d'Ancien Régime, qui ont entre-temps été vendus ou ont changé de vocation. Le nouveau séminaire diocésain utilise depuis 1815 les anciens locaux de l'abbaye féminine de la Règle, dans le quartier de l'Abbessaille, et poursuit jusqu'en 1905 les travaux d'agrandissement.

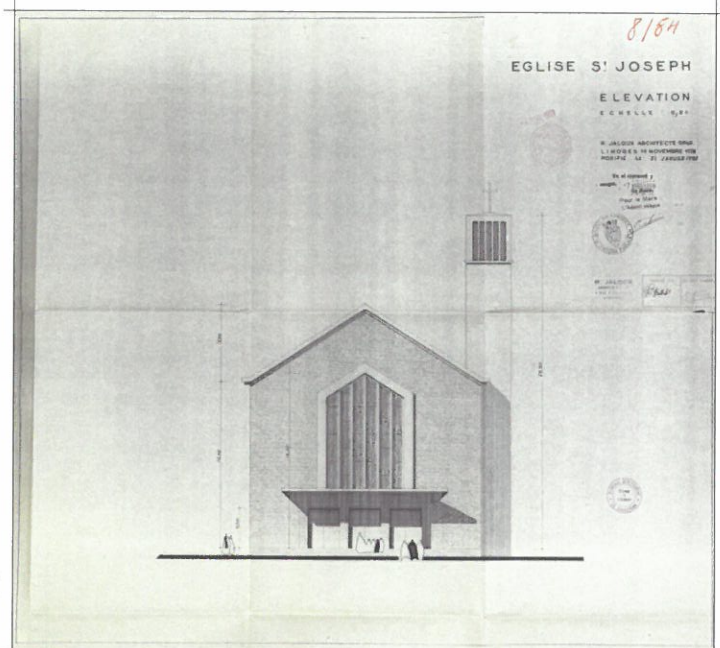
Dans la 2^e moitié du XIX^e siècle, et jusqu'à la séparation des églises et de l'Etat en 1905, la croissance importante des faubourgs a entraîné la création de nouvelles paroisses catholiques. A ces paroisses correspondent de nouveaux lieux de culte, avec églises paroissiales et chapelles. Parmi ceux-ci, l'église provisoire (et disparue) du Sacré-Cœur, près de la place des Carmes, bénie en 1873, l'église Sainte-Valérie, dans le quartier du Sablard, sur la rive gauche de la Vienne, achevée vers 1878, l'église Saint-Paul et Saint-Louis, près de la gare des Bénédictins, ouverte en 1900, sur les plans de l'architecte Dominique Vergez. Dans le même temps, l'église réformée, érigée en paroisse depuis 1880, bâtit son lieu de culte rue de la Réforme.



Limoges. — Eglise Sainte-Valérie.

J. Faissat (Dessiné).

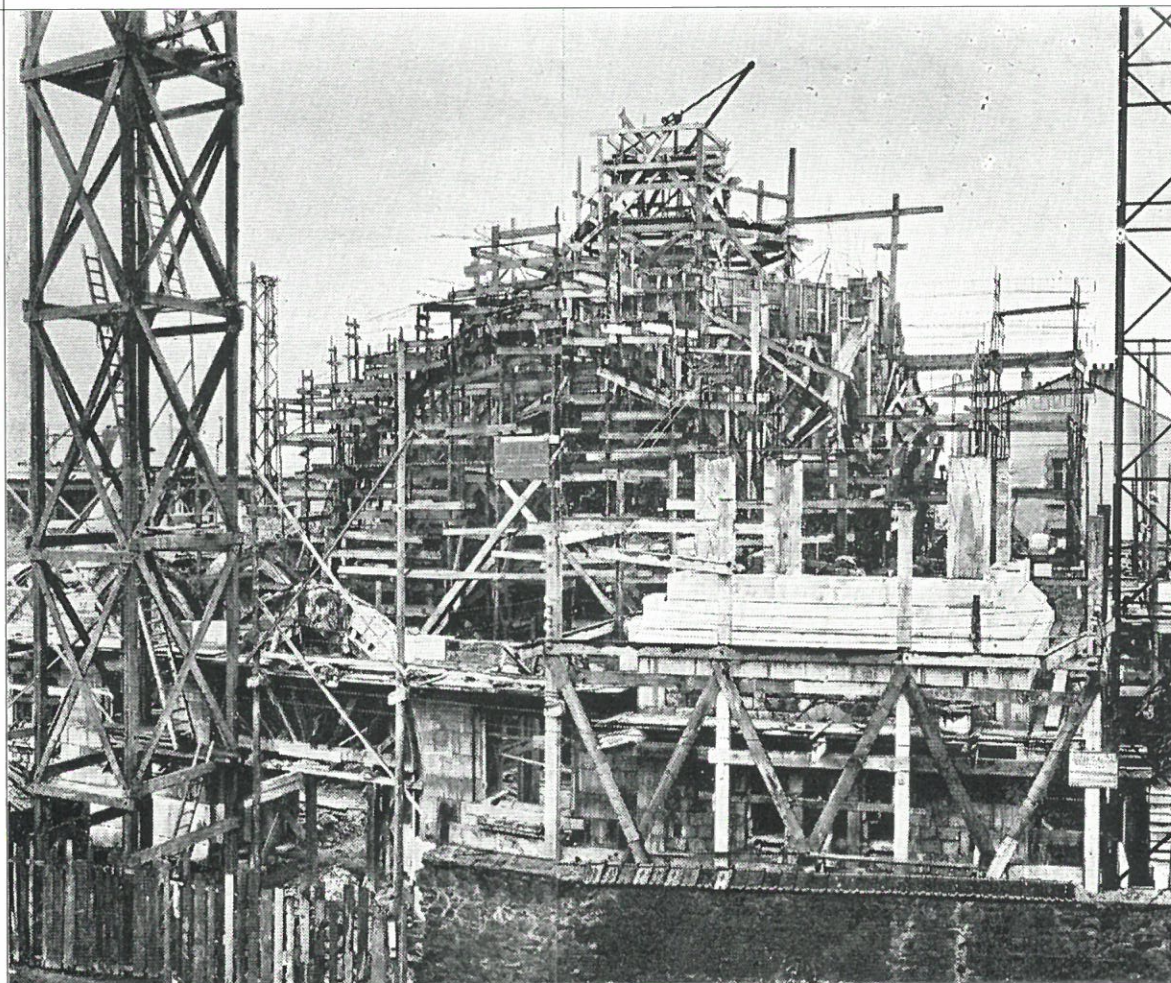
Eglise Sainte-Valérie
Façade principale
Cliché J. Faissat. Coll. P. Colmar.



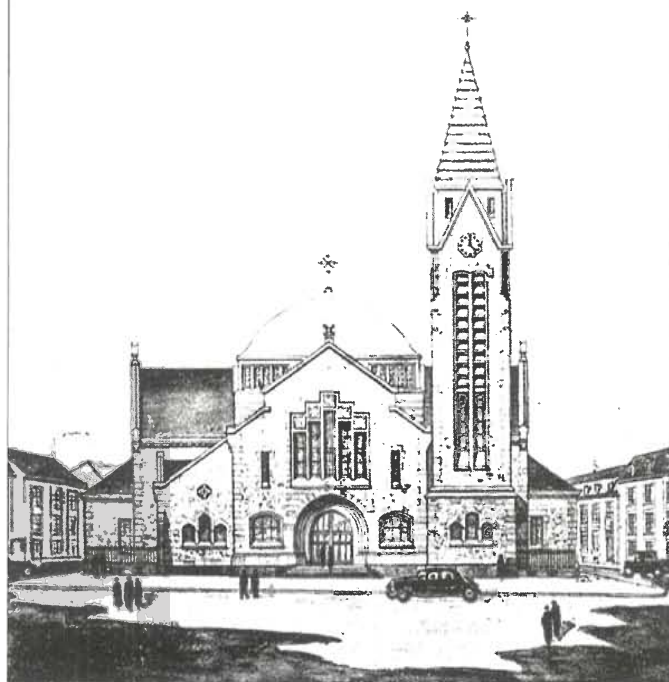
Eglise Saint-Joseph, travaux d'agrandissement
Projet de façade principale, élévation, R. Jaloux, 21 janv. 1959
Archives Municipales de Limoges - 1 T / PC 8154.

Après la loi de séparation de 1905, les nouvelles constructions répondent au besoin de réorganisation immédiate des structures diocésaines comme la construction du Grand Séminaire au Clos Jargot, sur la rive gauche de la Vienne, achevé en 1917 ; la croissance et le déplacement de la population en ville sont pris en compte avec la création massive ou l'agrandissement de nouveaux lieux de culte vers 1910 (Saints-Anges, Jeanne d'Arc) puis entre 1950 et 1980 dans les nouveaux quartiers de l'Aurence (Saint-François) et de Beaubreuil, (Saint-Martial), au sud (Sainte-Claire) ou au nord de la ville (Sainte-Thérèse, Sainte-Bernadette).

L'un des plus beaux exemples de ces constructions du XX^e siècle est sans doute la nouvelle église du Sacré-Cœur. Destinée à remplacer la petite église provisoire du même nom, elle est construite sur un terrain bordant l'ancienne route d'Aixe (auj. rue François-Perrin) : les plans, confiés aux architectes limougeaux, X. et Gay-Bellile, Ménissier et Girouard, connaissent plusieurs versions, les plans définitifs étant adoptés en 1935. Le bâtiment, avec sa coupole, ses proportions volumétriques et son plan presque centré, utilise au mieux les possibilités du béton et permet d'avoir recours le moins possible aux piliers. Ce chantier, ouvert pendant le Front populaire, fournit du travail à de nombreux ouvriers alors que la crise économique des années 30 produit son plein effet. L'église reçoit ensuite un décor de vitraux, de sculptures en façade ainsi que des émaux.



Eglise paroissiale du Sacré Cœur,
vue du chantier de construction
s.d., 1936, cliché 14 x 12 cm. Coll. part.



GAY-BELLILE MENISSIER ARCH.

Future Eglise du SACRÉ-CŒUR à LIMOGES

Envoyez les souscriptions à M. le Chanoine REMÉNIÉRAS
Curé du Sacré-Cœur

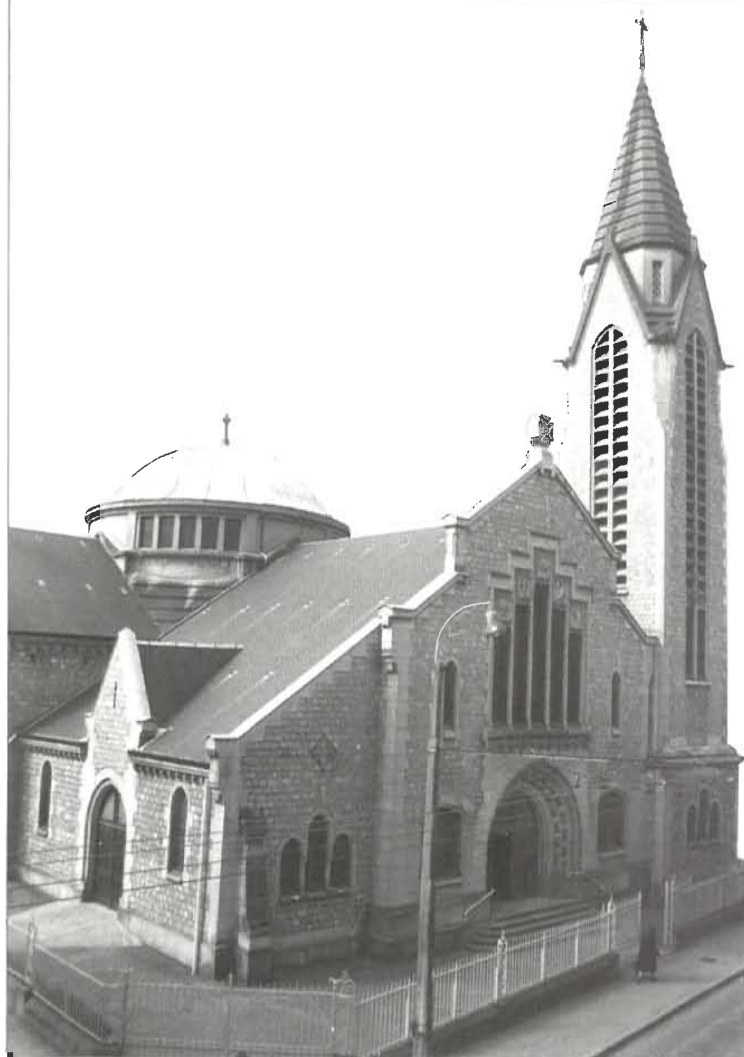
28, avenue Foucaud à Limoges

Chèques postaux n° 45.83 Limoges

Eglise du Sacré-Cœur

Perspective de la façade - bulletin de souscription

Coll. P. Colmar.



Eglise du Sacré-Cœur

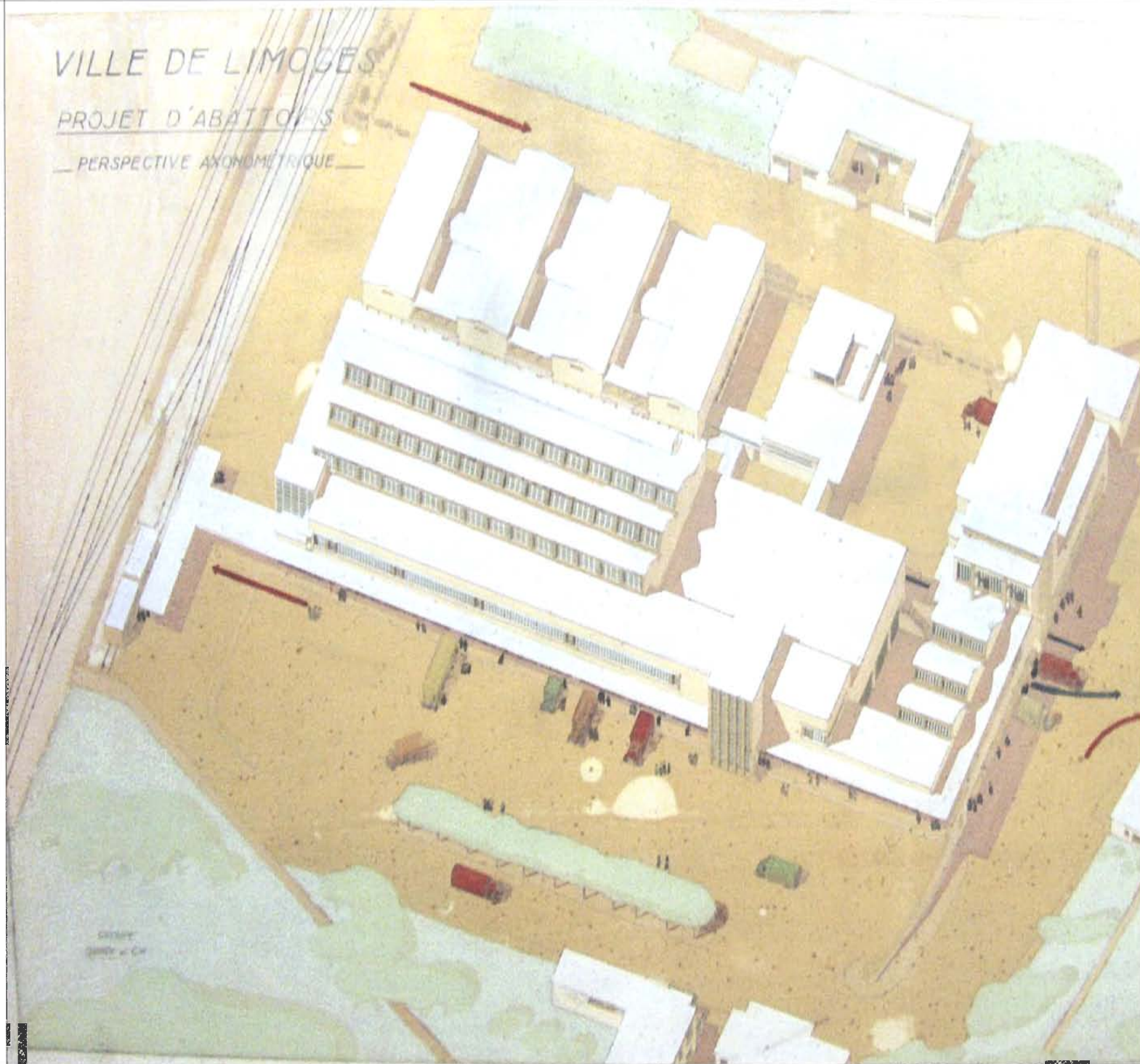
Vue perspective

Coll. P. Colmar.

VILLE DE LIMOGES

PROJET D'ABATTOIRS

PERSPECTIVE AXONOMETRIQUE



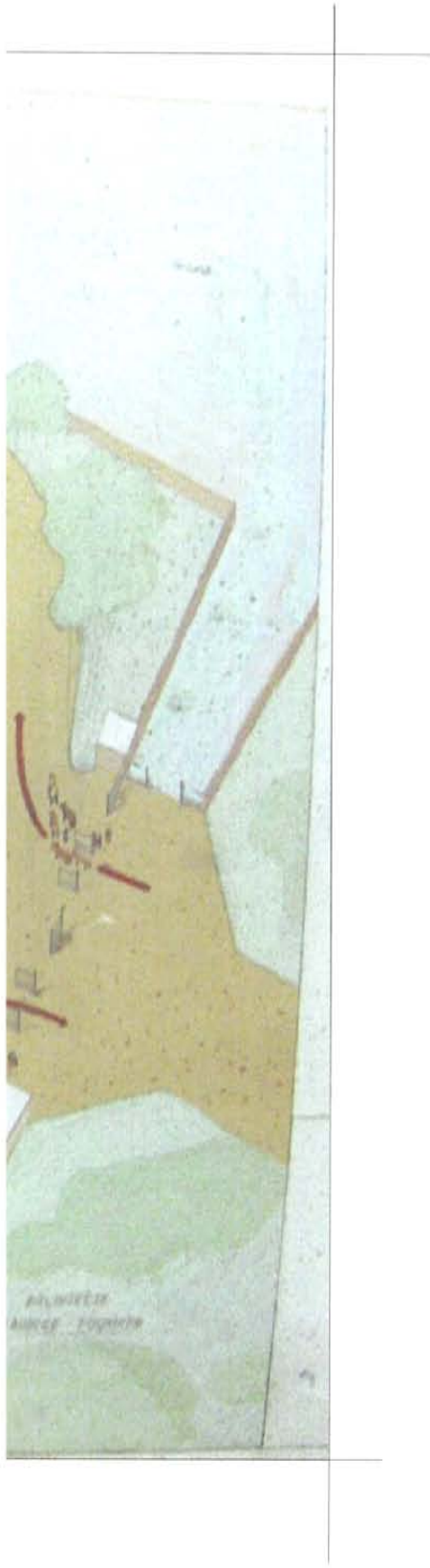
Abattoir de la route de Nexon

Concours : projet Maurice Fournier/Quiry, vue axonométrique

110 x 155 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1429.

4

Chemin de fer, industrie et habitat **collectif**



Les lignes de chemin de fer

En 1858, l'arrivée du chemin de fer avec la ligne de Paris marque une étape importante dans le développement économique de Limoges : désormais, la région s'intègre à un marché national qui facilite les approvisionnements et permet d'écouler les produits manufacturés. Le prolongement de la ligne vers Toulouse et Bordeaux nécessite des tra-

vaux spectaculaires : percement d'un tunnel sous le centre-ville, achevé en 1861 et construction d'un viaduc de 423 mètres sur la Vienne (ligne Limoges-Brive via Uzerche, ouverte en 1893). Par ailleurs, la ligne de Limoges à Angoulême est mise en service en 1875, à partir d'une gare située à l'ouest de la ville, dans le faubourg Montjovis. La

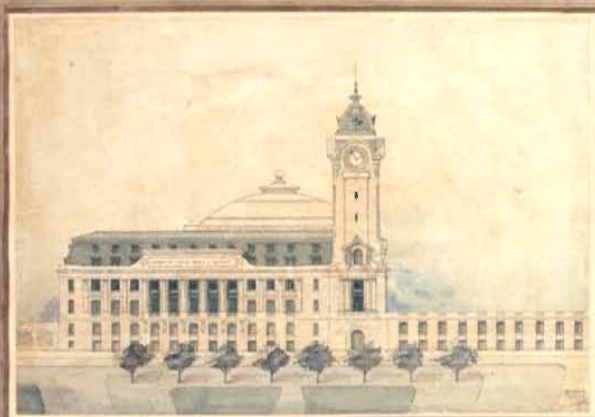
ligne d'Angoulême est raccordée à la ligne de Paris en décembre 1894 grâce à un chemin de ceinture. Ces lignes sont franchies par plusieurs passerelles piétonnières (Chinchauvaud, Montjovis) ainsi que par la passerelle routière de Montplaisir, achevée en 1922, bel ouvrage de béton qui inspira l'artiste Raoul Hausmann.



Les gares des Bénédictins

Une première gare est construite et ouverte en 1860 par la compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, près de la place Jourdan, sur l'ancien domaine de l'abbaye des Bénédictins (d'où son nom de Limoges-Bénédictins). Avec ses 3 voies de circulation et sa halle couverte de 100 mètres, elle ne dégage guère d'impression de monumentalité et est jugée indigne d'une ville comme Limoges par le ministre des Travaux publics, Louis Barthou, en 1908.

Projet de nouvelle gare des Bénédictins
R. Gonthier, façade principale
46 x 69 cm. Archives Municipales de Limoges.



Projet de nouvelle gare des Bénédictins
R. Gonthier, façade principale
et façade latérale, s.d., 1918
53 x 121 cm.
Archives Municipales de Limoges.

Projet de nouvelle gare des Bénédictins, vue en perspective
R. Gonthier, s.d., 1918
76 x 100 cm. Musée municipal de l'Evêché - inv. ED 513.

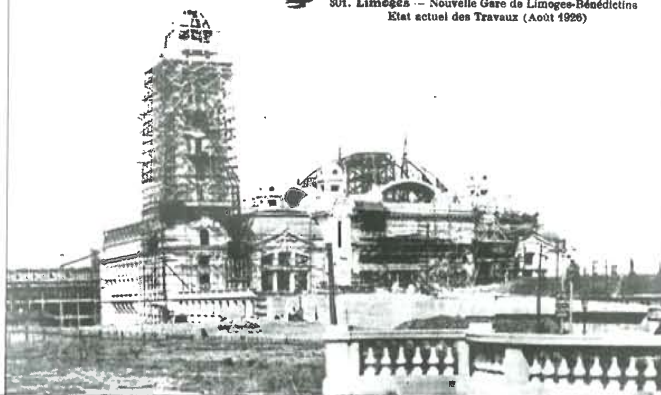


La nouvelle gare des Bénédictins en construction
Etat des travaux, août 1926
Coll. P. Colmar.



Il est donc décidé de reconstruire la gare. Une série de projets est présentée entre 1909 et 1919, en dernier lieu par l'architecte Roger Gonthier : tous oscillent entre l'extension de la première gare et la construction d'une plateforme au-dessus des lignes. C'est cette seconde solution qui est finalement retenue. Les travaux, commencés en 1924, s'achèvent en 1929. Avec son dôme, son campanile élancé, sa façade et ses vitraux, la gare des Bénédictins est devenue l'emblème de l'architecture publique de l'entre-deux-guerres, à l'image du quartier qui l'entoure (Champ de Juillet, cité des Coutures).

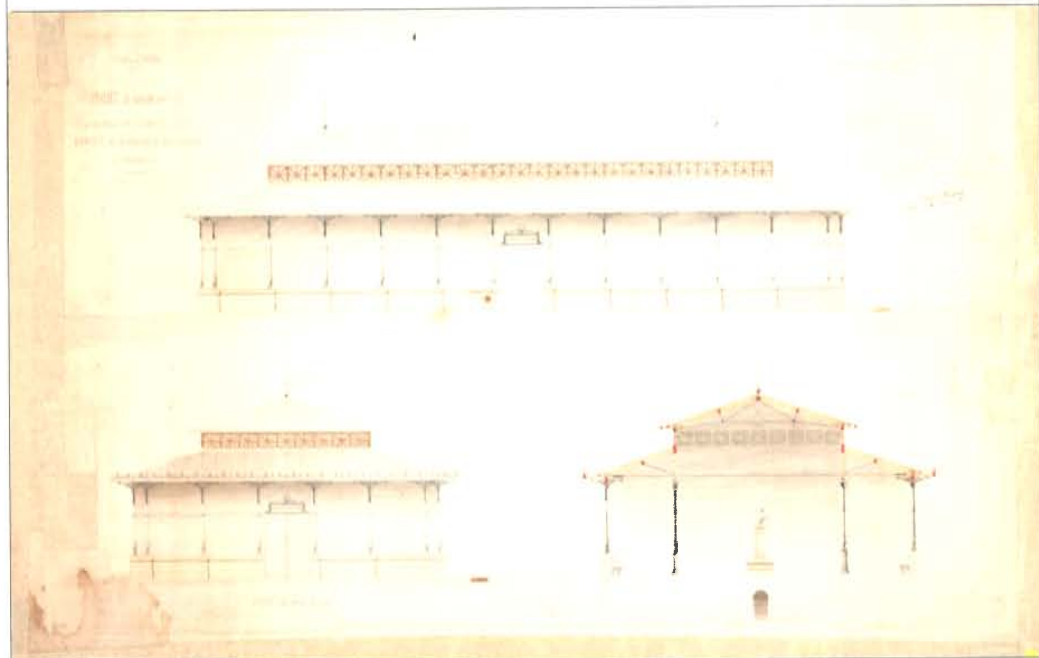
→ 301. Limoges -- Nouvelle Gare de Limoges-Bénédictins
Etat actuel des Travaux (Août 1926)



La nouvelle gare des Bénédictins en construction
Etat des travaux, avril 1926
Coll. P. Colmar.

L'architecture **métallique** : l'exemple des halles

Lieu d'approvisionnement et de convivialité pour la population, **les halles au XIX^e siècle** sont des bâtiments modernes qui succèdent aux traditionnels marchés. L'utilisation des possibilités des nouveaux matériaux, fer, verre et céramique et l'application des principes hygiénistes de salubrité avec le rôle de l'air, l'eau et la lumière donnent naissance à des constructions de conception nouvelle.



Projet de marché Dupuytren avec statue de Turgot
Aquarelle signée F. Régnault, 1851
63 x 96 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 439.



Projet des Halles centrales,
concours de 1884
Projet RIP, Bergou/Hardion,
détail du marché central
et d'une rue couverte
57 x 80 cm.
Archives Municipales
de Limoges - 2 Fi inv. 446.

Limoges au XIX^e siècle possède trois halles à structure métallique légère et aérienne, témoin de cet esprit de modernité et de progrès. La halle à la criée, place de la Motte, la plus sobre et la plus petite, démolie en 1888 et deux autres bâtiments qui subsistent toujours aujourd'hui.

La plus ancienne, la halle Dupuytren, construite par l'architecte municipal F. Régnault est ouverte en 1852. L'ossature métallique comprend 64 colonnettes en fer coulé. Initialement installée place de la Motte, elle est transférée en 1889 au rond-point du Crucifix, aujourd'hui place Carnot, au moment des travaux de construction des halles centrales.

Les halles centrales, édifiées à la suite d'un concours, ont d'abord fait l'objet d'une étude par le service municipal de l'architecture, qui n'est pas datée et qui peut être attribuée à Régnault ou à son successeur. En 1883, la Ville sollicite, sans succès, l'entreprise de G. Eiffel. En novembre 1884, l'organisation du concours prévoit trois pavillons, l'un central rectangulaire et les deux autres demi-circulaires reliés au pavillon central par des passages couverts. Deux projets non retenus du concours sont conservés. Le deuxième prix, attribué à Maurice Bergoud, architecte et Hardion, ingénieur, est intitulé projet RIP et le troisième prix, attribué à Hébert, architecte, est intitulé projet MOI. Pour ce dernier, on retrouve le plan tripartite sur la façade longitudinale. L'ossature métallique, traitée de manière décorative, permet de très larges portées ; l'air circule par les parties à claire-voie et la lumière pénètre abondamment par les verrières ; la monumentalité

et la symétrie renforcent la verticalité de l'ensemble.

Le projet Fac et spera est retenu et les lauréats du concours, Levesque et Pesce, ingénieurs à Paris, construisent uniquement la partie centrale. Les travaux débutent en 1887 et l'inauguration a lieu le 15 décembre 1889. Le traitement des façades avec les baies en plein cintre combine des parties pleines en briques dans la partie inférieure et des bardages dans la partie haute pour la circulation de l'air. L'aspect décoratif est souligné par la frise en porcelaine réalisée par la manufacture W. Guérin en 1890.

Dans la première moitié du XX^e siècle, les halles centrales sont perçues par la population avant tout comme un édifice utilitaire. La redécouverte de l'intérêt architectural du bâtiment est liée aux campagnes de restauration des années 1980 ; elles ont alors retrouvé une nouvelle place dans l'histoire de l'architecture métallique à Limoges.

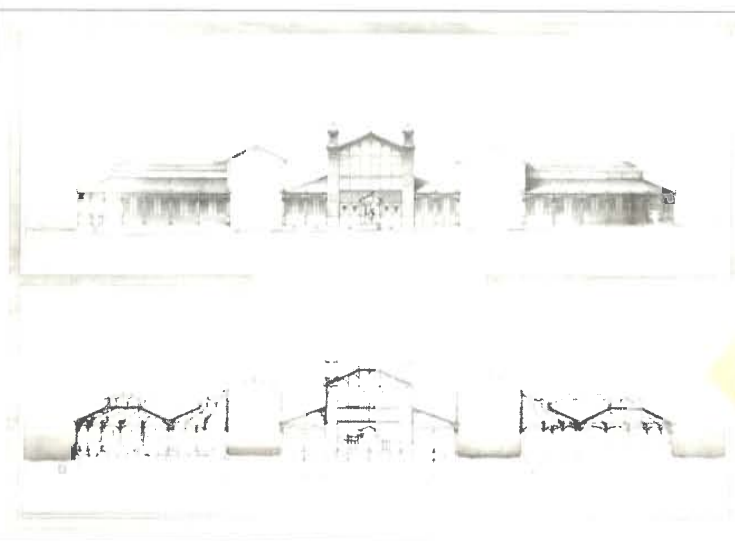


Vue du Marché Dupuytren

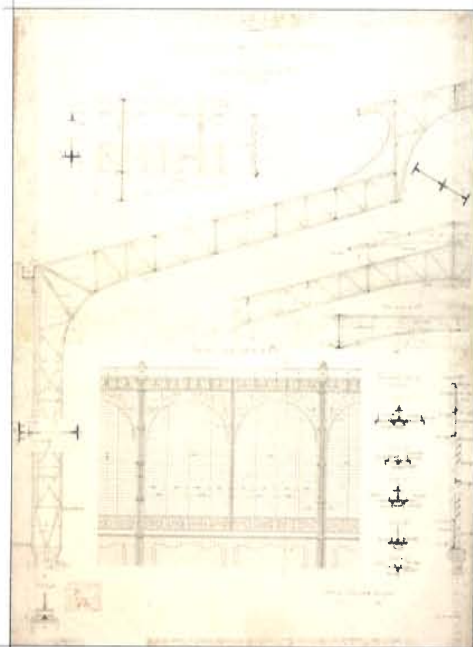
V. 1880, 33 x 41 cm (diché 22 x 30 cm). Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.

Projet des Halles centrales, concours de 1884

Projet MOI, par Hébert, façade longitudinale et coupe dans l'axe
62 x 86 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 440.



Halles centrales,
réalisation du projet
Levesque et Pesce,
détails d'une ferme
et d'une travée
65 x 90 cm.



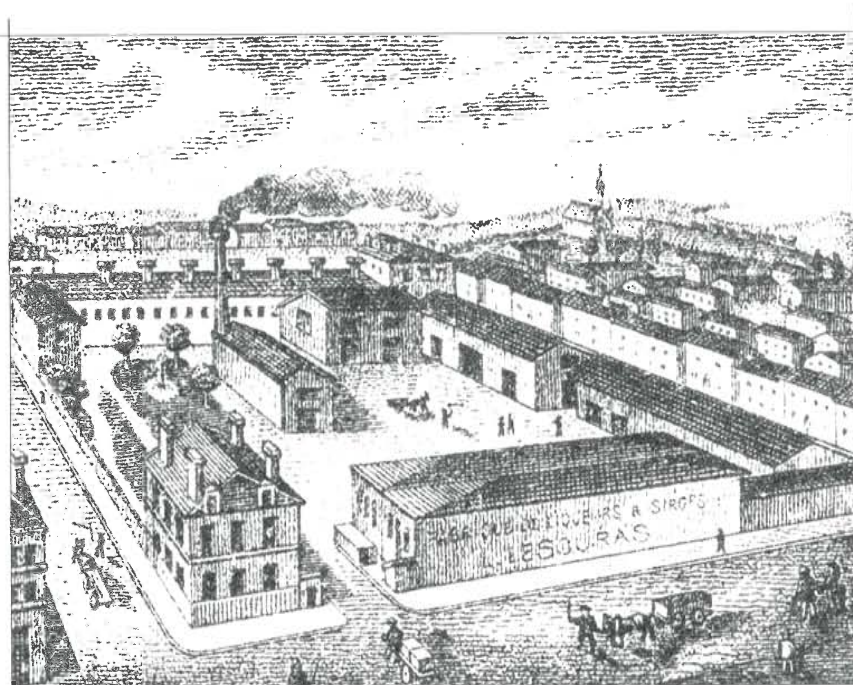
Une histoire **industrielle** et **artisanale** de Limoges

L'activité artisanale médiévale à Limoges répondant aux besoins de la population (activités textile ou agroalimentaire par exemple), se spécialise en fonction des disponibilités de matières premières (tannerie ou boucherie) ou crée un véritable savoir-faire autochtone (émaillerie ou vitrail). Les émaux limousins, enchâssant les reliques, sont présents dans les plus importants centres de pèlerinage et ainsi, estimés dans toute l'Europe occidentale.

En 1729 et 1745, s'implantent les premières manufactures textiles, Thévenin et Laforest, au nord et nord-ouest des remparts. La découverte en 1765 à Saint-Yrieix, du kaolin, matière première non encore disponible en France et pourtant indispensable à la porcelaine, transforme la faïencerie Massié, créée en 1736, en fabrique de porcelaine. La production porcelainière ne cesse de croître au XIX^e siècle. N'étant progressivement plus attachée aux privilèges royaux ou impériaux, elle se soumet aux dictats de la concurrence, de la grande industrialisation et des fluctuations du marché (ouverture par exemple, vers le Nouveau Continent).

L'histoire des activités se nourrit aussi de la mémoire des hommes et de leurs actions : entre paternalisme et syndicalisme, les patrons et les ouvriers forment malgré un antagonisme social récurrent, une unité productive et laborieuse.

Limoges bénéficie de conditions particulières à son développement industriel. En effet, le savoir-faire reconnu de ses ouvriers attire des activités minutieuses. De plus, les matières premières disponibles sur place (kaolin, cuir, bois, eau) orientent les types productifs. Parallèlement, la bourgeoisie d'affaires et le contexte bancaire indispensables aux développements industriels font cruellement défaut, imposant l'arrivée d'entrepreneurs extérieurs (ex : les Haviland). A cela s'ajoutent les problèmes de communication que subit la ville : éloignement des grands centres d'échanges (malgré l'arrivée du chemin de fer dès 1856), navigabilité restreinte sur la Vienne, absence de canal... Ainsi, se développe une «industrie de main d'oeuvre», caractérisée par un produit



Détail d'un papier à en-tête de la distillerie L. Lescuras daté de 1893 et conservé aux archives municipales de Limoges.
L'usine, vue ici depuis le sud, est implantée à l'angle des rues Gouffier-de-Lastours et Armand-Barbès en 1886.
Se succèdent sur le site l'usine de chaussure Péricaud, Lionet et Compagnie, l'imprimerie Brégéras et l'usine de galoches Perfecta jusque dans les années 1970.

de grande valeur, à fort coût de production mais à faible tonnage. Il en est ainsi de la porcelaine ou du textile bien sûr, mais aussi du papier et surtout de la chaussure. L'ampleur de cette industrie du cuir, à Limoges, est aujourd'hui totalement occultée alors même qu'elle aurait employé plus de bras que sa consœur porcelainière au tournant des XIX^e et XX^e siècles! Corrélativement, des activités «annexes» se développent, comme les usines de constructions mécaniques ou les moulins à kaolin. Des chaînes complètes de production et de transformation se mettent en place.

Le savoir-faire manuel reste cependant un frein à la mécanisation des structures. Ainsi, au cours du XX^e siècle, les sociétés soumises à une concurrence toujours plus affirmée, doivent s'adapter : soit elles orientent définitivement leur fabrication vers le marché du luxe (le savoir-faire devient patrimoine et faire-valoir), soit elles se spécialisent radicalement (Legrand par exemple se consacre dès 1919 à la porcelaine électrique). Ainsi, l'industrie flirte toujours avec l'artisanat.

Les recherches de rentabilité maximale et les changements imposés aux entreprises par les Trente Glorieuses (développement des surfaces de travail, baisse du coût du travail suppléée par une mécanisation intensive,...) amènent la municipalité à créer plusieurs zones industrielles entre 1955 et 1965 à l'est et au sud de la ville (Haut-Carrier, Magré et Romanet). La dernière d'entre elles, la zone industrielle Nord, est développée à partir de 1970-1972. Les entreprises y délocalisent leur production progressivement et ce, jusque dans les années 1990. De plus, la création d'ESTER technopole en 1991, construite en 1993 et installée sur un espace de 200 hectares, donne une nouvelle image à la ville, celle qui, au-delà des traditions, met en valeur un type de création : l'innovation. Nouvel axe de développement territorial, le site accueille aujourd'hui une centaine d'entreprises essentiellement spécialisées dans la biotechnologie, la céramique industrielle, les nouveaux matériaux ou l'électronique dans un souci de développement durable.



Papier à en-tête de la brasserie Mapataud daté de 1928 : détail de la vue de l'usine, imprimerie B. Arnaud (Lyon-Paris), lettre datée du 15/08/1928, détail. (AD, Haute-Vienne-26 Fi 1)

Papier à en-tête de la brasserie Mapataud daté de 1957 : détail d'une vignette publicitaire, que l'on retrouvait sur les affiches et les verres publicitaires de la brasserie, imprimerie B. Arnaud (Lyon-Paris), lettre datée du 17/06/1957 : détail. (AD, Haute-Vienne, 26 Fi 1.)



Limoges a connu une forte activité brassicole et liquoriste. Un site est emblématique : la brasserie Bertrand Mapataud. Fondée en 1765 par Pierre Raby, elle est la première unité de production de bière limougeaude. Elle est située au 71 et 84 rue de Nexon, en contrebas du viaduc ferroviaire. Plusieurs propriétaires se succèdent, jusqu'à l'achat par la famille Mapataud en 1893. L'entreprise s'agrandit progressivement, différentes campagnes de constructions sont effectuées en 1886, 1899 ou entre 1926 et 1933. De 1953 à 1968, Amédée Michard dirige l'entreprise, appelée alors Nelson Pils. La production est suspendue en 1970, la fermeture définitive a lieu en 1975. En 1984, les bâtiments les plus anciens sont détruits, tandis que les bâtiments des années 20 et 30 sont transformés pour accueillir les services d'assainissement de la ville.

Aujourd'hui, la tradition brassicole est entretenue par la société Saint-Martial (dirigée par M. Michard, sans lien de parenté direct avec l'ancien directeur de la brasserie Mapataud), place Denis-Dussoubs. Elle produit artisanalement, in situ, une bière fraîche à déguster blonde, ambrée ou brune.



Le bâtiment de la technopole construit par les architectes Jacques CHARON et Yves BAYARD. Cette structure élégante et futuriste marque le territoire ; elle reçoit ainsi, le 25 mars 2002 le label «patrimoine du XX^e siècle».

Enfin, depuis 1999, un pôle d'économie du patrimoine de la porcelaine et des arts du feu (vitrail et émail), contractualisé entre l'Etat et la ville de Limoges, motive une redécouverte de l'industrie et de l'artisanat limougeaux. La valorisation passant par la connaissance, un inventaire du patrimoine industriel a été réalisé dans le cadre d'une convention passée entre la ville de Limoges et le Service de l'Inventaire général du patrimoine culturel de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Limousin.

L'opération, menée en 2002 et 2003, comprend le recensement du patrimoine industriel et artisanal du milieu du XVIII^e siècle à 1970, existant et disparu, sur le territoire de la commune de Limoges (à l'exclusion de la zone urbaine délimitée par les anciens remparts de la ville médiévale, appelée "le Château"). Une base de données de repérage recense 1 450 sites, dont 630 pour lesquels il subsiste tout ou partie des bâtiments d'activité. Sur ces 1 450 sites, sont identifiées 400 unités d'échelle industrielle ; 166 subsistent,

une vingtaine sont encore en activité. Cette recherche a conduit de surcroît à la constitution de 170 dossiers documentaires et à la réalisation d'un atlas du patrimoine (cartes historiques et thématiques). Cette exposition est l'occasion de rendre hommage à l'artisan de cette enquête, Frédéric Pillet, et d'initier une valorisation de ce considérable travail de recherche systématique, proposant une nouvelle approche de l'histoire industrielle et artisanale de la ville.

Les mutations industrielles, économiques et ainsi urbanistiques des cinquante dernières années posent de multiples problèmes, comme la redéfinition des espaces, des priorités et des besoins ou le développement de politiques de construction, de démolition ou de réhabilitation. Des mesures conservatoires, insufflées par la légitimité patrimoniale de plusieurs sites, sont nécessaires à la quête d'une certaine authenticité historique et au devoir de mémoire. La préservation souffre malheureusement trop souvent, des coûts de mise en oeuvre qu'elle entraîne.



L'architecture contemporaine des usines, comme celle-ci, visible sur la zone industrielle Romanet, est caractérisée par l'utilisation de matériaux industriels, ultra légers et résistants, et la recherche d'une fonctionnalité maximale. La géométrie systématique des formes, l'uniformisation des ouvertures ainsi que l'accentuation formée par le développement horizontal des bâtiments évoquent selon les critiques courantes, les lignes d'une «boîte à chaussure». Cependant, elles expriment parallèlement la modernité essentielle et indispensable à l'image d'une entreprise compétitive et innovante. (Archives municipales de Limoges, Fin.c.)

Une industrie vedette : la porcelaine

La **porcelaine** est une **céramique** dont la pâte est composée de 25% de feldspath et de 25% de quartz auxquels s'ajoute 50% de kaolin. Mise au point par les chinois vers les VII^e et VIII^e siècles, elle est importée en Europe, sans doute par Marco Polo, qui la comparait à de la nacre (parfois appelée «porcellana» en italien). Pendant plusieurs siècles, les céramistes européens, ne sachant produire que de la porcelaine tendre, ont tenté de percer le secret de cette terre cuite à pâte dure, blanche et translucide. En 1709 enfin et grâce à la découverte du chimiste F. Böttger, les premières porcelaines dures sont réalisées en Allemagne à Meissen. Le rôle du kaolin dans la composition de la pâte vient d'être mis en évidence. En France, un gisement de kaolin est découvert en 1765 à Saint-Yrieix. D'abord importé en région parisienne pour la Manufacture royale de porcelaine de Sèvres, il est très vite utilisé sur place. Ainsi, en 1771 la faïencerie Massié devient la première fabrique de porcelaine limougeaude.

Au cours du XIX^e siècle, Limoges s'impose comme le foyer actif de production de la porcelaine française. Sous l'impulsion du développement des transports, de la mécanisation progressive de la fabrication et de l'ouverture croissante vers des marchés toujours plus vastes (abaissement des tarifs douaniers), cette industrie croît et se transforme. L'émulation créée par les expositions universelles et industrielles motive l'ouverture à Limoges en 1881 de l'Ecole nationale des arts décoratifs et initie des collaborations plus évidentes entre des artistes de renom et les fabricants limousins.

La porcelaine gagne sa notoriété à travers «les blancs», production sans couleur soulignant la pureté de la matière, ou le décor de «grand feu» aux couleurs subtiles et soutenues. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, la famille Haviland innove en déployant des entreprises intégrées employant au total plus de 3 000 personnes et opérant toutes les étapes de la chaîne d'une production réalisée dans des usines mécanisées et concentrées. De plus, l'invention de la chromolithographie et le développement de la décoration en grande série modifient la structure sociale des ateliers ; les ouvrières non qualifiées deviennent majoritaires. La discipline imposée progressivement aux classes laborieuses ainsi que la distance graduelle instaurée entre le patron et ses employés expliquent pour partie les mouvements sociaux qui éclatent au début du XX^e siècle.

Après l'apparition des thèmes japonisants, la porcelaine limougeaude s'inscrit



Vue aérienne de l'usine G.D.A. dans le faubourg des Casseaux, v. 1950
Coll. part.

successivement dans les courants des arts nouveau et déco. N'étant pas seulement un produit industriel, elle pérennise par son avant-gardisme son appartenance aux Beaux-Arts. La crise de 1929 et la Seconde Guerre mondiale anéantissent nombre de sociétés, la production porcelainière baisse de 60%. La ville se désindustrialise massivement. Ainsi, les entreprises « survivantes » se spécialisent et, pour relancer la production, se tournent vers le luxe. Aujourd'hui encore, le nom de Limoges est, dans le monde entier, associé à la porcelaine de haute gamme. La tech-

nique ancienne et renommée devient un atout patrimonial. Des designers renouvellent les formes (les modèles de Bernardaud dessinés par Olivier Gagnère en sont la preuve). En outre, la production industrielle demeure à la pointe de l'innovation technologique. Aussi, Limoges accueille avec ESTER technopole, le premier centre de recherche indépendant en France en céramique industrielle et traitement de surface. La porcelaine s'immisce aujourd'hui dans l'industrie aéronautique ou électronique, la chirurgie dentaire ou à la biologie médicale...

Un « bâtiment-machine » : le four



La fabrique Montjovis en 1985.

Une des spécificités architecturales de l'industrie porcelainière est un « bâtiment-machine » : le four. A la fois outil et édifice, ce dernier est selon le spécialiste Jacques Coudamy, « l'instrument du feu ». La cuisson est une étape délicate et fondamentale de la production céramique. Différents types de fours (fours ronds, fours tunnels...) ou de combustibles (bois, charbon, gaz...) se sont succédé, comme une recherche assidue d'économie et de perfection en matière de cuisson. Actuellement, 5 fours ronds, parfois appelés localement fours à globe, sont encore conservés à Limoges ; l'un d'eux est classé monument historique en 1987.

Les deux clichés reproduits ici montrent un des fours ronds de la fabrique de Montjovis en 1985 et en 2002. Cette entreprise, fondée en 1849, prend le nom de « Raynaud et Cie » en 1925 et est délocalisée à Isle en 1999. A cette date, l'installation avenue Montjovis est rasée. Seul subsiste le four rond qui selon la date portée, aurait été construit en 1856. En brique, cerclé de fer plats, il pos-

sède deux chambres, soit à l'étage inférieur le laboratoire pour la cuisson à 1 400°C et à l'étage supérieur, le globe pour la cuisson du dégourdi (première cuisson avant émaillage). Couvert d'une voûte, il est surmonté d'une petite cheminée tubulaire. Dès 1950, André Raynaud initie une restauration du four à des fins promotionnelles. Il devient l'image de l'entreprise et porte fièrement un monogramme R en fer forgé. Aujourd'hui isolé, il est conservé in situ et jouxte les bâtiments de la résidence du parc Montjovis.

A la différence des ateliers de fabrication, qui, après l'arrêt de l'activité industrielle, peuvent continuer d'être « rentables », les bâtiments-machines ne sont pas réutilisables. Leurs spécificités techniques et leur formes caractéristiques motivent pourtant parfois leur conservation. Transformé en icône ou emblème de la porcelaine, fierté limougeaude, le four Montjovis est décontextualisé. Ainsi dans un souci de reconnaissance patrimoniale, apparaît toujours une dualité : faut-il conserver voire sacraliser plusieurs traces individuellement représentatives mais esseulées d'une activité ou bien préserver puis réanimer un site complet et cohérent, tout en laissant disparaître plusieurs constructions emblématiques ? Aucune réponse totalement satisfaisante n'est possible, les points de vue divergent, selon que l'on se place du côté des sentiments, de la réflexion patrimoniale, économique ou encore politique... L'idéal serait-il le meilleur compromis ?



La résidence du parc Montjovis en 2002.

La micro-industrie porcelainière

En 1873, Jean-Baptiste Labesse fait édifier au 23 et 25 de la rue Charpentier, une usine de porcelaine, employant 90 personnes. Il la dirige jusqu'en 1893. Plusieurs propriétaires s'y succèdent jusqu'à sa cessation en 1938. Des années 50 à nos jours, s'implantent dans les ateliers diverses activités : scierie, usine de confection, commerce, etc. Selon les termes de Frédéric Pillet, «l'enveloppe architecturale de cette usine de porcelaine est aujourd'hui, bien conservée. Elle est représentative des constructions des années 1860-1880, précédant la vague de construction des grandes usines de la dernière décennie du XIX^e siècle (les deux usines Haviland, l'usine Arenfeldt,...)».

Le plan établi en 1873 témoigne de la simplicité, de la petite taille et de la complétude des installations. Entre maison d'habitation, conciergerie et lieux d'aisances, les 2 fours et les ateliers (espaces d'engazetage, ateliers de fabrication, réserves de moules, de pâtes et de combustibles...) se juxtaposent. L'atelier de décor (toujours manuel) n'est pas encore intégré aux usines.

Les matériaux privilégiés sont traditionnels : bois, granit. L'usine Labesse est implantée dans les nouveaux quartiers industriels, souvent porcelainiers, les faubourgs nord et nord-est de Limoges.



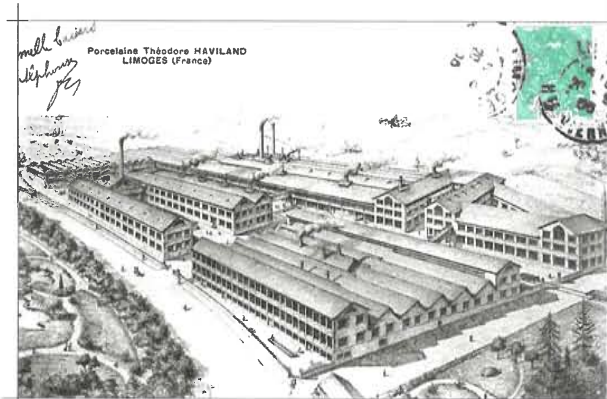
Vue actuelle de l'ancienne fabrique Labesse :
les bâtiments de four construits en 1873
Service régional de l'Inventaire

Le gigantisme industriel : Théodore Haviland

Après la dissolution en 1891 de la société Haviland et Cie, à la suite de conflits fraternels, Théodore Haviland fonde une nouvelle société, portant son nom, et projette en 1892 une nouvelle usine (sise aux rues de Messine, Albert Camus, Théophile Gautier et Emile Labussière). Elle ne cesse de s'agrandir. Dans les années 1930 et consécutivement au rachat de l'entreprise concurrente Haviland et Cie, elle est la plus importante usine de porcelaine de Limoges. Véritable creuset de création artistique, elle s'attache les services d'artistes de renom comme Bourdelle ou Sandoz. De nombreux actionnaires se succèdent à la tête de celle qu'on appelle aujourd'hui simplement Haviland. La production de porcelaine est délocalisée en zone nord en 1990. Peu de temps après, l'ensemble des installations est démolit. Il ne subsiste que le four 16, construit en 1907.

La vue cavalière de l'usine présentée ici est réalisée et éditée en carte postale

au début du XX^e siècle. Elle magnifie une installation, présentée comme une curiosité locale et déjà abonnée aux superlatifs. Véritable complexe industriel, la fabrique de porcelaine Théodore Haviland fait marcher 17 fours et emploie 800 personnes en 1907. Le dessin, semblable à ceux figurant plus couramment et à des fins publicitaires, en en-tête de lettre ou sur des catalogues de vente, révèle un style emphatique caractéristique. De plus, les abords, uniquement occupés par des champs ou des espaces verts dont le parc Victor-Thuillat, donnent un aspect bucolique à cette industrie fumante et bruyante. L'architecture ici représentée est à la fois fonctionnelle (ateliers en sheds, passerelles de circulation...) et soignée (baies cintrées des bâtiments à étages par exemple). Dans la partie droite, sont visibles un petit wagon et des rails. S'il est possible qu'ils n'aient jamais réellement existé, leur présence stigmatise une recherche de rentabilité, de modernité et de développement technologique.



Carte postale éditée vers 1905
Coll. P. Colmar.

Adaptabilité et modernisme : Legrand

En 1865-1866, l'usine de porcelaine Duchatelet s'implante au 128 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, à l'angle de la rue du Mas-Rome. Sa raison sociale change plusieurs fois, jusqu'à devenir en 1911 Betoule, Legrand et Cie. L'entreprise produit une porcelaine de table comparable à celle de ses consoeurs limousines. En 1919, elle innove et se lance dans la réalisation

d'appareillages électriques (la porcelaine est un formidable isolant). Pariant toujours sur la nouveauté, la société devenue Legrand et Cie en 1924, installe le premier four-tunnel de Limoges à gaz de ville et conçu pour la cuisson de la porcelaine électrotechnique en 1938-1939. Cette dernière devient après la Seconde guerre Mondiale, l'unique production Legrand.

L'usine ravagée par un incendie en 1944, est reconstruite par l'architecte limougeaud Villemain en 1949.

La façade des ateliers présentée sur le document est à un point stylistique charnière, entre modernité et post-modernité. Elle notifie une architecture conçue en terme de progrès social et industriel. En outre, le logo, encore emprunt des formes décoratives d'avant-guerre, occupe une place centrale.

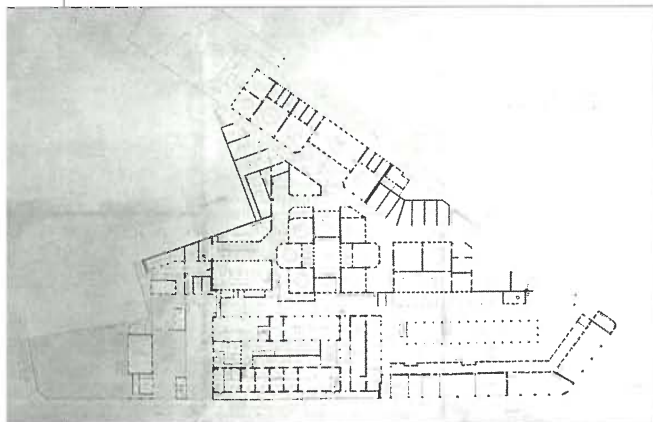
Ces bâtiments construits et voûtés en béton armé, ont été transformés et rehaussés en 1964.

L'entreprise ne cesse de croître et développe, tout en conservant son siège social avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, d'autres usines dans le même quartier. L'usage du plastique est initié chez Legrand en 1959 et ce, grâce aux thermodurcissables (bakélite). En 1980, la fabrication de la porcelaine s'arrête (au profit exclusif du plastique) jusqu'à sa reprise toute récente, motivée par un retour aux matériaux traditionnels. Le groupe Legrand est aujourd'hui le leader mondial de l'appareillage électrique d'installation basse-tension, il emploie 26 000 personnes dans le monde entier, dont 3 800 en Limousin, 1 060 travaillant sur le site du Mas-Rome.



Vue de la façade des usines Legrand à l'angle de la rue du Mas-Rome, dans les années 60
Coll. P. Colmar.

De l'usine Haviland au centre commercial St-Martial : la ville en évolution



Plan du rez-de-chaussée de la manufacture de porcelaine Haviland implantée avenue Garibaldi, en 1893
Archives Départementales de la Haute-Vienne

Le faubourg du Crucifix, baigné par le ruisseau d'Aigueperse, est dans la première moitié du XIX^e siècle un espace encore rural, densifié presque uniquement le long de la rue de Paris. Il devient ensuite un faubourg industriel.

L'américain David Haviland s'installe à Limoges en 1842 et fait construire en 1852 par l'architecte de la ville, F. Régnault, des ateliers de décoration et un logement patronal, avenue du Crucifix. Il vient de créer, avec ses frères résidant encore aux Etats-Unis, Haviland Brothers and Company dont le siège social est à New-York. Les productions s'adaptent au marché

américain, qu'elles convoient et dont elles subissent les fluctuations.

En 1864, David refonde la société avec ses fils Charles et Théodore, ce dernier rejoignant les bureaux new-yorkais. Devenue Haviland et Cie, l'entreprise déploie ses capacités. Au delà de la simple décoration, elle initie la fabrication de la porcelaine. Quatre fours sont construits et de nouveaux ateliers voient le jour à Limoges et à Paris. Ce sont les débuts de la chromolithographie.

Une croissance constante des ventes motive plusieurs vagues de constructions avenue du Crucifix jusqu'en 1891.

A cette date, des dissensions entre Charles et Théodore Haviland conduisent à la rupture du contrat sociétaire. Tandis que Théodore développe une installation concurrente, Charles reprend l'usine avec son fils. Le plan de 1893 montre le complexe industriel à sa plus forte expansion, dont les limites sont dessinées par les rue Cruveilhier et Aigueperse, par le temple protestant et l'avenue du Crucifix rebaptisée avenue Garibaldi. Comme un conglomérat architectural et stylistique, les bâtiments s'imbriquent. Sont visibles sur le plan 15 fours et la succession des aménagements : différents ateliers de façonnages, de préparation à la cuisson, de décor et de finition, réserves de matières premières et combustibles, salles des machines, espaces d'emballage et d'expédition, bureaux et administration... La fabrique de MM. Haviland et Cie accueille tout le processus de fabrication, de la pâte brute à la pièce finie, prête à partir, quels que soient les horizons.

Le motif des «sorties d'usine» est couramment représenté sur les cartes postales françaises de 1875 à 1925 environ. Il témoigne d'un changement de société, celui du déclin progressif de la ruralité au profit de l'industrie. Le commentaire présent en haut à droite sur le document, évoque bien sûr la dureté de la vie ouvrière et le corporatisme qui en découle mais aussi et surtout la force de l'expression de masse qui prendra tout son sens lors des événements de 1905.

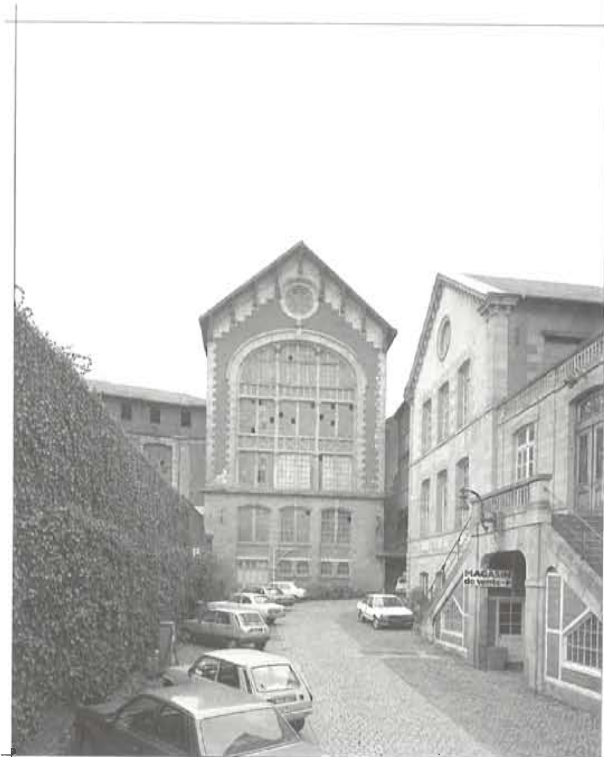
L'usine Haviland est économiquement une des plus importantes de Limoges à l'époque. De plus, sa taille imposante et ses attaches américaines fascinent. En 1895, elle emploie 420 ouvriers, est motivée par d'immenses moteurs à vapeur et abrite les machines les plus perfectionnées. La perspective formée par les bâtiments en front de rue accentue le gigantisme technique et mécanique tandis que le lierre courant sur les façades évoque un lieu de vie ; il rétablit une dimension plus humaine.

Enfin, à gauche, un mur encercle le logement patronal. Ce dernier voulu comme un magnifique poste de surveillance des ateliers, évoque également un patronat constructeur, totalement dévoué à l'entreprise. A la différence de leur père, Charles et Théodore ne s'y installent pas, ils résident dans des châteaux construits au moins pour partie à leur initiative. Ces capitaines d'industrie, comparables aux Menier à Noisiel, aux Schneider au Creusot ou au Wendel à Hayange, dirigent l'usine tout en prenant des distances. Ils développent un mode de vie particulier. Ainsi, le fossé se creuse entre prolétariat et patronat, l'antagonisme s'exacerbe.

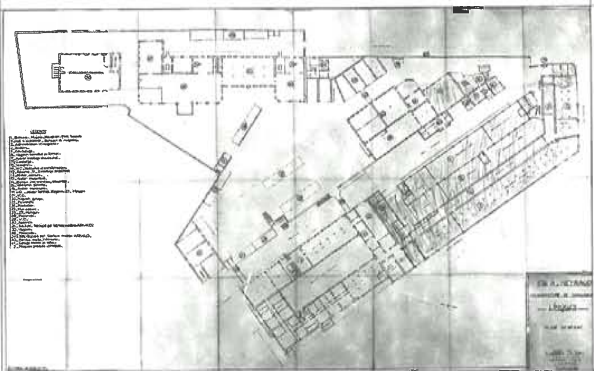
L'énergie vapeur est introduite sur le site dès les années 1860. Un bâtiment spécifique, jouxtant les remises à pâte (à porcelaine) est ensuite édifié. Si la qualité architecturale des bâtiments industriels est souvent critiquable, celle de cette salle des machines Haviland est indiscutable. Véritable «cathédrale» de l'industrie, elle arbore une façade majestueuse et soignée, au vocabulaire décoratif mesuré et choisi. L'immense verrière cintrée dans sa partie supérieure contraste avec le rez-de-chaussée en pierre de taille et les étages en brique. Des colonnettes surmontées de chapiteaux doriques ainsi que l'oculus du dernier étage, tout comme le damier créé par les oppositions de matériaux (granit/brique) donne un caractère religieux à cet édifice utilitaire.

Perpendiculairement à la salle des machines, sont installés les anciens ateliers de décoration construits en 1853. Ils sont également d'une belle facture. N'employant pas de matériaux industriels en façades, ils semblent être bâtis en granit. Les dispositions de l'escalier, les chaînages d'angle aux fenêtres, les motifs d'oculus ou encore de denticules sont autant d'emprunt à l'architecture classique, peut-être un clin d'oeil aux manufactures d'Ancien Régime...

Carte postale datant du début du XX^e siècle
Coll. P. Colmar.



Au centre, l'ancien bâtiment des machines
et à droite des ateliers de fabrication en 1984



Plan de l'usine Heyraud, avenue Garibaldi, en 1966
(trouvé et photographié sur le site en 1984)

A la mort de Charles, la société Haviland annonce son déclin. La crise de 1929 la pousse à la liquidation. Reprise par GDA, puis par l'entreprise Haviland fondée par Théodore, la production de porcelaine s'arrête pendant la Seconde Guerre Mondiale. En 1941, les locaux (à l'exception du logement patronal) sont vendus à la société Heyraud qui réunit ainsi tous ses ateliers limougeauds sur un même site. Modulables, les bâtiments sont réaménagés à l'exception des fours qui sont détruits. Heyraud est alors la plus grande usine de chaussure de Limoges ; dans les années 1960, elle anime un réseau de 40 magasins dans toute la France. Après un géant de la porcelaine, le site accueille un géant de la chaussure...

Le plan général établi en 1966 propose en légende l'attribution des bâtiments. Comme lors de leur utilisation par Haviland et Cie, ils agrèent tout le processus de fabrication du produit. C'est encore une usine intégrée. Parallèlement, certains ateliers sont loués à d'autres sociétés : par exemple, les meubles Arnaud.

Lorsque Heyraud arrête ses machines de production en 1984, toute activité cesse sur le site.

En 1988, l'usine Haviland-Heyraud est démolie dans son ensemble. Lors de l'extinction d'une activité, de la disparition du moteur industriel, faire table rase est souvent la solution. Serait-ce un moyen de nier le passé douloureux de nombres de générations ou une façon de refuser l'image aliénante du travail ouvrier ? Cela étant, le repentir est ensuite de mise et le plus souvent, une réappropriation presque sauvage d'un pan de mémoire oublié s'amorce.

Une leçon est à tirer ; à l'avenir, la vigilance est de rigueur. Les bâtiments industriels étant de solides armatures aux espaces élastiques, la réhabilitation de l'usine Haviland-Heyraud aurait donc pu être envisagée. Plusieurs exemples similaires ont vu le jour : le centre commercial L'Usine, à Roubaix par exemple. Préserver le passé, en respectant les aspirations de la modernité, garantit des bases solides à l'expression d'une contemporanéité dynamique emprunte d'expérience.

Ironie du sort, seule subsiste aujourd'hui

l'image du pouvoir mais aussi de la réussite : le logement patronal Haviland. D'une facture traditionnelle et donc plus facilement « patrimonialisable », il sert aujourd'hui de bureaux à la Mutualité française. Et si l'horloge en façade continue de fonctionner, ce n'est plus pour rythmer le travail mais la vie quotidienne d'un quartier.

Une cathédrale de l'industrie est remplacée par un temple du commerce. Le centre Saint-Martial occupe la même surface que l'usine précédente et accueille plusieurs dizaines de boutiques. L'impact dans la ville est non moins négligeable : la perspective des bâtiments le long de l'avenue Garibaldi est toujours aussi fuyante, l'encombrement formé par les camions de livraisons toujours aussi dense et l'impact urbain toujours aussi important mais la qualité architecturale et la matérialité patrimoniale ont quant à elles disparu. Le dénivelé naturel existant entre la rue Cruveilhier et l'avenue Garibaldi est rentabilisé, un parking est installé sur le toit du bâtiment.



Centre Saint-Martial
Ville de Limoges communication

Une industrie méconnue : la chaussure

L'habileté reconnue des **ouvriers limougeaux** et la disponibilité de la matière première (cuir des nombreuses tanneries limousines) permettent à l'industrie de la chaussure de se développer dès la première moitié du XIX^e siècle. Traitée d'abord dans de petits ateliers urbains ou carcéraux pour des donneurs d'ordres, commerçants, la production se concentre dans le dernier tiers du XIX^e siècle au sein de grandes unités construites à cet effet. L'importante demande des marchés militaires, le développement des grands magasins ainsi que les progrès successifs de la mécanisation (ex : machine Blake ou Goodyear) et des transports offrent les conditions à un véritable «âge d'or» de l'industrie de la chaussure limousine. L'entreprise fondée par Gaston Monteux en 1881 est la plus importante à cette époque. En 1928, Limoges produit 13 500 paires par jour ! Malheureusement, la crise de 1929 a en partie raison de cette industrie. La société J.-M. Weston, prenant très tôt, le parti de la haute qualité et de la vente directe (magasin à Paris puis dans le monde entier), résiste au raz-de-marée économique. Elle incarne à la fois l'adaptabilité industrielle nécessaire à la survie en milieu hostile, c'est à dire la mondialisation et l'excellence artisanale, si chère à l'image de la mode française.

Papier à en-tête
de l'usine Alfred Heyraud,
lettre datée du 18 juin 1920,
imp. Napoléon Alexandre et Cie, Paris.
(AD Haute-Vienne 10 M 60)



L'entreprise Heyraud

Cet en-tête de lettre établit dans sa partie gauche, la liste des différents ateliers Heyraud répartis selon leur production et établis à Limoges dans les années 20, tandis que dans sa partie droite, est présentée une vue axonométrique de l'usine installée rue Hoche.

En effet, Alfred Heyraud formé chez Gaston Monteux, implante en 1915

au 8 rue Hoche sa plus importante usine. Comme son «maître», il fait travailler les architectes Ménissier et Rocher. L'emphase caractéristique de la communication industrielle et commerciale prend ici tout son sens ; à travers cette esthétique d'une usine «propre et belle» transparait le sentiment de modernité.



Vue actuelle de l'ancienne usine Heyraud, 8, rue Hoche.
Service Régional de l'Inventaire

Heyraud quitte les locaux du 8 de la rue Hoche vers 1940, au profit de Raoul Lalet, fabricant de pantoufles déjà installé avenue Garibaldi. Diverses extensions et modifications sont réalisées dans les années 50. Lalet quitte lui-même les lieux en 1995 pour s'installer en zone industrielle Nord. Les ateliers de la rue Hoche sont alors convertis en logements (résidence Iris). Cette photo réalisée en

2003 montre les oppositions de matériaux choisis par les architectes Ménissier et Rocher dès 1915. Le rapprochement avec la représentation de l'usine faite sur le papier à en-tête Heyraud est incontestable, même si les transformations et les adaptations récentes des bâtiments ont occulté pour partie les caractéristiques du passé industriel de ce site.

L'entreprise Gaston Monteux et Cie

Fondé en 1881, Gaston Monteux et Cie est au début du XX^e siècle, le plus important complexe industriel de chaussures de Limoges voire de France.

Il emploie en 1920, 1 390 ouvriers dont 680 femmes et 240 enfants. Accueillant toutes les étapes de transformations industrielles, l'entreprise

propose un large choix de produits (pour les deux sexes et pour tous les budgets...). Gaston Monteux, homme d'affaires avisé, reprend les principes du paternalisme développés par ses aînés et pallie les aléas du marché en créant ses propres magasins de vente dans toute la France. En 1901 et 1902, il fait construire, selon les dessins des architectes Ménissier et Rocher, deux usines aux lignes architecturales, élégantes et ambitieuses de part et d'autre de la rue de Beyrand. La carte postale ancienne montre l'une d'elles, composées de deux ailes construites en retour d'équerre à l'angle des rues de Chateauroux et de Beyrand. Les murs en moellons de granit, marqués par des chaînages en pierre de taille, et la charpente en bois attestent du respect des traditions de mise en oeuvre. A l'angle, une tour d'escalier, en pierre de taille calcaire, coiffée d'un dôme couvert d'ardoise, affiche un vocabulaire décoratif soigné (console, denticules, bandeaux, pots à feu,...). Sa silhouette évoque les façades bourgeoises haussmanniennes tandis que l'horloge disposée au dessus du rez-de-chaussée rappelle la destination industrielle. La simplicité des abords de l'usine, visible sur la carte postale, accentue son caractère exceptionnel. La photo récente renforce

Carte postale ancienne
(1^{re} moitié du XX^e siècle)
Coll.P. Colmar

Vue actuelle
de l'ancienne
usine Monteux
depuis la rue
de Chateauroux.
Service Régional
de l'Inventaire



les proportions impressionnantes de cette usine : les deux façades se développent tout de même sur 45 et 80 mètres de long. Selon les préceptes modernes des constructions «Fire Proof», c'est à dire résistantes au feu, des planchers métalliques supportés par une véritable forêt de colonnes de fonte, créent l'armature solide de ce bâtiment, capable de supporter de lourdes machines. De manière contradictoire et surprenante, la charpente est en bois. Les ateliers sont éclairés par de très larges baies parfois surmontées d'un arc segmentaire. Les nécessités techniques et ergonomiques de production sont donc respectées. L'usine Monteux offre un bon équilibre entre tradition et modernité, entre simplicité, rentabilité et ostentation.

La société Gaston Monteux et fils dépose le bilan en 1933. Après plusieurs

utilisations, les bâtiments sont rachetés en 1940 par le Ministère de la Guerre, qui assure par la réaffectation des espaces une certaine pérennité à ce jalon de l'histoire industrielle limougeaude. Le destin du patrimoine industriel est souvent soumis aux aléas de rentabilité, sa seule condition de préservation reste son réemploi. Ce dernier est fonction d'une pleine adaptabilité et d'une image positive des lieux. L'usine Monteux satisfait ces deux exigences. Cette vue intérieure du premier étage, de la tour d'angle, prouve le soin porté à cette construction industrielle. La «physionomie» d'une usine la transforme parfois en publicité. Elle devient une sorte d'«usine-vitrine» et ainsi, développe ses capacités productrices. En effet, elle est l'image de la marque pour les clients et l'image du produit donc du travail, pour les ouvriers : une «belle» usine suscite l'enthousiasme...



Vue actuelle de l'escalier intérieur installé dans la tourelle d'angle, ancienne Usine Monteux
Service Régional de l'Inventaire

Le cas particulier de l'entreprise J.M. Weston

La société E. Blanchard et Cie est fondée en 1887. A partir de 1904, Eugène Blanchard, fils du fondateur de l'entreprise, suit une formation aux Etats-Unis à Weston, près de Boston. Il rapporte, non seulement des procédés de fabrication contemporains, comme l'inimitable cousu Goodyear, mais également une manière de travailler et d'organiser l'espace. Il projette une nouvelle usine, installée à la suite d'un incendie, entre 1917 et 1919 au 2, rue Emile Zola. Le bâtiment en béton armé est un repère important dans l'évolution de l'architecture industrielle car il reprend un modèle largement diffusé dans l'industrie de la chaussure : celui, par exemple, de l'usine d'oeillets métalliques de l'United Shoe Machinery à Ivry (94), elle même, inspirée de son usine mère construite aux Etats-Unis de 1903 à 1906 à Berverly (Massachussets).

Les similitudes de cette dernière avec l'usine Blanchard sont tout aussi nombreuses. Serait-ce par conséquent un modèle de constructions vendues «clefs en mains», sur catalogue par des sociétés spécialisées, comme cela se fait déjà couramment dans la filière industrielle textile ?

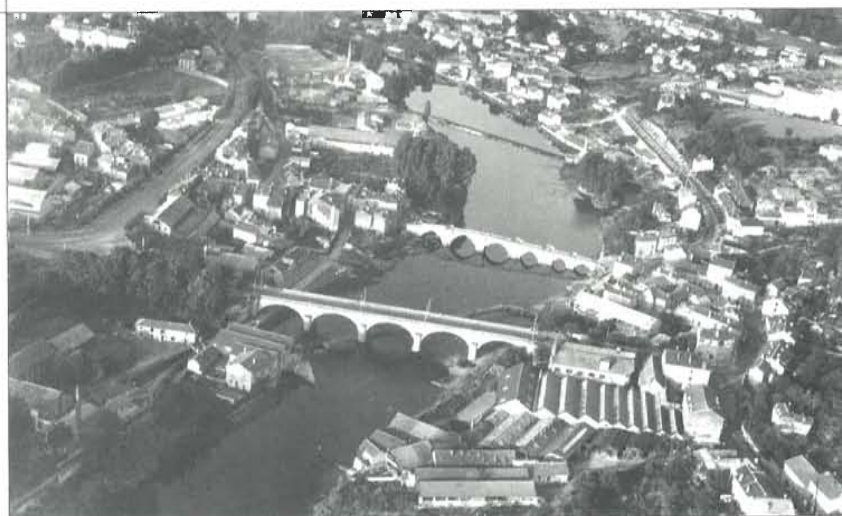
En faisant le choix de la qualité plutôt que de la quantité (la production passe de 600 à 80 paires par jour vers 1919), Eugène Blanchard réintroduit le travail manuel. Il choisit de rebaptiser la marque, J.M. Weston, comme un hommage au savoir-faire anglo-saxon et comme une porte ouverte à l'imaginaire. La production est délocalisée dans la zone industrielle nord en 1991 où elle perpétue une tradition artisanale aujourd'hui séculaire.

Vue actuelle de l'ancienne usine Weston, installée rue Emile Zola.
Service Régional de l'Inventaire



L'eau moteur, l'eau matière première : les bords de la **Vienne**

L'eau est une **matière première** et un **moteur** indispensable à nombre d'industries. Ainsi, les bords de Vienne ont été beaucoup sollicités. Maillons d'une chaîne industrielle de production, les moulins profitent de l'énergie renouvelable et inépuisable du cours d'eau. La Vienne n'a pas vocation à la navigation, elle n'a donc pas servi d'axe de circulation. Cependant elle est utilisée pour le flottage des bois (combustible industriel primordial avant l'arrivée massive du charbon par le chemin de fer).



Les industries qui s'égrènent le long de la Vienne ou de l'Aurence évoquent la multiplicité comme les spécificités des activités limousines : moulin à kaolin, papeteries, tanneries, filatures, usines électriques, minoteries... La prépondérance des filières « textile » et « cuir » est due à la pureté de l'eau (non calcaire) de ces rivières et s'explique par la présence in situ, des matières premières indispensables à la production (même si l'importation est nécessaire dès le début du XX^e siècle).

La Vienne possède un faible courant, motivant les structures artisanales. Dans le cadre d'une industrie plus gourmande en énergie, la vapeur s'impose dès le dernier tiers du XIX^e siècle. Elle est supplantée par la modernité électrique, produite dans une usine implantée le long du cours d'eau, au début du XX^e siècle.

Utiliser le terme de « rue industrielle » pour définir la Vienne à Limoges est peut-être un peu ambitieux, l'étendue des installations n'étant pas incommensurable.

Cependant, une étude plus large de la vallée, étendue par exemple de Saint-Léonard-de-Noblat à Saint-Junien, permettrait sans doute de définir une unité et une continuité technique spécifique de grande ampleur.

Ces deux vues aériennes prises dans les années 50 par le photographe Henrard et conservés au Service Régional de l'Inventaire, montrent le chapelet d'installations productrices s'égrénant le long de la Vienne. Le nombre de cheminées dont le profil élancé marque le paysage, est tout de même impressionnant. L'usine électrique, visible sur l'une des photos, s'installe à proximité du pont Saint-Etienne après le développement de l'éclairage électrique dès 1896.

Sur chacun des documents, les premiers plans à droite pour l'un, à gauche pour l'autre, sont occupés par des structures industrielles importantes. Toutes deux affiliées à la filière textile, elles travaillent la laine et le drap depuis les années 1910 jusque dans les années 1960. L'eau indispensable à ce type d'activité participe au foulage et aux multiples transformations de la matière première.

Le Poudrier

Le moulin du Poudrier présente les caractéristiques des petites et moyennes entreprises développées au XIX^e siècle et issues des moulins de l'Ancien régime. Ces structures souvent modestes appliquent en mécanisant leurs unités, les caractéristiques de la Révolution industrielle anglaise.

Elles perdurent jusque dans le courant du XX^e siècle et ce, grâce à leur malléabilité et à leur faculté d'adaptabilité (en réponse aux fluctuations économiques). Ce type industriel constitue une des spécificités de la Révolution industrielle française, motivée et baignée par l'important réseau hydraulique du territoire national.

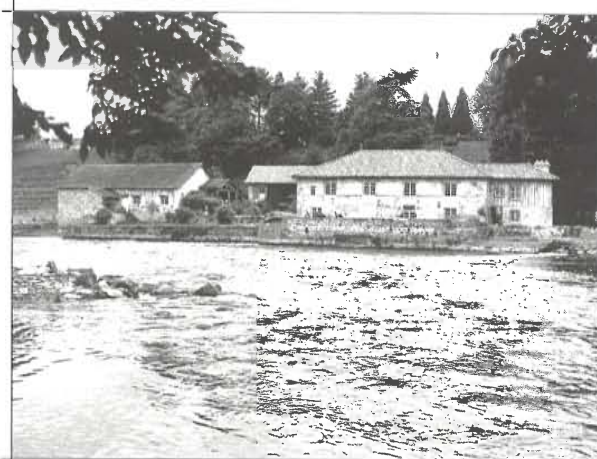
Sur le site du Poudrier, se sont succédés ou ont cohabité un moulin à poudre (explosif) au XVI^e siècle, à farine au XVII^e siècle et XVIII^e siècle, à kaolin (servant à la pâte à porcelaine) au XVIII^e siècle puis à nouveau à la fin du XIX^e siècle une filature au début du XIX^e siècle et au milieu du XIX^e siècle, une minoterie au milieu du XIX^e siècle, une petite centrale hydro-électrique au début du XX^e siècle... Ce tourbillon d'activité s'éteint, après la Seconde guerre mondiale. Le soin porté

à la maison de maître, construite au XVIII^e siècle, et les arbres pluriséculaires de l'ancien jardin d'agrément témoignent d'une certaine richesse et offrent un atout patrimonial unique. Après la démolition des bâtiments d'eau et de filature en 1999, le site est totalement rénové, tel qu'il est visible ici.

Les différentes activités industrielles ont fonctionné jusqu'au début du XX^e siècle, grâce à des roues hydrauliques. Des turbines sont ensuite installées. La photo offre une vue de l'une d'elles, avant sa démolition en 1999. Ses roues de transmission d'une taille importante, permettent de transformer l'énergie hydraulique, en énergie mécanique, puis électrique.



La turbine dans l'ancien bâtiment de filature aujourd'hui disparue
Service Régional de l'Inventaire



Le moulin du Poudrier aujourd'hui depuis la rive opposée
Service Régional de l'Inventaire

Renault Véhicules Industriels (RVI)

Les bords de Vienne suscitent des implantations stratégiques. De ce fait, une usine de construction aéronautique, spécialisée dans la réparation des moteurs d'avions, est construite pour l'Armée de l'air en 1939 à la limite des communes de Limoges et du Palais-sur-Vienne. Les bâtiments administratifs et le pavillon d'accueil sont dessinés par l'architecte limougeaud Henri Geay, associé à l'entrepreneur Dumez. Appelé l'«Arsenal», le site loué à la société Gnome et Rhône, est bombardé et ainsi presque détruit en 1944. Il est reconstruit en 1950 grâce au concours de

l'architecte limougeaud Tharaud pour accueillir une usine de moteur de véhicules blindés, appelée en 1956 l'Atelier de Construction de Limoges. En plus des différents bâtiments industriels ou de bureaux, une école d'apprentissage est édifée afin de former sur place les futurs ouvriers et contremaîtres.

L'observation du pavillon d'accueil permet de visualiser les caractéristiques architecturales de l'usine. Tout d'abord, ses proportions imposantes annoncent l'ampleur du site. Le jeu d'alternance d'éléments bruns et blancs ainsi que l'effet



L'entrée du site d'aujourd'hui
72 route du Palais
Service Régional de l'Inventaire

produit par les résilles métalliques dans lesquelles s'insèrent les petits carreaux formant les fenêtres, animent une façade bâtie par l'opposition de lignes horizontales et verticales. Ce clin d'œil géométrique inscrit la construction dans les courants modernistes les plus aboutis.

La baisse de commandes et la réorganisation de la production d'équipements militaires entraînent, en 1964, la cession du site à la Société Anonyme de Véhicules Industriels et d'Équipements Mécaniques (S.A.V.I.E.M) qui emploie au plus fort de sa croissance en 1976, 2 800 personnes. Le site, du fait de sa substantielle emprise au sol, est le plus important de Limoges, en témoigne le plan présenté ici. En 2000, Volvo s'installe, l'entreprise prend le nom de RVI. 1 000 personnes y travaillent. L'intérêt patrimonial du site se porte entre autre sur les deux turbines à vapeur (marque Babcock et Wilcox) encore en place et installées en 1939. L'ensemble des bâtiments est construit en béton armé. Outre une succession d'ateliers couverts de shed, les bâtiments abritant les bancs d'essai des moteurs sont remarquables. Ils évoquent les formes et le fuselage d'un avion.

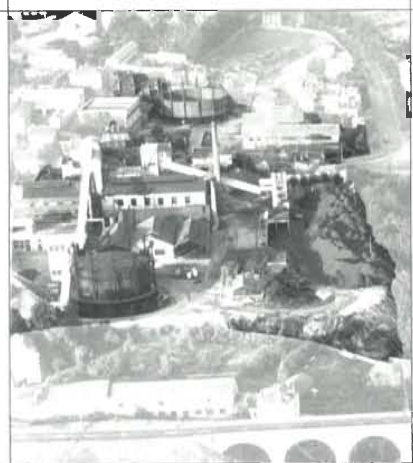
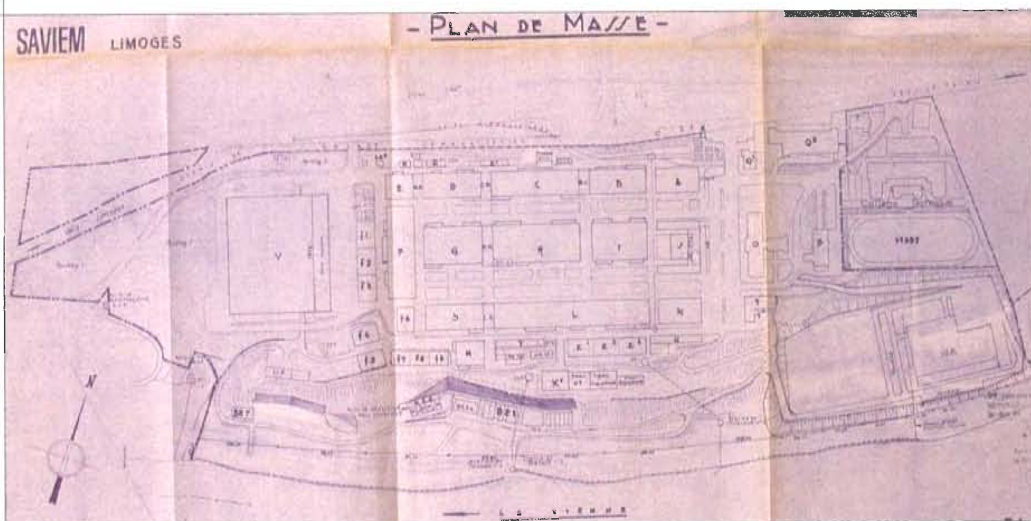


Photo aérienne réalisée en 1955 par le photographe Henrard sur laquelle l'usine de gaz a été détournée. Service Régional de l'Inventaire



Plan masse de la société SAVIEM en 1975, Archives Municipales de Limoges- 1T 20238

L'usine à gaz

Une autre usine mérite une attention toute particulière : l'usine à gaz installée à proximité du pont Saint-Martial. Fondée en 1843 par Auguste Brocchi, elle est exploitée dès 1875, par la Société Anonyme pour l'Éclairage au Gaz de la Ville de Limoges. Un logement patronal et une nouvelle salle des fours, encore visibles aujourd'hui, sont construits respectivement en 1886 et 1893. Le site est en partie renouvelé en 1898. La vue aérienne de l'usine (éléments détourés) en 1955 permet d'envisager l'ampleur du site à sa plus forte croissance et de visualiser les silhouettes des gazomètres qui ont définitivement disparu en 1972.

Marquant une époque révolue, celle de l'éclairage au gaz et des petites structures gazières, cette usine importe pour son particularisme technique et architectural. Cette vue ancienne permet d'apprécier les magasins et ateliers de 1929, aujourd'hui partiellement dénaturés. Ils sont construits en béton armé. Ils sont formés d'un étage de soubassement et d'un rez-de-chaussée, couvert d'un toit-terrasse.

Un bandeau continu vitré parcourt les façades, uniquement interrompu par des piédroits en brique rouge. La tour, servant sans doute de silo à charbon, arbore fièrement les initiales de Gaz De France.

L'usine dans les années 50. Coll. P. Colmar

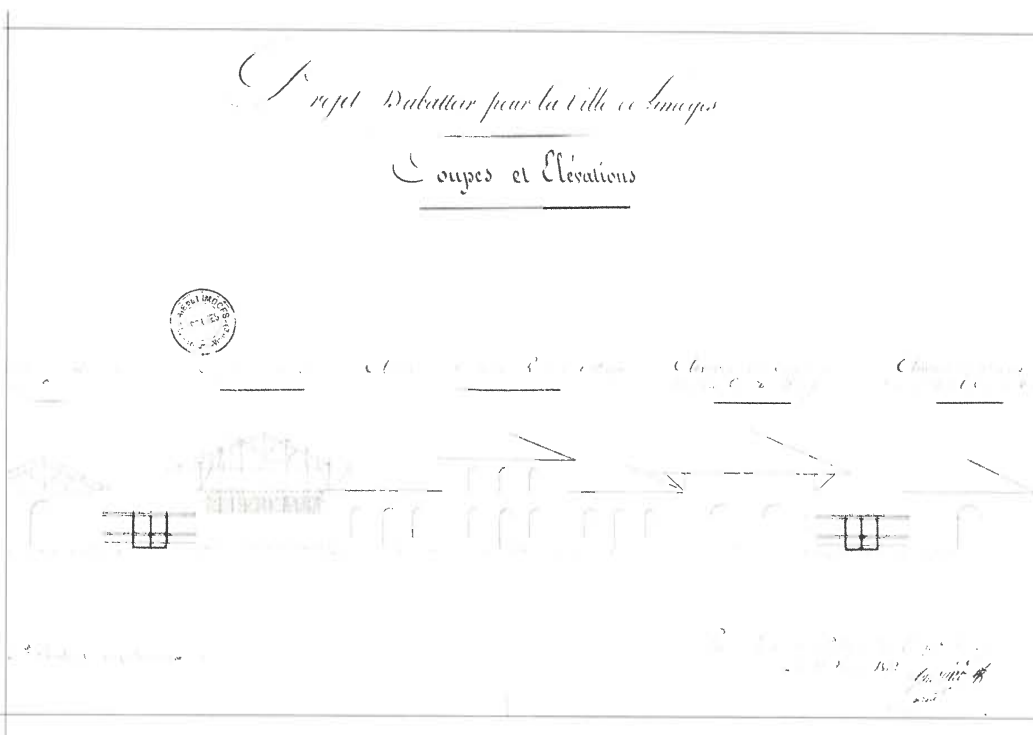


De l'abattage traditionnel à l'abattage industriel : les abattoirs

Par leur **fonction** et la **disposition** de leurs **bâtiments**, les abattoirs s'apparentent facilement aux bâtiments industriels. Un premier bâtiment est construit au sud sur l'ancien site du château de Beauséjour (auj. rue Pierre Brossolette) sous la municipalité de François Alluaud et achevé en 1835. Il s'agit là de l'un des premiers projets d'édifices publics de la ville, contemporain du théâtre municipal et du palais de justice. Le plan des quatre bâtiments allongés dans une cour est dû à l'architecte Jean-Baptiste Fournier.

Un siècle plus tard, ce premier abattoir se révèle totalement inadapté aux besoins du moment et il est décidé en 1934 de lancer un concours d'architecture pour un vaste site en bordure de la route de Nexon, à proximité de la ligne de chemin de fer Toulouse-Paris.

Quatre projets sont alors proposés : Maurice Fournier et Quiry, W. Cargill et Alfred Chouard, V. Bollard et J. Vinsous pour la Société auxiliaire d'entreprises électriques et de travaux publics, et enfin Roger Gonthier avec l'Union des services publics. C'est ce dernier projet qui l'emporte, avec un bâtiment-signal comportant un campanile.



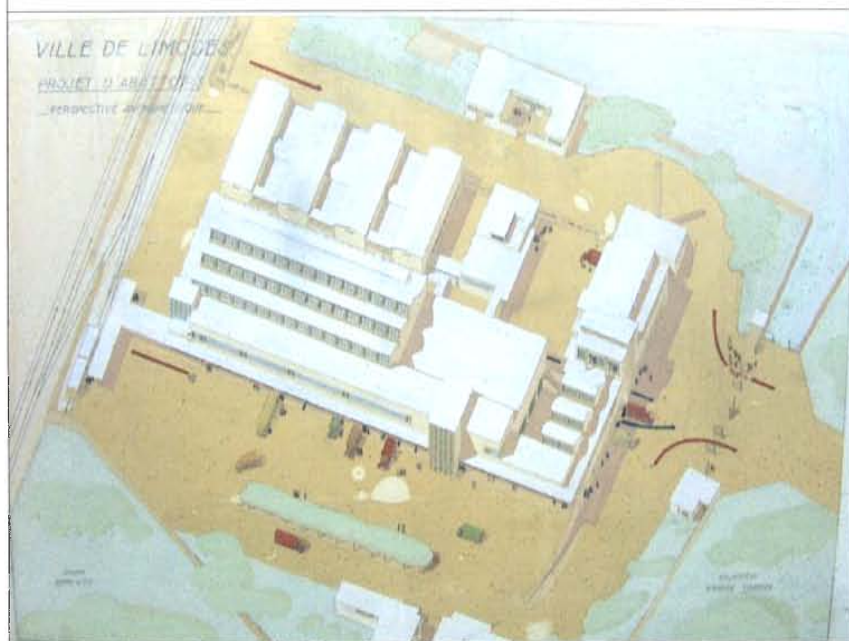
Ancien abattoir
Coupes et élévations, signées J.-B. Fournier, 21 janv. 1832
31 x 51 cm. Archives Municipales de Limoges - 1 M 65.



Ancien abattoir
Vue de la façade, s.d., v. 1900
19 x 25 cm. Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.

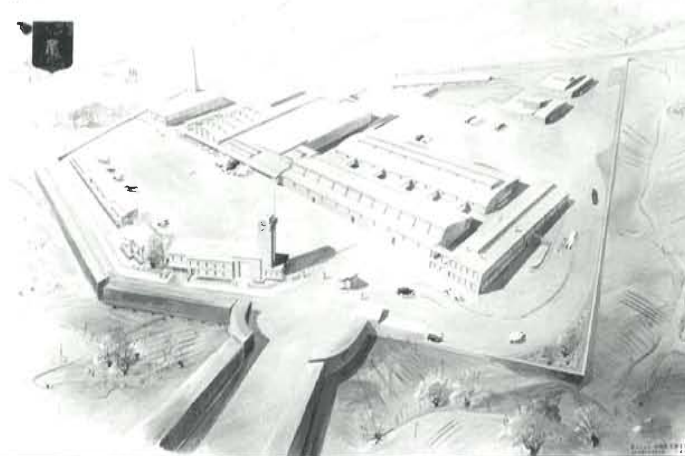
C'est d'ailleurs ce bâtiment signal qui seul subsiste sur ce site, profondément modernisé à partir de 1967 par l'architecte Henri Coussy, portant ainsi la capacité de l'abattoir à plus de 10 000 tonnes de viande par an et répondant aux nouvelles normes sanitaires en vigueur.

Abattoir de la route de Nexon
Concours : projet SAE/Bollard-Vinsous, vue axonométrique
84 x 122 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 488.



Abattoir de la route de Nexon
Concours : projet Maurice Fournier/Quiry, vue axonométrique
110 x 155 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1429.

ABATTOIR MUNICIPAL DE LIMOGES



Abattoir de la route de Nexon
Projet réalisé, cliché de la vue en perspective
17 x 24 cm. Archives Municipales de Limoges - 1 M 82.

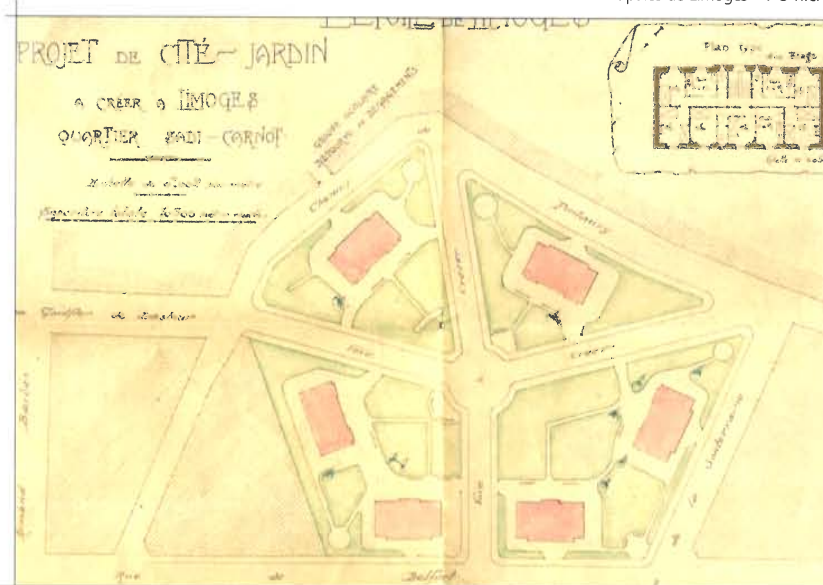
Habitat collectif et cités ouvrières

Les **projets** et les **réalisations d'habitat collectif** naissent avec le XX^e siècle. La population ouvrière n'est alors pas loin de son maximum, tandis que la municipalité entreprend l'assainissement du centre-ville avec les opérations d'urbanisme déjà évoquées du Viraclaud et du Verdurier qui rejettent massivement des familles désargentées dans les faubourgs.

H.B.M. et cités d'avant-guerre

Le premier projet identifié est dû à l'initiative privée : en 1902, le Foyer Limousin demande à l'architecte Henri Geay de concevoir de petites maisons individuelles ouvrières à construire dans le faubourg des Casseaux, non loin de l'usine de porcelaine G.D.A.. Ces maisons à bon marché devaient permettre aux ouvriers d'accéder à la propriété. Si l'opération connaît un certain succès, elle ne semble pas avoir été renouvelée ailleurs. Les projets suivants impliquent davantage les pouvoirs publics et misent sur les immeubles collectifs, plus adaptés à la sociabilité ouvrière : en 1909, l'architecte Omer Treich se voit confier l'aménagement d'une zone en cours d'urbanisation dans le quartier Carnot, avec une proposition d'immeuble type, mais le

Projet de cité-jardin dans le quartier Carnot
Plan au sol et logement type, par Omer Treich, 1909
37 x 52 cm. Archives Municipales de Limoges - 1 O n.c.



Cité Beaublanc
Vue de la façade d'un logement, v. 1925
54 x 65 cm (cliché 30 x 40 cm). Archives Municipales de Limoges - 9 Fi n.c.

projet reste sans suite. Puis l'année suivante, c'est au tour de la société d'habitations à bon marché «L'Etoile» qui vient de se constituer, de faire appel à Omer Treich pour un premier immeuble collectif dans le faubourg Montjovis (rue Bernard de Montyon). Jusqu'aux années 1930, l'Etoile commande deux nouvelles opérations de ce type (cité des Marronniers dans le faubourg de Paris et H.B.M. du Puy-Lannaud, sur la rive gauche), couplées avec des bains-douches.

L'Office public des H.B.M. (Habitations à Bon Marché), créé en 1919, se donne les moyens d'une politique ambitieuse : il fait appel à Roger Gonthier pour la cité-jardin de Beaublanc (1924), composée de maisonnettes et pour la cité des

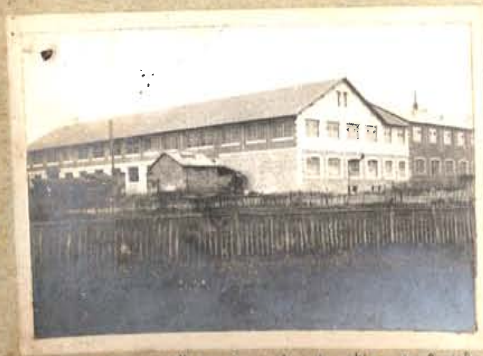
Projet pour le Foyer Limousin
Par H. Geay, 1902
Coll. Part.



1901-1902 - "de Foyer Limousin" - Vue de quelques maisons.



1901-1902 - Usine G.-D.-A. - Façade côté de la Vienne.



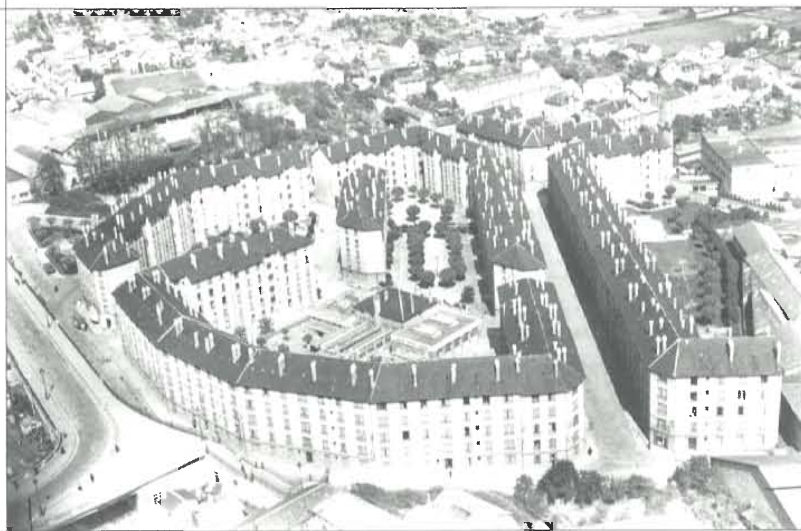
1901-1902 - Usine G.-D.-A. - Vue extérieure 2^e atelier.



1901-1902 - Usine G.-D.-A. - Intérieur du grand atelier.



Vue ancienne de la façade
de l'immeuble de l'Etoile
Rue Bernard de Monthyon
Coll. P. Colmar.



Vue de la cité des Coutures
autour de son jardin
Coll. P. Colmar.

Coutures dans le quartier de la nouvelle gare des Bénédictins (1^{re} tranche en 1929), composée d'immeubles hauts à parements de brique, équipés pour la première fois de toilettes individuelles. D'autres cités d'inspiration voisine sui-

vent dans les années 1930 (Victor-Thuillat, Léon-Betoulle, Casimir-Ranson), moins renommées sans doute car elles n'utilisent pas la brique comme leur devancière.



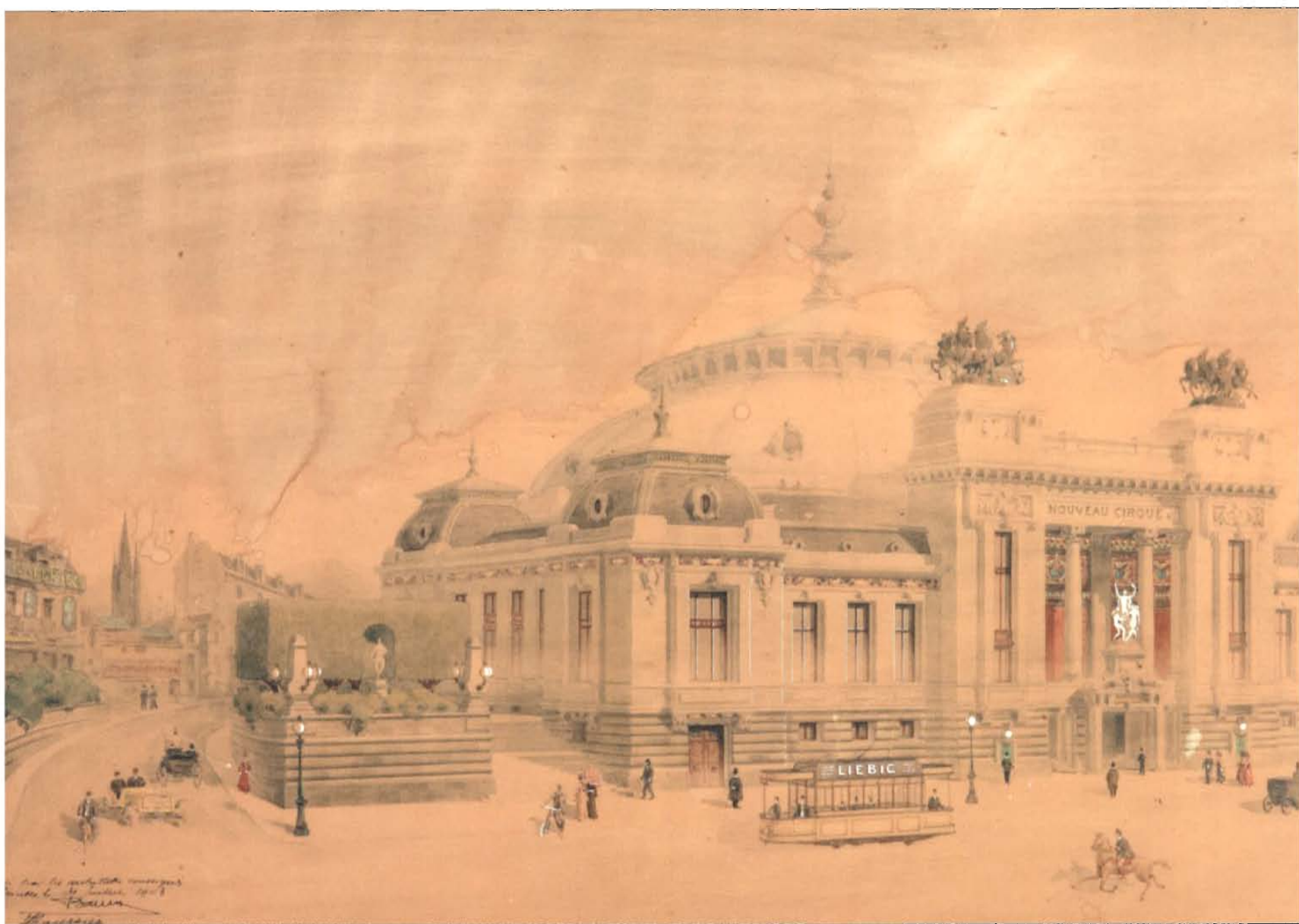
Vue perspective
d'un immeuble de l'Aurence
Plan, R. Blanchot, v. 1965
85 x 125 cm (cadre en bois). Archives
Municipales de Limoges - 2 Fi 1424.

Des grands ensembles H.L.M. à la diversification (1950-2005)

Après 1945, la demande de logements explose. Pour la satisfaire, plusieurs quartiers sont pourvus d'un ensemble d'immeubles de grande hauteur dans les années 1950 (cités du Mas-Neuf, Henri-Lafarge, du Sablard, sur la rive gauche...) Puis des années 1960 jusqu'au début des années 1980, cette politique des grands ensembles atteint son point culminant : aux grandes opérations d'urbanisme déjà citées et dépassant les 1 000 nouveaux logements (Val de l'Aurence, Beaubreuil), il faut ajouter les ensembles de la Bastide I et II, le plateau de Bellevue et Vanteaux au sud ou encore les Portes Ferrées sur la rive gauche. L'accent de ces ensembles est mis sur la verticalité,

ce qui donne des unités d'habitation très peuplées.

Au tournant des années 1970 et 1980 se dessine le retour à des unités d'habitations plus réduites : l'habitat collectif à loyer modéré se décline également en centre-ville, où il compose avec l'habitat environnant, parfois ancien. Moins vertical, de proportions plus humaines, il se diversifie en fonction de son lieu d'implantation et des objectifs de l'opération. Moins massif avec ses petites unités dispersées, il est aussi moins visible et identifié comme tel par les habitants : on assiste à l'effacement de la notion de la « cité H.L.M. » dans les nouvelles constructions.



Cirque-théâtre, concours 1903
Projet Balley/Boursier, vue de la façade principale et des abords
44 x 91 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 584.

5

Une **ville**
qui instruit,
cultive et divertit



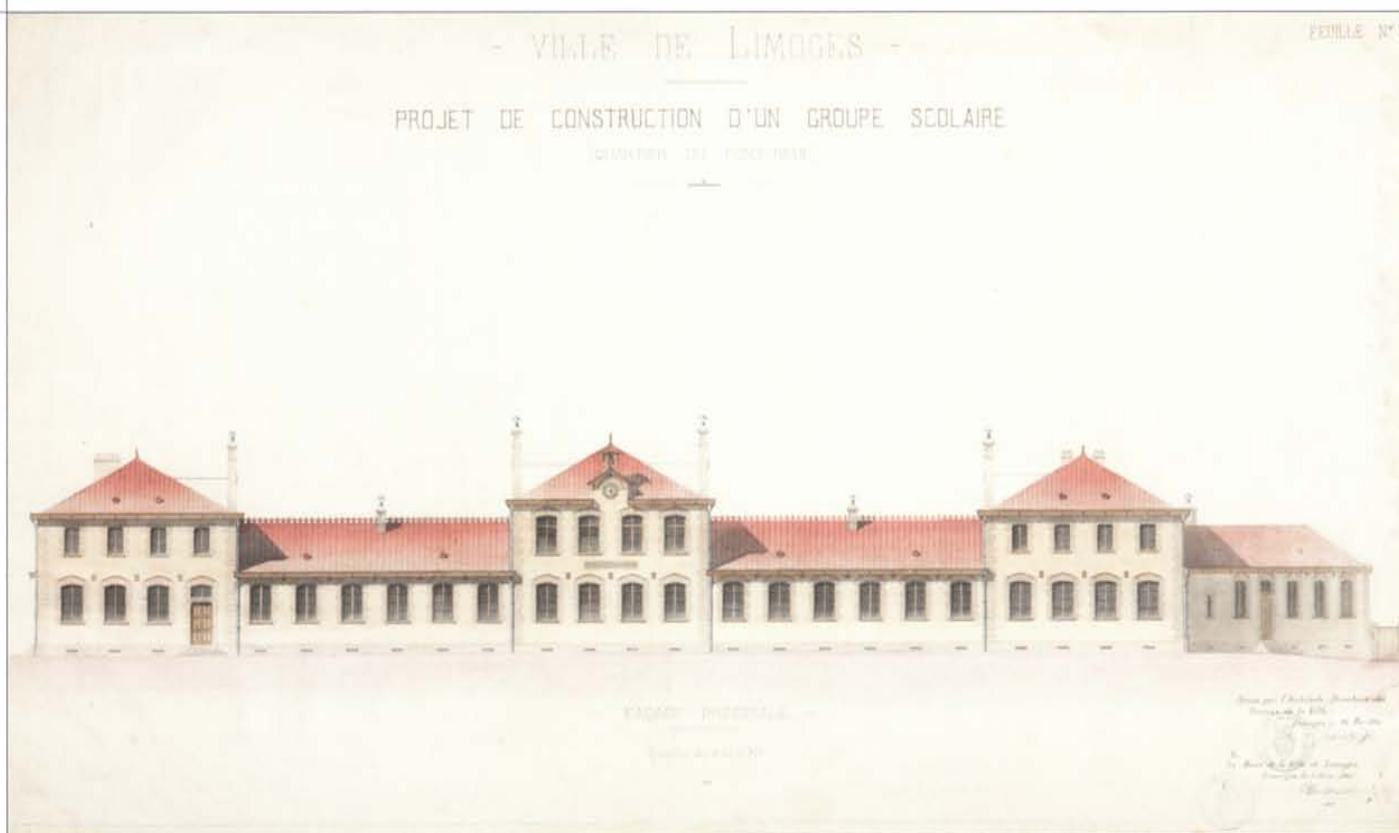
La ville qui éduque : l'architecture scolaire

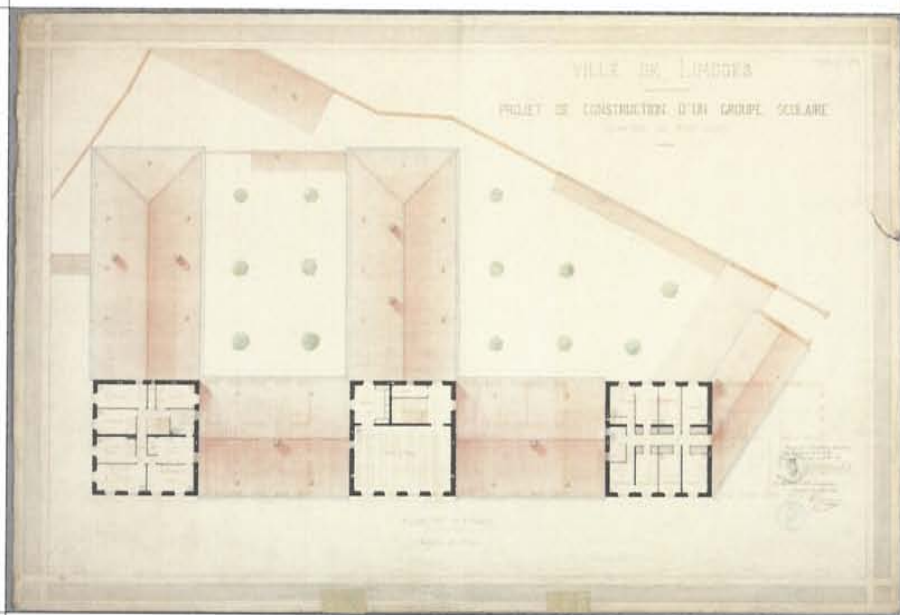
La **scolarisation de masse** à l'âge primaire est le phénomène majeur engendré par les lois sur l'enseignement gratuit et obligatoire à partir des années 1880 ; celui de la scolarisation massive dans l'enseignement secondaire est caractéristique de la 2^e moitié du XX^e siècle, quant à l'enseignement supérieur, c'est la création de l'université de Limoges en 1968 qui en assure le constant développement.

L'enseignement primaire : les deux temps forts de 1870-1900 et 1950-1990

En 1860, Limoges ne compte encore que 5 écoles communales de garçons, dont 4 confiées aux Frères des écoles chrétiennes ; il n'y a alors officiellement pas d'école publique de filles mais simplement des subventions municipales accordées aux écoles des sœurs de Saint-Vincent de Paul depuis 1830 pour assurer la gratuité aux filles pauvres. Ces établissements sont installés dans d'anciens bâtiments publics réaménagés, parmi lesquels les anciens bâtiments religieux tiennent la première place. Il faut attendre 1864 pour voir le premier bâtiment construit avec vocation d'école : l'école élémentaire des Feuillants.

Groupe scolaire du Pont-Neuf
3^e projet, 1880, plan au sol. 70 x 104 cm.
Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 94.





Ecole normale d'instituteurs,
Coll. P. Colmar.

Groupe scolaire du Pont-Neuf
Elévation de la façade, 1880. 60 x 91 cm.
Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 99.

C'est entre 1870 et 1900 que se produit le premier temps fort de la construction scolaire, sous l'effet conjugué de la croissance de la population, de la construction de nouveaux quartiers et des lois sur l'enseignement gratuit et obligatoire.

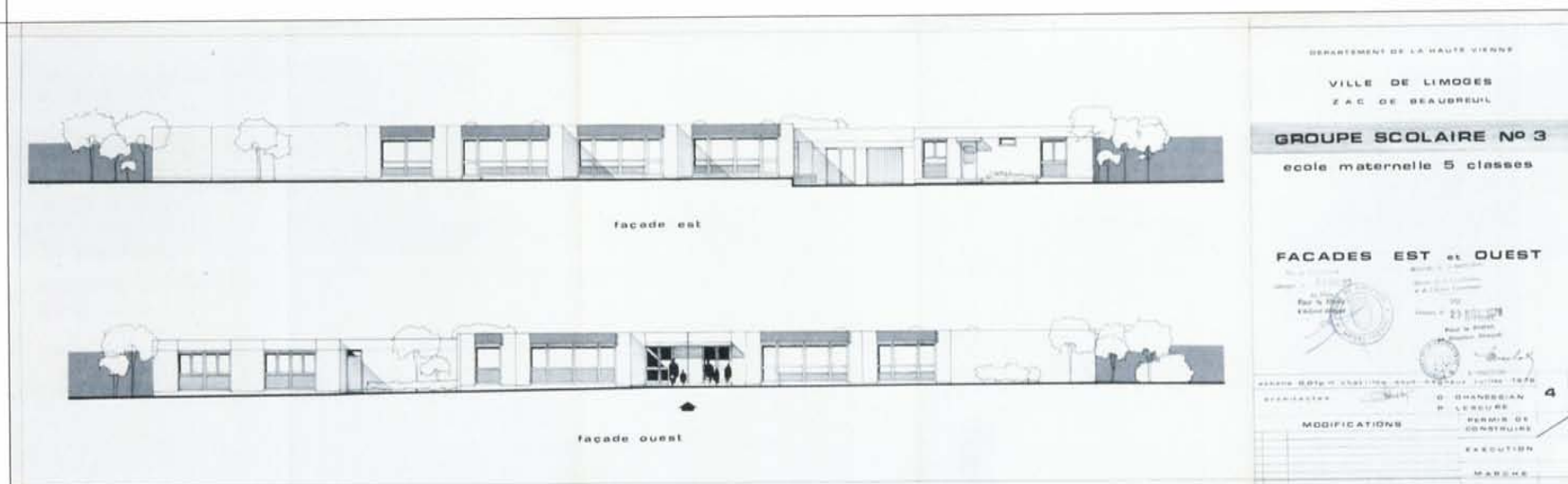
La décennie qui précède les lois Ferry est notamment prolifique, avec la construction d'une quinzaine d'écoles primaires de garçons, de filles et de maternelles, à laquelle s'ajoute la laïcisation des écoles tenues jusque là par des religieux. Ces nouveaux bâtiments présentent un air de famille, avec leur grande cour plantée de tilleuls, des murs de moellons, une toiture de tuiles et des fenêtres encadrées de pierres blanches.

Ecole de la Monnaie route d'Ambazac
Vue de la façade. 43 x 50 cm (déchirures).
Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.



Le deuxième temps fort de la construction scolaire se situe dans la 2^e moitié du XX^e siècle, avec une croissance urbaine à nouveau forte, entraînant de nombreuses créations dans les nouveaux quartiers mais aussi la fermeture de certaines anciennes écoles de l'hypercentre.

Groupe scolaire des Homérides (Beaubreuil)
Ohanessian et R. Lescure, plan de situation
46 x 73 cm. Archives Municipales de Limoges.



Entre 1953 et 1990, ce sont ainsi 36 groupes scolaires et écoles maternelles qui sont construits, auxquels s'ajoutent 19 nouvelles constructions ou agrandissements de restaurants scolaires et de nombreux gymnases. Si les bâtiments-types modulables des années 1950 sont allongés et se déploient sur deux ou trois niveaux, les constructions plus récentes privilégient souvent les petites unités d'un seul niveau, sans recherche d'effet monumental.

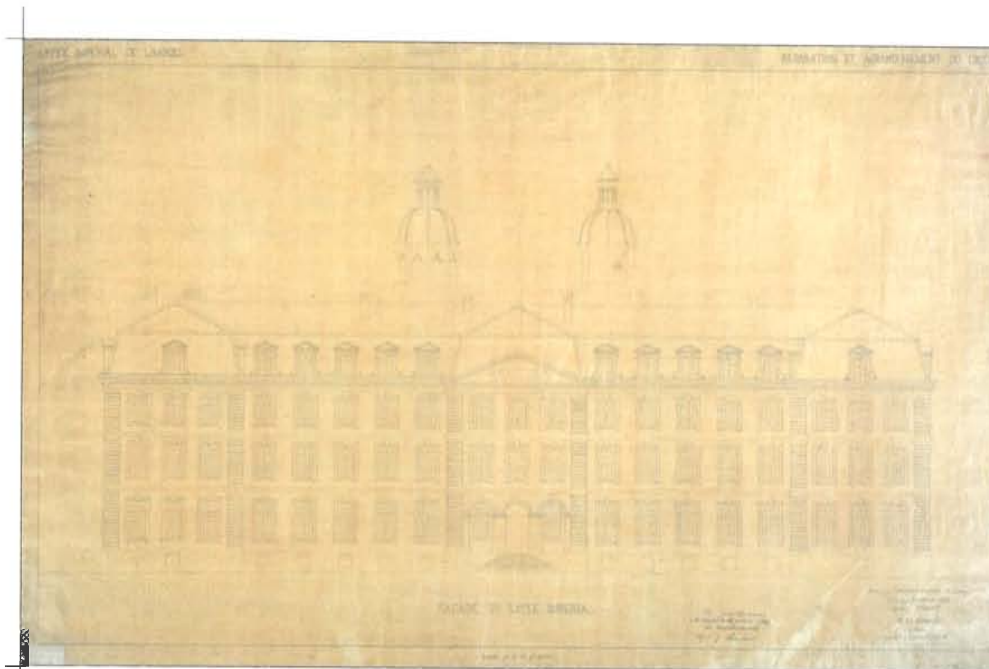


Groupe scolaire Jean Gagnant
Vue de la façade et de la cour, ap. 1954
Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.

L'enseignement secondaire, technique et professionnel

L'enseignement secondaire général, longtemps limité au lycée de garçons (Gay-Lussac) et au lycée de jeunes filles (Léonard Limosin), explose à son tour dans la 2^e moitié du XX^e siècle avec la scolarisation massive dans l'enseignement secondaire.

A partir des années 1960, la construction de nombreux collèges et de plusieurs nouveaux lycées donne lieu à quelques bâtiments monumentaux (par exemple le lycée Renoir en 1964).



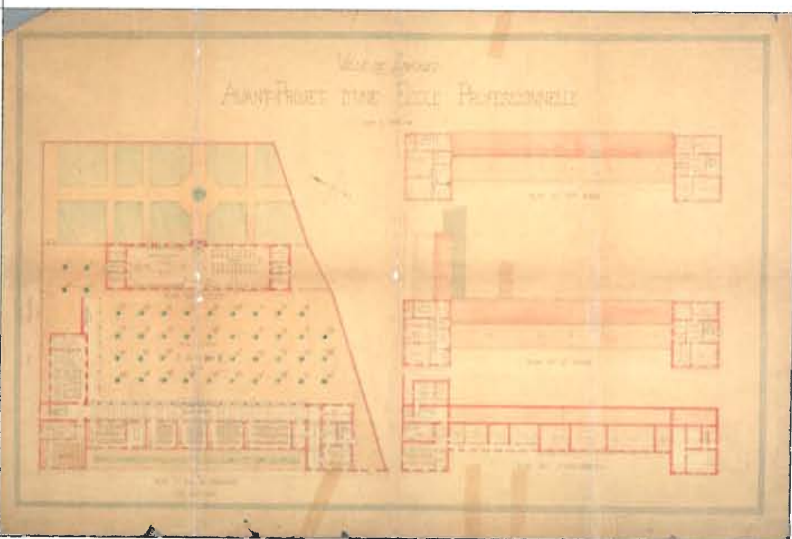
Lycée impérial (Gay-Lussac)

Réparation et agrandissement, façade principale, 1862, par F. Régnauld
60 x 92 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 123.



Lycée Renoir

Façade sur boulevard, vue en contre-plongée, s.d., (v. 1965-1970)
21 x 40 cm. Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.



Ecole nationale professionnelle (auj. lycée Turgot)

Avant projet avec entrée avenue Saint-Eloi,
plan au sol (non réalisé)
70 x 104 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1005.

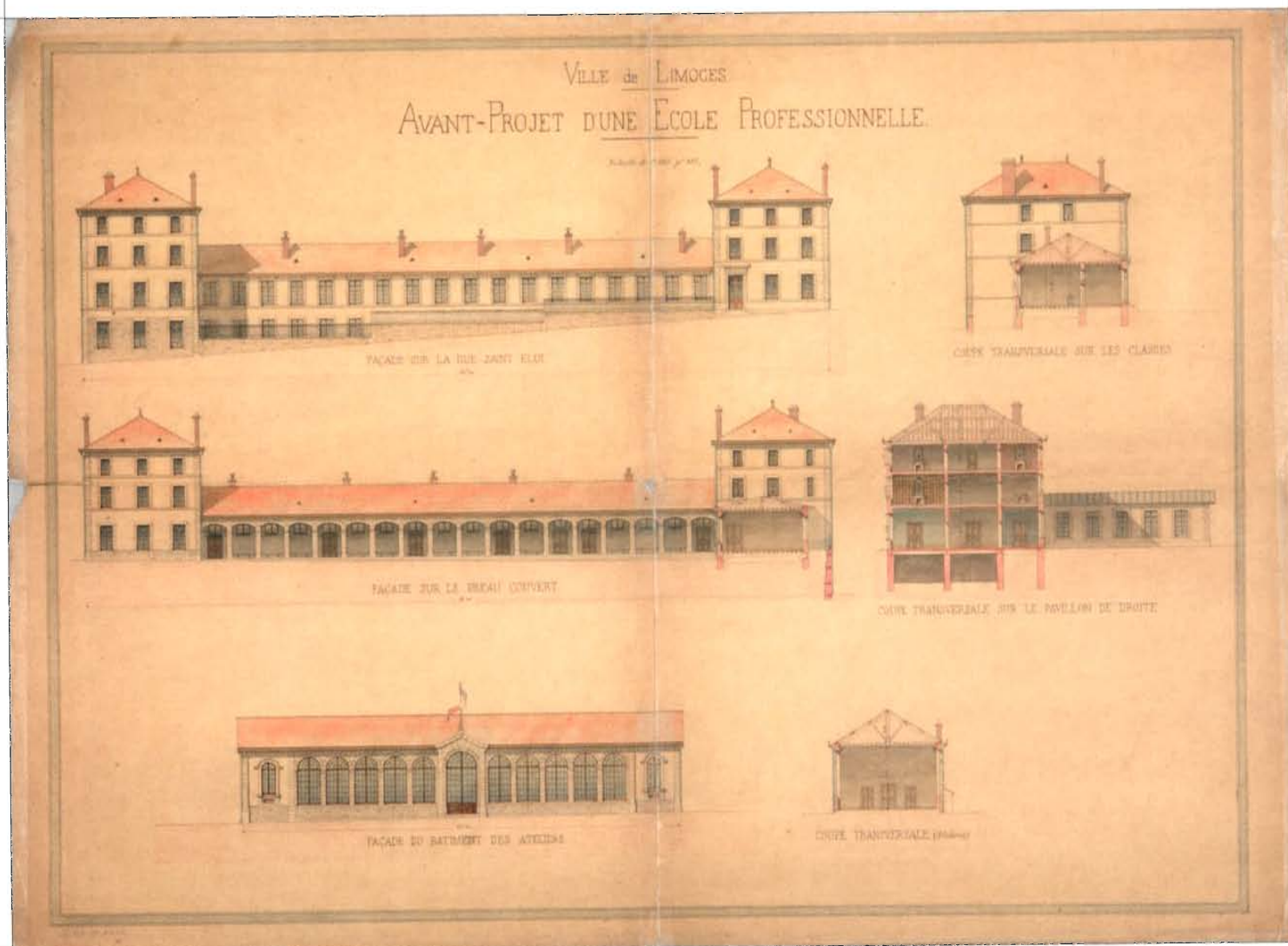
L'enseignement technique et professionnel donne lieu à de belles réalisations dès l'entre-deux-guerres avec l'Ecole nationale professionnelle (auj. lycée Turgot), œuvre de Jules Godefroy en 1912 ou l'Ecole de rééducation professionnelle (auj. Féret du

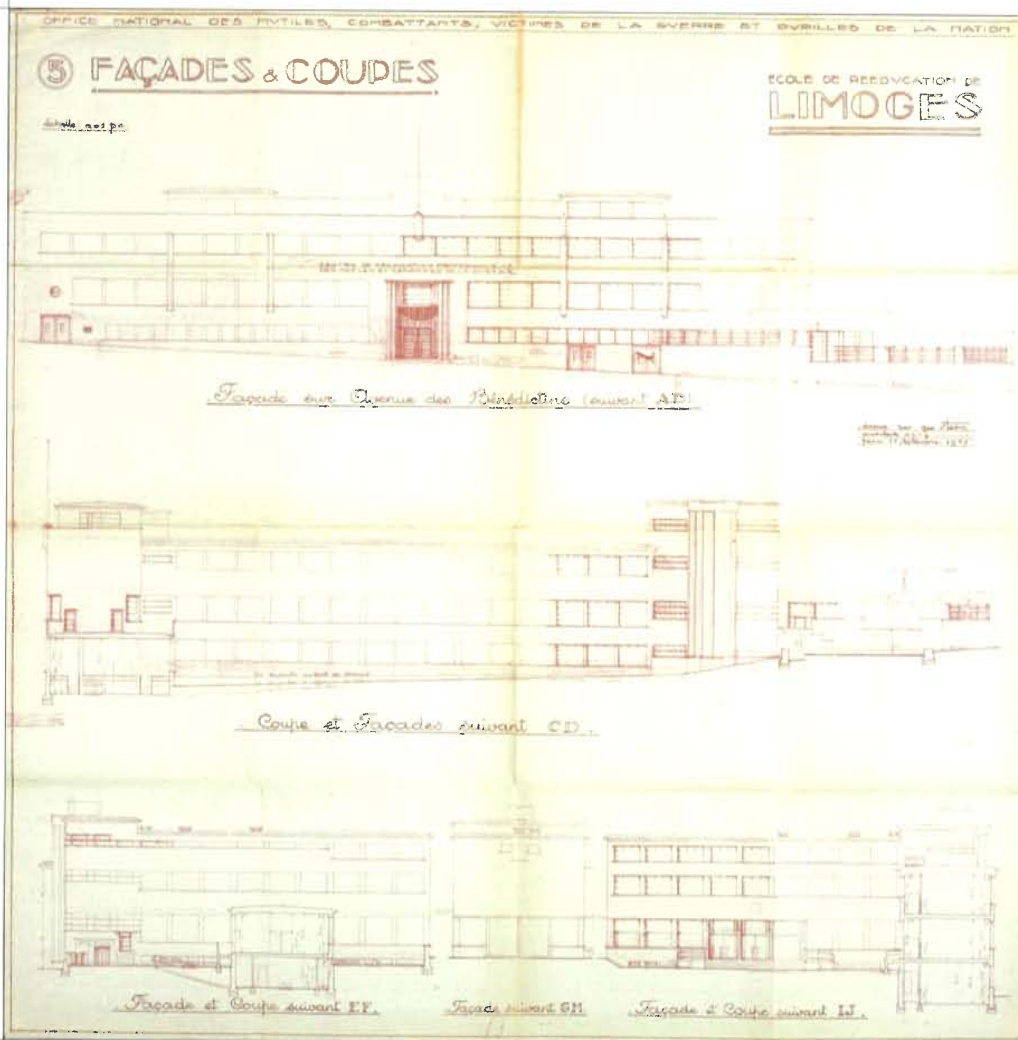
Longbois) construite par Georges Stern en 1935. Cette vague de constructions se poursuit activement depuis les lois de décentralisation qui ont confié la gestion des collèges aux départements et des lycées et de l'enseignement technique et professionnel aux régions.



Lycée Gay-Lussac Vue de la nouvelle aile, v. 1930
Coll. P. Colmar.

Ecole nationale professionnelle (auj. lycée Turgot) Elévation de la façade principale, calque, s.d.
46 x 104 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1004.





Ecole de rééducation professionnelle Féret de Longbois
Façade principale, par G. Stern, 1935
100 x 100 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 5.

1970-2005 : l'enseignement supérieur se dote de bâtiments

Longtemps limitée aux bâtiments de l'école de médecine et à l'école de droit, la présence visible de l'enseignement supérieur à Limoges est relancée par la création de l'université de Limoges en 1968. Aux réalisations immédiates (faculté des sciences de la rue Albert Thomas en 1971, faculté des lettres sur le campus de Vanteaux) succèdent à partir des années 1990 des projets plus innovants, intégrés au tissu urbain

ou participant à son renouvellement, notamment en centre-ville avec le site Turgot de la faculté de droit, qui est dû à Massimiliano Fuksas, à partir de l'ancien hôtel particulier, ou les nouveaux bâtiments Martin de la Bastide. La création de l'académie de Limoges en 1965 a également doté la ville de nouveaux bâtiments de l'Education nationale, en particulier d'un rectorat, sur le site de l'ancienne école de médecine.



Vue de l'Ecole nationale des Arts décoratifs
Geipel
Ville de Limoges - Communication

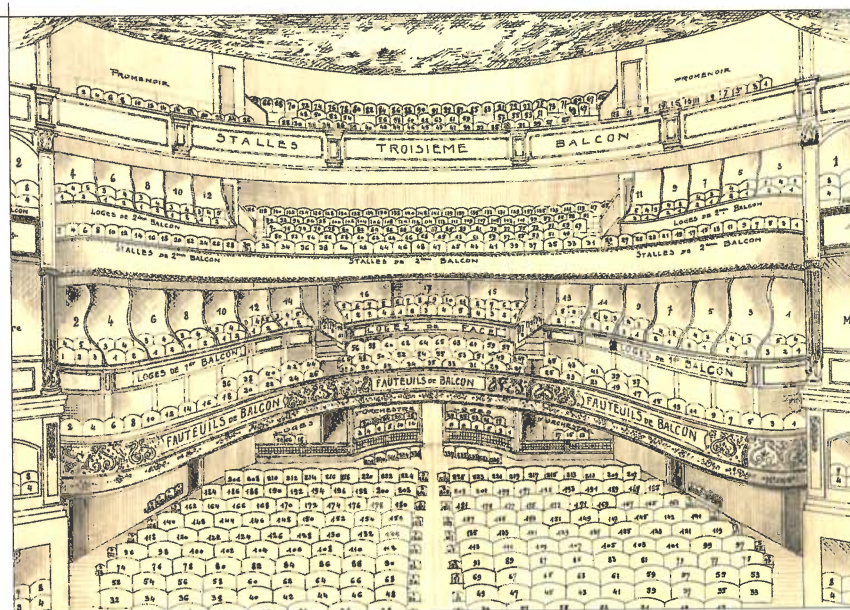
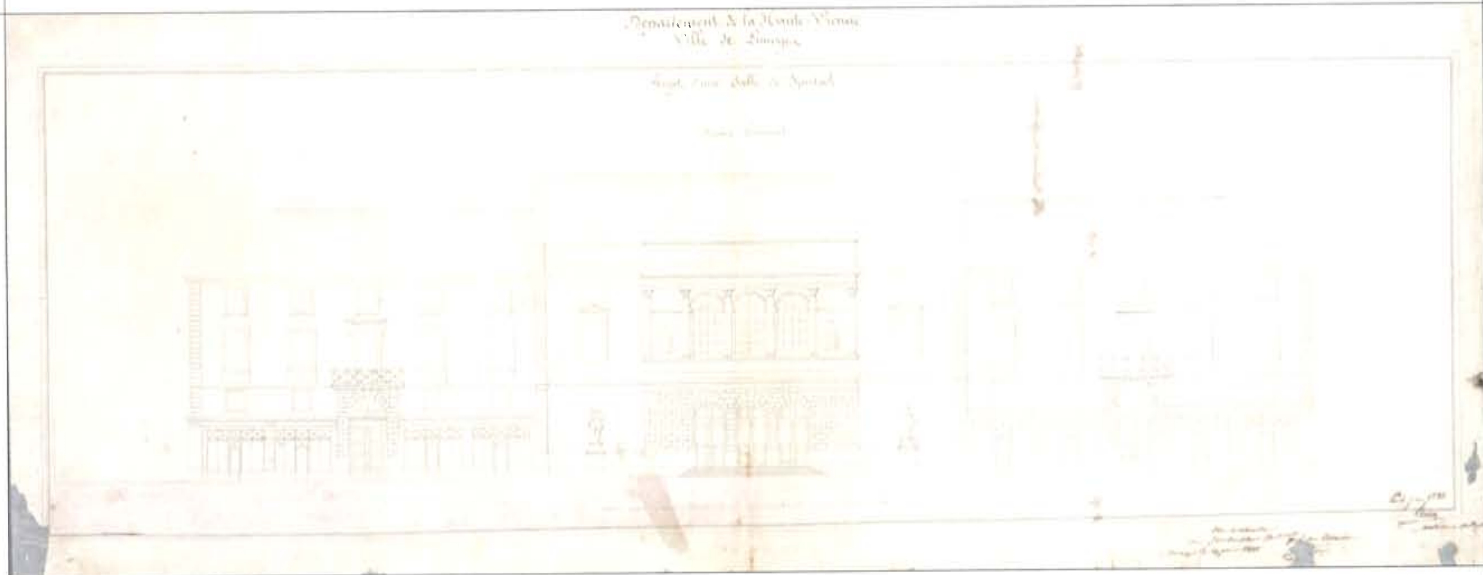
Les salles de spectacle

Les **salles de spectacle** aux **XIX^e** et **XX^e** siècles regroupent des bâtiments publics : théâtres, cirque-théâtre, centres culturels, Zénith et des bâtiments privés : salles de cinéma et des fêtes, casino.

Le plus ancien des théâtres, situé place de la République, le long de la rue Saint-Martial, ouvre sur la place. Construit par Vincent Boullé, architecte

départemental de 1834 à 1845, d'après les plans de 1835, il fut inauguré en 1840. La façade principale présente un avant-corps et deux ailes latérales qui

Théâtre municipal
Elévation de la façade principale, 1835, par V. Boullé
37 x 95 cm.
Archives Municipales de Limoges - 4 M 209.



accentuent l'horizontalité de la construction.

Le répertoire décoratif est d'une grande sobriété : quatre colonnes ioniques encadrent trois baies en plein cintre. L'étage d'attique masque la toiture en ardoise.

L'intérieur est aménagé en théâtre à l'italienne, on y joue opérettes, drames, comédies et vaudevilles. En 1912, L. Brière (1867-1933), architecte de la ville, propose un agrandissement, la façade est alors animée par un riche décor. En 1932, on lui donne le nom de salle Berlioz. Jugée trop petite et vétuste, on décide sa démolition en 1958.

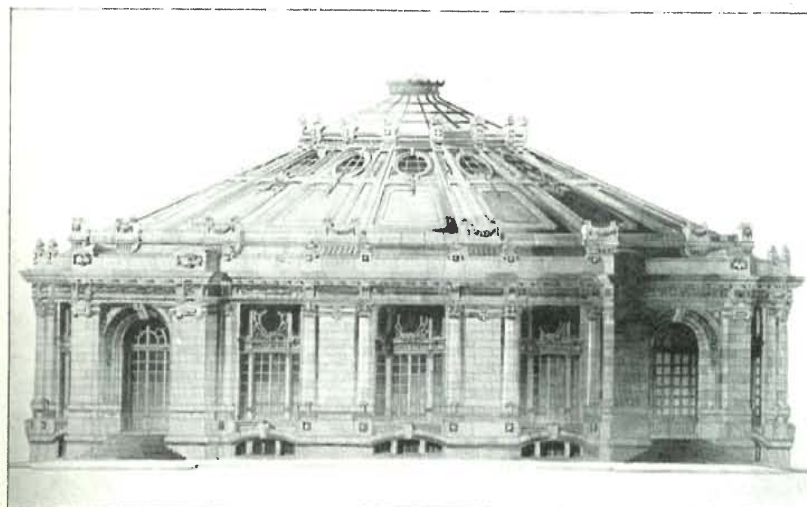
Théâtre municipal
Planche gravée de l'intérieur avec places numérotées, non datée
calque, 39 x 57 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1235.

Lorsque la Ville décide de se doter d'un cirque-théâtre et d'ouvrir un concours pour la construction en 1903, elle choisit l'emplacement de la place de la République, mais cette fois, du côté du boulevard Carnot, fermant ainsi la place sur son quatrième côté. Le cirque-théâtre est conçu comme une salle de spectacle «polyvalente» pouvant accueillir trois mille personnes et se transformer en salle de concerts, de bals ou de conférences. Le cirque-théâtre comprend différentes parties : la salle circulaire, le vestibule d'honneur, les écuries et les loges d'artistes. Le lauréat du concours, Emile Robert met l'accent dans son projet sur le traitement monumental des deux façades, l'exubérance du décor et le jeu d'appareillage de pierre, renforçant ainsi le caractère officiel de la construction qui



Cirque-théâtre, concours 1903
Projet Meysson, élévation de la façade principale
67 x 100 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 598.

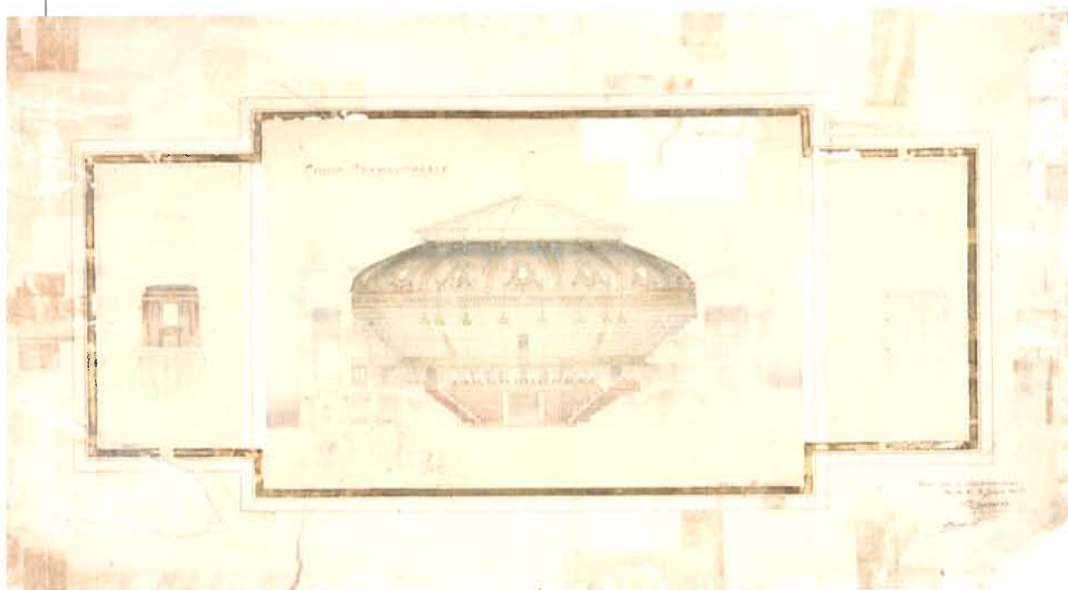
FAÇADE SUR LE BOULEVARD



FAÇADE SUR LA PLACE

Cirque-théâtre, concours 1903
1^{er} prix, Emile Robert
Élévation de la façade principale
Bibliothèque Francophone Multimédia de Limoges.

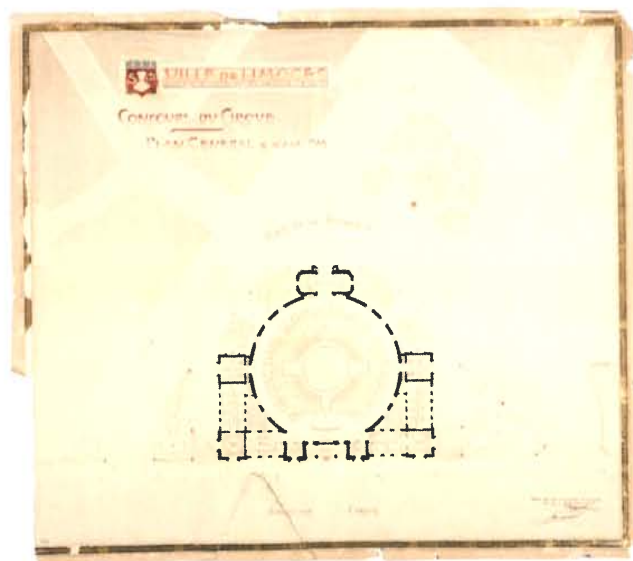
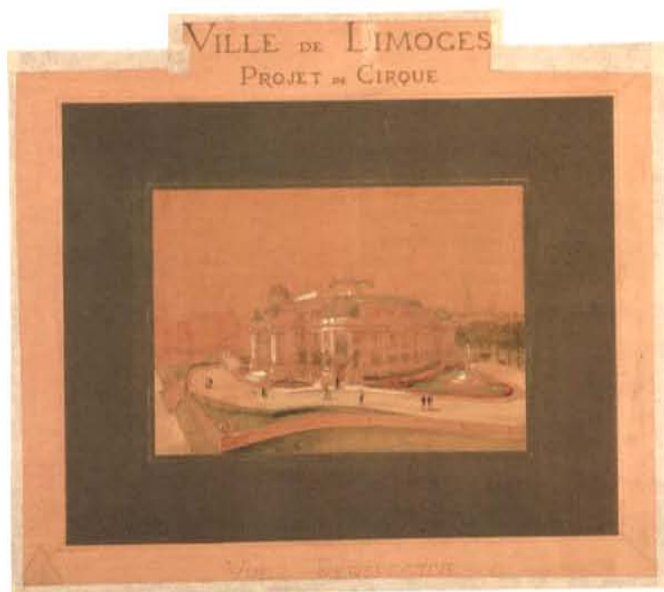
CIRQUE DE LIMOGES. — 1^{er} PRIX. — ARCHITECTE : M. ROBERT.



utilise par ailleurs le métal comme ossature. Parmi les trois autres projets non retenus et conservés aux Archives municipales, l'un est de Charles Meysson, l'autre d'Henri Boursier et Balley et le dernier est anonyme. Tous trois jouent sur la monumentalité, le traitement éclectique du décor et la mise en espace du bâtiment avec le dessin des jardins. Néanmoins le plus original est le projet primé d'H. Boursier et Balley qui applique à la lettre le programme et utilise la porcelaine en façade sous forme de frise. L'emploi de la sculpture, comme couronnement du pavillon d'entrée rappelle la construction du Grand Palais à Paris. L'exemple de ce bâtiment illustre comment l'architecture participe au programme d'embellissement et de décoration urbaine.

Cirque-théâtre, concours 1903
Projet Balley/Boursier, coupe transversale
70 x 129 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 589.

Cirque-théâtre, concours 1903
Projet Balley/Boursier, plan au sol et parterre
79 x 89 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 675.



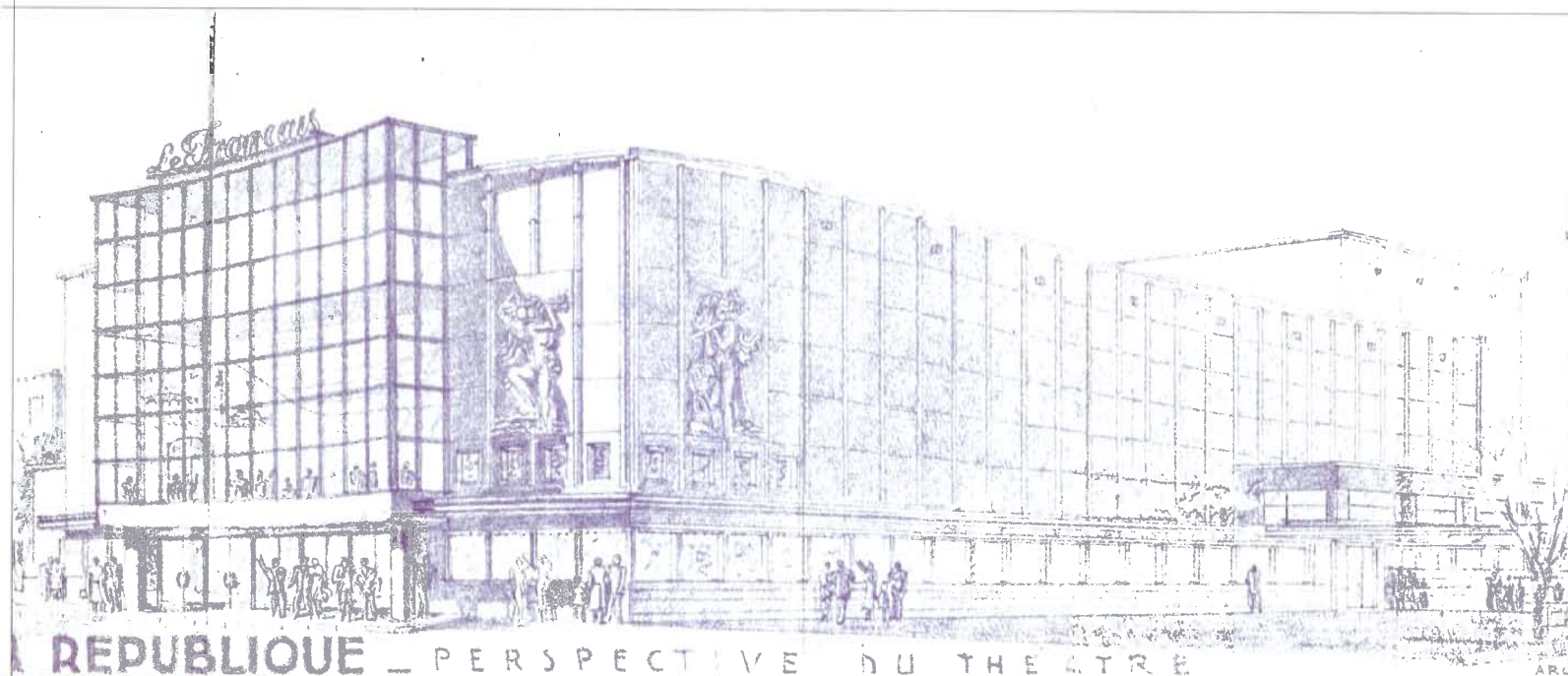
Cirque-théâtre, concours 1903
Projet anonyme, vue perspective
63 x 71 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 592.

Finalement, le cirque-théâtre est construit à l'angle de la rue Fitz-James et de la place Stalingrad, les plans sont approuvés en 1911 et la séance inaugurale a lieu le 16 octobre 1925. Il est démoli en 1958.

La Belle Epoque correspond aux années 1900, cette période est propice au divertissement, la société est avide de spectacles, de fêtes, d'évènements, de nouveautés. Pour répondre à cette



Cirque-théâtre, façade
Coll. P. Colmar.



Projet de théâtre municipal place de la République/boulevard Carnot
Par André Pécaud, 1952: élévation
28 x 65 cm. Archives Municipales de Limoges - 4 M 213.

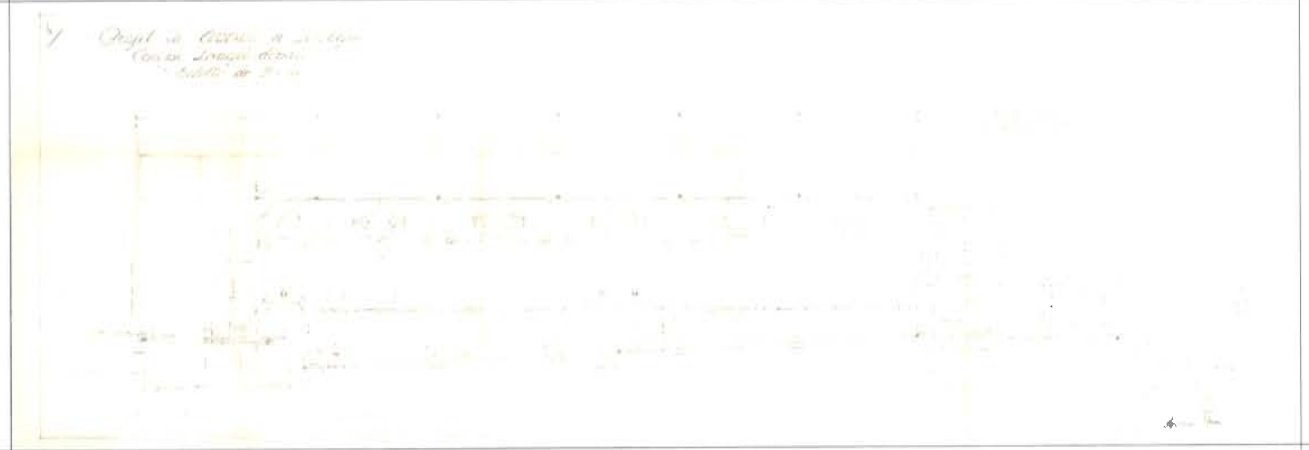
vie sociale intense, on ouvre des lieux de loisirs : casino, salles de cinéma, salle des fêtes de l'Union. L'emploi du métal comme structure, combiné avec une façade écran ornementée, est adapté à ce type d'architecture.

Le casino, salle de spectacle place de la République, est construit par C. Planckaert. Ouvert en 1901, c'est «un lieu de délices et un paradis constellé d'étoiles».



Le Casino, place de la République
Par Planckaert, façade
Coll. P. Colmar.

Projet de cinéma
à Limoges
Place Denis-Dussoubs,
par Adolphe Thiers,
juillet 1920,
coupe longitudinale
46 x 128 cm.
Archives Municipales
de Limoges - 5 M 17.



Cinéma les Nouveautés Place de la République, façade principale
Coll. P. Colmar.



Salle des fêtes de l'Union, façade
Coll. P. Colmar.

Les salles de cinéma se multiplient à partir de 1907, date d'installation de la première salle, le Venetian Cosmograph. La salle des Nouveautés, devenue le Rex, est installée place de la République, le Ciné-Moka, avenue de la gare, inauguré en 1919, s'appelle en 1928 le Capitole. Devenu aujourd'hui le Lido, c'est le plus ancien cinéma de la ville.

La salle des fêtes de l'Union, rue de la Fonderie (rue des Coopérateurs) est un lieu de réunions syndicales et politiques mais aussi une salle de spectacle et de cinéma. Construite par J.B. Blanc (1874-1931), elle est inaugurée en 1911.

Le théâtre actuel ou Grand théâtre, construit par l'architecte et scénographe Pierre Sonrel (1903-1984) avec le concours d'André Campagne, Raymond Lescure et Paul Villemain, architectes à Limoges, est inauguré en 1963. P. Sonrel, partisan du théâtre à l'italienne, est un des principaux acteurs du

débat sur les constructions de théâtre, dans les années 1950-1960. De conception moderne, il privilégie le traitement des volumes à l'aspect extérieur et offre une capacité variant de neuf cent deux à mille quatre cent quarante-sept places grâce à un plafond mobile.

A partir des années 1960, le renouveau de la politique culturelle en France est encouragé par le ministre André Malraux. La création des maisons de la culture et des jeunes est une tentative pour permettre l'accès de la culture à tous. L'architecte Clément Tambuté donne les plans d'une maison des jeunes en 1967, aujourd'hui Centre culturel Jean Gagnant. Il propose une salle de spectacle de 474 places, de nombreuses salles d'ateliers ainsi qu'une salle de sport. D'autres constructions de centres culturels suivront : Jean le Bail, Jean Macé, Jean Moulin, John Lennon, ces deux derniers accueillant chaque année de nombreux spectacles.

Aujourd'hui à l'initiative de la communauté d'agglomération Limoges Métropole, la politique d'aménagement d'équipements culturels se poursuit avec la construction du Zénith, avenue Jean Monnet entre le carrefour d'Ester et d'Uzurat. Cette grande salle de spectacle, d'une capacité d'accueil de 4 500 places assises doit aussi pouvoir recevoir des congrès et des manifestations sportives. La pose de la première pierre a eu lieu le 8 avril 2005, l'ouverture est prévue fin 2006.



Projet de Zénith : une salle de spectacle de grande capacité pour Limoges
Ville de Limoges - Communication

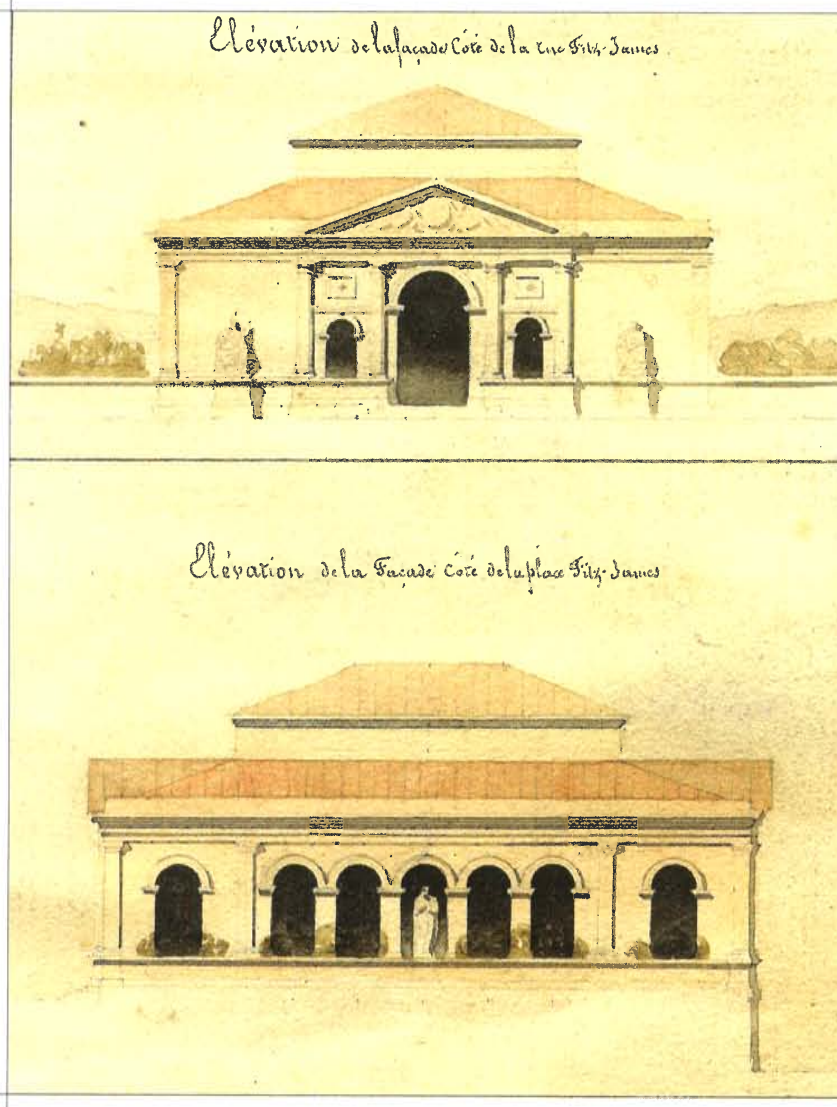
Les temples du savoir : **musées** et **bibliothèques**

Durant le **XIX^e siècle**, les **musées** et **bibliothèques** se développent comme instruments de la culture officielle en lien avec la politique nationale de décentralisation artistique. Ainsi la Bibliothèque nationale (1857-1867), bâtiment prestigieux et innovant, réalisé par Henri Labrouste, propose un nouveau modèle, avec sa vaste coupole en verre sur une ossature métallique.

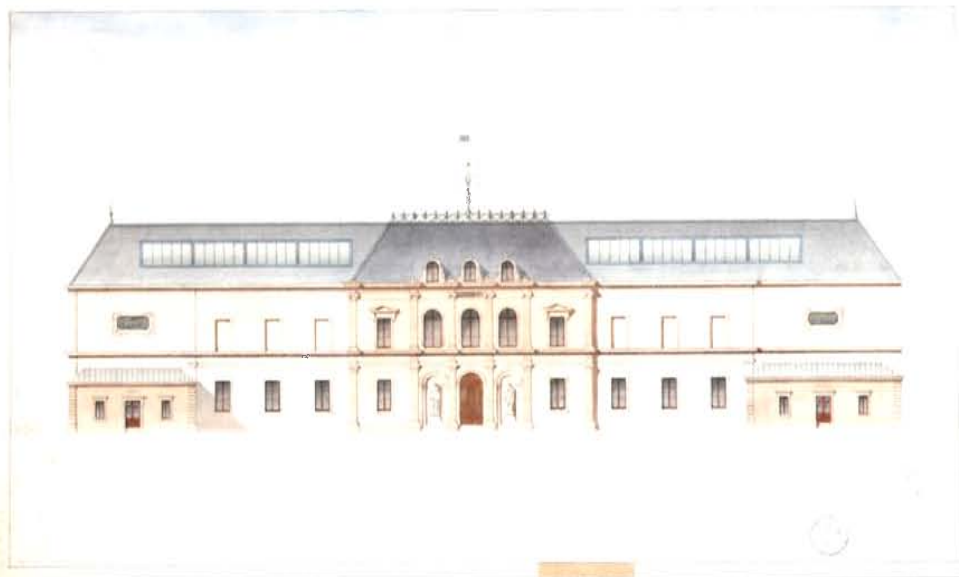
A Limoges, les nouveaux lieux de culture, musées, bibliothèques, école des Beaux-Arts ont changé d'emplacement au gré des affectations successives des bâtiments. En revanche l'association dans un premier temps,

musée-bibliothèque puis à partir de 1869, musée-école des Beaux-Arts et enfin aujourd'hui la séparation Musée national A. Dubouché d'un côté et Ecole nationale d'Art Décoratif de l'autre traduisent une évolution de la

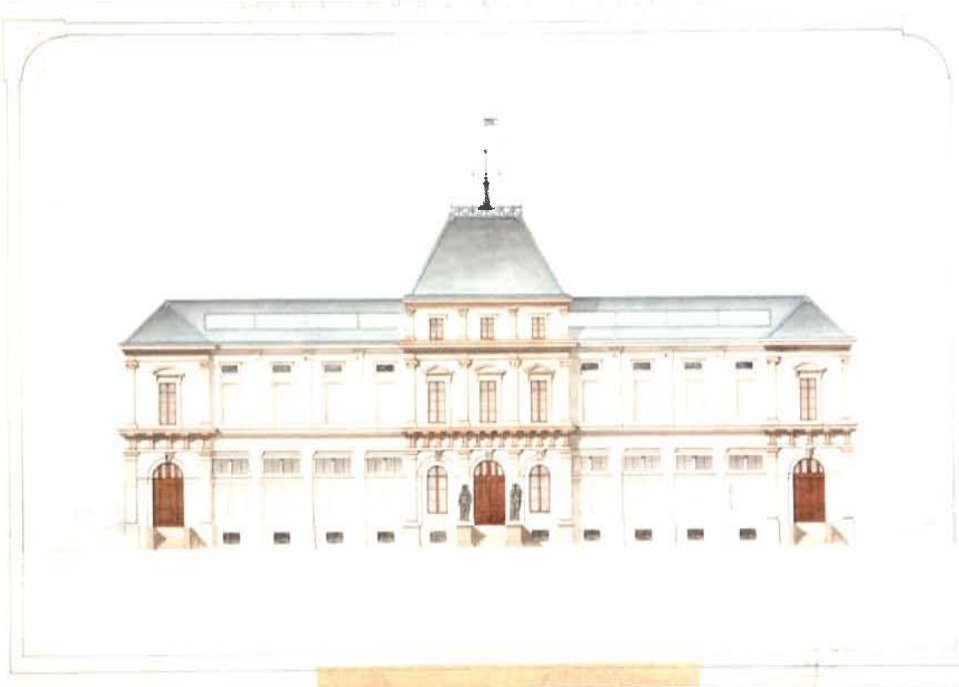
politique culturelle et artistique. Seul le Musée municipal de l'Evêché, fondé en 1912 et installé durablement dans l'ancien palais épiscopal du XVIII^e siècle, jouit d'une situation à part.



Projet de musée et de bibliothèque place de la république
Non daté (milieu du XIX^e siècle)
Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv 603.



Projet de musée place d'Orsay, 1873
Par Cluzelaud et Godefroy, 2^e projet, élévation de la façade principale
60 x 94 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 343.



En 1846, le musée et la bibliothèque sont réunis dans le même bâtiment, l'ancien palais de justice, situé place du Présidial (aujourd'hui faculté de droit) laissé vacant après le départ de la Cour dans le nouveau palais de justice. Le musée, créé en 1845 par la Société archéologique et historique du Limousin, occupe cinq salles, réparties de la façon suivante : salle d'histoire naturelle, des médailles, musée de tableaux et d'émaux, galerie des antiques, chambre des pierres antiques. Il est probable qu'une partie des collections était préexistante. La section céramique du musée, fondée en 1852, n'apparaît pas sur le plan. La bibliothèque de son côté, créée en 1804, occupe un autre niveau ; elle déménage en 1897 pour rejoindre le nouvel édifice construit par Léonard Marsaudon, place de l'Ancienne-Comédie.

En 1869, le musée quitte l'ancien palais de justice et gagne l'ancien asile d'aliénés de la rue des Anglais reconverti en musée et école des Beaux-Arts appliqués à l'industrie. Le vœu d'A. Dubouché est exaucé, le musée et son corollaire, l'Ecole sont réunis. «Mon œuvre est indivisible» aimait-il dire.

En 1873, la municipalité met à l'étude deux projets différents : conserver le site de l'ancien asile en construisant une nouvelle aile pour les musées ou déménager sur le site du jardin d'Orsay. Cette dernière solution donne lieu pour la seule année 1873 à trois projets successifs signés par Alexandre Godefroy et Cluzelaud. Les bâtiments projetés gagnent en monumentalité mais sur le même principe d'une galerie rectangulaire dotée de fenêtres en rez-de-chaussée et d'un étage sans ouverture, l'éclairage étant assuré par des verrières ménagées dans la toiture. La coupe du pavillon central du 3^e projet montre le choix d'une ossature métallique masquée par une façade sobre d'esprit classique.

Projet de musée place d'Orsay, 1873
Par Cluzelaud et Godefroy, 3^e projet, élévation de la façade principale
58 x 84 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 345.

Ville de Limoges

Coups

BATIMENTS



Projet de musée place d'Orsay, 1873

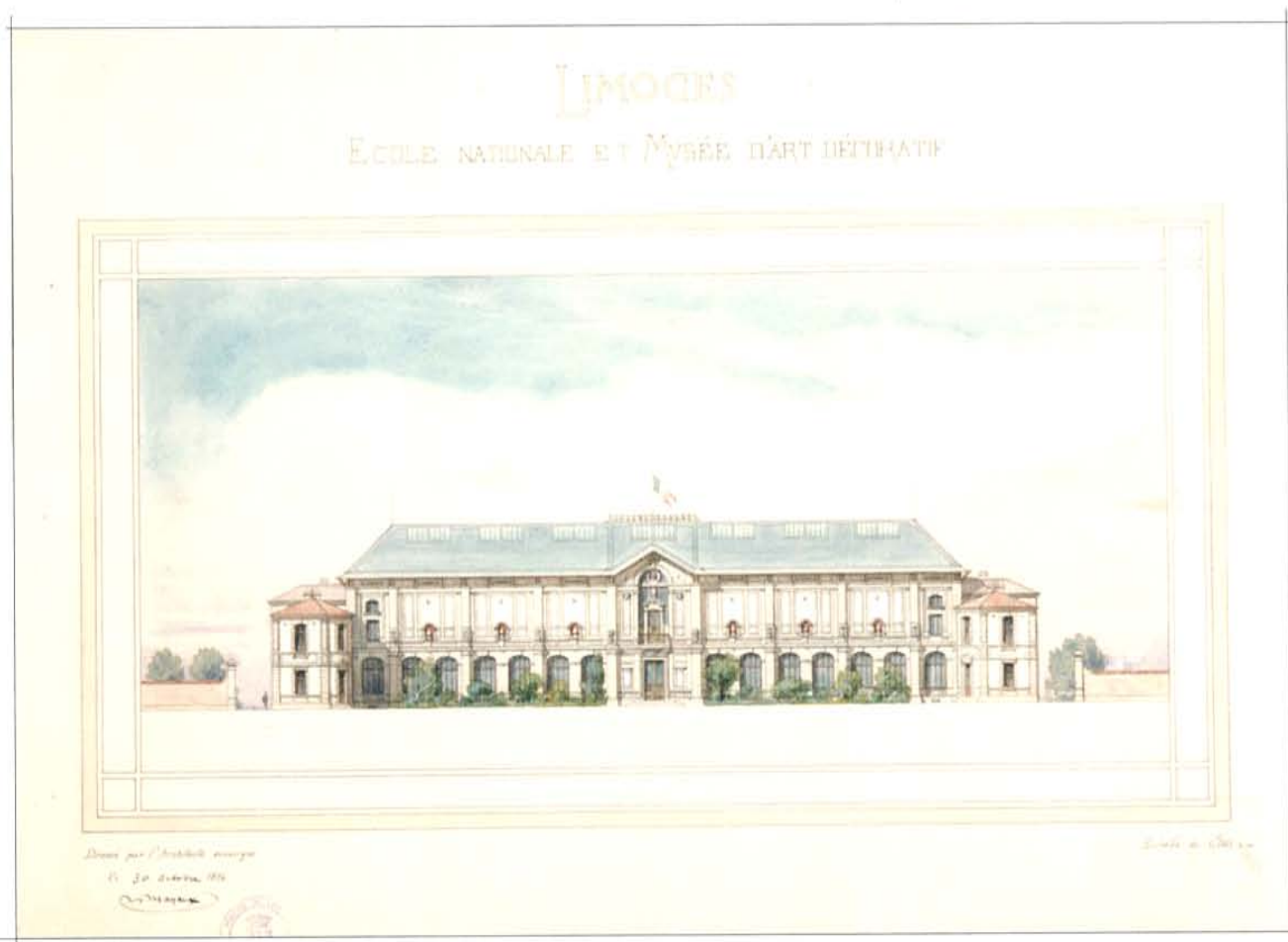
Par Cluzelaud et Godefroy, coupes

46 x 64 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 346.

L'architecte parisien Henri Mayeux, auteur du bâtiment du Musée national Adrien-Dubouché et de l'Ecole des arts décoratifs, situé place du Champ de Foire (auj. place Winston Churchill) achevé en 1900, offre des différences stylistiques notables avec les projets précédents mais le parti muséographique reste semblable. Il conserve le principe d'une galerie de plan rectangulaire avec deux sources d'éclairage, sommital grâce aux verrières pour l'étage et direct pour le rez-de-chaussée. Les deux ailes

en retour d'angle accueillent l'administration et la bibliothèque. Aujourd'hui le Musée national Adrien-Dubouché réinvestit la totalité des bâtiments construits par H. Mayeux, en attendant un prochain réaménagement des locaux.

Bibliothèque municipale
Projet d'élévation d'une aile latérale
et coupe transversale, non daté
64 x 94 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi inv. 356.



Construction du musée Adrien Dubouché
Elévation de la façade principale, 1894, par Henri Mayeux
50 x 68 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 353.

Une architecture de l'éphémère

Il y a l'architecture faite pour durer et l'**architecture temporaire** : cette dernière renvoie à des manifestations ponctuelles, contribuant à leur mise en scène. Cette architecture périssable est en fait un véritable art de l'éphémère qui se met au service de l'hommage officiel, de la cérémonie religieuse ou de la fête populaire et qui se manifeste prioritairement à Limoges entre 1850 et 1945.

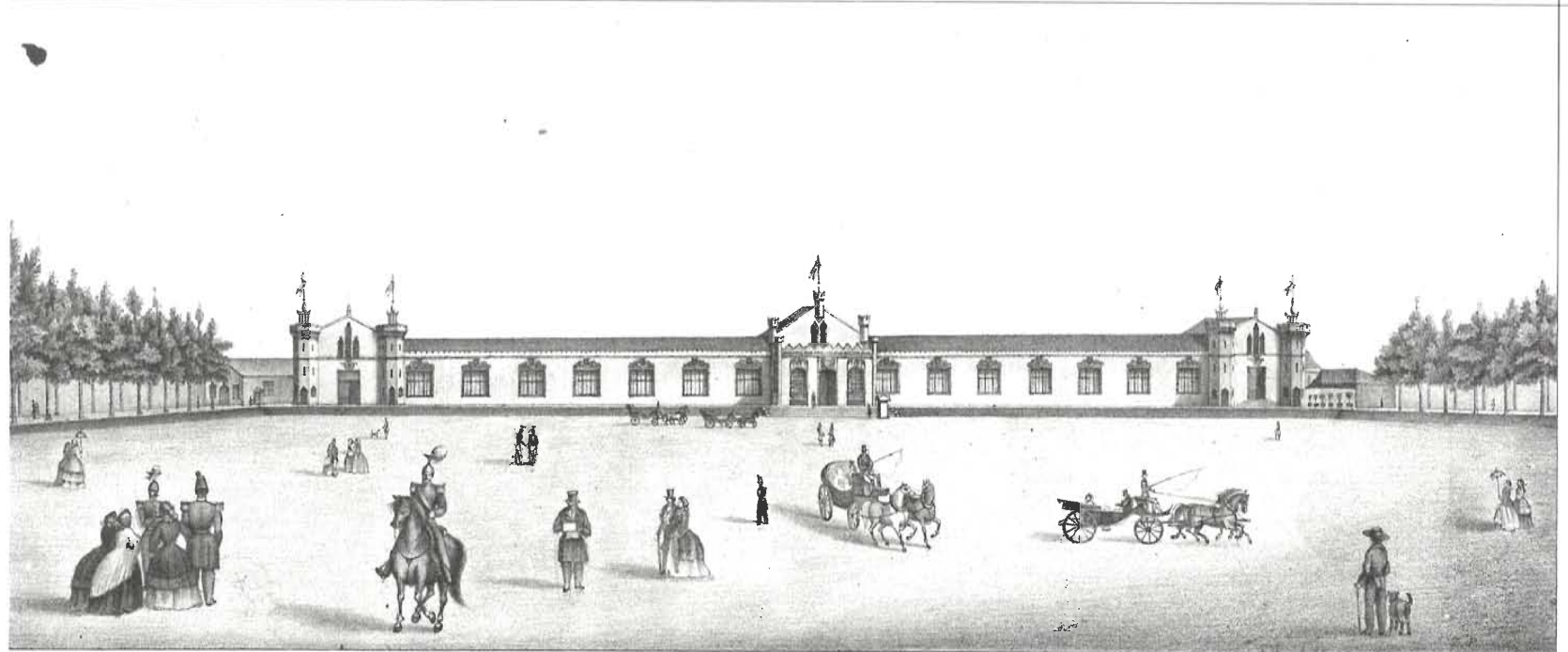
Des pavillons d'expositions conçus par des architectes

A partir du milieu du XIX^e siècle, Limoges accueille une série de grandes expositions, à consonance artistique et commerciale parmi lesquelles on retiendra celles de 1858, 1879 et 1903. En général, ces grandes manifestations nécessitent un grand espace d'exposition, qui excède

la capacité de la plupart des bâtiments publics.

Aussi a-t-on recours à des pavillons ou des enceintes temporaires, dessinées par des architectes et traitées comme des bâtiments pérennes.

Ainsi le palais de l'Industrie de l'exposition industrielle, agricole et artistique



h. LAFON, Limoges

VUE DU PALAIS DE L'INDUSTRIE.

LIMOGES.

Exposition de 1858.

Z. Payenneville Lith.

Pavillon de l'exposition du Centre de la France, 1858

Lithographie

18 x 32 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi 1420.



du centre de la France (juin 1858) installé au Champ de Juillet, le pavillon de l'exposition des Beaux-arts de 1879 ou encore le palais de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des arts de la grande exposition de Limoges de 1903, conçu par Jules Godefroy, également auteur des bâtiments de la préfecture, de l'hôtel des postes et de l'Ecole nationale professionnelle. A partir de 1922 a lieu annuellement la grande semaine d'exposition de Limoges et du Limousin (au Champ de Juillet jusqu'en 1967, puis au palais des expositions au nord, sur la route de Paris à partir de cette date). Les entrées de la «foire expo» conservent souvent quelque chose du caractère monumental des expositions précédentes, comme en témoigne celle de la «3^e Semaine» en 1929.



Vue de l'entrée de l'exposition de 1903
25 x 34 cm (cliché 17 x 23,5 cm). Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.

Cérémonies officielles et manifestations festives

Dans la lignée des «entrées de ville» des souverains du Moyen-Age et de l'Ancien Régime, l'architecture décorative déploie ses talents lorsqu'il s'agit de recevoir un personnage officiel. Ainsi, pour la réception du président de la République, Raymond Poincaré, en 1913, des arcs de triomphe sont élevés en son honneur sur son passage. Ces arcs de triomphe répondent à l'art officiel des bustes, statues, médailles commémoratives ou allégories de la République, telles qu'on en trouve par exemple lors des deux voyages du président Sadi Carnot à Limoges en 1888 et 1891. Cet art se déploie aussi dans les fêtes à résonance patriotique (fêtes du 14 juillet, arc de triomphe de la Victoire

en 1919) ou religieuse (fêtes de Jeanne d'Arc, 1913), où les rues sont pavoisées de décorations, comme lors des traditionnelles ostensions septennales, à l'exception de la période 1880-1960, où les processions sur la voie publique ont été interdites à Limoges.

Cet art se déploie jusque dans la conception de chars : festifs et populaires, comme peut l'être le Carnaval annuel, ou plus officiels et porteurs de symboles, comme pour le 150^e anniversaire de la Révolution française en 1939, où les beaux dessins de chars tel celui de la Bastille sont à rapprocher du style «art déco».

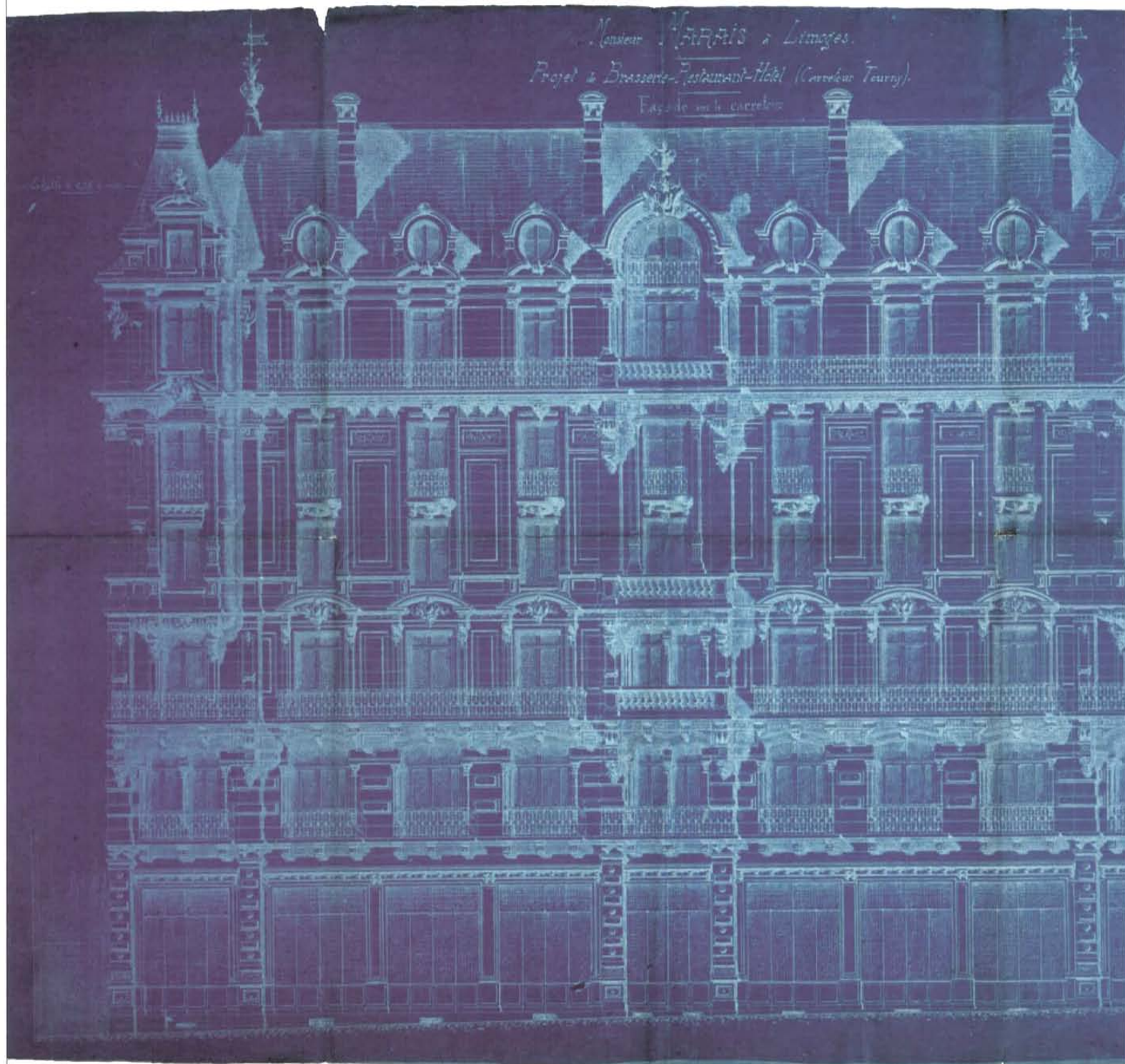


Réception du président Poincaré
Arc de triomphe élevé par la compagnie du Paris-Orléans, 1913
Coll. P. Colmar.

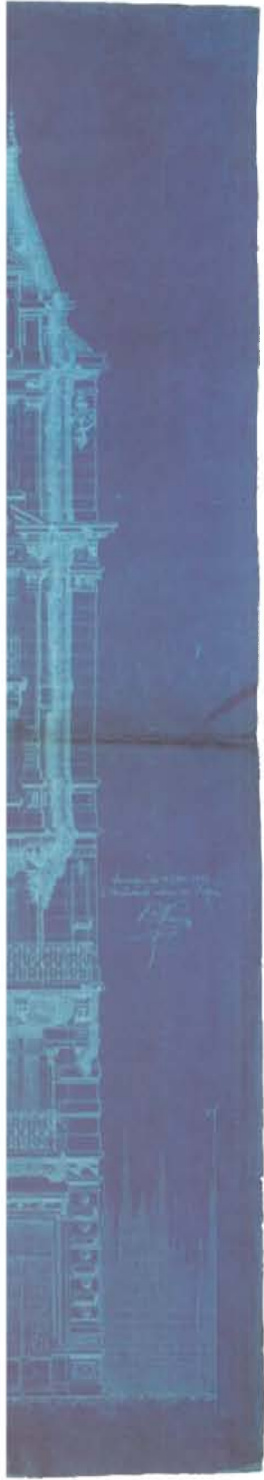


Arc de triomphe élevé en l'honneur
du retour des troupes, 17 août 1919
(collection P. Colmar).

150^e anniversaire de la Révolution française, 1939
Projet de chars
Planche 1, 50 x 65 cm.
Archives Municipales de Limoges - 2 Fi.



Projet de brasserie restaurant hôtel
Carrefour Tourny (Central Hôtel, Luk Hôtel), par D. Vergez, façade principale, v. 1900
Contre-calque 70 x 92 cm. Archives Municipales de Limoges - 5 M n.c.



6

Architecture privée, demeures et commerces

L'architecture privée : maisons de ville, immeubles et villas

Limoges possède une **architecture** privée dans l'**hypercentre** et des faubourgs avec des styles caractéristiques qui suivent l'évolution chronologique générale du bâti, depuis les formes classiques jusqu'aux diverses formes qui succèdent au modernisme dans la 2^e moitié du XX^e siècle. Ce sont ces maisons de ville, hôtels particuliers, immeubles et villas qui donnent leur âme aux quartiers qui, sans être uniformes, présentent toutefois une certaine homogénéité et un style dominant, mieux connu depuis les études du bâti entre 1750 et 1950 effectuées ces dernières années dans la perspective de sa valorisation.

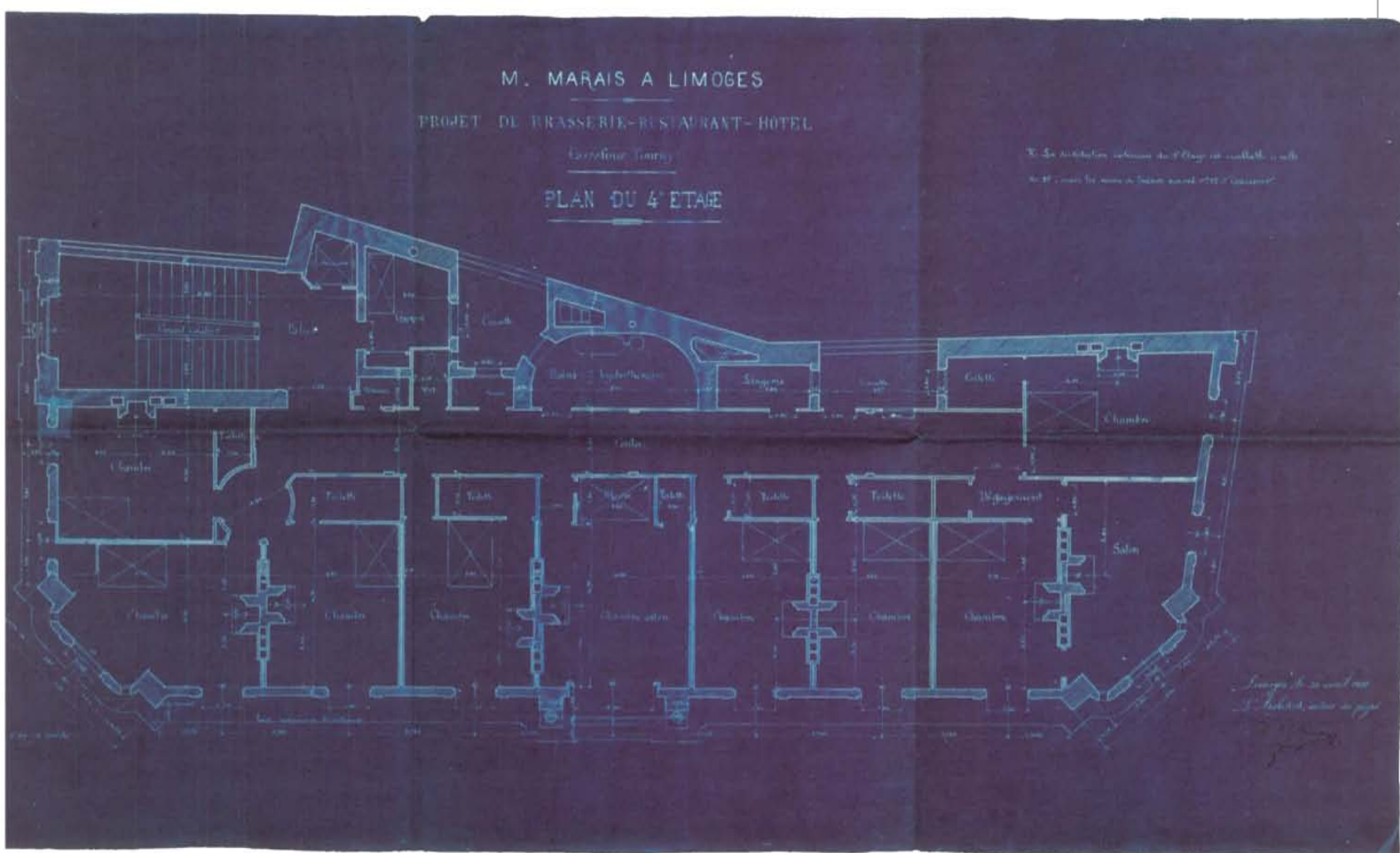
Immeubles à **structure de bois** (1750-1864)

Ce type de bâti succède progressivement aux constructions à pans de bois apparents, qui datent pour la plupart des XVII^e et XVIII^e siècles. L'un des

édifices typiques de ce style classique est l'hôtel Etienne de La Rivière, situé sur la place du Présidial, construit sous le Premier Empire (1804-1815).



Immeuble d'habitation de l'Automobile Club
place Léon-Betoulle, signé par l'architecte M. Moreau, 1934
(Archives municipales de Limoges)



Projet de brasserie restaurant hôtel Carrefour Tourny (Central Hôtel, Luk Hôtel), par D. Vergez, plan du 4^e étage, v. 1900
Contre calque 49 x 85 cm. Archives Municipales de Limoges - 5 M n.c.

En général, ces immeubles présentent une toiture à deux pans, une couverture de tuiles courbes ou en ardoise, des façades avec un rez-de-chaussée (et parfois le premier niveau) en pierre de taille ; les niveaux supérieurs à structure de bois sont enduits ; le décor est structuré, avec des entablements de bois (corniches d'avant-toit), un encadrement des baies, parfois en bois (corniches de

baies) et des bandeaux de bois ou de pierre. Les éléments d'architecture sont nombreux, tels les lucarnes, statues, ferronneries ou heurtoirs.

Cette architecture ne survit pas à l'arrêté municipal de 1864 qui proscriit l'utilisation du bois dans les constructions à la suite de l'incendie du quartier des Arènes.



Villa E. Mapataud
Coll. P. Colmar.

Immeubles et villas « Belle Epoque » (1850-1920)

La 2^e moitié du XIX^e siècle voit l'apparition de nouvelles constructions de style classique, concentrées dans les nouveaux quartiers résidentiels du Second Empire et des débuts de la Troisième République (Jourdan/Brettes, Arènes, Piaulaud, Emailleurs, avenue Baudin, Carnot, Viraclaud). Ces immeubles utilisent classiquement le granit ou plus récemment le calcaire. La toiture, à 2, 3 ou 4 pans et lucarnes, possède généralement une couverture en ardoises. La façade, avec soubassement et chaînages d'angle, est animée par les encadrements des baies et des travées, l'entablement ; les décors en pierre de taille de granit ou de calcaire encadrent une maçonnerie de moellons enduite. Les fenêtres à deux vantaux ont des volets persiennés ou des persiennes métalliques, avec des garde-corps en ferronnerie.

De nombreuses réalisations privées ont été répertoriées (de 4 à 20 par

architecte) signées et souvent datées, surtout entre 1873 et 1914 de J.-B. Blanc, Bouchemousse, Chabrefy, Couturier, Despau, Jules Godefroy, Jouhaud de Verdier, Laforgue, Ménissier-Rocher, Nouger, Pénichoux, Planckaert, Sautour, Treich, Vergez. Une bonne partie d'entre eux présente des projets ou réalise également des bâtiments publics à Limoges.

En périphérie ou en zone d'habitat moins dense, des villas d'agrément ou d'habitation sont bâties pour le compte de la grande bourgeoisie locale ou le patronat. Certaines d'entre elles, affectant l'apparence d'une demeure privée, cachent d'autres fonctions, comme la villa Bellevue construite en 1904, qui est le pavillon des femmes de l'hôpital de Naugeat ; d'autres acquièrent par la suite la fonction médicale, comme la villa du docteur Chénieux, bâtiment d'origine de la clinique Chénieux.



Vue ancienne de la clinique Chénieux
Coll. P. Colmar.

Immeubles « entre deux guerres » (1914-années 1950)

Des réalisations d'un type nouveau apparaissent à partir des années 1910 dans les opérations de la rue Jean-Jaurès, la reconstruction du quartier du Verdurier et le boulevard Louis-Blanc. Ce style, souvent qualifié d'« art déco » ou de « modern style », utilise le béton apparent en façade et affectionne le vocabulaire décoratif dégagé de leur traitement classique. Il se prolonge jusque dans les années 1950 et 1960, avec la période de reconstruction, laissant alors la place à un post-modernisme aux sources d'inspiration diversifiées. Les réalisations répertoriées en plus grand nombre (entre 3 et 8) sont signées Pierre Chabrol, Geay, Gay-Bellile, Laval, Mandon-Joly et

Villemain, Moreau, Sautour, Védrières. Certaines constructions surprennent par leur audace, comme la maison du docteur Périgord (avenue de la Libération) l'une des rares demeures privées de l'architecte parisien Auguste Perret en 1937.

Le bâti de ce type affectionne les toitures en terrasse ou à deux pans, avec couverture en ardoise ; les façades, de briques ou de béton apparent présentent des fenêtres à deux vantaux avec carreaux recoupés au tiers supérieur, persiennes métalliques et présence de garde-corps en ferronnerie. Les décors de façade sont souvent assurés par des frises et des moulures.

L'architecture commerciale : de la boutique aux grands magasins

Boutiques, devantures et vitrines

Les boutiques traditionnelles de Limoges au XIX^e siècle ne diffèrent guère de celles de la rue de la Boucherie, même si ces dernières ont souvent été créées antérieurement : l'architecture de la devanture est en bois et de forme simple, avec volets de bois et tablettes rabattantes à l'extérieur. Au début du XX^e siècle, des innovations apparaissent progressivement : l'enseigne en bois sculpté ou en zinc, seul élément en saillie, l'encadrement de la vitrine en placage de bois, le remplacement des volets en bois par des rideaux métalliques, les décors de boutiques suivant l'évolution du style « art

nouveau ». Dans la 2^e moitié du XX^e siècle, le réaménagement des anciens commerces voit se généraliser l'habillage frise aluminium doré ou plastique, le lettrage stylisé, l'éclairage de façade ; les boutiques des constructions nouvelles affectionnent comme l'habitat privé les façades austères et sans recherche, avec emploi généralisé du plastique ou du bois stratifié, avec plaquages de pierre, marbre ou carrelage pour créer des effets décoratifs. Certaines des boutiques subsistantes, particulièrement représentatives et bien conservées, ont déjà acquis une valeur patrimoniale.



Vue de la devanture de Jules Vouzelle, place Saint-Martial
S.d. (v. 1912) - Archives municipales de Limoges

Sièges bancaires, grands magasins, hôtels, brasseries...

Outre les boutiques, l'architecture commerciale, interface du monde économique et industriel avec ses clients, développe d'autres formes de bâtiments de dimensions supérieures, alliant prestige et fonctionnalité : sièges de firmes et d'établissements bancaires (caisse d'épargne, comptoir national d'escompte...) mais aussi grands magasins, comme le bâtiment ancien (et détruit par un incendie) des Nouvelles Galeries installées rue Porte-Tourney, près de la place de la République, au tournant du XX^e siècle ou « aux Dames françaises » dans la rue Jean-Jaurès, reconnaissables à leur dôme. C'est cette tradition des grands magasins de centre-ville que poursuivent les actuels bâtiments de la place de la République (Nouvelles Galeries, Monoprix) tandis que les grands centres commerciaux de l'hypercentre (Saint-Martial, avenue Garibaldi) et surtout de la périphérie (Aurence, Beaubreuil, zone Nord, Portes Ferrées, Casseaux...) ne présentent pas d'originalité marquée par rapport à leurs homologues des villes d'égale importance, imposant la logique d'un noyau d'une ou plusieurs enseignes

de grandes surfaces entourées ou non d'une galerie marchande, quand il ne s'agit pas de zones commerciales où sont juxtaposées des magasins de type entrepôt, où dominent les enseignes d'aménagement de l'espace privé intérieur ou extérieur (bricolage, jardinage, loisirs...).

La Belle Epoque constitue également l'âge d'or pour les grands hôtels de tourisme qui nécessitent de nouvelles constructions. Parmi les réalisations de cette époque (hôtel Moderne, boulevard Victor-Hugo, hôtel de la Paix, place Jourdan...), l'une des plus remarquables est certainement le Central hôtel (aujourd'hui Luk Hôtel), construit par Dominique Vergez au carrefour Tourny : avec son rez-de-chaussée et ses quatre niveaux, il fut longtemps l'immeuble le plus haut de Limoges. Sa salle de réception est à rapprocher des intérieurs des grandes brasseries telles le « Grand café de l'Univers » qui lui faisait face sur le carrefour Tourny, avec une utilisation heureuse du bois dans la décoration.



Vue des Nouvelles galeries
Coll. P. Colmar.



Projet d'installation du magasin Moreau-Dupuy
dans la nouvelle rue centrale (rue Jean-Jaurès), 1913
Coll. part.



Fontaine de l'Hôtel de ville, Ch. Genuys
Vue d'ensemble (avec l'hôtel de ville en fond)
42 x 52 cm. Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.

7

L'art au service de la ville



Un programme d'embellissement par l'art

L'art appliqué à l'industrie

On a coutume d'opposer le monde de l'industrie au monde de l'art. Pourtant dans la 2^e moitié du XIX^e siècle, Limoges avec le développement de l'industrie de la porcelaine, illustre de façon singulière le débat art et industrie et s'engage dans la voie de l'art industriel en participant au renouveau des arts décoratifs.

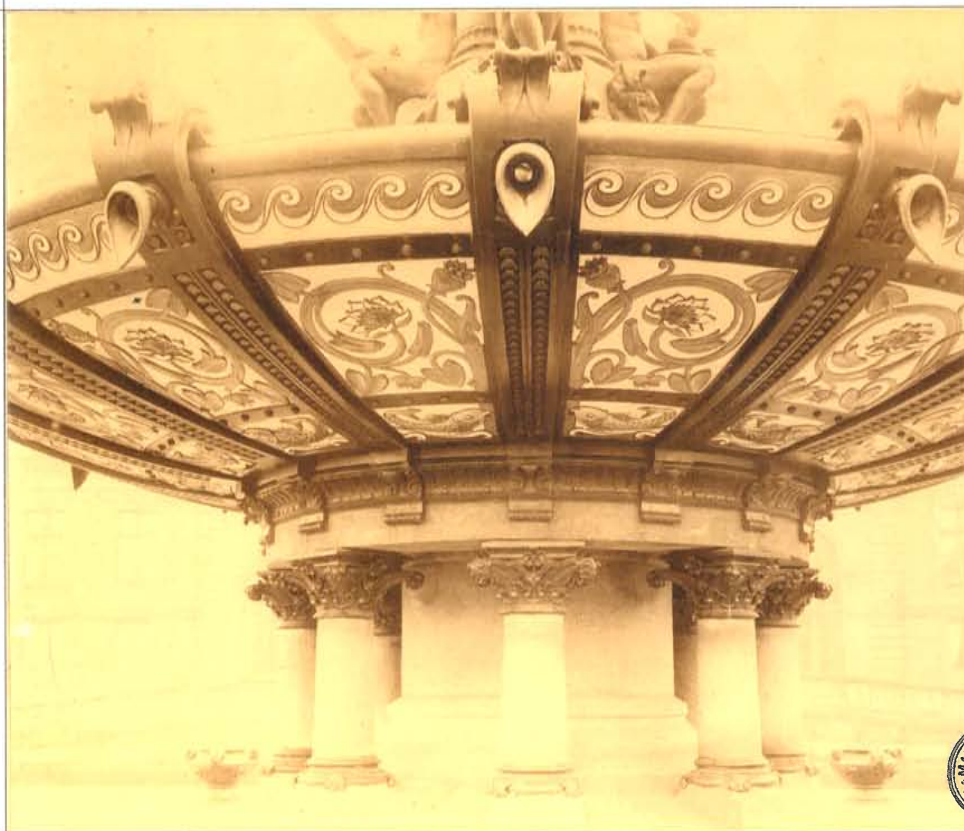
Dans les années 1870, le climat artistique est lié à l'activité du musée, de l'école des Beaux-Arts et à l'organisation d'expositions.

L'accroissement des collections du musée, son ouverture dans l'ancien asile d'aliénés et les projets de construction d'un nouveau bâtiment, place d'Orsay, prouvent le dynamisme et l'attachement de la Ville à cette institution. Indissociable du musée, l'Ecole municipale des Beaux-Arts appliqués à l'industrie, créée en 1867, a pour but de former des professionnels de l'art, des ouvriers formés au beau, capables de répondre aux besoins des industriels de la porcelaine. Sous l'impulsion d'Adrien Dubouché, homme d'affaires et artiste, collectionneur et mécène, avec le concours de la municipalité, le musée et l'école participent au même élan de promotion de l'enseignement de l'art appliqué à l'industrie. «Ouvrir des collections, des bibliothèques et des écoles ; fonder dans nos centres manufacturiers un enseignement théorique et pratique des beaux-arts appliqués à l'industrie ; telle est la nécessité la plus pressante de notre époque». Limoges applique le programme de l'Union centrale des Beaux-Arts appliqués à l'industrie qui vise à réconcilier l'art et l'industrie par l'éducation du goût au beau, «entretenir en France la culture des arts qui poursuivent la réalisation du beau dans l'utile». Les expositions d'art et d'industrie qui se tiennent à Limoges jouent un rôle important, elles sont des lieux de confrontation où artistes et industriels présentent

leurs travaux.

Lorsque l'Ecole municipale devient en 1881, l'Ecole nationale d'art décoratif, A. Louvrier de Lajolais en est nommé directeur. Il administre déjà depuis 1877 l'Ecole nationale des arts décoratifs de Paris et reçoit en 1884 la direction de celle d'Aubusson. Personnalité parisienne, active et engagée dans le monde des arts,

c'est un ardent défenseur de l'enseignement artistique au service de l'industrie à la suite d'Adrien Dubouché. Il propose une politique d'embellissement de la Ville pour démontrer et justifier le rôle des établissements artistiques qu'il dirige. Les écoles doivent rendre des services à l'industrie, innover en montrant les possibilités de la céramique architecturale.



Fontaine de l'Hôtel de ville Ch. Genuys, vue de détail, la vasque
42 x 52 cm (cliché 22 x 28 cm). Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.

La fontaine de l'Hôtel de Ville illustre cette volonté d'A. Louvrier de Lajolais. Inaugurée en octobre 1893, initialement prévue pour la place de la République, elle est réalisée d'après les plans de C. Genuys, architecte et professeur à l'Ecole nationale des arts décoratifs de Paris. Elle utilise des matériaux difficilement conciliables, la porcelaine architecturale, le bronze et la pierre. C'est un exemple de collaboration entre les écoles de Paris et Limoges avec la participation des industriels, la manufacture Guérin pour la fabrication des plaques en porcelaine et l'orfèvre parisien Trouillier avec l'aide de Désiré de Limoges, pour la fonte des bronzes. Œuvre connue, reconnue et appréciée par les Limougeauds, elle a valeur d'exercice d'application pour les élèves dans le cadre de travaux dirigés par les professeurs.



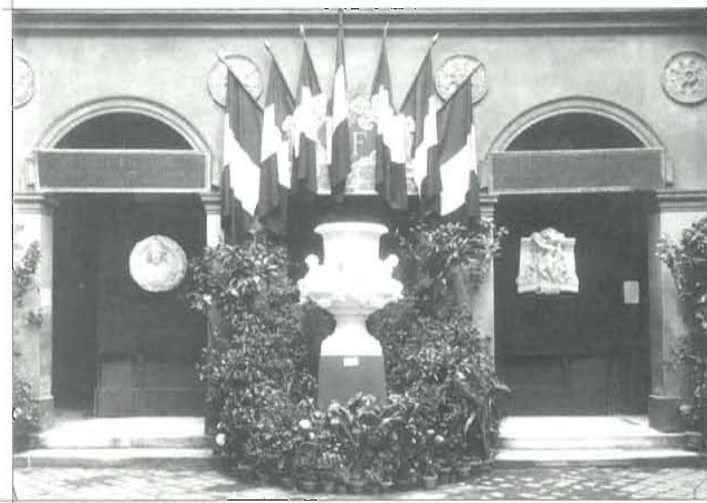
Fontaine de l'Hôtel de ville
Ch. Genuys, vue de détail, les putti
42 x 57 cm (2 clichés jumelés). Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.



Théâtre municipal
Projet de décoration de la façade principale
62 x 81 cm. Archives Municipales de Limoges - 2 Fi.

Inauguré depuis 1840, le théâtre municipal présente à la fin du XIX^e siècle une façade d'un aspect désuet et sévère. Pour l'animer et la moderniser, le projet de décoration de 1895, utilise les savoirs-faire de chaque école. Les motifs de fleurons dans les écoinçons et les portraits en relief sont prévus en porcelaine architecturale par l'Ecole de Limoges, ils ne figureront pas sur la façade. En revanche les six vases exécutés en plomb repoussé par la maison Duvenne et offerts par l'école de Paris, sont installés.

Vase Prieur-Bardin
Vase ornemental en pierre, vue, 1894
28 x 36 cm (cliché 25 x 32,5 cm). Archives Municipales de
Limoges - Fi n.c.





L'Enfant au cygne
Projet de statue pour la place Fournier, par Baptiste Caminade, s.d.
29 x 24,5 (cliché 24 x 17,5 cm). Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.

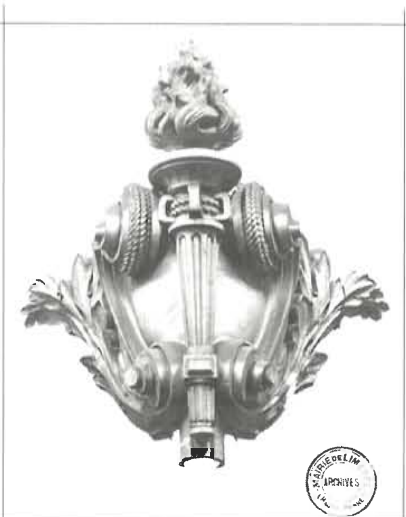
Un goût d'inachevé ?

Quelques réalisations publiques du début du XX^e siècle affichent un programme artistique ambitieux. C'est le cas du projet de cirque-théâtre Balley-Boursier, qui souhaite utiliser la porcelaine pour la façade lors du concours de 1903. C'est aussi le cas de la nouvelle gare des Bénédictins dans les années 1920. Une série de photographies datées d'octobre 1926 présente des modèles à exécuter en zinc, en plomb ou en cuivre par la Société des Ouvriers Plombiers Couvreur et Zingueur (S.O.P.C.Z.) pour la coupole et le campanile. Ces éléments participent à l'animation décorative de la façade de ce monument-phare de la ville, tout comme les sculptures réalisées par Varenne.

Le vase ornemental, exécuté en pierre par Léon Prieur-Bardin (1870-1939) est le travail d'un élève de l'Ecole d'art décoratif de Paris. Le traitement des jeunes enfants adossés au vase rappelle les modèles en bronze des enfants de la fontaine de l'hôtel de ville. Ce vase offert à la Ville en 1894 est placé dans le hall d'honneur de la Mairie. Aujourd'hui l'exposition lui permet de retrouver son statut d'œuvre d'art décorative et monumentale.

Le plâtre de l'Enfant au cygne, signé par Baptiste Caminade donne lieu à une réalisation en bronze. C'est un don d'A. Louvrier de Lajolais, installé place Fournier, à l'arrière du théâtre municipal ; l'œuvre est fondue en 1942.

L'action d'A. Louvrier de Lajolais, soit par des dons personnels soit par les dons des travaux d'élèves, est au service de la politique d'embellissement et de décoration de l'espace urbain. La collaboration entre le réseau des écoles d'art, les professeurs, les élèves et les industriels donne lieu à des créations originales par leur conception et leur qualité.



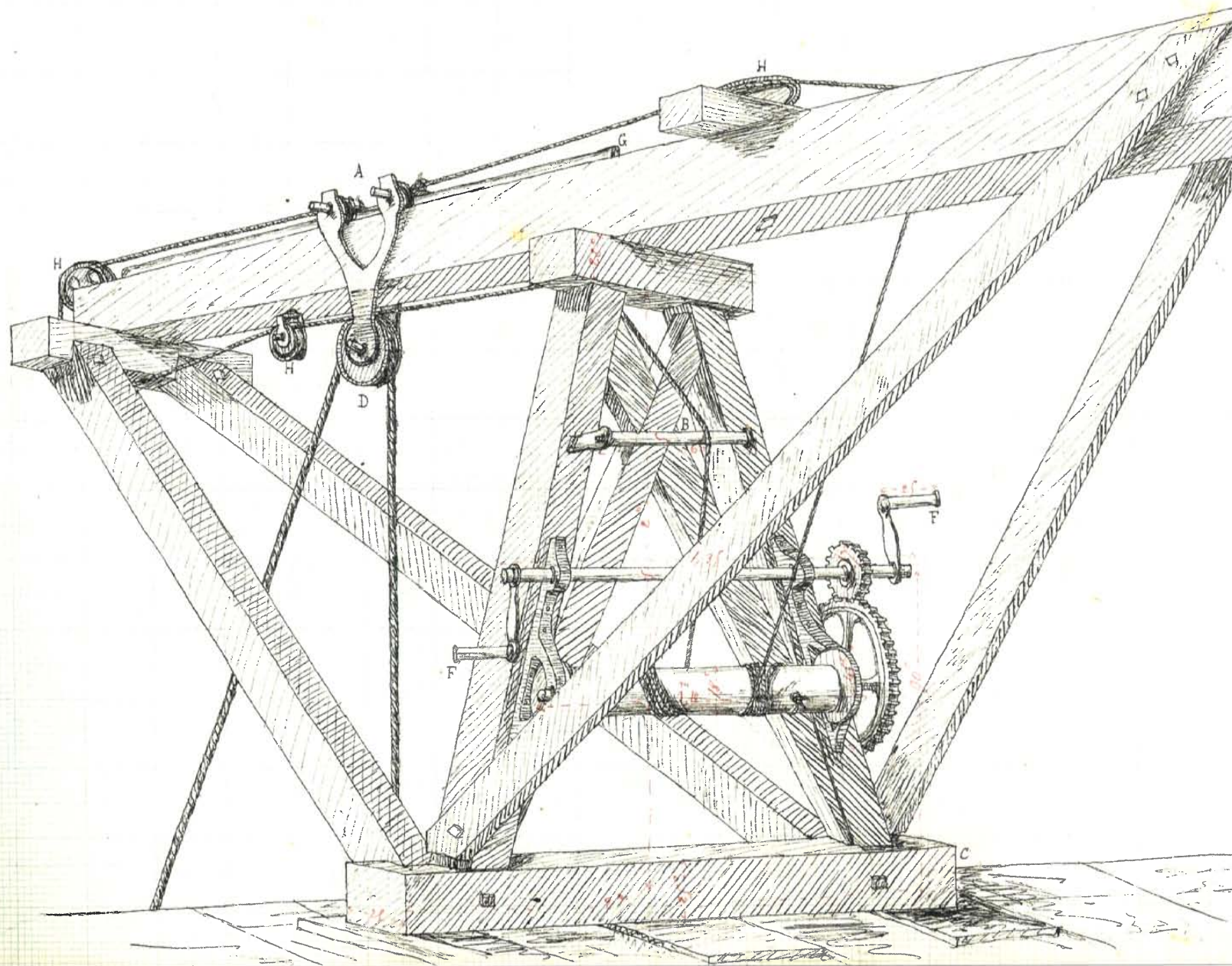
Gare des Bénédictins
Décoration, par la S.O.P.C.Z., motif d'arêtier en cuivre du campanile, face, oct. 1926
33 x 27 cm (cliché 22,5 x 16,5 cm).
Archives Municipales de Limoges - Fi n.c.

Les quelques exemples cités ici montrent bien qu'à l'évidence la politique d'embellissement et de décoration urbaine n'a pas été une fiction à Limoges. Il est pourtant permis de s'interroger sur sa portée réelle : mis à part pour quelques hommes engagés, elle n'a jamais revêtu un caractère prioritaire, pour les industriels notamment. Passée la fin du XIX^e siècle, elle semble s'être essoufflée malgré quelques réussites incontestables (décor du pavillon du Verdurier par exemple) et un passage partiel de cette démarche à l'usage des habitations privées (réalisation de frises, de vitraux). Au vu des fruits qu'elle portait à la fin du XIX^e siècle, la rencontre des arts et des industries de la céramique et de la porcelaine à Limoges n'aurait-elle pas dû être encore plus féconde encore ?

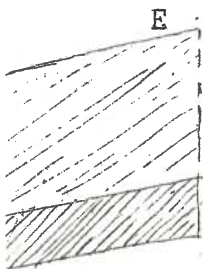


Francis Chigot, le Pommier, Arbre en fleurs
Vitraux
Limoges, pavillon du Verdurier.

Fig. I



Charles Geay, Ecole impériale des arts et manufactures
Carnet de croquis, 1^{re} année, (1863-1864), engin servant à élever des matériaux
19 x 52 cm . Coll. part.



8

L'architecte et son action à Limoges



Le métier d'architecte avant 1940

L'architecte se définit comme le **maître-d'oeuvre**, il doit concevoir et réaliser un projet. «L'architecte est l'artiste qui compose les édifices, en détermine les proportions, les distributions, les décorations, les fait exécuter sous ses ordres et en règle les dépenses». Son travail nécessite des compétences théoriques et pratiques, scientifiques et artistiques pour passer du projet à la réalisation. La mise en forme de ses idées s'exprime par le dessin.

La situation des architectes au XIX^e siècle est complexe. D'une part la naissance de la société industrielle, l'introduction de nouvelles technologies, l'évolution des besoins et de la commande créent un nouveau marché mais par ailleurs ils sont fragilisés par la concurrence d'autres métiers : ingénieurs, entrepreneurs, urbanistes, décorateurs.

Au XIX^e siècle, la formation officielle des architectes est dispensée par l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, qui jouit d'un rayonnement et d'un prestige sans égal. L'enseignement de la section d'architecture repose sur des concours mensuels et annuels, sur le travail en atelier et sur les cours théoriques. Le grand prix de Rome est la plus haute récompense. Un courant contestataire critique la faiblesse de l'enseignement technique et scientifique, les conditions d'accès au grand prix de Rome, la composition du jury, le choix des sujets «invraisemblables et mégalomaniques». Il existe d'autres voies d'accès à la profession comme l'Ecole centrale d'architecture, créée en 1865 qui devient l'Ecole spéciale d'architecture. L'Ecole des arts et manufactures forme des ingénieurs qui parfois choisissent d'être architecte. D'autres, peu nombreux, se forment sur le terrain au contact des professionnels et d'entrepreneurs, deviennent architectes.

Pour encadrer la profession, l'Ecole des Beaux-Arts délivre le premier diplôme d'architecte en 1867. Jugé peu utile dans un premier temps, il permet une reconnaissance du statut d'architecte par la suite. La loi du 31 décembre 1940, instituant l'ordre

des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte, met un terme au débat sur l'obligation du diplôme pour exercer.

La vie associative est importante pour ce milieu professionnel qui s'organise et débat sur la nécessité d'un diplôme, le contenu de la formation, les rapports avec les autres métiers. Au niveau national, la Société centrale des architectes, créée en 1843, défend leurs intérêts. En 1877, la Société des architectes diplômés par le gouvernement est la plus grosse association professionnelle, en 1911 elle fête son millième adhérent.

En province, les architectes se regroupent en associations régionales pour affirmer leurs prérogatives, sortir de leur isolement, lutter contre la concurrence des entrepreneurs et le contrôle des architectes parisiens sur la production locale. En Limousin, il existe deux associations : la plus ancienne fondée en 1877 est l'Amicale des architectes diplômés par le gouvernement ; la seconde créée en 1890, à l'initiative de C. Geay, est la Société régionale des architectes du Limousin, de l'Angoumois. En 1893, le Périgord vient élargir son champ d'action.

Les architectes sont de plus en plus nombreux à la fin du XIX^e siècle. L'émergence de nouvelles classes sociales entraîne de nouveaux commanditaires et le développement des villes offre de nouveaux programmes avec, par exemple, l'architecture industrielle et l'habitat social. Peut-on alors parler d'âge d'or de la profession ?



La formation de l'architecte :
l'exemple de l'Ecole nationale et spéciale des Beaux arts
Coll. part.



L'architecte E. Jouhaud de Verdier en visite
sur un chantier de construction rue François-Chénieux,
non loin du dôme de la chapelle de la Visitation, v.1910
Coll. part.

Les Geay (Charles et Henri), père et fils

Portrait de Charles Geay
Coll. part.



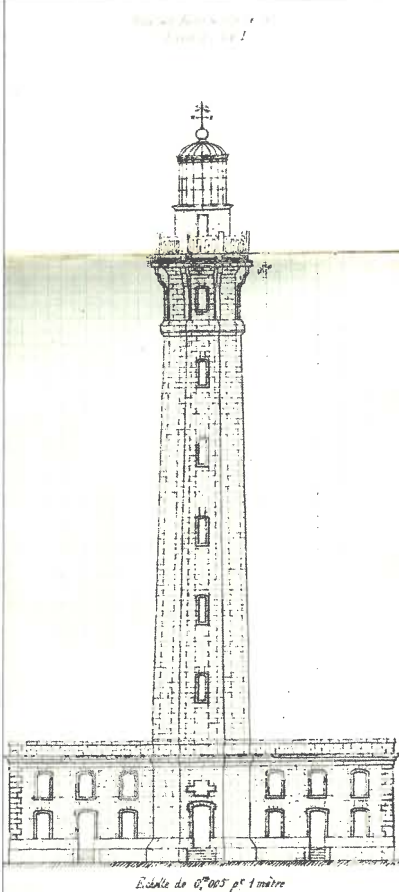
Louis Charles Geay

(Saint Georges de Didonne,
1843, Limoges 1898)

Formé à l'Ecole centrale des arts et manufactures à partir de 1863, il commence sa carrière comme ingénieur-architecte aux chemins de fer avec la construction de la ligne Angoulême-Saintes, puis la poursuit à Cognac où il construit des bâtiments industriels et des hôtels particuliers pour la bourgeoisie. Arrivé à Limoges en 1877, il est nommé inspecteur diocésain en 1881, architecte des hospices, inspecteur des monuments historiques, membre de la commission des bâtiments civils et président de la Société Gay-Lussac. Il fonde aussi la Société régionale des architectes du Limousin, Angoumois, Périgord en 1890. On le compte parmi les membres de la Société centrale des architectes en 1894. C. Geay a mené une double carrière comme architecte au service des différents corps de l'Etat mais aussi comme architecte privé.

Quelques réalisations à Limoges :

- La cathédrale : agrandissement et restauration
- L'hôpital : bâtiments de la maternité et des enfants assistés, pavillons
- Asile Chastaingt (en collaboration avec son fils)
- Halles centrales et hôtel de ville : suivi des travaux
- Comptoir national d'escompte de Paris (immeuble à pan coupé à l'angle du boulevard Carnot et de la rue des Vénitiens)
- Hôtels particuliers



Charles Geay, Ecole impériale des arts et manufactures
Carnet de croquis, s.d. (1864-1865 ou 1865-1866),
travaux de vacances, le phare des Baleines, île de Ré
52 x 19 cm. Coll. part.



Portrait d'Henri Geay
Coll. part.

Louis Charles Henri Geay (Cognac, 1875, Limoges, 1945)

Fils de Charles Geay, Henri Geay fait ses études à l'Ecole nationale des Beaux-Arts de Paris, où il est l'élève des professeurs-architectes Blondel, Scellier, Gisors et Defrasse. Architecte diplômé par le gouvernement en 1906, il débute sa carrière en 1907 avec la réalisation de la Bourse et de la chambre de commerce d'Angoulême. L'essentiel de son activité se situe à Royan, Cognac, Jarnac, Limoges, en Corrèze, en Creuse et concerne la commande privée : villas, châteaux, hôtels particuliers, maisons de rapport. Il construit aussi des bâtiments scolaires à Mézières, Magnac-Laval et restaure des édifices religieux à Séréilhac,

Maisonnais, Cromac. De 1911 à 1929, il occupe le poste d'architecte des Monuments historiques de la Haute-Vienne. Il est par ailleurs mentionné comme architecte départemental des bâtiments civils et conservateur des objets d'art classés. Architecte des P.T.T., il réalise l'immeuble de la rue E. Vaillant dans le nouveau quartier du Verdurier. Il est membre de la Société des architectes diplômés et secrétaire de la Société des architectes du Limousin, Périgord et Angoumois. Ses carnets de dessins attestent d'un goût prononcé pour les voyages. En 1944, il cède son agence à l'architecte Jaloux, son ancien dessinateur.

Hôtel Particulier à Limoges rue d'Isly (1908)



M. L. Docteur Monié Propriétaire

Henri Geay, album photographique légendé des projets et réalisations

1897-1908, maison du docteur Monié, rue d'Isly
25 x 72 cm. Coll. part.

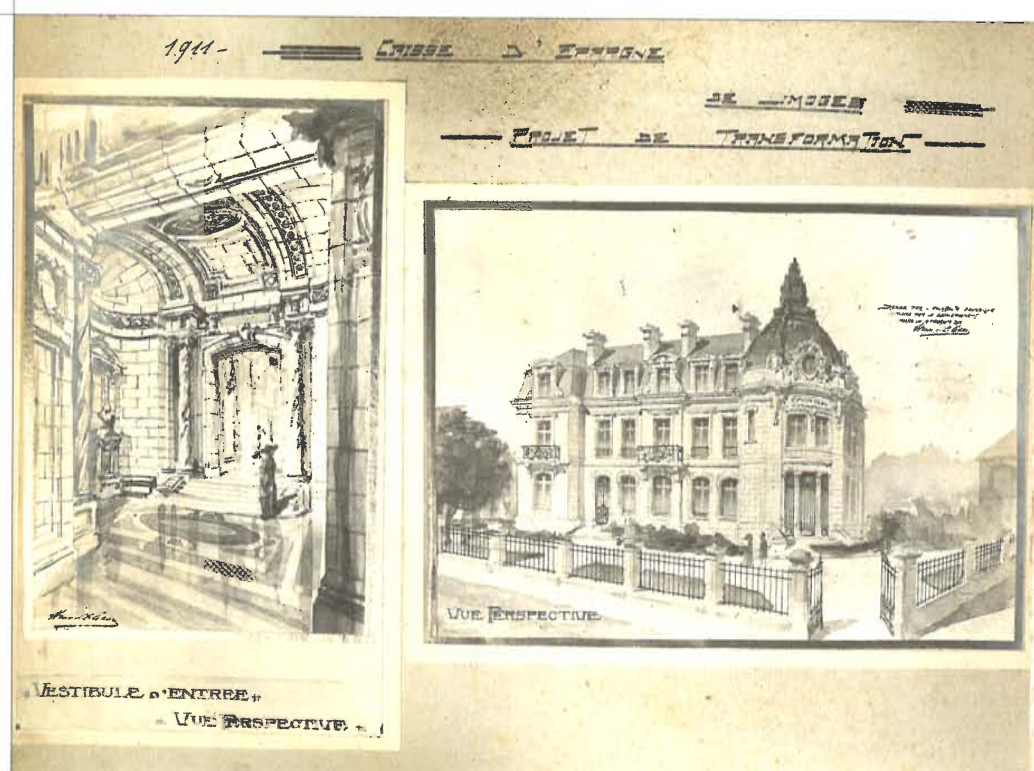
Henri Geay, dessins de voyage

Athènes, Parthénon côté est, 15 août 1902, daté et signé
Gouache, 21 x 33 cm. Coll. part.

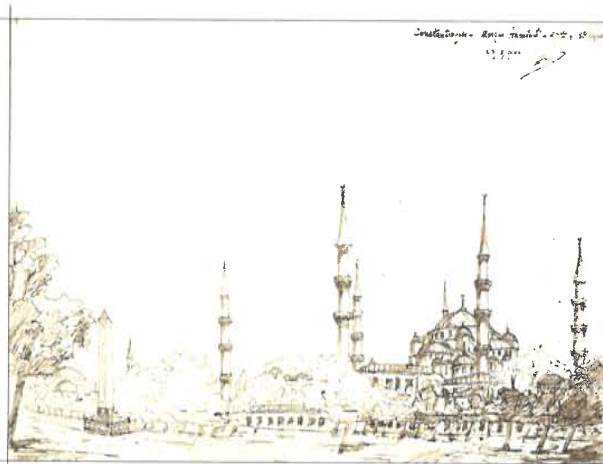




Henri Geay, carnets de voyage, Italie
Notes et croquis au crayon : Gênes, croquis de
la colonnade de la cathédrale, novembre 1893
40 x 13 cm. Coll. part.



Henri Geay, album photographique légendé des projets et réalisations
1908-1913, folio 23 v, projet de transformation de la Caisse d'Épargne de Limoges
25 x 72 cm. Coll. part.



Henri Geay, dessins de voyage
Constantinople, mosquée Ahmedîye, à gauche Sainte-
Sophie, 23 août 1902
24 x 32 cm, dessin à la plume. Coll. part.

Quelques réalisations :

- Cognac : hôtel de M. de Salignac- Fénelon
- Limoges : maison du Dr Monié, rue d'Isly, villa du Dr Jacquet, rue Mirabeau, immeuble des P.T.T., rue E. Vaillant, vers 1931, usine GDA, bâtiment parallèle à la Vienne, 1902, logements ouvriers pour le «Foyer limousin», faubourg des Casseaux, 1902
- Aux environs de Limoges : agrandissement et constructions au Mas-le Font (Le Vigen)
- Corrèze : Château du Pin

Les Tixier

(Auguste et Jules), père et fils

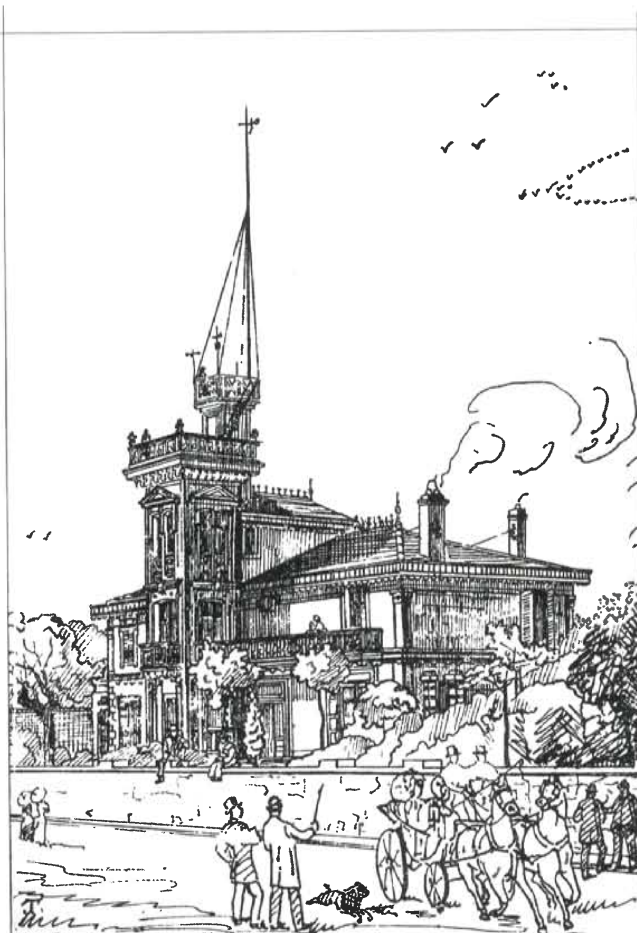
Pierre Jacques dit **Auguste Tixier** (Bourganeuf, 1817, Limoges, 1889) occupe le poste d'architecte départemental de 1875 à 1883, date de sa révocation. Dans le cadre de ses fonctions, il surveille et entretient le patrimoine immobilier de l'Etat parmi lequel on peut citer pour Limoges : l'Ecole normale d'institutrices et d'instituteurs, l'asile d'aliénés, le palais de justice, la prison... Il donne un projet de restauration et d'agrandissement pour l'Hôtel de préfecture, situé dans l'ancien hôtel des intendants (aujourd'hui l'école du Présidial). La carrière, la personnalité et l'activité du fils Jules, ont placé au second plan celle du père Auguste et ont entraîné des confusions.

Pierre **Jules Tixier** (Limoges 1855 -1934) fils d'Auguste Tixier est formé à l'Ecole nationale des Beaux-Arts de Paris. Architecte diplômé par le gouvernement, esprit curieux et ouvert, il tient une place de choix à Limoges tant par la diversité de ses centres d'intérêt que par son œuvre bâtie. Archéologue et historien, il laisse d'intéressantes notes et dessins et une importante bibliographie. Son fonds a été acquis par les Archives départementales de la Haute-Vienne en 1935.

Engagé dans de nombreuses associations locales, il est président de la Société régionale des architectes, vice-président de la Société archéologique, membre actif de la Société Gay-Lussac. Comme architecte des Monuments historiques de la Haute-Vienne, il participe à la restauration de nombreuses églises. Ses constructions pour l'architecture privée sont des hôtels particuliers, des maisons de campagne, des établissements pour l'enseignement qui se distinguent par l'élégance du style et l'emploi judicieux du granit. Son intérêt pour l'agriculture et sa passion pour le cheval lui ont permis des créations audacieuses pour l'architecture rurale (domaine agricole avec demeure et étable).



Portrait de Jules Tixier
Dictionnaire biographique de la Haute-Vienne.



L'Observatoire de Limoges
Dessin de J. Tixier
Archives Municipales de Limoges.



Etienne Jouhaud de Verdier (1873-1932)

Ancien élève de l'école nationale des Beaux-Arts où il entre en 1891, élève de Guadet, il s'installe à Limoges en 1897. Il y réalise de nombreuses constructions d'immeubles, maisons et hôtels (une vingtaine repérées dans les dépôts de permis de construire ou le minutier familial), dont seuls quelques-unes sont signées. Il est bibliothécaire de la Société régionale de l'Association provinciale des architectes français. Installé dans l'immeuble du 11, rue du

Général-Cérez qu'il a lui-même construit en 1902-1903, il est associé à partir du début des années 1920 à son élève Marcel Moreau. Il réalise également quelques bâtiments industriels (usine Laplagne, rue Théodore Bac et probablement usine d'effilochage Blanc et Legros, rue du Naveix). Il disparaît prématurément en septembre 1932. Son associé Marcel Moreau achève les projets en cours et poursuit l'activité de son cabinet.

Quelques réalisations :

- à Limoges : immeubles, maisons et hôtels particuliers dans l'hypercentre (3 dans la rue Jean-Jaurès, 2 dans la rue François-Chénieux, 2 sur la place de la Mairie, 2 sur la place Marceau, boulevard Victor-Hugo, avenue Garibaldi, rue du Général-Cérez, cours Gay-Lussac...), bâtiments industriels (rue Théodore-Bac et rue du Naveix).
- En Haute-Vienne : villas et hôtels particuliers (à Isle, Saint-Priest-Taurion, Aix-sur-Vienne, Couzeix) dans un style classique ou régionaliste (influence du pays basque où il a séjourné pendant la première guerre mondiale), monuments aux morts (Isle, La Geneytouse), école (La Chassagne, commune de Saint-Priest-Taurion), poste (Saint-Priest-Taurion), sanatorium (Isle, projet de transformation du Val d'Enraud), hôtel de voyageurs (Isle).



Etienne Jouhaud de Verdier
a. Deux paysages du pays basque, 1915
Coll part.



Avril 1914 - Les 2/3 de la Tonde descendue sur la 1^{re} plateforme de

Eglise Saint-Michel des Lions
Restauration du clocher et changement de la boule
Coll. Part.

9

Quand immeubles
et quartiers
deviennent **patrimoine**



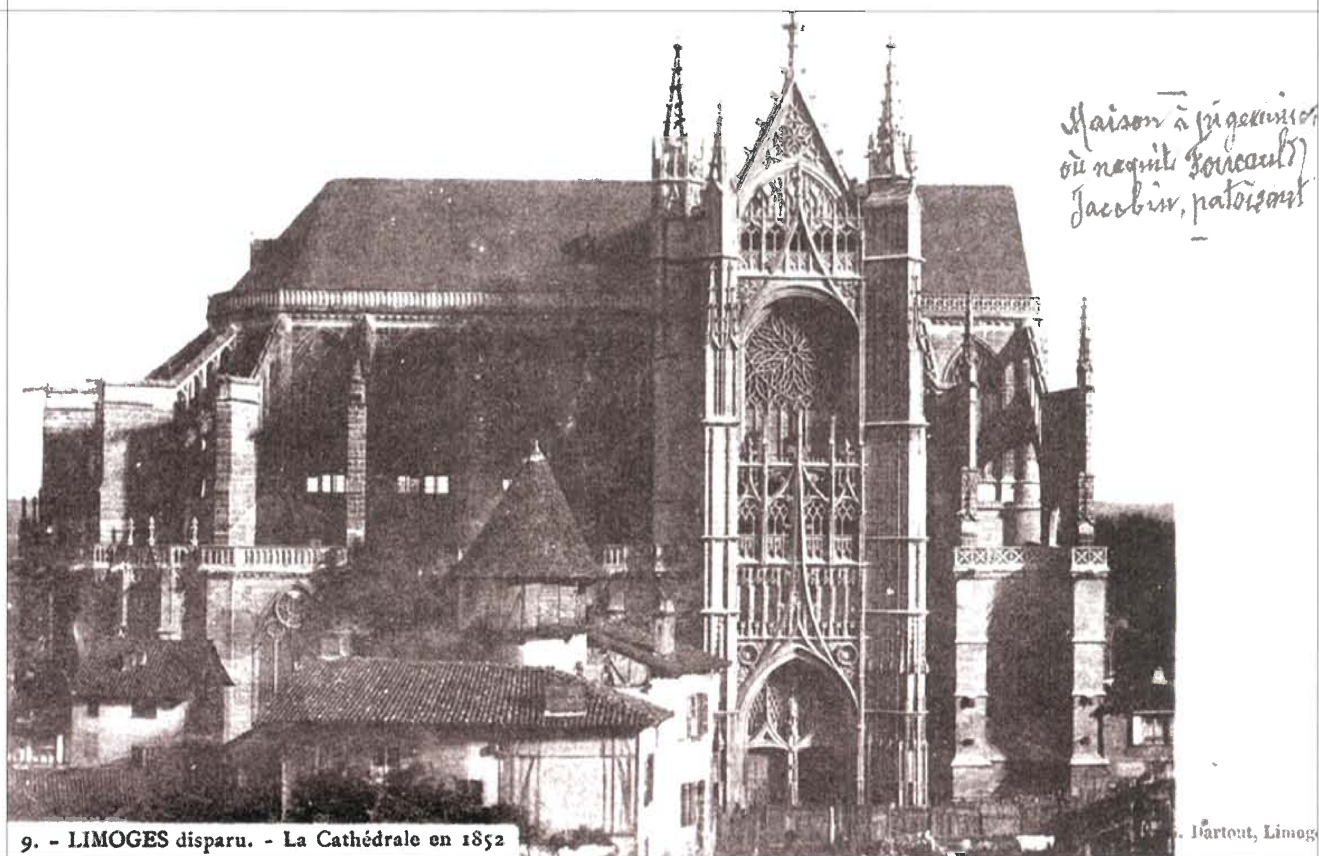
Protection du **patrimoine** bâti et **rénovation** des quartiers

La protection au titre des Monuments historiques

La prise de conscience de la **valeur** du **patrimoine** bâti et de la nécessité de sa sauvegarde émerge sur le plan national à partir de 1840 avec la publication de la première liste, fruit du travail de Prosper Mérimée, premier inspecteur général des Monuments historiques.

Pendant longtemps, la protection du patrimoine à Limoges demeure très restreinte puisqu'en 1914 elle se limite à 3 églises (la cathédrale, Saint-Michel-des-Lions et Saint-Pierre-du-Queyroix), les deux ponts anciens (Saint-Martial et Saint-Etienne), le palais de l'Evêché et 3 éléments lapidaires (une stèle gallo-romaine et deux croix en pierre devant la chapelle Saint-Aurélien et sur la place de Beaune-les-Mines).

Vue de la cathédrale Saint-Etienne inachevée
Coll. P. Colmar.



9. - LIMOGES disparu. - La Cathédrale en 1852

J. Dartout, Limoges



*Novembre 1913 - Clocheron S.E. à l'extérieur des
ouvriers - Paris -*

Janvier 1913 - les échafauds construits

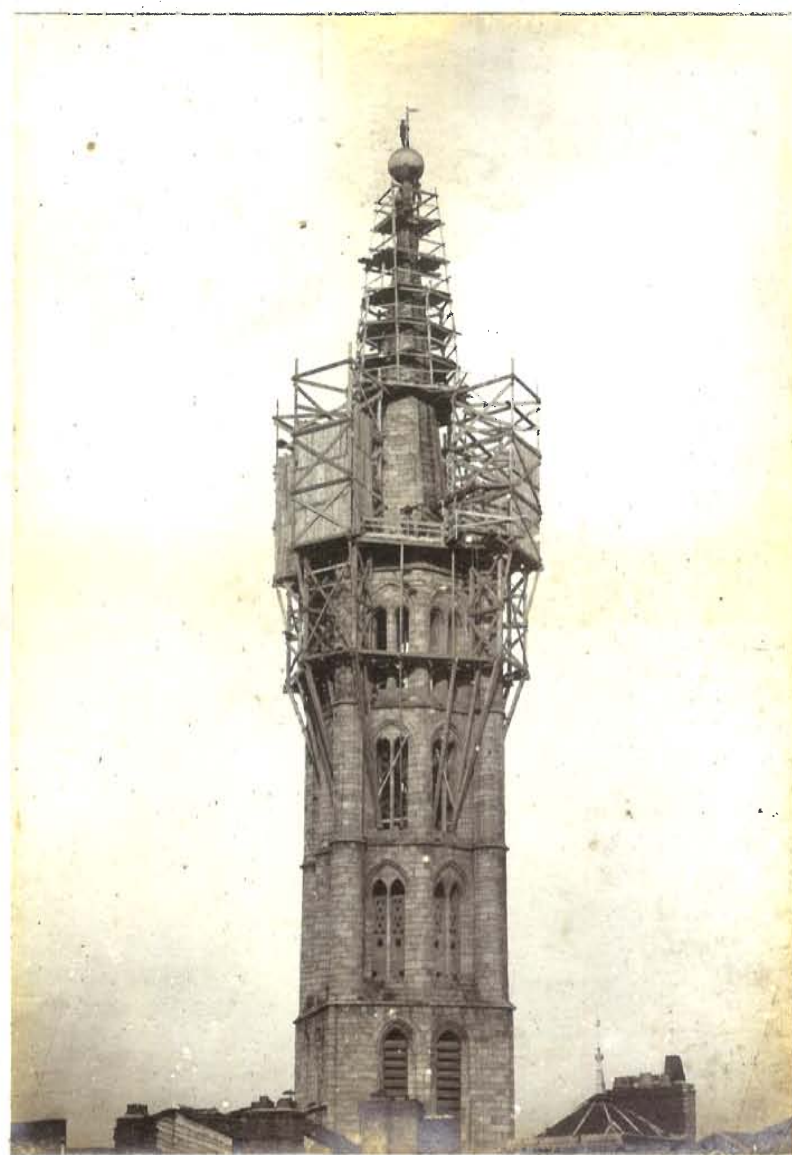
Eglise Saint-Michel-des-Lions
Restauration du clocher et changement de la boule
Coll. Part.



Avril 1914 - Eglise St Michel des lions - en attendant de la boule -



Avril 1914 - au 1/2 de la boule descendue sur la 1/2 platière de charbon



Eglise Saint-Michel-des-Lions
Restauration du clocher et changement de la boule
Coll. Part.

C'est dire que depuis la Révolution, cette prise de conscience, pour autant qu'elle ait eu lieu, n'a pas permis d'infléchir le cours des nécessaires opérations d'urbanisme menées au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, qui ont négligé la conservation de quelques éléments majeurs du patrimoine bâti antérieur : ainsi la maison Nivet (XVII-XVIII^e siècle) dans le Viraclaud ou la maison gothique Bosvieux (XIV^e-XV^e siècle) dans le Verdurier suivent entre 1900 et 1914 le sort qu'avait subi l'abbaye Saint-Martial à la Révolution.

La loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et celle du 2 mai 1930, relative à la protection des monuments naturels et des sites, intégrées depuis le 20 février 2004 dans le code du patrimoine (articles L. 621-1 à 621-34, et L. 630-1 reprenant les articles L. 341-1 à 341-22 du code de l'environnement), ont pour effet d'instaurer un contrôle réglementaire par les services de l'État, en vue de leur préservation, des immeubles, objets et espaces concernés (restauration, réparation, modification, démolition). En contrepartie, une aide financière peut être octroyée aux propriétaires maîtres d'ouvrage. Depuis 1943, le contrôle s'exerce aussi sur les abords d'un monument historique, contrainte que la création d'une Z.P.P.A.U.P. (voir ci-après) a pour fonction de délimiter plus précisément.

Pour la commune de Limoges, la liste des éléments protégés s'allonge et se diversifie, surtout à partir de 1945, comptant 17 monuments classés, 46 inscrits à l'inventaire et 6 sites inscrits en 2001.



La maison Bosvieux
A l'angle de la rue des Taules et de la rue du Consulat
Coll. P. Colmar.

La rénovation des quartiers anciens

Les immeubles et sites méritant la protection au titre des Monuments historiques restent exceptionnels et il n'est pas possible d'en étendre la liste à l'infini ; c'est pourquoi il était nécessaire d'adopter des démarches complémentaires pour assurer une protection de l'habitat ancien tout en lui assurant une intégration comme lieu de vie à part entière dans la ville actuelle. Cette volonté, à laquelle le mouvement associatif a contribué au début des années 1970 avec l'action de Renaissance du Vieux Limoges, se traduit par des premières opérations de réhabilitation à partir de 1972. Puis la Ville, avec l'appui des organismes compétents, initie

dans le périmètre du centre-ville (Château, Cité, entre-deux-villes, hypercentre) une série de 13 opérations programmées d'amélioration de l'habitat (O.P.A.H.) entre 1978 et 2002. De nombreux logements locatifs sont ainsi rénovés, tandis que des aides complémentaires permettent d'assurer le ravalement des façades, la réhabilitation des devantures commerciales et diverses améliorations de l'habitat ancien. Cet effort de valorisation du cadre urbain ancien, dans le respect de sa nature, se poursuit et participe à la redécouverte de ce patrimoine par les habitants et les touristes.

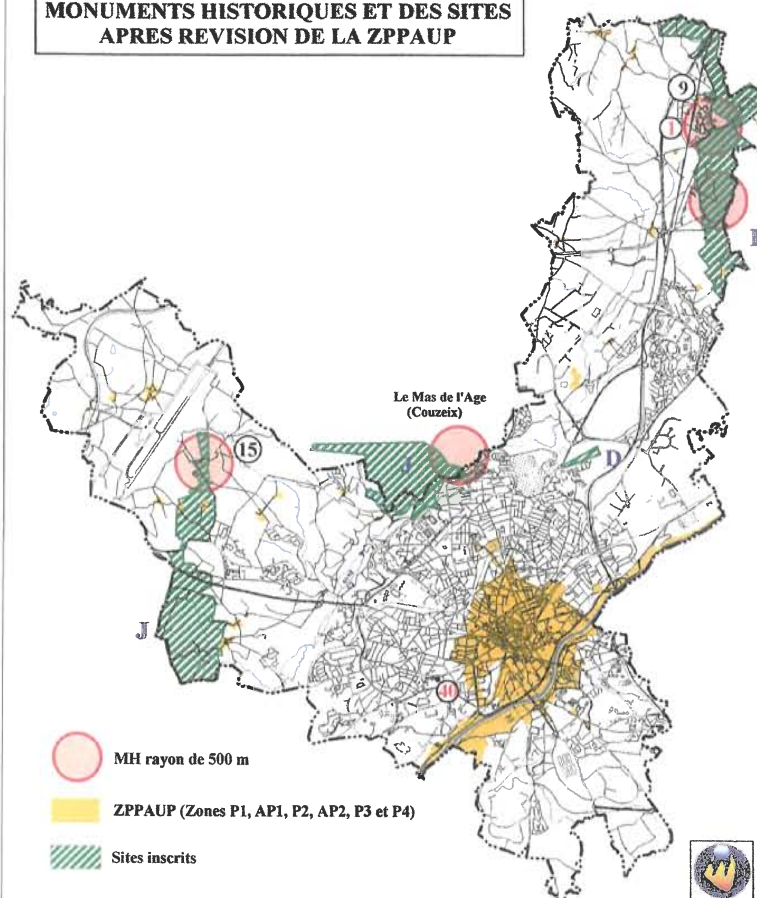


Immeuble Marqués, 29, rue Jean-Jaurès,
Adolphe ou Léon Tuillier, 1923-1924

La création d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager

Une vaste zone de protection du patrimoine architectural et urbain en 1995, transformée après révision en 2004 en zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (Z.P.P.A.U.P.) est créée pour assurer la visibilité et la cohérence de la politique complète de protection et de promotion du patrimoine précédemment apparue. La Z.P.P.A.U.P., découpée elle-même en zones en fonction de la morphologie et de la qualité du bâti, donne lieu à une série de prescriptions tirées de l'analyse de tous les types de constructions présents à Limoges de la fin du Moyen-Age jusqu'au milieu du XX^e siècle.

PERIMETRES DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES ET DES SITES APRES REVISION DE LA ZPPAUP



Le périmètre archéologique sera défini par arrêté préfectoral et annexé à la ZPPAUP

Liste chronologique des immeubles monuments historiques de la

(loi du 31 décembre 1913 et code du patrimoine)

« **classement** » : classement parmi les monuments historiques
(code du patrimoine, livre VI, articles L. 621-1 et suivants).

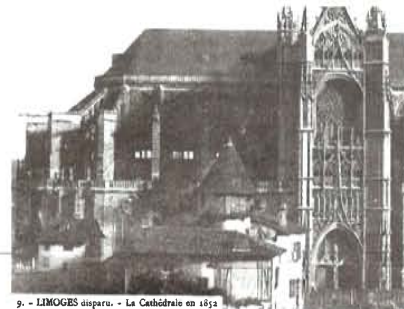
« **inscription** » : inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques
(code du patrimoine, livre VI, articles L 621-25 et suivants).

*N.B. : à partir de 1926 (entrée en vigueur de la mesure d'inscription), les immeubles classés
le sont généralement après avoir été précédemment inscrits sur l'inventaire supplémentaire.*

- **1862, cathédrale Saint-Etienne** : classement par liste.
- **1894, borne milliaire (petite-place-du-Séminaire)** : classement par arrêté du 29 janvier, mais détruite en 1893, avant la notification du classement.
- **1907, ancien évêché (musée municipal de l'Evêché)** : classement par arrêté du 16 septembre.
- **1907, pont Saint-Etienne** : classement par arrêté du 23 octobre.
- **1908, pont Saint-Martial** : classement par arrêté du 20 juillet.
- **1909, église Saint-Michel-des-Lions** : classement par arrêté du 27 janvier.
- **1909, église Saint-Pierre-du-Queyroix** : classement par arrêté du 9 juillet.
- **1910, croix de pierre située devant la chapelle Saint-Aurélien** : classement par arrêté du 8 juillet.
- **1910, croix de pierre située sur la place de l'église de Beaune-les-Mines** : classement par arrêté du 30 juillet.
- **1926, église de Beaune-Les-Mines** : inscription par arrêté du 6 février.
- **1936, lycée Gay-Lussac** (ancien collège des Jésuites), les deux campaniles du XVII^e siècle et le portail d'entrée du XVII^e siècle sur la rue du Collège : inscription par arrêté du 16 décembre.
- **1943, chapelle Saint-Aurélien** : inscription par arrêté du 28 janvier.
- **1946, maison 22, rue du Consulat**, façade sur cour, escalier principal et escalier à vis desservant le troisième étage : inscription par arrêté du 12 juin.
- **1946, ancien hôtel Pétinaud** (7, rue Ferrerie) : inscription par arrêté du 27 septembre.
- **1946, ancien couvent des Filles-Notre-Dame** (11, rue des Filles-Notre-Dame), le portail d'entrée : inscription par arrêté du 27 septembre.
- **1946, couvent des Soeurs de la Providence** (5, rue Neuve-Saint-Etienne), la façade de l'ancienne église : inscription par arrêté du 27 septembre.
- **1946, maison 22, boulevard de la Cité**, la porte d'entrée : inscription par arrêté du 27 septembre.
- **1946, maisons 3 et 5, rue de la Cité**, les façades sur rue : inscription par arrêté du 27 septembre (immeubles démolis en 1968).
- **1946, maison 14, rue Raspail**, la rampe en ferronnerie de l'escalier en pierre de la cour : inscription par arrêté du 27 septembre.
- **1946, maison 25, rue Raspail**, l'imposte en fer forgé : inscription par arrêté du 3 octobre.
- **1946, restes des arènes gallo-romaines** (place des Carmes) : inscription par arrêté du 3 octobre (voir aussi en 1968, vestiges de l'amphithéâtre).
- **1947, ancien petit Séminaire** (Cité administrative Blanqui ou ancien séminaire des Ordinands), les trois portes du XVII^e siècle donnant, la première sur la rue de la Caserne, la deuxième sur la cour intérieure, la troisième sur la cour du Génie : inscription par arrêté du 24 janvier (l'arrêté va être remplacé en 2005 par une inscription plus étendue).



commune de Limoges



9. - LIMOGES disparu. - La Cathédrale en 1852

- **1947, fragment de mur gallo-romain** (chemin de la Roche-au-Gô) : inscription par arrêté du 2 mai.
- **1947, maison 43, rue du Clocher**, la façade sur rue : inscription par arrêté du 2 mai.
- **1947, église des Carmélites (ancienne église Saint-Maurice)**, la façade : inscription par arrêté du 2 mai (démolie en 1956).
- **1947, calvaire du XIII^e siècle 13, rue du Pont-Saint-Martial** : inscription par arrêté du 5 mai.
- **1947, ancien Présidial de la Généralité du Limousin** (Faculté de droit et des sciences économiques, place du Présidial), la façade : inscription par arrêté du 5 mai.
- **1947, hôpital municipal** (actuelle médiathèque), la façade : inscription par arrêté du 5 mai.
- **1947, ancien hôtel Martin de La Bastide** (Faculté de droit, 32, rue Turgot), la façade sur la cour d'entrée : inscription par arrêté du 5 mai.
- **1947, ancien hôtel Naurissart** (Banque de France 8, boulevard Carnot) : inscription par arrêté du 5 mai.
- **1947, maison 12, place des Bancs**, les trois arcs brisés incorporés dans le mur du premier étage et les modillons soutenant le bandeau séparant le rez-de-chaussée de l'étage : inscription par arrêté du 9 mai.
- **1947, ancien hôtel 18, rue du Consulat**, la façade sur cour : inscription par arrêté du 16 mai.
- **1949, ancien couvent des Visitandines** (13, rue François-Chénieux), la chapelle, le cloître et la porte sur cour : inscription par arrêté du 16 septembre.
- **1949, ancien hôtel Maledent de Feytiat** (Direction régionale des affaires culturelles, 6, rue Haute-de-la-Comédie), les façades sur la rue et sur la cour d'entrée, la cheminée du grand salon et les caves : inscription par arrêté du 16 septembre.
- **1949, vasque de la fontaine d'Aigoulène** : inscription par arrêté du 16 septembre.
- **1949, fontaine des Barres** (place des Barres) : inscription par arrêté du 23 septembre.
- **1959, ancienne Intendance du Limousin** (école communale du Présidial, place du Présidial), la façade sur cour d'honneur et le portail monumental sur rue : inscription par arrêté du 6 mars.
- **1966, vestiges de la crypte de l'ancienne abbaye Saint-Martial**, place de la République : classement par arrêté du 27 mai.
- **1968, vestiges de la chapelle Saint-Benoît et de l'église Saint-Pierre du Sépulcre (vestiges de l'Abbaye Saint-Martial)**, place de la République : classement par arrêté du 8 octobre.
- **1968, vestiges de l'amphithéâtre gallo-romain (place d'Orsay)** : classement par arrêté du 8 octobre.
- **1974, maison 28, rue du Temple et 39, rue du Clocher**, le portail, l'escalier et les galeries : inscription par arrêté du 13 novembre.
- **1975, Hôtel de Ville et fontaine**, les façades et toitures de l'Hôtel de Ville (à l'exclusion de l'adjonction arrière) et la fontaine sur la place : inscription par arrêté du 15 janvier.
- **1975, gare des Bénédictins** : inscription par arrêté du 15 janvier.
- **1975, ancien pavillon frigorifique (Pavillon du Verdurier)** : inscription par arrêté du 15 janvier.
- **1975, préfecture de la Haute-Vienne, les façades et toitures** : inscription par arrêté du 15 janvier.
- **1975, musée national Adrien-Dubouché**, les façades et toitures, la salle du musée au rez-de-chaussée, les escaliers d'honneur et de l'aile droite et le salon d'honneur au premier étage avec leur décor : inscription par arrêté du 15 janvier (arrêté remplacé par l'arrêté de classement du 1^{er} juillet 1991).

N.B. : les cinq immeubles précédents figurent dans l'arrêté ministériel du 15 janvier 1975, pris à l'initiative du ministre Michel Guy, qui a inscrit un ensemble d'édifices des XIX^e et XX^e siècles de toute la France comme monuments historiques.

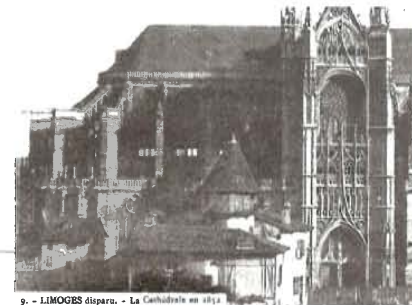


Liste **chronologique** des **immeubles monuments** historiques de la (loi du 31 décembre 1913 et code du patrimoine)

- **1975, maison dite des Templiers** «Cour du Temple» 22, rue du Consulat et 19 et 21, rue du Temple, les arcades au rez-de-chaussée des côtés nord et ouest de la cour intérieure : inscription par arrêté du 9 septembre.
- **1976, hôtel Muret 12, rue du Consulat et 11, rue du Temple**, la façade sur la rue du Consulat et la toiture correspondante, la loggia, la ferronnerie du balcon central et la pompe à eau en bronze se trouvant dans la cour : inscription par arrêté du 15 juin.
- **1976, halles centrales** : inscription par arrêté du 16 août.
- **1976, maison 3, rue Cruche-d'Or**, le portail d'entrée : inscription par arrêté du 19 novembre.
- **1977, ancien hôtel Bourdeau de Lajudie** (11, rue Cruche-d'Or et 5 et 7, rue du Consulat), les façades et les toitures sur rues : inscription par arrêté du 15 juin.
- **1977, ancien hôtel Nieaud** (37, rue des Vénitiens), les façades et les toitures, l'escalier intérieur avec sa rampe en fer forgé, les quatre pièces du rez-de-chaussée et celle du premier étage avec leurs décors de boiseries et leurs cheminées : inscription par arrêté du 21 décembre.
- **1980, substructions gallo-romaines et vestiges de thermes à Uzurat** (Bois du Colombier) : classement par arrêté du 15 avril.
- **1987, ancien four à porcelaine G.D.A. dit four des Casseaux** (28, rue Donzelot) four à porcelaine, avec le bâtiment l'abritant fait de deux édifices : classement par arrêté du 6 juillet (inscription antérieure par arrêté du 14 novembre 1986).
- **1988, hôtel Estienne de la Rivière** (1, place du Présidial), les façades et les toitures du corps de logis, le décor intérieur du corps de logis (la grande salle au rez-de-chaussée, la grande salle, le salon et la chambre au premier étage), les façades et les toitures du pavillon d'entrée, la grille d'entrée : inscription par arrêté du 15 avril.
- **1989, préfecture de la Haute-Vienne**, la salle des fêtes, ainsi que le petit salon et sa rotonde, et leur décor peint, le salon des Maréchaux et son décor peint, la verrière de l'escalier du préfet, le bureau du préfet et son décor peint : inscription par arrêté du 1^{er} février.
- **1990, Château de Beauvais à Landouge**, façades et toitures : classement par arrêté du 1^{er} mars (inscription antérieure par arrêté du 26 octobre 1988).
- **1991, ancien atelier de sculpture-marbrerie Boirlaud** (11, rue de la Fonderie), la façade : inscription par arrêté du 27 mai.
- **1991, musée national Adrien Dubouché et école des Arts décoratifs**, le bâtiment abritant le musée, les façades et toitures de l'école, les jardins situés devant le musée et près de l'école, les grilles longeant la place : classement par arrêté du 1^{er} juillet.
- **1992, villa gallo-romaine de Sainte-Claire** (Lycée Auguste-Renoir 119, rue Sainte-Claire), vestiges exhumés des thermes : inscription par arrêté du 15 octobre.
- **1993, Immeuble 38, rue de la Boucherie** : inscription par arrêté du 4 octobre.
- **1993, Immeubles 44-46, rue de la Boucherie** : inscription par arrêté du 4 octobre.
- **1994, ancien couvent des Carmes** (36, avenue Saint-Eloi), au rez-de-chaussée, l'ancienne sacristie de l'église (appelée aussi salle capitulaire ou chapelle), la porte en arc brisé dans la salle appelée garage, et, au premier étage, l'ancien dortoir des moines (à l'exception des peintures murales classées en 1995) : inscription par arrêté du 7 mars.



commune de Limoges



9. - LIMOGES disparu. - La Cathédrale en 1850.

- **1947, fragment de mur gallo-romain** (chemin de la Roche-au-Gô) : inscription par arrêté du 2 mai.
- **1947, maison 43, rue du Clocher**, la façade sur rue : inscription par arrêté du 2 mai.
- **1947, église des Carmélites (ancienne église Saint-Maurice)**, la façade : inscription par arrêté du 2 mai (démolie en 1956).
- **1947, calvaire du XIII^e siècle 13, rue du Pont-Saint-Martial** : inscription par arrêté du 5 mai.
- **1947, ancien Présidial de la Généralité du Limousin** (Faculté de droit et des sciences économiques, place du Présidial), la façade : inscription par arrêté du 5 mai.
- **1947, hôpital municipal** (actuelle médiathèque), la façade : inscription par arrêté du 5 mai.
- **1947, ancien hôtel Martin de La Bastide** (Faculté de droit, 32, rue Turgot), la façade sur la cour d'entrée : inscription par arrêté du 5 mai.
- **1947, ancien hôtel Naurissart** (Banque de France 8, boulevard Carnot) : inscription par arrêté du 5 mai.
- **1947, maison 12, place des Bancs**, les trois arcs brisés incorporés dans le mur du premier étage et les modillons soutenant le bandeau séparant le rez-de-chaussée de l'étage : inscription par arrêté du 9 mai.
- **1947, ancien hôtel 18, rue du Consulat**, la façade sur cour : inscription par arrêté du 16 mai.
- **1949, ancien couvent des Visitandines** (13, rue François-Chénieux), la chapelle, le cloître et la porte sur cour : inscription par arrêté du 16 septembre.
- **1949, ancien hôtel Maledent de Feytiat** (Direction régionale des affaires culturelles, 6, rue Haute-de-la-Comédie), les façades sur la rue et sur la cour d'entrée, la cheminée du grand salon et les caves : inscription par arrêté du 16 septembre.
- **1949, vasque de la fontaine d'Aigoulène** : inscription par arrêté du 16 septembre.
- **1949, fontaine des Barres** (place des Barres) : inscription par arrêté du 23 septembre.
- **1959, ancienne Intendance du Limousin** (école communale du Présidial, place du Présidial), la façade sur cour d'honneur et le portail monumental sur rue : inscription par arrêté du 6 mars.
- **1966, vestiges de la crypte de l'ancienne abbaye Saint-Martial**, place de la République : classement par arrêté du 27 mai.
- **1968, vestiges de la chapelle Saint-Benoît et de l'église Saint-Pierre du Sépulcre (vestiges de l'Abbaye Saint-Martial)**, place de la République : classement par arrêté du 8 octobre.
- **1968, vestiges de l'amphithéâtre gallo-romain (place d'Orsay)** : classement par arrêté du 8 octobre.
- **1974, maison 28, rue du Temple et 39, rue du Clocher**, le portail, l'escalier et les galeries : inscription par arrêté du 13 novembre.
- **1975, Hôtel de Ville et fontaine**, les façades et toitures de l'Hôtel de Ville (à l'exclusion de l'adjonction arrière) et la fontaine sur la place : inscription par arrêté du 15 janvier.
- **1975, gare des Bénédictins** : inscription par arrêté du 15 janvier.
- **1975, ancien pavillon frigorifique (Pavillon du Verdurier)** : inscription par arrêté du 15 janvier.
- **1975, préfecture de la Haute-Vienne, les façades et toitures** : inscription par arrêté du 15 janvier.
- **1975, musée national Adrien-Dubouché**, les façades et toitures, la salle du musée au rez-de-chaussée, les escaliers d'honneur et de l'aile droite et le salon d'honneur au premier étage avec leur décor : inscription par arrêté du 15 janvier (arrêté remplacé par l'arrêté de classement du 1^{er} juillet 1991).

N.B. : les cinq immeubles précédents figurent dans l'arrêté ministériel du 15 janvier 1975, pris à l'initiative du ministre Michel Guy, qui a inscrit un ensemble d'édifices des XIX^e et XX^e siècles de toute la France comme monuments historiques.



Liste **chronologique** des **immeubles monuments** historiques de la (loi du 31 décembre 1913 et code du patrimoine)

- **1975, maison dite des Templiers** «Cour du Temple» 22, rue du Consulat et 19 et 21, rue du Temple, les arcades au rez-de-chaussée des côtés nord et ouest de la cour intérieure : inscription par arrêté du 9 septembre.
- **1976, hôtel Muret 12, rue du Consulat et 11, rue du Temple**, la façade sur la rue du Consulat et la toiture correspondante, la loggia, la ferronnerie du balcon central et la pompe à eau en bronze se trouvant dans la cour : inscription par arrêté du 15 juin.
- **1976, halles centrales** : inscription par arrêté du 16 août.
- **1976, maison 3, rue Cruche-d'Or**, le portail d'entrée : inscription par arrêté du 19 novembre.
- **1977, ancien hôtel Bourdeau de Lajudie** (11, rue Cruche-d'Or et 5 et 7, rue du Consulat), les façades et les toitures sur rues : inscription par arrêté du 15 juin.
- **1977, ancien hôtel Nieaud** (37, rue des Vénitiens), les façades et les toitures, l'escalier intérieur avec sa rampe en fer forgé, les quatre pièces du rez-de-chaussée et celle du premier étage avec leurs décors de boiseries et leurs cheminées : inscription par arrêté du 21 décembre.
- **1980, substructions gallo-romaines et vestiges de thermes à Uzurat** (Bois du Colombier) : classement par arrêté du 15 avril.
- **1987, ancien four à porcelaine G.D.A. dit four des Casseaux** (28, rue Donzelot) four à porcelaine, avec le bâtiment l'abritant fait de deux édifices : classement par arrêté du 6 juillet (inscription antérieure par arrêté du 14 novembre 1986).
- **1988, hôtel Estienne de la Rivière** (1, place du Présidial), les façades et les toitures du corps de logis, le décor intérieur du corps de logis (la grande salle au rez-de-chaussée, la grande salle, le salon et la chambre au premier étage), les façades et les toitures du pavillon d'entrée, la grille d'entrée : inscription par arrêté du 15 avril.
- **1989, préfecture de la Haute-Vienne**, la salle des fêtes, ainsi que le petit salon et sa rotonde, et leur décor peint, le salon des Maréchaux et son décor peint, la verrière de l'escalier du préfet, le bureau du préfet et son décor peint : inscription par arrêté du 1^{er} février.
- **1990, Château de Beauvais à Landouge**, façades et toitures : classement par arrêté du 1^{er} mars (inscription antérieure par arrêté du 26 octobre 1988).
- **1991, ancien atelier de sculpture-marbrerie Boirlaud** (11, rue de la Fonderie), la façade : inscription par arrêté du 27 mai.
- **1991, musée national Adrien Dubouché et école des Arts décoratifs**, le bâtiment abritant le musée, les façades et toitures de l'école, les jardins situés devant le musée et près de l'école, les grilles longeant la place : classement par arrêté du 1^{er} juillet.
- **1992, villa gallo-romaine de Sainte-Claire** (Lycée Auguste-Renoir 119, rue Sainte-Claire), vestiges exhumés des thermes : inscription par arrêté du 15 octobre.
- **1993, Immeuble 38, rue de la Boucherie** : inscription par arrêté du 4 octobre.
- **1993, Immeubles 44-46, rue de la Boucherie** : inscription par arrêté du 4 octobre.
- **1994, ancien couvent des Carmes** (36, avenue Saint-Eloi), au rez-de-chaussée, l'ancienne sacristie de l'église (appelée aussi salle capitulaire ou chapelle), la porte en arc brisé dans la salle appelée garage, et, au premier étage, l'ancien dortoir des moines (à l'exception des peintures murales classées en 1995) : inscription par arrêté du 7 mars.



commune de Limoges



- **1995, ancien couvent des Carmes** (36, avenue Saint-Eloi), peintures murales de l'ancien dortoir des moines au premier étage : classement par arrêté du 17 février.
- **1996, château des Essarts à Beaune-Les-Mines**, les façades et toitures du corps de logis et de la tour du XVII^e siècle ainsi que celles des pavillons latéraux du XIX^e siècle, l'escalier intérieur du XVII^e siècle : inscription par arrêté du 30 octobre.
- **1999, préfecture de la Haute-Vienne**, salle des délibérations du Conseil général : inscription par arrêté du 26 avril.
- **2001, siège du Cercle de l'Union et Turgot** (1, boulevard de Fleurus), le premier étage : inscription par arrêté du 9 août.
- **2001, monument aux Enfants de la Haute-Vienne morts pour la défense de la patrie en 1870-1871** (avenue Général-de-Gaulle) : inscription par arrêté du 11 mai.
- **2005, ancien séminaire des Ordinands et grand quartier de cavalerie** (ancienne cité administrative Blanqui) : façades et toitures, escalier monumental central de l'ancien séminaire et celui du quartier de cavalerie, caves de l'ancien séminaire : inscription par arrêté du 24 août (se substituant à l'arrêté du 4 janvier 1947)
- **2005, vestiges de l'église et du baptistère Saint-Jean** : inscription par arrêté du 29 août

Sites inscrits au titre de la loi du 2 mai 1930

N.B. : la plupart de ces sites a été intégrée dans le règlement de la Z.P.P.A.U.P.

- **1942, ensemble formé par les immeubles sis sur les parcelles F 1194 et 1197p au 5, rue de la Règle et rue Saint-Domnolet** : inscription par arrêté du 17 septembre.
- **1943, ensemble formé par les jardins de l'Évêché et les jardins de l'Abbessaille** : inscription par arrêté du 12 février.
- **1944, ensemble formé par la place Denis-Dussoubs avec les terrains nus et les façades et toitures qui la bordent** : inscription par arrêté du 16 février.
- **1945, allée de hêtres conduisant au château de La Bastide et ses abords** : inscription par arrêté du 20 mars.
- **1976, ensemble formé par le quartier de la Boucherie** : inscription par arrêté du 24 août.
- **1976, trois ensembles formés, 1° par le centre ville, 2° par l'extension du site inscrit des jardins de l'Évêché et de l'Abbessaille (rive gauche de la Vienne), 3° par le quartier du pont Saint-Martial** : inscription par arrêté du 30 novembre.
- **1978, maison Jouxten** : inscription par arrêté du 30 mai.
- **1981, vallée de la Mazelle** : inscription par arrêté du 2 février (aussi sur les communes du Palais, de Rilhac-Rancon et de Bonnac-La-Côte).
- **1983, vallée de l'Aurence** : inscription par arrêté du 23 février (aussi sur les communes de Couzeix, Isle, Aixe).



*Maison à pignon
où naquit Sourault
Jacobin, paroissien*

Le label **Patrimoine** du **XX^e** siècle

Une démarche de visibilité

La redécouverte du **patrimoine architectural** de Limoges passe également par une meilleure visibilité des immeubles et des lieux qui présentent un intérêt, indépendamment de leur qualité de monument historique et des mécanismes d'aide financière pour leur restauration.

Dans cette optique, le Ministère de la Culture a créé le label «patrimoine du XX^e siècle» qui est décerné aux bâtiments construits après 1900, qui sont en général moins connus du grand public. En 2002, ce sont ainsi 20 labels qui ont été décernés à des réalisations sur la commune de Limoges. Ces bâtiments symbolisent la diversité des activités humaines (école, gare, pavillon frigorifique, garage, théâtre, château d'eau, technopole), des propriétaires (bâtiments publics, immeubles privés), des styles et des périodes, depuis les réalisations du début du siècle (habitations à bon marché de l'Etoile à Montjovis, par Omer Treich, 1910) jusqu'à la Bibliothèque francophone multimédia de Pierre Riboulet (1998). Malgré le faible recul, il faut souligner que certaines constructions, réalisées dans les 15 dernières années ont déjà été labellisées, ce qui signale leur caractère remarquable et prépare leur entrée dans le patrimoine.



Garage Dussagne, 34, boulevard de Fleurus,
(maître d'œuvre non retrouvé), 1935.



Immeuble Monthyon, 1, faubourg Montjovis,



Château d'eau de Beaubreuil,
Lionel Bleuset, 1976.



Immeuble Marqués, 29, rue Jean-Jaurès,
Adolphe ou Léon Tuillier, 1923-1924



Immeuble des P.T.T., aujourd'hui résidence du Collège,
rue Edouard-Vaillant,
Louis-Charles-Henri Geay, v. 1931.

Ainsi, il est démontré que le patrimoine n'est pas forcément lié à l'ancienneté et qu'il n'est pas nécessaire d'attendre qu'un bâtiment perde sa vocation première et que se pose la question de son avenir pour qu'on lui reconnaisse autre chose qu'une valeur purement utilitaire et fonctionnelle.

On peut penser que le label « patrimoine du XX^e siècle » a vocation à distinguer dans un proche avenir quelques bâtiments industriels remarquables qui ont été partiellement ou entièrement préservés et qui n'ont pas encore suscité l'attention du public qu'ils méritent, d'autant plus que le passé industriel de la ville est riche et que les cessations d'activité et reconversions de sites tendent naturellement à en réduire le nombre.



Bibliothèque francophone multimédia, Pierre Riboulet, 1998.

Label Patrimoine

Immeuble Monthyon, 1, faubourg Montjovis, Omer Treich, 1909-1910. Voir H.B.M. et H.L.M.

Poste centrale, Jules Godefroy, 1909-1911

Ciné-Union, Jean-Baptiste Blanc, 1910-1911

Ecole pratique de commerce et d'industrie, auj. lycée Turgot, Jules Godefroy, 1912.

Gare des Bénédictins, Roger Gonthier, 1917-1929

Pavillon du Verdurier, Roger Gonthier, 1919

Immeuble Marquès, 29, rue Jean-Jaurès, Adolphe ou Léon Tuillier, 1923-1924

Cité des Coutures, Roger Gonthier, 1925-1932.

Immeuble des P.T.T., auj. résidence du Collège, rue Edouard-Vaillant, Louis-Charles-Henri Geay, v. 1931.

Maison du docteur Périgord, 31, avenue de la Libération, Auguste et Gustave Perret, coll. Paul Villemain, 1934-1935

Garage Dussagne, 34, boulevard de Fleurus, (maître d'œuvre non retrouvé), 1935.

Maison du Peuple, rue Charles Michels, Léon Faure, 1936.

Immeuble du 6, rue Jean-Jaurès, Louis Mandon-Joly et Paul Villemain, 1938.

Ecole de rééducation Férét du Longbois, Georges-Moïse Stern, 1939-1940.

Grand Théâtre, Pierre Sonrel, André Campagne, Paul Villemain et Raymond Lescure, 1963.

Château d'eau de Beaubreuil, Lionel Bleuset, 1976.

Technopole Ester, Yves Bayard et Jacques Charon, 1993.

Ecole nationale d'art décoratif, Finn Geipel et Nicolas Michelin, 1994.

Bibliothèque francophone multimédia, Pierre Riboulet, 1998.

Faculté de droit, Massimiliano Fuksas, 1998.

Pavillon du Verdurier, Roger Gonthier 1919.



Le **service municipal** de l'architecture : de la ville de Limoges

La création du **service municipal de l'architecture** remonte à 1809. Il gère le nouveau patrimoine immobilier qui appartient alors à la Ville, à la suite des mesures révolutionnaires de 1792, mais il s'occupe aussi de l'entretien et de la surveillance des travaux de la voirie. A sa tête est nommé un architecte-commissaire-voyer.

En 1855, la croissance et le développement de Limoges impose l'ouverture d'un deuxième bureau des travaux publics. A partir de ce moment là, l'essor des édifices publics donne à l'architecte municipal un rôle essentiel : il construit et aménage. A ce titre, l'activité de constructeur de F. Régnault est exemplaire.

En 1877, on adjoint le service des eaux à la direction des travaux publics qui regroupe déjà le bureau de l'architecture et des bâtiments et le bureau de la voirie et des chemins vicinaux.

En 1890, la direction des travaux de la ville est confiée à Joseph

Maitre, ingénieur des arts et manufactures. Si le service évolue peu dans ses attributions, l'aspect technique et scientifique semble l'emporter à présent.

Au XX^e siècle, le service des travaux communaux est un rouage essentiel de l'administration municipale. En 1914, il comprend la voirie urbaine et l'éclairage, le service des eaux, l'entretien des bâtiments communaux, les études et travaux neufs d'architecture. Aujourd'hui la direction de l'architecture et des bâtiments est placée sous la responsabilité d'un ingénieur qui travaille en collaboration avec un architecte.

Liste des architectes municipaux de Limoges

AUZANET DE BEAUVAIS, Charles (Limoges, paroisse Saint-Pierre-du-Queyroix, 1761 - Saint Laurent-sur-Gorre, Haute-Vienne, 1822). Ingénieur-architecte, commissaire-voyer, 1810-1822.

Ses travaux pour la ville de Limoges concernent le réaménagement d'anciens bâtiments religieux en bâtiments militaires : caserne de la Visitation, Jacobins. Il est membre de la loge les Amis réunis, en 1810.

FOURNIER, Jean-Baptiste (Limoges, paroisse Saint-Michel 1783 - Limoges 1845) Commissaire-voyer adjoint dès 1817 puis ingénieur, architecte-voyer, 1822-1844.

Si nous ignorons quelle fut sa formation, il est probable que la profession de son père, entrepreneur de bâtiments, fut déterminante pour sa carrière. Membre de la commission gratuite des bâtiments et travaux publics créée en 1841 par le département, J.B. Fournier participe activement à la construction de l'abattoir, rue Pierre Brossolette, en dressant les plans des bâtiments. En revanche les plans pour la construction du théâtre, place Royale, reviennent à l'architecte départemental Boullé.

FAYETTE, André (1803-v.1870). Conducteur des Ponts et Chaussées, architecte-voyer adjoint de la commune de Limoges puis architecte-voyer de 1844 à 1845.

Il est assisté par Henry Lassimonne, architecte-voyer adjoint. André Fayette, conseiller municipal de 1848 à 1852 et de 1855 à 1870, est mieux connu comme architecte du département de la Haute-Vienne de 1845 à 1860, date à laquelle son fils Léonard-Eugène Fayette lui succède.

CHIBOYS, Léonard dit Léon (Limoges 1810 - Limoges 1872). Architecte de la ville de Limoges, avec Henry Lassimonne comme adjoint, de 1845 à 1848.

Architecte, conseiller municipal, membre de la loge les Artistes Réunis, il participe en 1858 à l'exposition du Centre de la France de Limoges. Il démissionne de son poste d'architecte municipal en 1848. Deux de ses projets sont conservés aux Archives municipales : l'installation des écoles chrétiennes dans l'ancien hôtel de la Monnaie (1845) et des Sœurs de Charité dans la maison Niaud, (1847).

REGNAULT, François (La Rochelle, Charente-Maritime, 1805-1875). Recruté comme architecte-voyer de la commune, il assure cette fonction de 1848 à 1872, assisté de Léonard Cluzelaud à partir de 1861.

Le registre de correspondance de 1848 à 1875, permet de préciser l'activité du service. Les domaines d'intervention sont diversifiées et concernent aussi bien la voirie (numérotation, pavage, éclairage, alignement, plantation d'arbres) que l'entretien des bâtiments communaux et la surveillance de l'architecture privée.

F. Regnault est l'auteur des halles Dupuytren, construites place de la Motte en 1852; aujourd'hui remontées place S. Carnot et de nombreux projets pour le compte de la ville. En 1858, il élève au Champ de Juillet le pavillon de l'exposition

du Centre de la France, en bois. Sous la municipalité de Louis Ardant, il réalise en 1861 un plan topographique de la ville, mentionnant les grands projets d'urbanisme : rue centrale, rue Turgot. Pour la commande privée, il fournit les plans de l'usine Haviland, avenue du Crucifix (auj. avenue Garibaldi) en collaboration avec son propriétaire, Charles Edouard Haviland.

GODEFROY, Alexandre (1831-1899) Architecte, directeur des travaux de la ville de 1872 à 1875.

Ingénieur de formation, il débute sa carrière aux chemins de fer russes à l'exécution des premières lignes entre Moscou, Saint-Petersbourg et Nijni-Novogorod. Venu à Limoges en 1868 comme ingénieur à la Compagnie des Charentes, il entre à la ville comme ingénieur-architecte, directeur des travaux publics en 1872 et reçoit officiellement dans ses attributions le bureau de la voirie et de l'architecture. L'équipe sous ses ordres est composée de six personnes (dessinateurs, expéditionnaire, piqueurs) plus d'un architecte adjoint, L. Cluzelaud. De 1872 à 1875, il participe à l'élaboration d'un plan topographique et organise sous la direction de M. Lesguiller, le service des eaux. On peut supposer qu'il prend une part active à l'élaboration de l'Atlas des eaux de 1878, de la ville de Limoges. Ses travaux conservés dans le fonds municipal concernent plus souvent des projets que des réalisations : avant-projets de musée, place d'Orsay et projet d'Hôtel de ville.

D'ENFER, Horace-Achille, ingénieur civil. Il succède à A. Godefroy de 1875 à 1877 comme directeur des travaux publics.

A la suite d'une réorganisation du service, on rajoute au bureau de l'architecture et des bâtiments, de la voirie et des chemins vicinaux, le bureau du service des eaux. La municipalité se dote de services techniques compétents pour répondre aux besoins d'une ville en pleine expansion.

JOLY, Louis (Saint-Amand, Cher, 1853 - Limoges 1920) Architecte au bureau des travaux publics de 1875 à 1881.

Il est diplômé de l'école d'ingénieur des arts et manufactures. En 1881 il quitte ses fonctions pour construire le groupe scolaire route de Paris, pour le compte de la ville. Dès 1877, il est professeur de dessin géométrique, linéaire et de perspective à l'Ecole municipale des Beaux-Arts appliqués à l'industrie de Limoges et jusqu'en 1916. Il prend une part active à la vie locale comme adjoint au maire de 1885 à 1887 et maire de décembre 1887 à mai 1888. Il participe au débat sur le projet de transformation du quartier Turgot en s'opposant au projet Varnoux. Il est membre du Comité des bâtiments civils et de la voirie et architecte des hospices et du Lycée de Limoges. Sa carrière d'architecte oscille entre architecture publique et privée.

WOTTLING, Eugène (Colmar, Haut-Rhin, 1846 - Limoges 1934). Architecte-directeur des travaux de la ville de 1879 à 1886.

Il débute sa carrière comme commis d'architecte à Colmar chez M. Martinaud puis entre à l'école des Beaux-Arts de Paris dans l'atelier de Vaudremer. En 1877, il expose au salon des Artistes à Paris et obtient la médaille d'or pour un projet de construction scolaire pour une commune du territoire de Belfort. Sous-inspecteur à l'exposition universelle de 1878, il participe à la construction du palais du Champ de Mars. Il succède à A. d'Enfer, comme architecte-directeur jusqu'à sa révocation en 1886. Par la suite, on le retrouve à Limoges comme architecte des bâtiments religieux, membre du Comité des bâtiments civils et de la voirie et président de l'Association professionnelle des architectes et géomètres patentés de la Haute-Vienne.

Ses principaux travaux pour la ville, conservés aux Archives municipales, sont des bâtiments scolaires (écoles Montmailler, Saint-Martial de Landouge, Pont-neuf, route d'Aixe) et un plan des chemins vicinaux de la commune de Limoges de 1884-1885. A titre privé, il construit les maisons du 16, rue d'Arsonval en 1908 et du 18, rue A. Barbès.

MARSAUDON, Léonard (Limoges 1854- ?), architecte de la ville de 1884 à 1914.

Il devient chef du service des bâtiments communaux. Le fonds des Archives municipales conserve ses travaux sur pour l'architecture scolaire. Il donne des projets pour le groupe scolaire de la Bregère, l'école de filles route d'Ambazac,

l'école rue de Châteauroux, la maternelle Victor-Chabot, le Lycée de Limoges, la bibliothèque municipale et la caserne des pompiers de la Monnaie.

MAITRE, Joseph (Thonon, Haute-Savoie 1848 - ?), Ingénieur-directeur des travaux de la ville en 1890 et jusqu'en 1913.

Ingénieur des arts et manufactures, il est recruté par la ville comme ingénieur-voyer en 1887. Il participe au projet de transformation du quartier du Viracaud. En 1896-1897, il construit pour la ville le barrage du moulin Guillot à Rilhac-Rançon et en 1911, dote la ville d'un plan de la commune dit «plan Maitre».

FAURE, Léon (Limoges 1887- Antibes, Alpes-Maritimes, 1949) Architecte adjoint depuis 1914 puis architecte chef de service en 1920.

Il est recruté comme architecte-adjoint en 1914 puis devient architecte-chef de service en 1920. Nous ignorons sa formation. Sa longue carrière administrative de 1914 à 1947 au service de la municipalité ne l'empêche pas d'avoir une activité parallèle : il collabore à des chantiers privés par l'intermédiaire de l'entreprise «Le Bâtiment», créée par Jean Reynès. Sa principale œuvre comme architecte municipal est la Maison du Peuple (1936), mais il assure le suivi d'autres chantiers pour lesquels la Ville est maître d'ouvrage comme l'Ecole pratique de commerce et d'industrie de Jules Godefroy. Léon Faure prend part active à la résistance, au sein du mouvement des Francs-tireurs. Il est un temps révoqué de ses fonctions sous l'Occupation. Chevalier de la Légion d'honneur.

GROSPAS, Henri dit René (Limoges, 1897 - Limoges 1971). Architecte-adjoint en 1929, chef de section, ingénieur subdivisionnaire, retraité en 1957.

Il commence sa carrière comme dessinateur en 1914 puis rédacteur en 1918, il passe de dessinateur-projeteur en 1921 à architecte-adjoint 1929 et termine sa carrière en 1957, chef de section ingénieur-subdivisionnaire. Il ne remplacera pas officiellement Léon Faure à sa retraite en 1947, comme directeur du service de l'architecture. Il figure sur la liste de l'ordre régional des architectes en 1943.

VAYRE, Pierre (Chamboulive, Corrèze, 1903- ?). Architecte en chef en 1956, retraité en 1964.

Entré à la mairie en 1926 comme dessinateur-calqueur, il gravit les échelons administratifs et en 1956, passe d'ingénieur principal à architecte en chef, il est mis à la retraite en 1964. A l'occasion de son inscription à l'ordre des architectes en 1949, il mentionne ses travaux pour la foire-exposition de Limoges.

SUCHAUD, Jean (Fontenay-sous-Bois, Val-de-Marne, 1913). Architecte de la ville , 1957-1978.

Formé à l'école Saint-Luc-de-Tournai, il débute sa carrière avec son père l'architecte Paul Suchaud, à la Souterraine. Architecte de la ville de 1957 à 1978. Il participe à la coordination de tous les projets de construction et d'aménagement durant cette période où les projets d'urbanisme et de bâtiments publics se multiplient.

LE BIHAN Jacques (Orléans, Loiret, 1930). Architecte en chef de la ville, 1978-1990.

Architecte nommé à la ville de Limoges en 1978, il part à la retraite en 1990.

DOUÉ, Jean-Marc (Romans sur Isère, Drôme, 1954), Architecte de la ville, 1988-1995.

Entré à la mairie en 1988, il poursuit sa carrière à Marseille où il est muté en 1995.

LE BERRE, Françoise (Brest, Finistère, 1963). Architecte D.P.L.G, responsable du bureau d'études de la direction Architecture et bâtiments depuis 1996.

Elle entre à la Ville en 1996 en provenance du Conseil général de la Vienne ; aujourd'hui ingénieur en chef et responsable du bureau d'études de la direction Architecture et bâtiments, sous la direction de Sylvain Pasquet.

Pour aller plus loin : Sources et orientation bibliographique

Ces quelques pages ont pour vocation de fournir des points de repère sur les principaux dossiers abordés dans l'exposition. La plupart des ouvrages cités ici sont récents et comportent eux-mêmes une bibliographie, à la quelle on se reportera pour aller plus loin.

Sources

Les documents relatifs aux politiques publiques de travaux publics, d'architecture et d'urbanisme à Limoges se trouvent principalement conservées aux Archives municipales de Limoges (séries D, M, O, W et Fi essentiellement) et aux Archives départementales de la Haute-Vienne (séries M, N, O, S et W prioritairement). Décisions des assemblées délibérantes et rapports imprimés y côtoient pièces écrites et iconographiques, chaque unité d'opération (et donc de classement) pouvant être à l'échelle d'un bâtiment, d'une rue ou d'un quartier. On n'oubliera pas les Archives nationales (pour les bâtiments de l'Etat), la Bibliothèque francophone multimédia de Limoges (pour les pièces imprimées), les musées de Limoges (pour les fonds iconographiques et les concours ou projets de monuments publics ayant donné lieu à la réalisation de modèles ou d'estampes), le musée d'Orsay et l'Institut français d'architecture à Paris (pour les artistes et architectes d'envergure nationale ayant opéré à Limoges). Par ailleurs, les services patrimoniaux présents en Limousin (Monuments historiques, Inventaire général du patrimoine) réalisent des dossiers documentaires qui sont accessibles au public grâce à des publications papier ou électroniques.

Pour les sources imprimées, il faut souligner l'importance des rapports relatifs aux travaux publics, l'hygiène, l'urbanisme et les bâtiments publics ainsi que des revues telles que la *Construction moderne*, *Limoges Illustré* ou l'*Almanach Ducourtieux* qui, chacun dans leur registre et leur période d'existence, apportent de précieux renseignements sur les projets réalisés ou envisagés.

Orientation bibliographique

Histoire générale de Limoges depuis la Révolution

- BOURDELLE, Jean**, Limoges (1870-1919). *La mémoire ouvrière*. Périgueux, Pierre Fanlac, 1984.
- CORBIN, Alain**. *Archaïsme et modernité en Limousin au XIX^e siècle, 1845-1880*. Réédition. Limoges, Pulim, 1999, 2 vol.
- DESFORGES, Michel**. *Limoges : petite histoire d'une grande ville*. Limoges, Lucien Souny, 2002.
- FERRER, Jean-Marc et GRANCOING, Philippe**. *Une histoire de Limoges*. Limoges, Culture et Patrimoine en Limousin, 2003.
- GRANDCOING, Philippe**. *La baïonnette et le lancis*. Crise urbaine et révolution à Limoges sous la Seconde République. Limoges, Pulim, 2002.
- MERRIMAN, John M.**, *Limoges la ville rouge*. Portrait d'une ville révolutionnaire. Paris, Belin, 1990.
- PEROUAS, Louis** (sous la direction de). *Histoire de Limoges*. Toulouse, Privat, 1989.
- VERYNAUD, Georges**. *Histoire de Limoges*. Nouvelle édition revue et augmentée. Limoges, Centre régional de documentation pédagogique, 1973.
- VERYNAUD, Georges**. *Limoges - Naissance et croissance d'une capitale régionale*. Neuvic-Entier, La Veytizou, 1994.

L'architecture en France depuis la Révolution

- EPRON, Jean-Pierre**. *Comprendre l'éclectisme*. Paris, Norma éditions, 1997 (Institut français d'architecture).
- JACQUES, Annie**. *La carrière de l'architecte au XIX^e siècle*. Paris, Réunion des Musées nationaux, 1986 (les dossiers du Musée d'Orsay, 3).
- MONNIER, Gérard** (sous la direction de). *L'architecture moderne en France*. Tome 1 : 1889-1940, par Claude Loupiac et Christine Mengin. *Du chaos à la croissance*. Tome 2 : 1940-1966, par Joseph Abram. Paris, Picard, 1997-1999, 2 vol.
- PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie**. *Architecture. Méthode et vocabulaire*. Paris, Inventaire général, Imprimerie nationale, 1972.

Iconographie générale de Limoges

- BONNAUD, Louis**. *Limoges à la Belle Epoque*. Bruxelles, Libro-Sciences, 1973.
- DESFORGES, Michel**. *Limoges autrefois*. Limoges, Lucien Souny, 1996.
- FAYETTE, Isabelle**. *Limoges à la Belle Epoque*. Montreuil-Bellay, éd. C.M.D., 1999 (coll. Mémoire d'une ville).

LACAN, Claude. *Limoges Mémoire*. Saint-Etienne, Edi-Loire, 1996.

ROUMAGNAC, Cyrille. *Limoges*. Joué-lès-Tours, Alen Sutton, 1999 (coll. Mémoire en images).

Urbanisme

CLARE, Fabien. *Les métamorphoses de la ville : l'urbanisme à Limoges sous le Second Empire*. Limoges, 2001 (mémoire de maîtrise, histoire contemporaine, univ. de Limoges).

COUTY, Romain. *La commémoration statuaire des grands hommes à Limoges, 1851-1914*. Limoges, 2004 (mémoire de maîtrise, histoire contemporaine, univ. de Limoges).

Du Viraclaud au Verdurier... ou l'histoire de la rue Jean-Jaurès. Limoges, 1978, dact. (exposition, bibliothèque municipale de Limoges, 1979).

FOURGNAUD, Frédéric. *Histoire d'un percement urbain : la rue Jean-Jaurès*. Limoges, 1996 (mémoire de stage, Ville de Limoges, Direction de l'Urbanisme).

FRIOUX, Stéphane. *La conquête de l'hygiène : Limoges, 1849-1914*. Lyon, 2002. (mémoire de maîtrise, histoire contemporaine, univ. de Lyon III).

MATHIEU, Claire. *Etude architecturale des maisons du square des Emailleurs : création et organisation d'un lotissement à la fin du XIX^e siècle à Limoges*. Mémoire de maîtrise, Histoire de l'art. Lyon, 2004. (mémoire de maîtrise, histoire de l'art, univ. de Lyon II).

Jardins et espaces verts

BENETIERE, Marie-Hélène. *Jardins, vocabulaire typologique et technique*. Paris, éditions du Patrimoine, 2000 (coll. Principes d'analyse scientifique).

Champ de Juillet, gares de Limoges : un siècle d'histoire, 1830-1930. Limoges, 1979, dact. (exposition, bibliothèque municipale de Limoges, 1979).

FRANCOIS, Pascal. *Les jardins de l'Evêché de Limoges*. Limoges, MAEC au Musée de l'Evêché, 2001.

RACINE, Michel (sous la direction de). *Créateurs de jardins et de paysages en France de la Renaissance au XXI^e siècle*. Tome 2 : du XIX^e au XXI^e siècle. Paris, Actes Sud, 2002 (Ecole nationale supérieure du Paysage).

Casernes

RENAISSANCE DU VIEUX LIMOGES, *Des casernes à Limoges*, dans Bulletin de Renaissance du Vieux Limoges, n°49, 1999.

Chemins de fer, transports

BRISAUD, René et PLAS, Pascal. *Limoges-Bénédictins : histoire d'une gare*. Limoges, Lucien Souny, 1988.

GILDAS, Louis. *Il était une fois... les tramways de Haute-Vienne et de Limoges au début du XX^e siècle.* Romorantin, C.P.E. éditions, 2001.

LACAN, Claude. *Histoire du chemin de fer en Limousin.* Limoges, René Dessagne, 1985.

Histoire générale de l'industrie à Limoges

LACROIX, Christine. *La crise économique à Limoges : 1929-1939.* Limoges, 1981 (mémoire de maîtrise, histoire contemporaine, univ. de Limoges).

LARIVIERE, Jean-Pierre. *L'industrie à Limoges et dans la vallée limousine de la Vienne.* Paris, P.U.F., 1968 (Publications de l'Institut d'Etudes du Massif Central - Fascicule IV doctorat, géographie, univ. de Clermont-Ferrand, 1967).

PAILLER, Marcelin. *Limoges : quelques mots sur son industrie.* Limoges, impr. veuve H. Ducourtieux, 1885.

RAVENEZ, L.-W. *Aperçu statistique de l'exposition de Limoges en 1855.* Limoges, Ardillier, 1855.

REBEYROL, Janine. *L'industrie à Limoges : étude de géographie urbaine, économique et humaine.* Bordeaux, 1958. (D.E.S., univ. de Bordeaux).

Exposition de Limoges - 1903 - Commerce, industrie, sciences, agriculture, horticulture, Beaux-Arts - Catalogue général officiel. Limoges, impr. Ducourtieux et Gout, 1903.

Industrie de la porcelaine

ALBIS, Jean d', ROMANET, Céleste. *La porcelaine de Limoges.* Paris, éd. Sous le Vent, 1980.

ALBIS, Jean d'. *Haviland - Histoire des manufactures de porcelaine - Marques de fabriques.* Paris, éd. Dessain et Tolra, 1988.

ALLUAUD, A. *La porcelaine de Limoges - Son histoire du XVIII^e siècle à nos jours,* dans *Revue de la Vlle Région Economique*, juin 1927, 2^e année, n°6, p. 3-10.

CHOFFEL, Jean. *Etude économique de la porcelaine de Limoges - Artisanat ou industrie ?.* Paris - Limoges Nancy, Charles Lavauzelle et Cie, 1950.

COUDAMY, Jacques. *Le feu - Les fours - La porcelaine.* Limoges, 1987.

DES HORTS, Noëlle. *La porcelaine de Limoges.* Rennes, Ouest-France, 1987.

ROBERT, Maurice (sous la direction de). *La porcelaine de Limoges, tradition et innovation.* Limoges, CERAMAT, 1987 (coll. Hommes, sciences et techniques).

SZASZ, Marie Elisabeth. *De la main à la machine dans l'industrie porcelainière - Deux siècles d'évolution en Limousin.* Limoges, CEREMAT, 1988. (coll. Hommes, sciences et techniques).

Industrie de la chaussure

ROUSSEAU, Muriel. *Le cuir et la chaussure en Limousin.* Paris, 1994, 3 vol. (mémoire de diplôme de 3^e cycle, Ecole du Louvre).

RAYNAUD, Serge. *L'industrie de la chaussure en Haute-Vienne.* Bordeaux, Ministère du Travail - Echelon Régional de l'Emploi de Bordeaux, janvier 1970 (multigr.).

Autres industries

DUPUY, Pierre. *Ancienne «capitale» des distillateurs-liquoristes - Limoges et les environs - 1800 à 1940.* Limoges, Flanant, 2002.

L'industrie de l'imprimerie en Limousin, dans *Economie Géographie - Limousin*, n°6, avril 1972.

Site Internet

Tous les dossiers documentaires établis par Frédéric Pillet (service régional de l'Inventaire/Ville de Limoges) sont consultables sur les bases de données du Ministère de la Culture.

- pages d'accueil, dossiers concernant l'architecture : <http://www.culture.gouv.fr/documentation/merimee/accueil.htm>

- page d'accueil, dossiers concernant les objets mobiliers : <http://www.culture.gouv.fr/documentation/palissy/accueil.htm>

Spectacles, fêtes et cérémonies

GAMBIER, Cécile. *Les voyages du Président de la République Sadi Carnot à Limoges et dans le département de la Haute-Vienne (1888 et 1891).* Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine. Limoges, 2005.

LAFORE, B. et R. *Ciné-Union.* Limoges, Lucien Souny, 1989.

Aspects artistiques

Collectif. *L'Etat et l'art (1800-1914). L'enrichissement des bâtiments civils et militaires en Limousin.* Limoges, Culture et Patrimoine en Limousin, 1999.

FERRER, Jean-Marc et GRANDCOING, Philippe. *Des funérailles de porcelaine : l'art de la plaque funéraire en porcelaine de Limoges au XIX^e siècle.* Limoges, Culture et Patrimoine en Limousin, 2000.

Protection du patrimoine

Ville de Limoges, Direction de l'Aménagement, Direction de l'Urbanisme, service d'études. *Z.P.P.A.U.P. Rapport de présentation-révision 2004.* Limoges, 2004 (multigr.).

Exposition proposée
par la **Direction de l'Action culturelle / Archives municipales de Limoges**
1 place des Jacobins 87031 LIMOGES cedex

entre rêve et réalité

architecture
et urbanisme
à **Limoges**
depuis
la révolution

en partenariat
avec le **Service régional de l'Inventaire du Patrimoine**
(DRAC Limousin / Région Limousin)

Responsables scientifiques : Stéphane Capot, Bénédicte Sardin
Responsables scientifiques associés : Jehanne Lazaj, Colette Chabrely

Direction artistique, scénographie, conception graphique : Création Médias Conseil

Logistique : Services techniques de la Ville de Limoges, Archives municipales.

Restauration de documents : Atelier Quillet, Loix-en-Ré et Reliural-ateliers Laurenchet, Paris.

Documents et pièces de l'exposition : Ville de Limoges (Archives municipales, Musée de l'Evêché, Bibliothèque franco-phone multimédia, Direction de la Communication, Direction de l'Urbanisme, Direction des Espaces verts), Service régional de l'Inventaire du Limousin, Archives départementales de la Haute-Vienne, Musée national Adrien-Dubouché, collection Paul Colmar, collections particulières.

Remerciements

Services de la Ville de Limoges, Conseil régional de l'Ordre des architectes, Mmes et MM. les directeurs et le personnel scientifique des établissements prêteurs, G. Ardant, P. Blanchard, L. Bonnaud, J.-P. Boucher, A. Brissaud, P. Chauprade, P. Colmar, E. Conrady, abbé G. Daudet, L. Delaygue, S. Frioux, B. Gay-Bellile, E. Jouhaud et sa famille, C. Kradjian-Vernier, P. Lagane et sa famille, G. Magne, J. Plainemaison, J.-M. Robin, E. Sallon, J. Suchaud.

Crédits photographiques

Ville de Limoges : clichés Direction de la Communication.

Archives municipales de Limoges : clichés Ville de Limoges - Direction de la Communication ; Philippe Pécher.

Musée municipal de l'Evêché : clichés F. Magnoux.

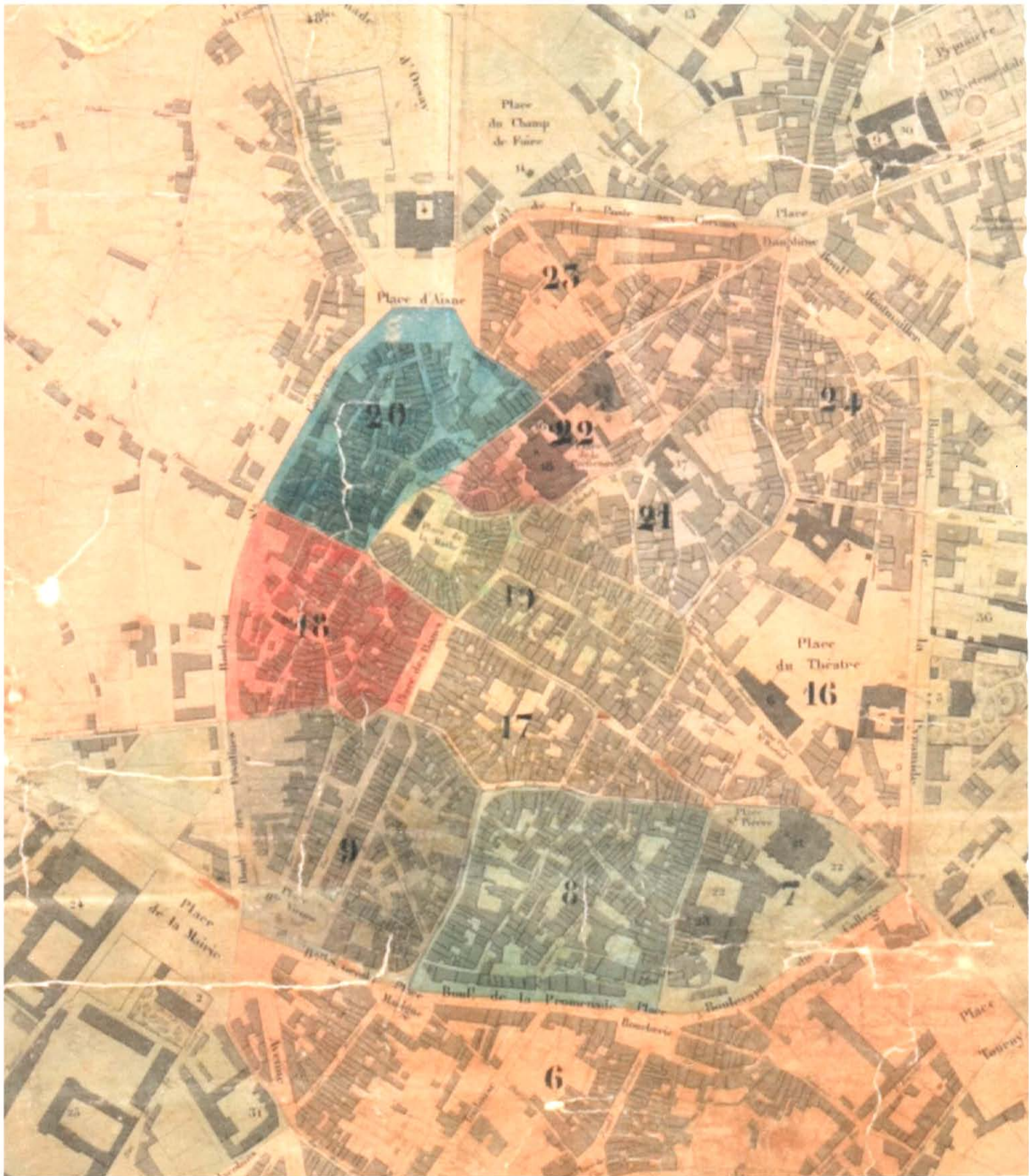
Service régional de l'Inventaire du Limousin : cliché Ph. Rivière ; F. Pillet.

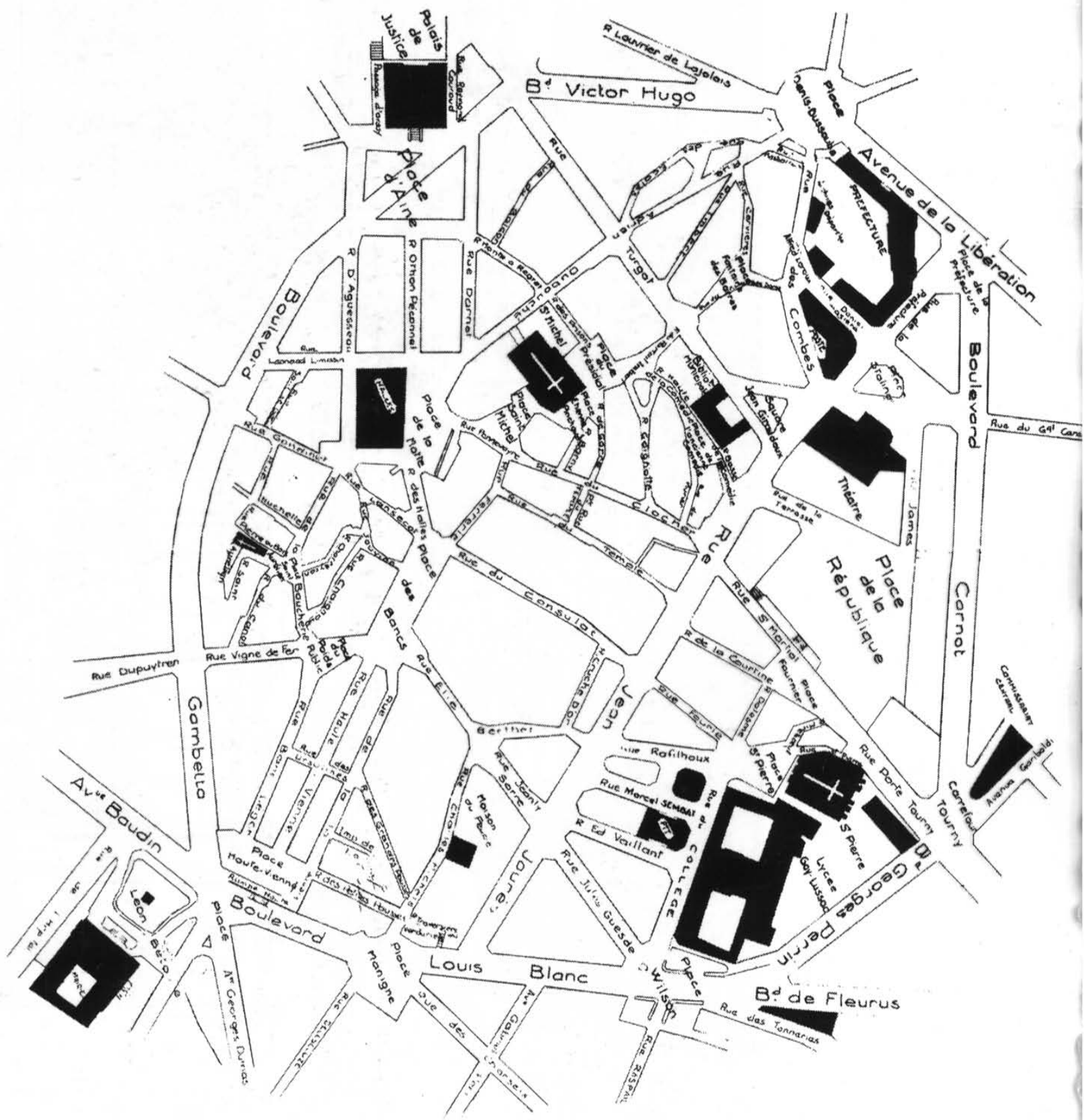
Clichés anciens et cartes postales : voir indication en légende.

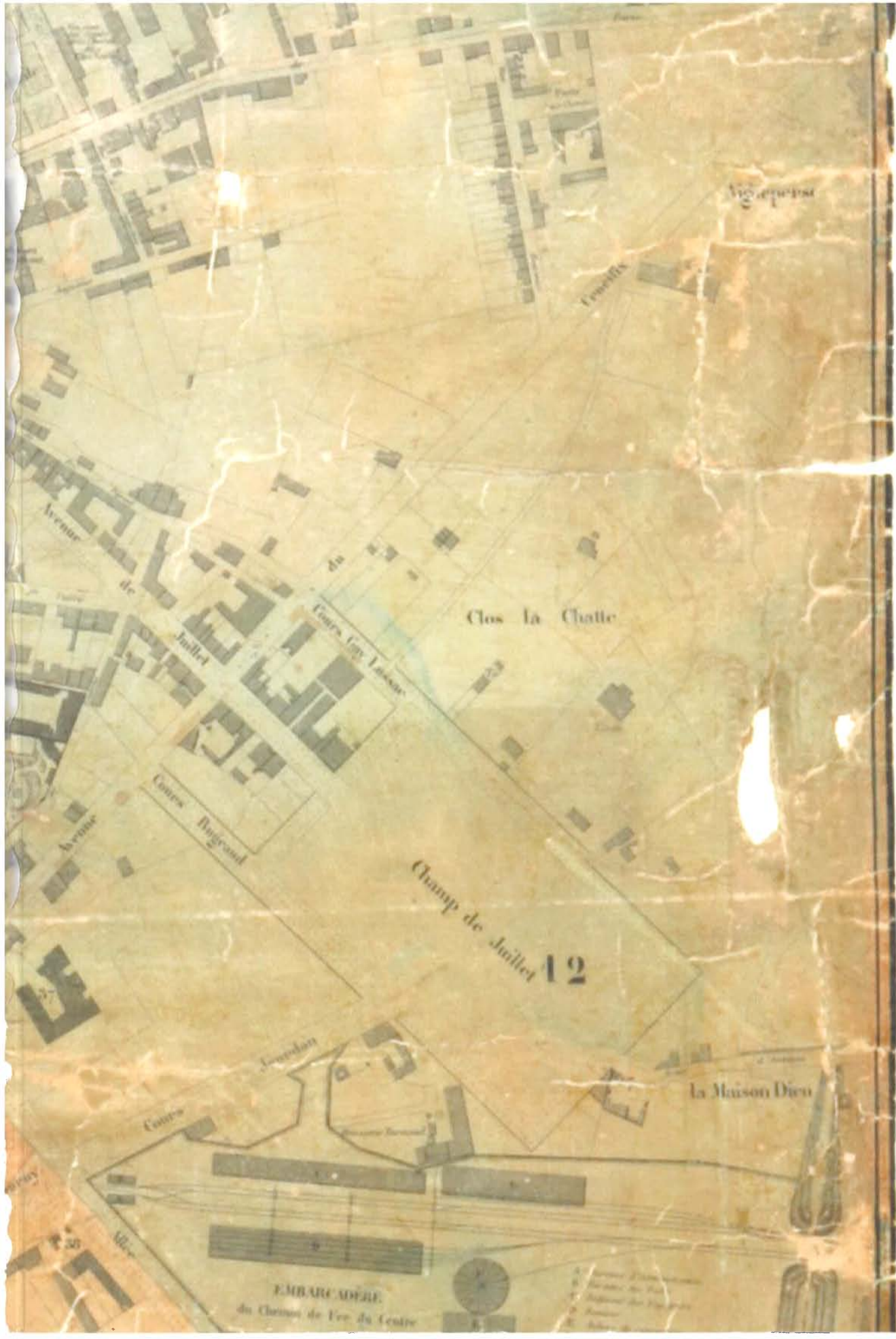
Collections particulières : clichés Ville de Limoges - Direction de la Communication.

Table des matières

Préface	5
Introduction	6
1 Croissance et transformations urbaines jusqu'à l'entre-deux-guerres. . . .	8
2 Les mutations urbaines d'une capitale régionale	30
3 Quelques édifices publics emblématiques	40
4 Chemin de fer, industrie et habitat collectif.	52
5 Une ville qui instruit, cultive et divertit	78
6 Architecture privée, demeures et commerces	98
7 Un programme d'embellissement par l'art	104
8 L'architecte et son action à Limoges	110
9 Quand immeubles et quartiers deviennent patrimoine	118
Le service de l'architecture de la ville de Limoges	130
Sources et orientation bibliographique	134









Ce catalogue d'exposition, qui porte l'avant-titre «entre rêve et réalité», se propose d'explorer quelques facettes des mutations qui ont façonné le visage de Limoges telle qu'elle se présente aujourd'hui. Mais pour atteindre son but, loin de se contenter d'évoquer les projets mis à exécution, il souhaite inviter le public à découvrir des propositions qui sont restées sans suite. Tout projet architectural et urbain est le fruit d'une idée, d'une projection dans l'avenir ; il cherche à traduire dans l'espace un besoin d'organisation de la vie collective ; c'est ce qui en fait tout l'intérêt et toute la singularité.

Aussi, tout en adoptant une trame générale, répartie en 9 thèmes, qui permet de replacer tout projet d'architecture et d'urbanisme dans son contexte, il insiste sur quelques approches plus ciblées : l'aménagement des places, l'insertion des statues et des monuments dans l'espace public, l'art au service de la ville, l'architecture éphémère des fêtes et cérémonies, la préservation d'un cadre de vie intégrant habitat ancien et monuments historiques. Les dossiers sur les jardins et espaces verts ainsi que sur le patrimoine industriel ont bénéficié de la participation du Service régional de l'Inventaire du patrimoine du Limousin, qui apporte ainsi son expérience de terrain et son regard particulièrement aiguisé sur ces questions.



Ville de
Limoges

www.ville-limoges.fr

ISBN 2-901596-15-0



9 782901 596158

20€

ARCHIVES MUNICIPALES DE LIMOGES

1, place des Jacobins - 87031 LIMOGES CEDEX
Tél. 05 55 45 63 40 - Fax. 05 55 45 65 70